

Review  
Revista  
Rundschau  
Revue  
Ревью

Volume 78 No 2 1985

Youth and Co-ops – Problems of Consumer Co-ops – Workers' Co-operatives – History of a Co-op – Co-operatives and Social Matters – Book Reviews – Portraits (Argentina, Australia, Canada, Germany, Spain, USA, etc.)

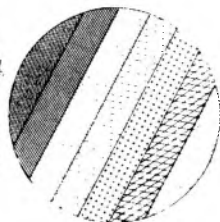
Les jeunes et les coopératives – Problèmes des coopératives de consommateurs – Lois pour coopératives ouvrières – Histoire d'une coopérative – Le social et les coopératives – Les livres – Portraits (Allemagne, Argentine, Australie, Canada, Espagne, Etats Unis, etc.)

Jóvenes y cooperativas – Problemas para cooperativas de consumo – Trabajo asociado y leyes – Historia de una cooperativa – Acción social – Los libros – Retratos (Alemania, Argentina, Australia, Cánada, España, Estados Unidos de América, etc.)

Jugend und Genossenschaften – Probleme für die Konsumgenossenschaften – Ein Recht für Arbeitergenossenschaften – Die Geschichte einer Genossenschaft – Sozialer Einfluss der Genossenschaften – Die Bücher – Charakterbilder (Argentinien, Australien, Kanada, Deutschland, Spanien, Vereinigte Staaten, usw.)

ACI

ICA



IGB

MKA



МЕЖДУНАРОДНАЯ КООПЕРАТИВНАЯ ИНФОРМАЦИЯ

COOPERATIVE INTERNATIONALE  
COOPERATIVA INTERNACIONAL

INFORMATION

INTERNATIONAL CO-OPERATIVE  
INTERNATIONALE GENOSSENSCHAFTLICHE

Formerly:  
Review of International Co-operation

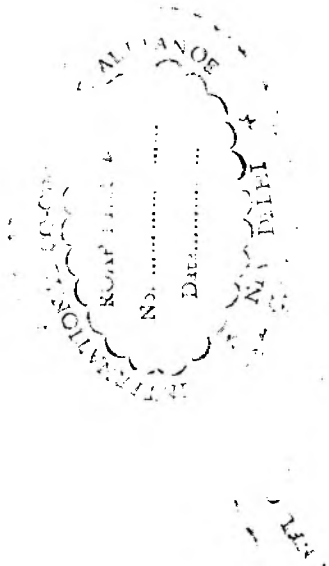
Volume 78 No 2 1985

The official organ of the  
International Co-operative  
Alliance

Head of Publishing  
Department: J.-F. Kister  
Editor: M. Treacy

## Contents

Les Coopératives en milieu scolaire au Québec <i>(J.-P. Girard et R. Houle)</i>	3
Konsumgenossenschaften der Welt in Dortmund <i>(M. Dabrunz)</i>	16
Workers' Co-operatives in Australian <i>(P. Derrick)</i>	21
Cooperativismo de consumo en España <i>(F. Ceballo Herrera)</i>	27
Livingston Farmers Association <i>(C. Merlo)</i>	36
Social Activities of the World Co-operative Movement <i>(A. Krashenninnikov)</i>	42
La Contribución del cooperativismo a las jóvenes generaciones <i>(N. Balbi de Gonzalo)</i>	50
Book reviews: Grundfragen des Genossenschaftswesens von Prof. Dr. h.c. Georg Draheim	55
Règles fondamentales des coopératives agricoles par Jean-Bernard Guillet de la Brosse, Dr en Droit	57
A Critical Assessment of the Co-operative Principles by J.G. Craig & S.K. Saxena	60
Portraits: Dr A.E. Rauter	63
Mr. E. Morgan Williams	66
Mr. Jindrich Zahradnik	68



# Les Coopératives en milieu scolaire au Québec (Canada)

par Jean-Pierre Girard et René Houle (\*)

## 1. Caractéristiques, historique, organisation et devenir par Jean-Pierre Girard

Seule province majoritairement francophone au Canada, le Québec se distingue par l'importance qu'occupe le mouvement coopératif dans l'économie. Tant dans le domaine des institutions financières (Desjardins, Les Coopérants, etc...), agricoles (la Fédérée) ou agro-alimentaires (Agropur), les coopératives ont connu un essor remarquable qui suscite l'envie. Le secteur des coopératives en milieu scolaire est cependant moins connu. C'est ce réseau provincial, unique en son genre au Canada, que nous présentons, en insistant particulièrement sur ses caractéristiques, ses antécédents, son organisation et ses perspectives.

### I. Caractéristiques

Regroupant à l'heure actuelle près d'une soixantaine de coopératives, le réseau des coops en milieu scolaire est en pleine expansion. Si on considère que la population de la province est de 6 millions d'habitants, les données sur ces coopératives sont éloquentes. Elles comptent près de 200.000 sociétaires (élèves et étudiants généralement âgés

de 12 à 23 ans). Non moins de 300 étudiants-étudiantes siègent aux conseils d'administration de ces coops, qui réalisent un chiffre d'affaires d'environ 20 millions de dollars canadiens.

Principalement actives dans la vente de livres scolaires et de matériel de papeterie, ces coops n'ont pas pour autant limité leur champ d'activité. Un nombre croissant d'entre elles s'occupent de concessions de cafétéria, de boutiques de sports ou de vêtements, de service de photocopie. D'autres sont centrées sur la distribution alimentaire (épicerie). Finalement, maintes coops n'ont pas hésité à s'engager dans la révolution technologique en offrant à leurs membres du matériel de pointe (calculatrices, micro-ordinateurs, disquettes, etc...).

### Situations difficiles

Les coopératives existent au Québec depuis près de 90 ans. A l'instar d'Alphonse Desjardins qui fonda en 1900 la première caisse populaire d'un mouvement qui en compte aujourd'hui près de 1800, quelques autres entrepreneurs seront à la source de la diffusion et de l'application de la formule coopérative à d'autres secteurs économiques, l'abbé J.A.B. Allaire dans l'agriculture et Mgr F.X. Ross dans les pêcheries, par exemple.

(\*) Jean-Pierre Girard et René Houle sont agents de formation à la Fédération des Coopératives Québécoises en Milieu Scolaire. Tous deux sont titulaires d'une Maîtrise en coopération de l'Université de Sherbrooke.

S'inscrivant dans un processus de récupération de certains leviers économiques par les canadiens-français, ces initiatives soulèveront un intérêt grandissant, amplifié par les affres de la crise de 1929.

Soutenu par le clergé, alors omniprésent dans le monde de l'éducation, les Jeunesses Etudiantes Catholiques (JEC) mettront sur pied quelques coopératives en milieu scolaire au début des années 1940. En peu de temps, le nombre de coops passe de 9 à 46.

Une Fédération provinciale est alors créée (1944). Elle regroupera plus d'une trentaine de coops. Le mouvement n'a toutefois pas le temps de vraiment se structurer et, à peine quelques années plus tard (1952), la chute de cette Fédération entraîne dans son sillage celle de plusieurs coops. L'inexpérience des leaders et le manque de connaissances des administrateurs en matière de coopération sont quelques unes des causes de cette situation.

Après un temps mort d'une dizaine d'années le mouvement connaîtra une nouvelle poussée vers le milieu des années soixante. Cette fois-ci le contexte socio-politique est bien différent de celui de la décennie précédente. Etatisation et laicisation du réseau d'enseignement et de santé, création de grandes sociétés d'Etat (Hydro-Québec, Société Générale de Financement), le vent est au changement. Ce bouleversement qualifié de « Révolution tranquille » déborde la sphère d'Etat et s'étend à divers échelons de la société québécoise. Dans le milieu étudiant, l'Union Générale des Etudiants du Québec voit, dans la formule coopérative, un créneau économique à occuper. Après une campagne d'information, 5 coopératives de la région de Montréal fondent la deuxième Fédération des Coopératives Etudiantes du Québec (FCEQ) en 1966. Plus ambitieuse, cette Fédération se

lance dans la distribution de divers produits dont des articles de sports et de papeterie. Plusieurs coopératives sont créées.

Mais cette tentative d'intégrer en une organisation coopérative les diverses étapes de commercialisation de produits nécessaires aux étudiants se solde par un échec (1972) dû à la répétition de certaines erreurs de la Fédération précédente, à la faiblesse de la gestion, à l'absence d'éducation coopérative et à la politisation. Comme dans les années quarante et cinquante, la disparition de l'instance fédérative entraîne celle de moult coopératives.

Le gouvernement de l'époque décrètera un moratoire sur la création de coopératives étudiantes. La situation ne reviendra à la normale qu'en 1980 dans le cadre d'une série d'actions de représentation culminant avec le sommet de la coopération qui réunit des intervenants de tous les secteurs coopératifs du Québec.

### Relance

De 1980 à 1983, un noyau de jeunes coopérateurs, préoccupés par l'isolement des coopératives, s'attellera à relancer le mouvement des coopératives étudiantes. A une démarche précipitée menée tambour battant on préfère un travail minutieux de consultation, de rencontres et d'échanges. D'assemblées en assemblées (rencontres de coops des diverses régions), la Fédération des coopératives québécoises en milieu scolaire verra le jour en novembre 1983.

Au delà du changement de nom de la Fédération, il faut voir aussi une volonté de modifier l'image de la coopérative dans les institutions d'enseignement. Si par le passé, on parlait des coopératives étudiantes, on privilégie désormais l'expression de coopératives en milieu scolaire signifiant ainsi que cette entre,

prise n'est pas la chasse gardée des étudiants mais s'ouvre à des individus ayant divers statuts au sein d'une institution. En élargissant la possibilité d'implication à des employés permanents (professeurs, cadres professionnels) on a une base de solution au problème que pose la brièveté des mandats des administrateurs-étudiants. Le consensus autour de cette nouvelle conception de la coop s'est obtenu grâce à la collaboration de représentants de divers organismes dont le Ministère de l'Éducation du Québec, le Conseil de la Coopération du Québec, les coopératives en milieu scolaire, etc...

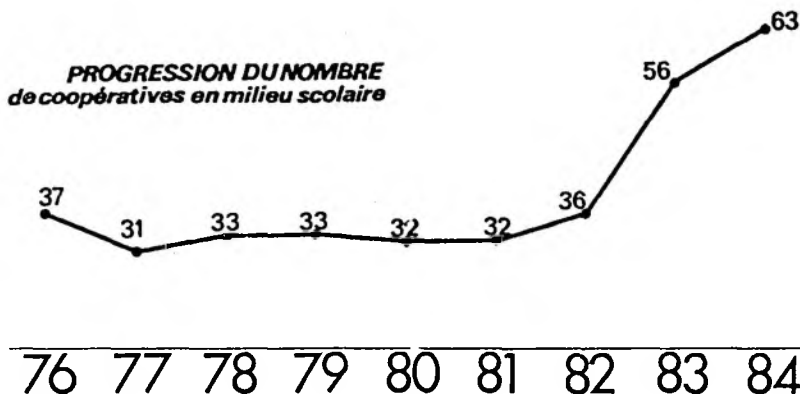
Depuis l'avènement de la Fédération des Coopératives Québécoises en Milieu Scolaire, le nombre de coopératives est en hausse. D'ici peu, on devrait retrouver une coop en milieu scolaire

### Une fédération originale

Pour vaincre les réserves à l'égard d'une nouvelle Fédération, ses artisans ont dû délimiter étroitement son champ d'intervention. Au départ, contrairement à l'ancienne Fédération, il était clair pour tous que la Fédération ne jouerait pas le rôle de grossiste.

En fait, on a retenu 4 grands domaines pour la Fédération; la représentation officielle, l'information, l'éducation et la formation des dirigeants.

Service fondamental, la représentation officielle a permis depuis sa mise en œuvre une série d'actions fort intéressantes pour le réseau. Les représentations auprès du gouvernement du Québec ont conduit, entre autres à la reconnaissance de la spécificité des coop en milieu scolaire dans le cadre de 2 lois (\*).



dans chacune des institutions d'enseignement supérieur au Québec (collège et université) soit environ 45. Du côté secondaire quoique le potentiel soit très grand (200 écoles) le développement des coopératives est encore embryonnaire (15). La Fédération regroupe 31 coopératives toutes de niveau secondaire et universitaire.

(\*) Dans la Loi sur les coopératives (Loi C67, art. 273), on spécifie la nature particulière des coops d'étudiants en rappelant que, contrairement aux autres coops, elle peuvent abaisser le montant de la part sociale en deça de 10\$ (en fait entre 2\$ et 10\$) et dans la Loi sur les heures ouvrables des établissements commerciaux on souligne que les coops en milieu scolaire ont le droit d'avoir des heures d'ouverture particulières pour autant qu'elles vendent des fournitures scolaires (Loi 59, art. 5, 13e).

La diffusion de l'information est une autre priorité de la Fédération. Un feuillet d'information mensuel destiné à toutes les coops en milieu scolaire ainsi qu'à divers intervenants clés, permet d'entretenir et de développer les liens entre les organismes concernés.

Sur le plan de l'éducation, la mission est fondamentale. Peut-être plus que les autres, la coopérative en milieu scolaire jouit d'une position privilégiée pour sensibiliser les jeunes aux valeurs communautaires. Faire rayonner le flambeau de l'éducation coopérative en milieu scolaire, c'est aussi miser sur le futur. Les jeunes gravitant autour de la coop en milieu scolaire forment une pépinière potentielle de dirigeants du mouvement coopératif de demain.

Dans le dessein de pallier une carence qui a hypothéqué la survie de nombreuses coopératives, on retient finalement comme service la formation des administrateurs. Acheter du matériel scolaire dans une coopérative, c'est une chose, administrer une telle entreprise dont le chiffre d'affaires peut s'élever jusqu'à 2,7 millions de dollars en est une autre. Même munis de la meilleure volonté, les administrateurs en poste se doivent de maîtriser des notions élémentaires de gestion, d'animation et de coopération.

### **Une application**

En fonction depuis janvier 1985, le programme de formation des administrateurs de la Fédération se singularise à plus d'un égard. Le programme a été bâti de toutes pièces(\*). On y a introduit quelques jeux coopératifs qui favorisent une certaine décontraction et permettent de concrétiser dans le domaine ludique des principes trop souvent abstraits. Cette initiative se veut un premier pas vers ce que Rudolph Čujes qualifiait récemment « d'interdépendance entre la culture et son orientation fondamen-

tale et les succès des organisations coopératives» (\*\*).

L'approche pédagogique retenue dans ce programme se caractérise par 2 grandes lignes; favoriser une méthode active et s'inspirer de situations vécues. Ainsi on cherche à dynamiser la formation en se basant sur le vécu des participants.

S'articulant autour de cinq thèmes: connaissance de la coopération, rôle et responsabilités des administrateurs, fonctionnement du groupe et prise de décision, analyse financière et session de planification, le programme connaît jusqu'à ce jour un franc succès.

### **Un réseau dynamique**

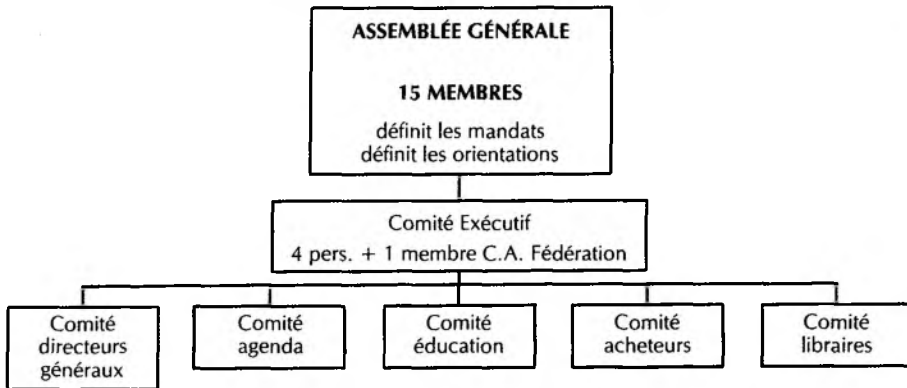
Par le passé, on a critiqué le modèle de développement des anciennes Fédérations. On déplorait le centralisme des décisions. Afin d'éviter de retomber dans cette ornière, des comités régionaux ont été fondés qui, reprenant une série de responsabilités, permettent de mieux répondre aux attentes des coopérateurs.

L'organigramme du Comité d'Intercoopération des coops d'étudiants de la région de Montréal (CICERM) permet de mieux cerner cette réalité. Outre un comité exécutif qui prévoit la coordination des divers dossiers, 5 comités ont des tâches spécifiques. Ainsi le comité acheteur, réunit les responsables des achats des coops et, grâce à cette concertation négocie avec les divers fabricants des rabais de quantité. Le comité «agenda» qui, d'une année à l'autre, réunit des représentants de coops différentes et veille à la production d'un agenda type adapté aux besoins des étudiants et mis en vente dans tout le réseau.

(\*) compte tenu que le programme démarrait

(\*\*) Čujes, Rudolph, Compétition et coopérative, in *Revue de la Coopération Internationale*, Vol. 77 no. 1, 1984.

## ORGANIGRAMME CICERM



Le comité libraire traite de ce domaine spécifique. Occasion de rencontres et d'échanges, le comité des directeurs généraux leur permet de tirer bénéfice de l'expérience commune. Dernier né de ces comités, le comité «éducation» traite des divers aspects pratiques de ce grand principe coopératif.

La participation à ces instances est bénévole. On croit fermement au fruit de l'intercoopération.

Ce modèle de structures est aussi en vigueur dans les coopératives. Il y a quelques variantes mais dans l'ensemble la participation est encouragée.

Le défi n'est d'ailleurs pas toujours facile à relever car le réseau se compose de petites et de grandes coopératives. On devine que l'organisation d'une coopérative dont le chiffre d'affaires n'atteint qu'à peine 30 000\$ est différent de celle d'une organisation qui frise les 3 millions de dollars.

Dans le premier cas, la participation des bénévoles est requise tant pour animer le sociétariat que pour s'assurer de la gestion de l'entreprise. Dans le second, les 20 employés permanents, direction générale et directeurs de servi-

ces compris, sont davantage habilités à gérer le fonctionnement de l'entreprise.

### Perspectives intéressantes

Les années à venir s'annoncent prometteuses pour le réseau des coops en milieu scolaire au Québec. Il est possible de faire quelques pronostics car outre la similitude de leur milieu, ces coops ont plusieurs traits en commun (nature des produits vendus, possibilités d'expansion, type de membres).

A la lumière des retombées de ces dernières années, les coops devraient chercher à coopérer davantage entre elles, ex.: groupe d'achat.

Par ailleurs, elle devraient développer plus à fond leur relation avec les diverses administrations institutionnelles (collèges et universités) tant de façon formelle (politique d'entente, bail, participation au C.A.) qu'informelle (entente et collaboration ad hoc). Il est probable que les coops attireront une plus grande participation de catégories de membres sous-représentés tels les divers employés de

l'institution, les étudiants adultes et peut-être même des gens du quartier et/ou de la ville.

Dans ce domaine les coops devraient prendre une plus grande place dans leur milieu, principalement en offrant de nouveaux services ou produits. L'auto-école dans les collèges et ses résultats très encourageants permettent de présager de lendemains prometteurs.

La Fédération est appelée à développer davantage ses services de soutien, que ce soit en affinant ses programmes ou en instaurant de nouveaux services: formation de gestionnaires, formation des employés, expertise légale, soutien à la gestion et la recherche. A ce sujet, compte tenu de l'évolution des coops en milieu scolaire, on perçoit une volonté d'innovation visant à une forme originale de coop qui puisse correspondre aux attentes des membres.

### **Une fenêtre sur le monde**

Concentrées sur la consolidation de leur réseau, les coops en milieu scolaire ont voué peu d'attention, ces dernières années, à la réalité coopérative hors du Québec. Mais les choses commencent à changer. Un stage de 2 coopérateurs québécois en Europe francophone en automne 1984 a permis de nouer des liens avec des organisations similaires. Il est également probable que des ponts s'établissent avec nos voisins du sud (Etats-Unis) où les coops en milieu scolaire sont fort actives.

Ces quelques aspects ne sont cependant pas limitatifs. A l'exemple d'une coop du réseau qui est en relation avec de jeunes coopérateurs du Costa-Rica, la Fédération et vraisemblablement

d'autres coops pourront s'ouvrir à des échanges avec d'autres pays, principalement dans une perspective d'aide Nord-Sud. En débordant sur le volet international, les jeunes coopérateurs québécois paradoxalement tirent bénéfice de l'expérience des autres tout en communiquant la leur.

## **2. Evolution financière et orientations prospectives par René Houle**

Depuis 1940, le mouvement coopératif en milieu scolaire au Québec a connu une évolution ondulatoire. Les trois grands cycles de son évolution (1940-1955; 1965-1972; 1980-....) furent principalement caractérisés par des efforts de rassemblement au sein de trois fédérations nationales. Chacune d'entre elles a adopté une ligne d'action particulière et s'est dotée d'une structure financière différente.

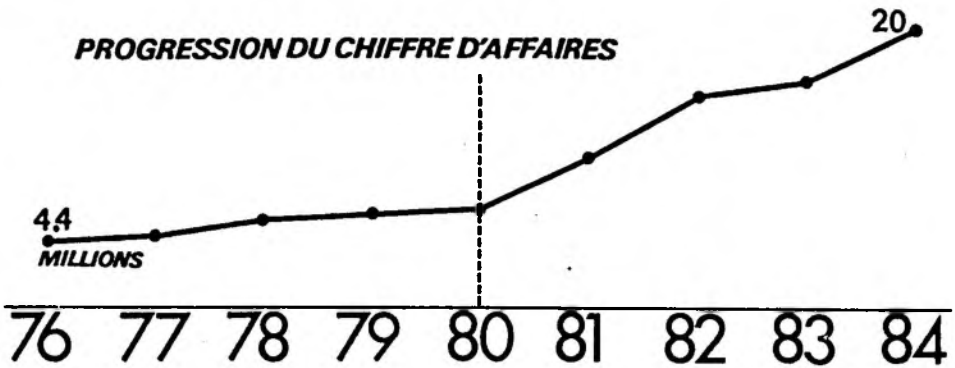
Si la chute des deux premières fédérations a eu un impact social et financier sur l'ensemble du mouvement, elle a également permis à la Fédération des Coopératives Québécoises en Milieu Scolaire (la «troisième Fédération») de tirer des leçons.

### **Une évolution récente**

La progression du nombre de coopératives en milieu scolaire au Québec s'est particulièrement accentuée à partir de 1980. Cet essor, qui coïncide avec les premiers regroupements nationaux visant à créer la Fédération des Coopératives Québécoises en Milieu Scolaire (FCQMS) s'est également manifesté au niveau des chiffres d'affaires.



## PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES



Parallèlement à cette progression, les délégués de la majorité des coopératives multipliaient échanges et consultations régionales. En 1983, la Fédération des Coopératives Québécoises en Milieu Scolaire est créée. Cette nouvelle organisation se dote d'une structure financière originale avec comme but à moyen terme: l'autofinancement.

Chaque coopérative contribue au financement de la Fédération de la façon suivante:

- Souscription, lors de l'adhésion, d'un minimum de 5 parts sociales de 10,00\$
- Cotisations (quote-part) de 0,2% de

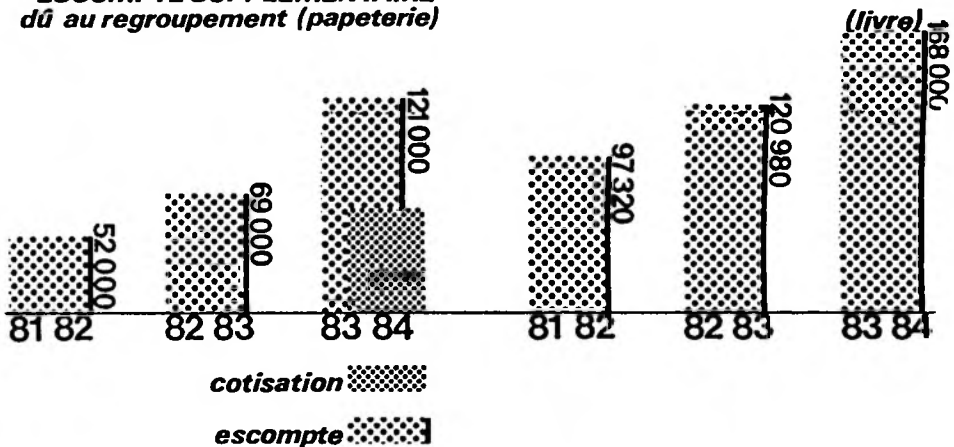
l'ensemble des revenus de chaque coopérative

- Cotisation de 1,00\$ d'intercoopération pour chaque sociétaire d'une coopérative affiliée.

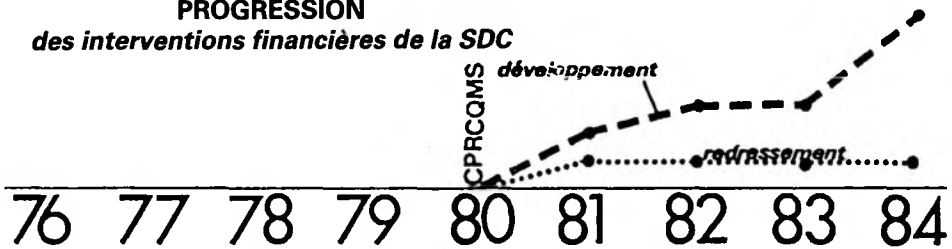
A ceci, s'ajoutent les intérêts, la vente de matériel promotionnel et les subventions de divers organismes.

Tout en souhaitant réaliser des objectifs sociaux, le regroupement des coopératives obtient dès sa première année d'existence un escompte supplémentaire fort appréciable dans le domaine de la papeterie et du livre. Le tableau suivant est particulièrement éloquent.

### ESCOMPTE SUPPLÉMENTAIRE dû au regroupement (papeterie)



**PROGRESSION**  
des interventions financières de la SDC



On peut constater facilement que l'apport dû aux cotisations des membres fut largement dépassé par celui obtenu sous forme d'une augmentation des escomptes dans au moins deux secteurs.

L'action de la SDC dans le mouvement coopératif en milieu scolaire s'est particulièrement intensifiée à partir de 1980. Les interventions financières de la SDC se sont stabilisées au niveau du REDRESSEMENT des coopératives en difficulté temporaire pour soutenir davantage le DEVELOPPEMENT de ces dernières. La Fédération des Coopératives Québécoises en Milieu Scolaire n'est pas étrangère à cette situation car elle maintient de solides relations avec cette société.

**La société de développement des coopératives (SDC): un partenaire**

Le mouvement coopératif québécois peut avoir recours à cette société d'Etat pour se consolider ou se développer. La SDC a pour but de favoriser la création et le développement des coopératives. Pour atteindre cet objectif, elle cautionne des prêts aux coopératives. Elle est aussi autorisée à prendre en charge, à certaines conditions, les intérêts sur certains prêts accordés aux coopératives. Elle peut également les conseiller sur leur financement et obtenir l'aide technique qui leur est nécessaire.

**Situation actuelle**

Les 31 coopératives membres de la FCQMS sont réparties dans 6 régions distinctes. Près de la moitié sont situées dans l'agglomération de Montréal. Le chiffre d'affaires global de plus de 18 000 000\$ représentait en 1983-84, plus de 80% de celui de l'ensemble des coopératives de ce type au Québec. tout en intégrant des bénévoles actifs au sein de l'entreprise, les coopératives ont embauché un peu plus de 400 employés en 1983-84. le tableau suivant en présente la répartition.

## Coopératives membres de la FCQMS (1983-84)\*

Région	Coop	Nb de	Chiffre d'affaires	Employés		total
				temps plein	temps partiel	
01: Bas du fleuve	3		18 973,663\$	8	5	13
02: Saguenay Lac St-Jean	1		230,000\$	1	30	31
03: Québec	6		2 816,680\$	20	50	70
04: Centre Mauricie	4		1 851,637\$	12	42	54
05: Outaouais	2		327,000\$	4	10	14
06: Montréal	15		12 142,379\$	101	132	233
Total	31		18 341,359\$	146	269	415

(\*) Adaptation de: Robitaille, Claudine et Coll. **Regroupements volontaires de coopératives en milieu scolaire au Québec, en 1984-85.** Centre de Gestion des coopératives, Ecole des Hautes Etudes Commerciales, Montréal, 1985, pp. 12-17.

L'excédent net moyen des coopératives membres de la FCQMS est de 2.2%. La masse salariale représente 12.5% des ventes et l'endettement des coopératives est en moyenne, inférieur à 40%. Si l'ensemble du mouvement coopératif en milieu scolaire du Québec ne semble pas en difficulté financière, quelques coopératives sont confrontées annuellement à des problèmes temporaires de liquidité.

### Une contribution tournée vers demain

En connaissance de cause et dans le double but de financer leur Fédération et de consacrer une grande partie des ressources à la satisfaction de leurs besoins, les coopératives décidèrent en mars dernier d'investir davantage dans

leur organisation nationale. Le plan de développement antérieurement adopté, le mouvement fédéré des coop en milieu scolaire se tourne maintenant vers l'avenir en procédant ainsi:

- Maintien de la taxe d'adhésion
- Augmentation de la quote-part annuelle à 0,3% en 1985-86 et à 0,4% en 1986-87
- Maintien du 1,00\$ d'intercoopération
- Souscription de parts privilégiées variant de 50\$ à 800\$ selon le chiffre d'affaires de chaque coopérative. Ces parts d'un fonds de capitalisation, seront progressivement achetées annuellement à partir de 1985 et sur une période de 5 ans.
- Maintien des autres formes potentielles de revenus.

Le fonds de capitalisation, dont les clauses d'utilisation seront soumises à la prochaine assemblée générale ensuite d'une consultation régionale, permettra d'accroître le capital de la Fédération de

## Coopératives membres de la FCQMS (1983-84)\*

Region	Coop	Nb de d'affaires	Employés		total
			temps plein	temps partiel	
01: Bas du fleuve	3	18 973,663\$	8	5	13
02: Saguenay Lac St-Jean	1	230,000\$	1	30	31
03: Québec	6	2 816,680\$	20	50	70
04: Centre Mauricie	4	1 851,637\$	12	42	54
05: Outaouais	2	327,000\$	4	10	14
06: Montréal	15	12 142,379\$	101	132	233
Total	31	18 341,359\$	146	269	415

(\*) Adaptation de: Robitaille, Claudine et Coll. **Regroupements volontaires de coopératives en milieu scolaire au Québec, en 1984-85**. Centre de Gestion des coopératives, Ecole des Hautes Etudes Commerciales, Montréal, 1985, pp. 12-17.

L'excédent net moyen des coopératives membres de la FCQMS est de 2.2%. La masse salariale représente 12.5% des ventes et l'endettement des coopératives est en moyenne, inférieur à 40%. Si l'ensemble du mouvement coopératif en milieu scolaire du Québec ne semble pas en difficulté financière, quelques coopératives sont confrontées annuellement à des problèmes temporaires de liquidité.

### Une contribution tournée vers demain

En connaissance de cause et dans le double but de financer leur Fédération et de consacrer une grande partie des ressources à la satisfaction de leurs besoins, les coopératives décidèrent en mars dernier d'investir davantage dans

leur organisation nationale. Le plan de développement antérieurement adopté, le mouvement fédéré des coop en milieu scolaire se tourne maintenant vers l'avenir en procédant ainsi:

- Maintien de la taxe d'adhésion
- Augmentation de la quote-part annuelle à 0,3% en 1985-86 et à 0,4% en 1986-87
- Maintien du 1,00\$ d'intercoopération
- Souscription de parts privilégiées variant de 50\$ à 800\$ selon le chiffre d'affaires de chaque coopérative. Ces parts d'un fonds de capitalisation, seront progressivement achetées annuellement à partir de 1985 et sur une période de 5 ans.
- Maintien des autres formes potentielles de revenus.

Le fonds de capitalisation, dont les clauses d'utilisation seront soumises à la prochaine assemblée générale ensuite d'une consultation régionale, permettra d'accroître le capital de la Fédération de

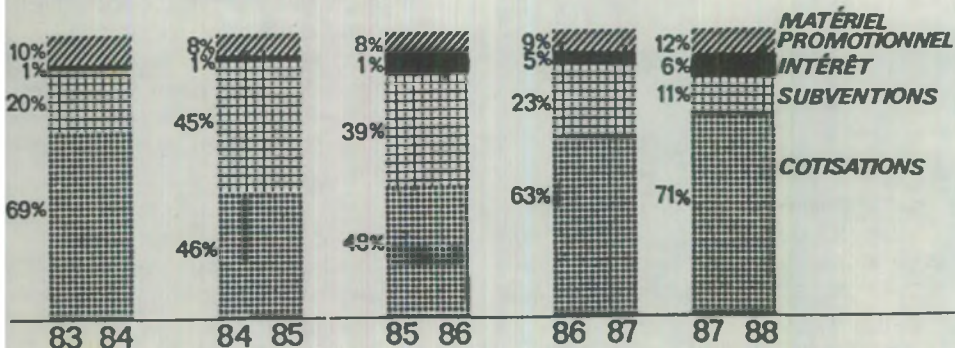


15 000\$ par année. Ce remarquable engagement des coopératives membres permettra aux dirigeants de la Fédération de négocier, entre autres, le cautionnement d'un emprunt auprès de la Société de Développement des Coopératives. Cet emprunt, de l'ordre de 75 000\$, joint à un abatement dégres-

sif des intérêts au cours des cinq prochaines années, permettra une meilleure consolidation du mouvement.

La volonté d'atteindre une autonomie financière se manifeste donc concrètement depuis la dernière assemblée générale extraordinaire. En ce sens le tableau suivant est très révélateur.

### PROGRESSION des revenus de la fédération



Tout en maintenant de bonnes relations avec les divers intervenants gouvernementaux et para-gouvernementaux, les coopératives en milieu scolaire au Québec ont décidé d'assumer leurs besoins et ont jeté les bases de leur développement. D'autres débats se tiendront, d'autres divergences d'opinions se manifesteront, d'autres coopératives adhéreront mais tout cela se fera sous l'égide de la consultation démocratique. Ce souci de se prendre en main et la perspective de compter d'abord et avant tout sur ses propres ressources reflètent la cohérence d'un mouvement conscient de ses responsabilités.

L'avenir est prometteur tant au niveau de l'impact social et communautaire qu'au niveau financier. Un peu plus de trente coopératives assument présentement le leadership du mouvement coopératif en milieu scolaire au Québec. Après l'inévitable phase de consolidation et dans l'hypothèse où tous les intervenants demeureront conscients de l'importance de ce nouveau regroupement, le développement du mouvement coopératif en milieu scolaire pourra s'étendre, pour le bénéfice de tous les jeunes coopérateurs, aux autres provinces canadiennes.

---

*SCHOOL CO-OPERATIVES IN QUEBEC – Quebec, the francophone province of Canada, is characterized by the important part which its thriving co-operative movement plays in the economy. The Co-operative Movement in Quebec is about 90 years old; school co-ops have a shorter history, the first school co-ops having been founded by the Young Catholic Students (JEC) in 1940.*

*The movement now comprises 60 school co-ops and the numbers are expanding. Within a total population of 6 million, the movement counts more than 200,000 members between the ages of 12 and 23, with 300 serving on the management boards, and a turnover of 20 million Canadian dollars.*

*Although principally engaged in the sale of books, stationary, etc., the co-ops also run cafeterias and tuck shops, sell sports equipment, run photo-copying services and are even moving into the area of computers: selling mini-computers, calculators and software.*

*This article charts the development of the movement through three major periods of growth: 1940 - 1955; 1965 - 1972; 1980 – present day. The end of the first two periods of growth was characterized by the collapse of the federation, which in both cases was mainly due to poor management and a lack of co-operative education/knowledge.*

*The existing federation the "Fédération des Coopératives Québécoises en Milieu Scolaire" has been strengthened by the lessons it has been able to learn from these two failures. For example it places great emphasis on strengthening its support services, such as management training, the provision of legal advice, etc., and has created several committees – for example, an education committee to promote member education.*

*While not neglecting the social aspects, the co-operative has concentrated on creating a strong financial base from which to operate, and has developed close ties with the SDC (the State-run Society of Co-operative Development, offering interest free loans and technical assistance to co-operatives). The members of the federation can obtain interest free loans from the SDC, although the long-term goal is to be self-financing. From its first year of operations the federation was able (through bulk-buying) to offer considerable discounts for its members on purchases of books and stationary, more than compensating for membership fees. Member Co-ops are being encouraged to enlarge their sphere of activity, by offering services such as driving lessons, and to extend membership to include teachers, parents, mature students, and even, in some cases, residents of the area in which the school is located. The co-ops are also being encouraged to co-operate more amongst themselves and to strengthen contacts with school co-ops from other countries. For example 2 co-operators from Quebec attended an on-the-job training course in Europe in Autumn of 1984.*

*The future looks promising from the social and communal aspect, as well as from the financial point of view. The school co-operative movement has every chance of spreading into the other Canadian provinces for the benefit of young co-operators in those parts of the country.*

*LAS COOPERATIVAS ESCOLARES EN QUEBEC – Quebec, la provincia canadiense de habla francesa se caracteriza por la función tan importante que desempeña en la economía su floreciente movimiento cooperativo. El movimiento cooperativo de Quebec existe desde hace más o menos 90 años; las cooperativas escolares son más recientes ya que la primera fué fundada en 1940 por los jóvenes Estudiantes Católicos (JEC).*

*Actualmente el movimiento abarca 60 cooperativas escolares y esta cifra va en aumento. De una población que totaliza los 6 millones de habitantes, el movimiento cuenta con más de 200,000 miembros de 12 à 23 años, de los cuáles 300 se encuentran en las juntas de directores, además tiene un volumen de operaciones de 20 millones de dólares canadienses.*

*Aunque la actividad principal de las cooperativas es la venta de libros, artículos de papelería, etc., también dirigen cafeterías y tiendas escolares para los pequeños refrigerios en la escuela, venden equipos de deporte, dirigen servicios de fotocopias y hasta han penetrado en el área de las computadoras vendiendo mini computadoras, calculadoras y programas (software).*

*Este artículo traza de manera gráfica el desarrollo del movimiento a través tres grandes periodos de crecimiento: de 1940 a 1955; de 1965 a 1972; de 1980 hasta hoy. El fin de los dos primeros periodos de crecimiento se caracterizó por el desplome de la federación. En los dos casos, las causas principales fueron: una gestión deficiente y la falta de educación y conocimientos cooperativos.*

*La federación actual, «Fédération des Cooperatives Québécoises en Milieu Scolaire», se ha fortalecido gracias a las lecciones tomadas de los dos fracasos anteriores. Por ejemplo, se le ha dado un énfasis especial al reforzamiento de los servicios de apoyo como el adiestramiento en la gestión, la provisión de asesoramiento jurídico, etc., y se han creado varios comités – por ejemplo existe un comité encargado de promover la educación de los miembros.*

*Sin descuidar los aspectos sociales, la cooperativa se ha concentrado en la creación de una base financiera sólida para poder operar y ha establecido lazos estrechos con la SDC (Sociedad de Dirección Estatal del Desarrollo Cooperativo) que ofrece a las cooperativas préstamos sin intereses y asistencia técnica. Los miembros de la federación pueden obtener préstamos sin intereses aunque la finalidad a largo plazo sea el autofinanciamiento. Desde su primer año de funcionamiento, la federación ha sido capaz de ofrecer a sus miembros, (a través de las compras a granel), descuentos considerables en la compra de libros y artículos de papelería, en lugar de tener que compensar con las cuotas de los miembros. Se ha incitado a los miembros de las cooperativas a ampliar su esfera de actividad ofreciendo servicios tales como clases de conducción y a extender la condición de miembro a profesores, parientes, estudiantes de edad madura y aún, en algunos casos a los residentes del área donde se encuentra la escuela. También se ha incitado a las cooperativas a que cooperen más entre ellas y a que fortalezcan los contactos con las cooperativas escolares de otros países. Por ejemplo, durante el otoño de 1984, dos cooperadores de Quebec participaron en un curso de adiestramiento práctico en Europa.*

*El futuro se ve prometedor del punto de vista social, comunal y financiero. El movimiento de las cooperativas escolares tiene todas las posibilidades para difundirse en otras provincias canadienses para el beneficio de los jóvenes cooperadores de esas partes del país.*

---

*STUDENTENGENOSSENSCHAFTEN IN QUEBEC – Quebec, die französische Provinz Kanadas, wird massgeblich von der Rolle, die die aufstrebende Genossenschaftsbewegung in der Wirtschaft spielt, bestimmt. Seit fast 90 Jahren gibt es die konsumgenossenschaftliche Bewegung; Schulgenossenschaften erst seit 1940, denn in diesem Jahr wurde die erste Einrichtung dieser Art durch die JEC (Junge katholische Studenten) gegründet.*

*Heute gibt es 60 Schulgenossenschaften und weitere werden hinzukommen. Bei einer Gesamtbevölkerung von 6 Millionen, gibt es mehr als 200'000 Mitglieder im Alter von 12 - 23 Jahren, die einen Umsatz von 20 Mio kanadischer Dollars erzielen.*

*Obleich an erster Stelle der Verkauf von Büchern und Schreibwaren etc. steht, betreiben die Schulgenossenschaften ebenfalls Cafeterias und Süßwarengeschäfte, verkaufen Sportgeräte- und bekleidung, besitzen Druckereien und steigen ins Computergeschäft ein (Verkauf von Kleincomputern, Rechenmaschinen und Software).*

*Dieser Artikel zeigt die drei wichtigsten Wachstumszeiten auf und zwar von 1940 - 1955; 1965 - 1972; sowie von 1980 bis heute. Das Ende der ersten beiden Wachstumsperioden waren jeweils durch*

den Zusammenbruch des Verbandes gekennzeichnet, hauptsächlich verursacht durch schlechtes Management und zu wenig Weiterbildung der Genossenschaft.

Der heutige Verband «*Fédération des Coopératives Québécoises en Milieu Scolaire*» hat aus den Fehlern der Vergangenheit gelernt. So wird z.B. grosser Wert auf die Aus- und Fortbildung der Manager gelegt, Informationen zu neuen Gesetzesvorhaben gegeben usw. Hieraus haben sich verschiedene Ausschüsse gebildet, z.B. ein Aus- und Weiterbildungsausschuss für die Mitglieder.

Nicht die sozialen Aspekte ausser Acht lassend, hat sich die Genossenschaft bemüht eine solide Finanzbasis zu schaffen, von der aus zu handeln ist (z. B. in der Zusammenarbeit mit der SDC) (state-run Society of Co-operative Development), die zinsfreie Darlehen und technische Hilfe an Genossenschaften gibt. Die Verbandsmitglieder können zinsfreie Darlehen vom SDC erhalten; Fernziel bleibt jedoch die Eigenfinanzierung. Von Anfang an war der Verband durch Grosseinkäufe in der Lage seinen Mitgliedern erhebliche Rabatte für Bücher und Süßwaren einzuräumen, die höher waren als die Beitragszahlungen. Die Mitglieder werden angespornt, die Angebotspalette zu erweitern (Fahrschulen, Ausweitung der Mitgliedschaft auf Lehrer, Eltern, ehemalige Studenten und möglicherweise Einbeziehung der Bevölkerung aus der näheren Umgebung der Schule. Die Genossenschaften sollen in Zukunft mehr miteinander arbeiten und sich um verstärkte Zusammenarbeit mit anderen Genossenschaften im Ausland bemühen. so nahmen z.B. 2 Genossenschafter aus Quebec an einem Fortbildungsseminar in Europa, im Herbst 1984, teil.

Die Zukunftsaussichten sind generell gut. Die Schulgenossenschaften haben gute Chancen auch in den anderen kanadischen Provinzen Fuss zu fassen, zum Wohle junger Menschen.



# Symposium der drei grössten Konsumgenossenschaften der Welt in Dortmund

von Herrn M. Dabrunz

Die Repräsentanten der drei regional grössten selbständigen Konsumgenossenschaften der Welt aus Nada Kobe, Japan, aus Stockholm, Schweden, und des Gastgebers co-op Dortmund trafen sich zu einem umfassenden Gedankenaustausch über ihre vielfältigen Probleme, Aufgaben und Erfolge.

Nada Kobe, die grösste Konsumgenossenschaft der Welt, die älteste Japans, aber die jüngste im Bund der drei, zählt 652 300 Mitglieder, Dortmund 386 500 und Stockholm 300 000 Mitgliederfamilien. Aus dieser Gemeinsamkeit eines beispiellosen Mitgliederfundamentes ergaben sich eine Fülle gemeinsamer überschneidender Themen und Interessen.

Der bisherige Kontakt, der bei internationalen Tagungen hergestellt wurde, sollte in Dortmund vertieft werden und zu gemeinsamen Arbeitsweisen führen, soweit er im Interesse der Mitgliederfamilien der drei Genossenschaften liegt.

Themen des Symposiums waren:

1. Zukünftige Entwicklung der Genossenschaften. – Wie sind demokratische Mitbestimmung und Effektivität des Geschäftsbetriebes in Übereinstimmung zu bringen?
2. Struktur der demokratischen Verwaltung und Beteiligung der Mitglieder.
3. Aufbau und Struktur der Unternehmensorganisation und Zusammenarbeit mit der jeweiligen co-op Zentralorganisation.

4. Co-op Geschäftspolitik wie Sortimentsgestaltung, Vertrieb und Werbung, Ladengestaltung, Diversifikation.
5. Ausbildung und Training von Mitarbeitern und Förderung von Führungskräften.
6. Finanzpolitik.

Die Teilnehmer besuchten vor dem Symposium die modernen Einrichtungen der co-op Dortmund, wie das neu in Betrieb genommene Lager Wambel sowie Supermärkte, co-op Center und plaza SB-Warenhäuser.

Nach Abschluss des Symposiums nannte der Vorstandssprecher von co-op Dortmund, Reimer Volkers, u.a. folgende Ergebnisse der Diskussion:

1. Für den weiteren Erfolg der Grossgenossenschaften ist Pflege und Ausbau der Mitgliedschaft von ausserordentlicher Bedeutung. Die Mitglieder sind Träger, Eigentümer und Kapitalgeber zugleich, auf sie allein zielt die wirtschaftliche Betätigung der Genossenschaft, für sie allein sind wirtschaftliche Förderungsleistungen zu erbringen.
2. Voraussetzung für die wirtschaftliche Förderung ist eine ständige hohe Leistungsbereitschaft und Modernität im Geschäftsbetrieb. Für die Genossenschaft als Unternehmen eigener Art kommt als zusätzliche Vorteilsgewähr für die Mitglieder die Rückvergütung und Anteilsdivi-

dende hinzu, die je nach Jahresergebnis variabel gestaltet wird.

3. Die Mitbestimmung und Kontrollrechte der Mitglieder werden in Form der repräsentativen Demokratie wahrgenommen. Alle drei Genossenschaften haben weitere Veranstaltungen, Ausschüsse, Kurse, Informationsblätter usw. organisiert, um die Mitglieder näher an die Genossenschaft heranzuführen, sie mit ihrem eigenen Unternehmen vertraut zu machen.
4. Zum weiteren Ausbau der geschäftlichen Einrichtungen werden in allen Genossenschaften hohe Mittel benötigt. Zur Finanzierung spielt die Aufstockung des Eigenkapitals eine erhebliche Rolle. Während in Dortmund Eigenkapital hauptsächlich direkt von den Mitgliedern kommt (neue Mitglieder, Auffüllung der Geschäftsguthaben durch Rückbehalt von Teilen der Rückvergütung, Kauf zusätzlicher Geschäftsanteile), stärken die Genossenschaften Nada Kobe und Stockholm das Eigenkapital zum grössten Teil über die Reservenbildung (die in Deutschland zu hoch besteuert ist).
5. Die Kontakte und der Erfahrungsaustausch sollen je nach Bedarf zwischen den drei Genossenschaften fortgeführt werden.

### **Zur Geschäftsentwicklung**

Alle drei Konsumgenossenschaften haben in ihrem jeweiligen Ausbreitungsgebiet eine grosse Bedeutung. Am Umsatz von Nahrungs- und Genussmitteln hat Dortmund einen Marktanteil von rund 17%, Stockholm von fast 24% und Nada Kobe von gut 14% (vgl. auch Tabelle Basis-Ziffern 1983).

Über das grösste Ladennetz verfügt Stockholm mit 281 Läden, gefolgt von Dortmund mit 257 und von Nada Kobe mit 117. Allerdings gestaltet sich der Umsatz je Laden am günstigsten bei Nada Kobe, gefolgt von Dortmund und Stockholm.

1983 zahlte lediglich Dortmund eine Rückvergütung in Höhe von 2.4% des Mitgliederumsatzes. Stockholm hat die Rückvergütung aus wirtschaftlichen Gründen 1977 streichen müssen, strebt jedoch an, die Rückvergütung an Mitglieder wieder einzuführen. Nada Kobe zahlt ebenfalls keine Rückvergütung an Einzelmitglieder, gewährt jedoch Kleingruppen von Mitgliedern auf deren Gemeinschaftseinkäufe eine Rückvergütung von 1 bis 2%, wodurch deren Engagement in der Genossenschaft gestärkt wird.

### **Zur Mitgliederarbeit**

Bekanntlich ist es co-op Dortmund durch die Kombination von Rückvergütung und Geschäftsguthaben-Dividende gelungen, in den vergangenen 10 Jahren die Mitgliederzahl um 100 000 auf 400 000 (Schätzung für 1984) zu erhöhen. Davon sind allein in den 80er Jahren 80 000 neue Mitglieder hinzugewonnen worden. Die Mitgliederarbeit der Konsumgenossenschaft ist intensiv und vollzieht sich auf den drei Ebenen Bezirksvertreterversammlung, Gebietsvertreterversammlung sowie ordentliche Vertreterversammlung. Vier- bis fünfmal in der Woche werden Veranstaltungen im Mitgliederbegegnungszentrum in Dortmund-Brackel sowie im Laufe eines Jahres mehrere kulturelle Veranstaltungen angeboten, so dass mehr als 100 000 Mitglieder direkten Kontakt mit co-op Dortmund haben.

Auch Konsum Stockholm betreibt eine intensive Mitgliederarbeit in 74 Mit-

gliederbetreuungsregionen und über Ladenräte, die sich einmal monatlich treffen. Die Mitgliederzahl ist gesunken, seit die Rückvergütung aufgegeben wurde. Im Jahre der Jugend 1985 will man intensiv junge Menschen auf die Leistungen von Konsum Stockholm aufmerksam machen mit dem Ziel, sie als Mitglieder zu gewinnen. Über die Zeitschrift «Storstaden» spricht man sämtliche Mitgliederhaushalte an. Eine besondere Telefonnummer mit dem Kennwort «Konsum direkt» steht für Mitgliederanfragen und Mitgliederklagen zur Verfügung. Eine besondere Spalte im Anzeigenteil von Konsum Stockholm gibt wichtige Verbraucherinformationen.

Konsum Stockholm hat anlässlich des dortmunder Symposiums herausgestellt, dass der Verzicht auf die Rückvergütung die Mitgliederentwicklung zwar negativ beeinflusst hat, im Absatz von Waren jedoch nicht hinderlich war. Gleichwohl bleibt die Wiedereinführung der Rückvergütung das Ziel.

Auch Nada Kobe co-op betont nicht so sehr die Rückvergütung, hält jedoch die Dividende auf das eingesetzte Kapital für wichtig. Um die Mitglieder durch die Genossenschaft zu fördern, legt man besonderen Wert auf Qualitäts- und Produktprüfung, auf die Ausbildung der Mitglieder und auf besondere soziale Förderungsmaßnahmen für die Mitglieder.

## **Warenbeschaffung und -kontrolle**

Alle drei Konsumgenossenschaften arbeiten mit der jeweiligen nationalen Grosseinkaufsorganisation zusammen. Dortmund kauft rund 58% des Gesamteinkaufs bei der co-op AG, Stockholm kauft die meisten Waren von Kooperative Förbundet mit Ausnahme des selbstproduzierten Brotes und der Fleischwaren sowie der Milchprodukte.

Lediglich Nada Kobe kauft mit rund 4% nur sehr wenig von dem japanischen Dachverband JCCU ein.

Während Dortmund keine Eigenproduktion betreibt, tun dies Stockholm und Nada Kobe doch in bemerkenswertem Umfang.

Besonderer Wert wird von allen drei Organisationen auf Preisgünstigkeit bei guter Qualität gelegt. So hat Nada Kobe bereits auf Warenezusätze (Additive) verzichtet, lange bevor diese Zusatzstoffe von der Regierung verboten wurden. Der Verbraucher soll Vertrauen in die Gesundheit der genossenschaftlichen Produktion erlangen.

Auch Stockholm hat bei der Eigenproduktion (Brot) auf Zusätze verzichtet. Diese Politik hat sich auch dort bezahlt gemacht. Die Dortmunder Verkaufspolitik wurde wie folgt umschrieben: Keine irreführenden Informationen, keine falschen Qualitätsangaben, korrekte Gewichtsangaben, gleiche Preise in allen Geschäften, kein closed-shop-Prinzip, Steigerung der Produktivität, Kommunikation unter den Mitarbeitern, klare Regeln sowie Gewährung von Rückvergütung.

## **Zur längerfristigen Strategie**

Die drei grössten Konsumgenossenschaften der Welt wollen ihre Marktbedeutung in ihren jeweiligen Ausbreitungsgebieten verbessern. Sie können dieses Ziel auf einer gesunden wirtschaftlichen Basis auch erreichen. Die Eigenfinanzierung – auch wenn sie teuer ist – darf nicht vernachlässigt werden, weil sie sicher ist.

Einig war man sich in der Feststellung: «Die genossenschaftliche Ideologie ist kein Ersatz für die Marktleistung, jedoch mit einer guten Marktleistung hat die genossenschaftliche Demokratie ihre Chance.»

*(Courtesy of «der Verbraucher», Hamburg)*

## Vergleichsstudie von 3 Genossenschaften (Vergleich, 1983)

### I. Basis-Ziffern 1983

	Dortmund	Stockholm	Nada Kobe	
A. membership ± %	374,710 + 5.1	299,273 - 2.5	652,288 + 5.4	Mitglieder
B. employees ± %	1,711 + 5.6	7,960 - 0,1	6,857 + 3.6	Beschäftigte
*full-time	4,575	4,566	5,109	Vollzeit
*part-time	3,136	3,394	1,748	Teilzeit
C. share capital (\$mil) ± %	16.4 + 17.0	7.2 + 10.0	40.8 + 9.9	Anteilskapital Mio. US\$
D. reserve (\$mil) ± %	13.0 + 10.3	36.9 7.5	36.8 23.4	Reserven
E. total assets (\$mil) ± %	103.4 + 9.0	129.0 + 1.4	321.5 + 8.4	Ges.-Vermögen
F. total sales (\$mil) ± % (cur. pr.)	647.7 + 8.5	693.9 + 9.8	1,011.9 + 7.9	Umsatz ges.
G. retail sales (\$mil) ± %	647.7	638.4 + 8.6	970.4 + 8.3	Umsatz EH
H. own production (\$mil) ± %	—	55.5 + 26.9	40.7 + 14.1	Eigenproduktion
*ratio of own production (%)	—	8.7	4.2	Anteil
I. services sales (\$mil)	—	13.7	6.2 (1982)	Service
J. retail outlets	257	281	117	Läden
K. selling area (m)	213,994	337,069	94,868	Verkaufsfläche
L. retail market share (%) *food (%)	16.8	23.9	14.3 (1982)	Marktanteil Lebensmittel
*non-food (%)				
M. composition of sales				Zusammens. d. Umsatzes
*foos (%)	83.9	61.0	71.8	Food
*non-food (%)	16.1	39.0	28.2	Non-Food
N. sales per member (\$)	1,729	2,153	1,488	Umsatz per Mitglied US\$
O. sales per employee (\$)	83,997	80,829	141,513	Umsatz per Beschäftigten
P. sales per shop (\$)	2,520,233	2,300,000	8,293,651	Umsatz per Laden
Q. profit before taxes (\$mil)	11.0	1.6	25.1	Überschuss vor Steuern
R. personnel costs (\$mil)	76.9	109.4	118.5	Personalkosten
S. investment (\$mil)	16.1	6.1	40.7	Investitionen
T. dividend on share (\$mil) *rate of interest (%)	1.0 11.0	0.7 10.0	2.9 7.5	Dividende Dividendenhöhe
U. dividend on purchase (\$mil) *% of purchase	10.0 2.4	— —	00 —	Rückvergütung
exchange rate (= US\$)	2.81 DM	8.08 Skr	224 Yen	Wechselkurs = 1 US\$

A CO-OPERATIVE PRINCIPLE RE-EXAMINED – Prior to the 28th ICA Congress in Hamburg (October 84), representatives from the three largest consumer co-operatives of free market countries: Nada Kobé, Japan (650,000 members), Konsum Stockholm, Sweden (300,000 members), and Coop Dor-

tmund, F.R.G. (390.000 members) met at Dortmund, Federal Republic of Germany. The participants discussed the future development of large co-operatives, the structures of democratic management, member participation, organizational structure, relations with co-operative federations, financial and commercial policies, distribution and stocking methods, staff training and promotion.

The following are examples of the different methods of financing co-operative development in the three co-operatives: At Co-op Dortmund this development is assured by the financial support of new members and the reinvestment of a part of the dividends. At Nada Kobé and Konsum Stockholm, development is financed from the reserves. In 1983, Co-op Dortmund redistributed dividends for 2.4% of nominal shares invested, whereas, several years ago Konsum Stockholm decided to give up cash dividends entirely, and Nada Kobé only pays dividends to collectives for bulk buying.

The participants concluded that it was indispensable to increase member involvement in running the business as proprietors and capital suppliers. As only tangible financial advantages would encourage members to participate more actively, they felt that the co-operative principle that «share capital should only receive a strictly limited rate of interest, if any» should be changed in order to attract more capital from their members.

**PRINCIPE COOPERATIF REMIS EN QUESTION** – Avant le Congrès de l'ACI (Hambourg, Octobre 84) des représentants des trois plus grandes coopératives de consommateurs des pays à économie de marché, Nada Kobé, Japon (650.000 membres), Konsum Stockholm (300.000) et Coop Dortmund (390.000) se sont rencontrés à Dortmund (RFA). les échanges portèrent sur le développement futur des grandes coopératives, les structures d'une gestion démocratique, la participation des sociétaires, les structures organisationnelles, les relations avec les fédérations de coopératives, la politique commerciale, les méthodes de distribution et de stockage, la politique de financement, la formation du personnel et la promotion des cadres.

Voici quelques exemples parmi les comparaisons effectuées: A Dortmund, le développement de la coopérative est assuré grâce à l'apport financier des nouveaux membres et au réinvestissement d'une part des ristournes qui n'est pas distribuée. A Nada Kobé et à Stockholm, c'est la constitution de réserves qui assure ce financement. En Allemagne la taxation fiscale dans ce domaine serait trop élevée. En 1983 Coop Dortmund a redistribué des ristournes pour 2,4% du nominal des parts investies tandis que Konsum Stockholm a renoncé aux ristournes en espèces depuis plusieurs années et que Nada Kobé ne restitue de ristourne qu'aux collectivités pour achats en masse.

Les participants sont arrivés à la conclusion qu'il apparaît indispensable de davantage motiver les membres en tant que co-propriétaires et bailleurs de fonds afin d'obtenir leur participation à la gestion. Seuls des avantages financiers tangibles parviendront à ce résultat. Les participants ont constaté que l'application des principes coopératifs ne remplaçait pas une gestion tenant compte du marché. Ils se sont même demandé si, dans le contexte économique qu'ils affrontent, une authentique participation démocratique à la solution de problèmes économiques ne valait pas que l'on soit moins exigeant quant à l'application du principe selon lequel «les fonds investis dans le capital ne doivent donner droit qu'à un intérêt limité».

**UNO DE LOS PRINCIPIOS COOPERATIVOS PUESTO EN DUDA** – Antes de que se celebrara el Congreso de la ACI (Hamburgo, octubre 1984), los representantes de las tres más grandes cooperativas de consumo de los países de economía de mercado libre: Nada Kobé, Japón (650.000 miembros), Konsum Estocolmo (300.000) y Coop Dortmund (390.000) se reunieron en Dortmund (RFA). En las discusiones trataron sobre el desarrollo futuro de las grandes cooperativas, las estructuras de una gestión democrática, la participación de los socios, las estructuras de la organización, las relaciones con las uniones de cooperativas, la política comercial, los métodos de distribución y de mantenimiento de existencias, la política de financiamiento, el adiestramiento y la promoción del personal.

A continuación damos algunos ejemplos de los diferentes métodos de financiamiento para el desarrollo cooperativo en las tres cooperativas: En Dortmund, el desarrollo de la cooperativa se efectúa mediante la aportación financiera de los nuevos miembros y la reinversión de una parte de los retornos que no han sido distribuidos. En Nada Kobé y en Estocolmo, el financiamiento está asegurado por la constitución de reservas. En Alemania, el impuesto fiscal en ese sector, sería demasiado elevado. En 1983, Coop Dortmund redistribuyó como retornos el 2,4% de las acciones nominativas invertidas, mientras que Konsum Estocolmo ha renunciado desde hace muchos años a los retornos en especies y Nada Kobé no restituye ningún retorno excepto a las colectividades por sus compras a granel.

Los participantes llegaron a la conclusión de que parece indispensable motivar aún más a los miembros para que participen en la gestión como copropietarios y socios capitalistas. Solo las ventajas financieras tangibles llegan a tal resultado. Los participantes constataron que la aplicación de los principios cooperativos no reemplaza una gestión que tome en cuenta la situación del mercado. Es más, se preguntaron si en el contexto económico que afrontan, una participación democrática auténtica para la solución de problemas económicos no equivaldría a que fuéramos menos exigentes en cuanto a la aplicación del principio que dice que «el capital en acciones sólo da derecho a un interés limitado».

# Workers' Co-operatives in Australia

by Paul Derrick\*

Since the increase in oil prices in 1974, increased inflationary pressures and higher unemployment have stimulated interest in workers' co-operatives in many countries as a way of helping to reduce unemployment. Australia is a country with strong agricultural co-operatives but few industrial or workers' co-operatives; but there has been a considerable increase in interest in the latter in recent years. A Worker Co-operative Programme was launched in New South Wales in 1979 and a self employment scheme for the unemployed in South Australia at about the same time. The Australian Labour Party and the Australian Council of Trade Unions have taken an active interest in industrial democracy and have seen the encouragement of industrial co-operatives as one way of extending it. A comprehensive report on **Co-operative, Community and Self Employment Business Ventures** was published in when, Western Australia and, in June 1984, two further reports on workers co-operatives were published.

One was called "**Worker Co-operatives in New South Wales and Victoria**" and was prepared by the trade union research organisation, Transnational Co-operatives Ltd, in New South Wales and the Labour Resource Centre in Victoria. It was commissioned by the

Minister for Youth and Community Services and Housing in New South Wales and the Minister for Employment and Training. The second report "**The Development of the Co-operative Movement in Victoria**", which was prepared by the Ministerial Advisory Committee on Co-operation appointed in February 1984, took account of a discussion paper on co-operatives produced by a Legislative Review Committee in June 1983.

## Co-operative principles

The second report is an information paper providing facts about co-operative development in Australia and noting arguments that have been put forward and suggestions that have been made – such as the suggestion that a Victorian Co-operative Council should be formed which could rationalise and integrate co-operative development in Victoria. The joint report is more specifically concerned with workers' co-operatives and has been prepared by trade unionists who recognise the importance of close collaboration between the trade union movement and workers' co-operatives if the latter are to make significant headway in Australia. Both reports should be of considerable interest to co-operators and trade unionists and governments interested in the further development of workers' co-operatives.

\* Paul Derrick worked in the Research Department of the ICA from 1966 to 1981. He has written extensively for a wide range of journals on general economic and co-operative problems.

Both reports quote the resolution on co-operative principles approved at the 23rd ICA Congress in Vienna in 1966, defining what is a co-operative and what is not. They also lay particular emphasis on the very basic principles of a limited return on capital and equal voting, and argue that the distribution of the residual assets of a co-operative to shareholders in proportion to shareholdings should be prohibited by law, as it is in many countries, because this practice is incompatible with the basic principle of a limited return on capital. They also argue that shareholdings in workers' or industrial co-operatives should be restricted to the employee members. This is the case with the co-operatives in Britain promoted by the Industrial Common Ownership Movement, and with the Mondragon co-operatives. Outside voting shares, as can be found in some French productive societies, tend to undermine the control of a workers' co-operative by its worker members.

Both reports also recognise that workers' co-operatives tend to be more difficult to form than agricultural, consumers' or credit co-operatives as they usually need more capital per member and the risks are often greater. It is much easier for a group of people with savings to spare to form a conventional company and hire labour than it is for a group of people with skills and ideas, but limited resources, to raise capital. It is, therefore, not at all surprising the most people seeking to launch a new enterprise choose the conventional capitalist form of company instead of trying to form an industrial co-operative.

### **Co-operative Development Fund**

There is considerable and growing interest in workers' co-operatives in Australia, but these reports recognise that public support will be needed if a substantial number are to be formed,

and if industrial co-operatives are to become as strong as agricultural co-operatives. The joint report suggests that a Co-operative Development Fund or Funds should be formed to help finance the development of workers' co-operatives, and that such a fund should be able to take up non-voting redeemable preference shares, with partially cumulative dividends issued by the workers' co-operatives. It declares that this is a possibility which should be investigated and notes that recent legislation in France has enabled workers' co-operatives to issue such non-voting preference. At the same time it suggests that the proposed fund should also make loans with variable interest related to profit in the same way that the French General Confederation of Workers' Co-operative Productive Societies makes loans to its member co-operatives and helps them to improve their borrowing capacity.

By suggesting that a Co-operative Development Fund should take up non-voting preference shares in workers' co-operatives, the joint report is recognising that it is important that such co-operatives should have adequate capital of their own as compared with loan capital, if they are to borrow such additional funds as needed. The report makes the interesting suggestion that some part of the surplus earnings of successful workers' co-operatives should accrue to the proposed Fund to help it to provide finance for new co-operatives. It clearly recognises that it is important for workers' co-operatives, as for other small enterprises, to plough back a high proportion of earnings. The report also makes many interesting suggestions about ways in which governments and trade unions can help to promote the development of workers' co-operatives; but it makes other recommendations which do not seem likely to help it at all.

## Nominal Shareholdings ?

One very curious recommendation is that workers' shareholdings in their own co-operatives should not only be limited or low, but also nominal. It is difficult to discover any **reason** for this recommendation – except that some trade unionists appear not to like the idea of reasonably significant, shareholdings which can help a workers' co-operative to survive, provide its members with jobs, and help to make the members' control over their co-operatives effective. It is very difficult to understand why the report should recommend nominal shareholdings or why trade unionists should object to larger shareholdings.

It would have been easy to understand the report recommending that workers' shareholdings in workers' co-operatives should be limited or low. Legal restrictions are placed on individual shareholdings in co-operatives in many countries to prevent the domination of co-operatives by a few individuals and sustain the principle of equal voting. In Britain individual shareholdings in co-operatives are limited by law to £10,000, and in Australia they are limited by law to 20% of the total value of individual shareholdings. It is easy to understand that some trade unionists should favour low shareholdings by the members of workers' co-operatives on the grounds that some workers' might have difficulty in finding the minimum needed for membership, even if this could be paid for from the workers' earnings over a period of time. But the recommendation that shareholdings should be nominal is very difficult to understand, especially as no real reasons are given.

Both reports suggest that low or nominal shareholdings in a worker' co-operative would "strengthen personal rights". It is difficult to know what this

means. Common sense would suggest that high personal shareholdings would strengthen personal rights and the Common Ownership Development Agency recommends such high shareholdings as important for success. The joint report also notes that the members of the very successful Mondragon co-operatives have high personal shareholdings, and one would have thought that the authors of the report would attach importance to the reasons for the success of the Mondragon experience. It is one thing to argue that workers should not be expected to risk too large a proportion of their savings in investment in the enterprise for which they work; but it is quite another to recommend that minimum shareholdings should be nominal.

## Restrictions in Britain

In Britain, workers' shareholdings in co-operatives using the "Model Rules of the Industrial Common Ownership Movement" are restricted by rule to one £1 share per member, although members may make loans to their co-operative. The reasons for this restriction are not very clear, but it may be partly because British law allows the distribution of residual assets to shareholders in proportion to shareholdings, so that substantial capital gains can be made when a company is dissolved. This reason would not apply in Australia if such a distribution of residual assets were prohibited by law as the report proposes. In Britain, some agricultural co-operatives registered as companies limited by shares also restrict shareholdings to one share per member. This is because company shares are normally irredeemable which is an inconvenience; but members are issued with qualifying loan stock, which serves the purpose of share capital, and helps to improve borrowing capacity and trade credit. The Common Ownership



Development Agency in New South Wales advocates high member shareholding in the common ownership companies that it has promoted, even though these are registered as companies limited by shares. The argument about redeemability would not apply to workers' co-operatives registered under co-operative legislation.

The recommendation of the joint report, that workers' shareholdings in workers' co-operatives should be merely nominal, needs to be very thoroughly discussed before any new co-operative legislation is introduced, either in New South Wales or Victoria. If anything of this kind were required by legislation it would be seriously impede the development of workers' co-operatives in Australia. Of course an individual co-operative should be able to restrict the shareholdings of its members if it wishes to do so. Most co-operatives, however, find it important to raise significant share capital from their members.

It is curious that both reports use the word "equities" to refer to shareholdings in co-operatives, when the word "equity" is usually used to refer to the **ordinary** shares of companies carrying an unlimited return. As the shares of co-operatives carry only a limited return and do not appreciate in value, it is that the word "equities" should be used to describe them.

### **Distribution of Surplus Earnings**

Another very bizarre recommendation of the joint report is that the distribution of the surplus earnings of workers' co-operatives to their worker members should be restricted – especially when it defines a "workers' co-operative" as an enterprise in which surplus earnings available for distribution should be distributed to workers/members in proportion to the value of work contributed. It is particularly insistent that surplus earnings available for distribution should not

go to the worker/members if a substantial part of the finance for the enterprise has come, not from the members, but from a Co-operative Development fund or other public source. This recommendation seems calculated to undermine the whole character of a workers' co-operative, and to make one that has received public support more like a subsidiary of a public body, such as a Co-operative Development Fund. A public body, such as the Greater London Enterprise Board, may acquire the shares of a company in difficulty and finance its operations in order to reduce unemployment; but if an enterprise is a wholly owned subsidiary of a public body, it cannot at the same time be a co-operative. A public body cannot acquire "equities" in a co-operative, because a co-operative cannot issue ordinary shares.

### **Investment**

The joint report is quite right in arguing that a workers' co-operative should be cautious about distributing surplus earnings to members in that they, like other new enterprises, need to plough back a high proportion of earnings. It might have been expected that a report of this kind would have discussed the way in which the Mondragon co-operatives have achieved high investment by re-investing a high proportion of earnings and distributing bonus shares to their members, these shares only being redeemable on retirement, so that the members share in the growth of assets when earnings are ploughed back into the co-operative. If there is no such participation in the growth of assets the members of a workers' co-operative may be tempted to distribute too much in wages and to re-invest too little. The temptation may be the greater if any such issue of bonus shares to members is, as in Britain, liable to personal tax – while companies are able to issue bonus

shares to their employees free of personal tax.

It is odd that the joint report, while insisting on the importance of reinvestment of earnings, does not bother to discuss ways and means by which the members of workers' co-operatives can share in the growth of assets when earnings are ploughed back. It is strongly opposed to the idea of "capital gains" being made; but capital gains are not made in co-operatives because the return paid on share capital is limited and shares do not appreciate in value. The only possibility of capital gains is through the distribution of residual assets to shareholders in proportion to shareholdings in the event that the co-operative is dissolved, provided this is allowed by law. The joint report suggests that this eventuality should not be allowed.

**Sharing in the growth of assets in proportion to work contributed** is a very different matter, however, and is common in France where the law prohibits any kind of distribution of residual assets to members. In France, the distribution of bonus shares to the worker/members of workers' co-operatives, in proportion to work contributed, is simply equivalent to the payment of a cash bonus on wages which is promptly re-invested. Collective saving is important for co-operatives and may be required by law as with the Mondragon Co-operatives; but the Mondragon Co-operatives have also shown that member participation in the growth of assets is important for high investment. If, as in Yugoslav enterprises, the ownership of assets is vested in the society rather than in the worker/members of a workers' co-operative, the incentive to plough back earnings is likely to be reduced. The joint report from Australia, however, does not bother to discuss member participation in the growth of assets in workers co-operatives. It prefers to

leave the members of workers' co-operatives with nominal shareholdings, little in the way of bonuses in the event of success, and considerable dependence on a public body such as a Co-operative Development Fund.

## Taxation

The reports do not discuss corporation tax or other taxes in depth. However, changes in taxation could be used to encourage new enterprises to choose the co-operative form and also to encourage companies to convert to the co-operative form. If, for example, workers' co-operatives were exempt from corporation tax and only liable to tax when earnings were distributed as personal income, it could do much to help capital formation in workers' co-operatives. It would also encourage workers' co-operatives to plough back earnings, if bonus shares issued to worker members were exempt from personal tax – as is the case in France as the joint report notes.

It is doubtful whether the development of workers' co-operatives in Australia will be encouraged by legislation reducing workers shareholdings in such co-operatives to a nominal level and placing restrictions on the distribution of bonuses to members. Both reports are very interesting and provide a lot of information about the great interest in the development of workers' co-operatives in Australia. The emphasis in the joint report on trade union involvement in the development of workers' co-operatives is very welcome. Trade union concern about trade union wage rates being maintained is easy to understand. However, there does appear to be any good reason why trade unionists should object to holding a significant number of shares in their own co-operatives, or to the distribution of bonuses after good years, either in cash or in bonus shares.

**COOPERATIVES OUVRIERES EN AUSTRALIE** – La situation économique stimule l'intérêt en faveur des coopératives. Elles progressent. Un programme fut lancé dans les Nilles Galles du Sud en 1979 déjà et trois rapports globaux furent réalisés depuis. Ces documents se réfèrent aux principes coopératifs tels que redéfinis à Vienne en 1966. Globalement, ils arrivent aux conclusions suivantes:

La législation devrait être modifiée de telle sorte que les parts ne puissent être propriété que des coopérateurs afin que les entreprises ne puissent plus être dénaturées de l'intérieur (cf. la situation française). Le fait qu'il est plus facile de rassembler des travailleurs autour d'un capital que l'inverse représente un sérieux handicap. Il faut donc envisager la création d'un fonds contrôlé par l'Etat et accessible moyennant des intérêts proportionnels aux profits (cf. les SCOP françaises).

L'auteur s'étonne de certaines modalités prévues: Non seulement les travailleurs ne pourraient pas posséder un nombre trop grand de parts, mais les parts devraient être nominales, d'où empêchement pour les coopérateurs de renforcer individuellement leur entreprise sur le plan financier. Alors qu'en Grande Bretagne certains surplus sont parfois répartis au prorata des parts, cette forme de rétribution serait prohibée en Australie, contrainte qui pourrait nuire au développement des coops ouvrières. Si c'est un fonds des pouvoirs publics qui fournit les investissements, il y a risque de voir les coopérateurs devenir en réalité les «employés» du fonds, et, à travers lui, de l'Etat. Les rapports insistent sur le réinvestissement. Il y a donc tentation de prévoir de gros salaires afin d'intéresser tout de même les coopérateurs.

Plutôt que de le favoriser, de telles mesures législatives, si elles étaient prises, risqueraient fort de nuire au développement des coopératives ouvrières.

**LAS COOPERATIVAS OBRERAS EN AUSTRALIA** – La situación económica estimula el interés en favor de las cooperativas. Estas progresan. En 1979, en New Wales del Sur se lanzó un programa y desde entonces se han realizado tres informes globales. Estos documentos se refieren a los principios cooperativos tal y como fueron redefinidos en Viena en 1966. En su conjunto, llegan a las siguientes conclusiones:

La legislación debería ser modificada de tal manera a que las partes sean sólo propiedad de los cooperadores, con el fin de que las empresas ya no puedan ser corrompidas desde el interior (cf. la situación francesa). El hecho de que es más fácil que los trabajadores se reúnan alrededor de un capital que lo contrario, representa un obstáculo considerable. Se necesita entonces prever la creación de un fondo que éste controlado por el gobierno y al que se pueda acceder por medio de un interés proporcional a las ganancias (cf. las SCOP francesas).

El autor se extraña de ciertas modalidades previstas: Los trabajadores no solamente no podrán poseer un número importante de partes sino que además éstas deberán ser nominales, lo que impide a los cooperadores de reforzar individualmente su empresa en el terreno financiero. Mientras que en Gran Bretaña algunas veces se reparten ciertos excedentes a prorrata de las partes, en Australia, esta forma de retribución estaría prohibida, sujeción que podría perjudicar el desarrollo de la cooperativas obreras. Si los fondos que facilitan las inversiones provienen de las autoridades públicas, se corre el riesgo de ver a los cooperadores convertirse en realidad en «empleados» del fondo y a través de éste, del Estado. Los informes insisten en la reinversión. Existe entonces la tentación de prever salarios importantes para interesar a los cooperadores.

Si se tomaran estas medidas legislativas, se correría el riesgo de perjudicar el desarrollo de las cooperativas en lugar de favorecerlo.

**PRODUKTIVGENOSSENSCHAFTEN IN AUSTRALIEN** – Die jeweilige wirtschaftliche Lage kann das Interesse an den Genossenschaften stärken. Fortschritte sind sichtbar.

In New Wales del Sur, wurde 1979 ein programm initiiert und seither sind drei Grundsatzpapiere daraus entstanden. Diese Dokumente fassen auf genossenschaftliche Prinzipien, gemäss Wienerbeschlusslage von 1966 und gelangen zu folgenden Schlussfolgerungen:

Die Gesetzgebung müsste so geändert werden, dass nicht alles den Genossenschaften gehört, um so sicherzustellen, dass keine Korruption von innen heraus wächst (siehe die franz. Situation). Dies ist gar nicht so schwierig. Es müsste ein Fonds gegründet werden, der vom Staat zu kontrollieren ist und der den Einlegern Dividenden ausschüttet (siehe SCOP/Frankreich).

Der Autor beschreibt einige Möglichkeiten:

Der Anteil der Genossenschafter sollte nicht zu klein sein, um auch noch genügend Einfluss nehmen zu können. Einige Erfolge wurden mit dieser Methode in Grossbritannien erzielt; in Australien ist dies verboten.

In den Berichten wird ausdrücklich die Reinvestition gefordert. In diesen gesetzgeberischen Massnahmen steckt möglicherweise ein Hindernis bei der Entwicklung der Genossenschaften.

# Cooperativismo de Consumo en España

Francisco Ceballo Herrero\*

Las Cooperativas de Consumo son instrumentos de organización y defensa de los consumidores, que no tienen como objetivo tan sólo la adquisición de bienes a precios beneficiosos, sino que, como Cooperativas de Consumidores que son, pretenden organizarse para reflexionar acerca de su posición como grupo dentro de la Sociedad y exigir que sus legítimos intereses sean respetados.

Las Cooperativas de Consumo persiguen la defensa de la calidad de vida, es decir, deben plantearse seriamente los problemas de la calidad de los productos y todo lo que ello comporta.

Las Cooperativas de Consumo al suponer la copropiedad de los medios de distribución entre los socios de las mismas y siendo democráticas, lo cual implica la participación, la transparencia de gestión y la elección desde la base a través de un hombre un voto de sus representantes, permiten la participación popular y organizada dentro del sector de la distribución. Siguiendo los principios cooperativos internacionales podemos decir que las Cooperativas de Consumo se caracterizan por ser democráticas, independientes y autónomas, unitarias, abiertas a todos, defensoras de los intereses populares en contra de los intereses monopolistas.

En estos momentos en que tanto se habla, y con mucha razón, de la

defensa del consumidor en cuanto a precios y calidad, cobra lógicamente, especial relieve el Fenómeno Cooperativo en España.

## Comparaciones

La evolución de las Cooperativas de Consumo en los diversos países europeos, se ha realizado básicamente poniéndose a tono con la evolución del comercio en general, según los ritmos que éste ha ido tomando. Básicamente se puede hablar de un aumento en la dimensión de las Sociedades Cooperativas Individuales, bien por la creación de grandes unidades, o por la fusión de las existentes. También se produce la introducción de nuevas formas de ventas: Grandes superficies, autoservicios, etc. y nuevos productos en la línea de los bienes de consumo duraderos.

En los países europeos las Cooperativas de Consumo son una forma comercial con la que se cuenta al analizar la distribución.

No debemos ignorar que existen problemas a muchos niveles, pero quizás sea el principal, el conseguir que la democracia cooperativa funcione, consiguiendo una mayor participación de los socios a lo largo de la vida social de las Cooperativas.

Otro problema de menor importancia, pero indudablemente de peso, es el financiero. La única forma estable de financiación es la autofinanciación, es decir, la aportación de los socios en

\* Presidente de la Unión Nacional de Cooperativas de Consumo de España y miembro del Comité Central de la A.C.I.

forma de depósitos, cesiones o cualquier otra que acuerden en sus Asambleas Generales. Lógicamente también se puede recurrir a la Banca Privada pero, por supuesto, ésto no es fácil y, además, es un dinero muy caro. En algunas ocasiones, para ampliación o para reformas de estructuras de las Cooperativas, también concede créditos el I.R.E. S.C.O. (Instituto para la reforma de las estructuras comerciales), esta forma de financiación es algo más barata, pero exige ciertas condiciones que no siempre se pueden dar.

Lógicamente nos estamos refiriendo a las Cooperativas en España, pues en Europa las Cooperativas de Consumo, normalmente, cuentan con una Banca Auxiliar, bien sea en forma de Caja Cooperativa u otras.

Parece, también, que en las Cooperativas de Europa los retornos cooperativos van perdiendo entidad, poniéndose preferentemente el acento en los márgenes comerciales aplicados, y la expansión de la Sociedad Cooperativa, es decir, la capitalización de la misma, lo cual permite unas condiciones de compra competitiva.

Muchas Cooperativas de Europa cuentan con la garantía de la calidad de sus productos, y ésto es debido a que están fabricados, la mayoría de las veces, en sus propias fábricas o son sometidos a investigaciones convenientes.

## **Historia**

Quizás sea interesante hacer una pequeña historia del Cooperativismo de Consumo Español, que surge muy inmediatamente después de los pioneros de Rochdale, en base a la misma idea y de cara a cumplir los mismos objetivos. Antes, ahora y, sin ninguna duda, en el futuro, el consumidor como individualidad es una presa fácil de los

grupos de presión económica, que basan su mayor prosperidad en la indefensión de éste. No es extraño pues, que tan pronto como surgió la idea de las sociaciones de consumidores destinadas a la defensa de sus intereses legítimos, mejorando su standar de vida y oponiéndose, con la fuerza que da la unión, a los citados grupos de presión, se tratara de crear este tipo de Cooperativas en España.

Las primeras Cooperativas surgen en las zonas más industrializadas de nuestro país, donde los trabajadores encuentran más facilidades para lograr asociaciones cooperativas con número suficiente de socios. La mayor parte de los iniciales intentos de creación de Cooperativas fracasan, otras tienen una vida efímera no quedando de ellas sino vagos recuerdos, sin embargo, siguen existiendo, en la actualidad, Cooperativas de Consumidores que han superado el siglo de existencia y otras que están próximas a alcanzar esta antigüedad, y ésto, en España, no ha sido nada fácil.

Por poco que se conozca de nuestra historia contemporánea se puede comprobar el cúmulo de alternativas político-económicas por las que ha atravesado. Es posible asegurar que en los ciento y pico años a los que nos estamos refiriendo, España ha constituido una especie de laboratorio de ensayo para todas las formas posibles de gobiernos y para las más variadas formas de política económica, sin que, en ninguna de éstas, se valorase o promocionase de forma alguna el Cooperativismo de Consumo.

Podríamos dividir en dos etapas la vida de las Cooperativas de Consumo españolas: antes y después de 1939. Esta división no tiene nada que ver con determinados hechos históricos, obedece pura y simplemente a una realidad respecto a la funcionalidad de las Asociaciones de Cooperativas de Consumidores. Hasta el comienzo de la Guerra

Civil Española, las Cooperativas de Consumo, con sus dificultades y problemas, experimentaron un desarrollo que permitió incluso, tener un puesto de derecho en la Alianza Cooperativa Internacional. A partir de esta fecha, y muy especialmente a la conclusión de la Guerra Civil, el panorama del cooperativismo de consumo era desolador. Unas Cooperativas habían desaparecido como consecuencia de la contienda, muchas fueron consideradas, inexplicablemente, como asociaciones marxistas, confiscándoles sus bienes y ordenando su disolución. Se salvaron de esta catástrofe contadísimas cooperativas. La situación era, pues, que el Cooperativismo de Consumo había, casi, desaparecido en España. Había que comenzar, prácticamente, de cero y con unas perspectivas nada esperanzadoras, las cooperativas y, muy especialmente, sus dirigentes, tenían que barnizarse con la ideología político-religiosa imperante del país, quedando el puro ideario cooperativo atenazado y coartado. No había ninguna efectividad para la funcionalidad económica pese a su obligada subordinación. La distribución de artículos de consumo estaba fiscalizada e intervenida como consecuencia de la coyuntura económica de la post-guerra. Así pues, la viabilidad de las Cooperativas de Consumo era, prácticamente, imposible en los primeros años y muy difícil en los posteriores.

Tras esta prueba de fuego y tras irse humanizando paulatinamente nuestro país, el Cooperativismo de Consumo inició su relanzamiento, si bien con el lastre derivado de una auténtica falta de formación de las masas de consumidores, una penuria de medios económicos y una adecuada promoción a todo nivel. Se crearon muchas Cooperativas principalmente a partir de los años cincuenta, nuestros registros y censos dan prueba de ello, pero su inconsistencia

era notoria. La mayor parte vieron su final sin haber tenido prácticamente principio. Siendo ecuanímenes debemos admitir que muchas de las Cooperativas aparecidas, tuvieron este final como causa de la falta de visión de sus dirigentes y por mala gestión empresarial.

## Hoy

Sin hacer un análisis frío del censo, puesto que hay que considerar que, en este caso, las estadísticas tienen un valor relativo, pueden ser utilizadas las cifras, triunfalista o pesimistamente, según convenga y de acuerdo con lo que se las compare, los consumidores se asocian, en la actualidad, en unas 600 Cooperativas con vida real, las cuales adoptan muy diversas especialidades.

La mayor parte responden a la idea clásica de Cooperativa de Consumo, es decir, la asociación cuya actividad empresarial la constituyen el facilitar a sus socios, a través de sus propios establecimientos, artículos alimenticios. Existen otras de muy diversas actividades, como las de suministro de electricidad, suministro de agua, las de transportes colectivos, recreativos, etc., y aún existe otro tipo de Cooperativa de Consumo que constituye una modalidad muy especial, las llamadas Cooperativas de Ahorro por el Consumo, que son en realidad, auténticas asociaciones de consumidores que, sin una organización empresarial, es decir, sin disponer de establecimientos propios, merced a la fuerza del volumen potencial de sus asociados, consiguen conciertos con el comercio habitual logrando importantes ventajas para sus socios.

Así pues contamos con más de 600 Cooperativas, las cuales asocian a cerca de un millón de consumidores y sus familias. Esta cifra en sí no dice nada, tendríamos que analizar, muy detenidamente, factores muy variables, conocer la potencia económica de cada una de

las asociaciones, ver el grado de formación cooperativa de los socios ponderar la incidencia del cooperativismo en el volumen total de nuestro país a nivel económico, etc., para poder llegar a conclusiones eficientes respecto a la importancia de nuestro cooperativismo.

El mayor de los éxitos del Cooperativismo de Consumo en España, lo constituye su propia existencia, el haber salvado tantas y tantas dificultades y, a pesar de las mismas, estar ahora presente en las tan diversas formas que componen el amplio abanico de la Cooperación española.

### Condiciones del futuro

Respecto al futuro, podemos asegurar que es esperanzador si las cooperativas de consumo saben resolver los dos principales problemas que pesan sobre ellas en estos momentos.

1. Una adecuada gestión
2. Una eficiente acción de compras en común.

La puesta en marcha de una cooperativa de consumo presupone una labor tan ardua y compleja que, probablemente, sería inviable si nos mantuviéramos exclusivamente en la mentalidad que guía la creación de una empresa mercantil. Afortunadamente, en el cooperativismo tenemos un ideario y los promotores de las cooperativas tienen una buena dosis de místicos o soñadores. Naturalmente con ideales no se come. Si después del ingente esfuerzo que supone, al menos en este país, conseguir un número de personas suficientemente amplio para crear una Cooperativa de Consumo, no se cuenta con los medios imprescindibles para la realización de las actividades empresariales a desarrollar, todo habrá quedado en un bello sueño, en una nueva experiencia fallida. Ello será doblemente

nefasto ya que no sólo se habrá dejado de crear una cooperativa iniciada sino que todos, o la mayor parte de los que participaron en la experiencia, quedarán defraudados, y difícilmente volverán a intervenir en tareas relacionadas con el cooperativismo. Por ello los promotores no deben ser solo idealistas, también han de pisar firmemente el suelo y tener claros planes económicos.

Una Cooperativa de Consumo en la actualidad, no puede contar, para el inicio de sus actividades, más que con el esfuerzo económico de los consumidores que la componen. Este tiene que ser uno de los puntos más importantes a tener en cuenta antes de la iniciación de gestiones y trámites por parte de los promotores. La legislación vigente española, fija un número mínimo de siete socios para constituir una cooperativa. La situación económica española hace inviable cualquier tipo de cooperativa de consumo que no cuente con una masa considerable de socios dispuestos a hacer unas aportaciones económicas de cierta consideración. Existen casos aislados de cooperativas de consumo que cuentan de antemano con la ayuda de alguna asociación, bien de carácter gremial, religioso o similar, pero estos son la excepción. Cualquier cooperativa de consumidores que se inicie, debe contar con el respaldo de un número de personas suficiente, como acabamos de indicar, y este número variará en la misma proporción a las posibilidades que tengan sus componentes respecto a la cuantía de sus aportaciones.

Es tarea difícil, pero imprescindible, la de planificar perfectamente, no sólo el número indispensable de consumidores que deben asociarse para dar viabilidad a la gestión empresarial de la Cooperativa, sino la cuantía de sus aportaciones obligatorias y forma de hacer efectivas las mismas.

Sin embargo, la auténtica potencia del cooperativismo de consumo, en cuanto a su funcionalidad económica, debería venir de las aportaciones voluntarias, previstas y reglamentadas en nuestra legislación. El pequeño ahorro de los socios de la Cooperativa, depositado por ellos en la entidad en forma de aportación voluntaria, redundaría en un doble beneficio. Primero los socios, de acuerdo con lo establecido en la mencionada legislación, podrían conseguir unos intereses superiores a los que, actualmente, obtienen de la Banca Privada. Además recibirían mayores beneficios derivados de las mejoras de servicios que la cooperativa podría establecer en base a su mayor potencia económica. Segundo, la empresa cooperativa tendría una fuente de recursos económicos en inmejorables condiciones.

Por eso, para conseguir ésto, es necesario una auténtica campaña educativa por una parte, y una efectividad operativa que lleve a la plena confianza y seguridad de los socios, por otra.

Se ha mencionado ya las posibilidades de las Cooperativas de Consumo de cubrir sus necesidades económicas por la vía del crédito. Lo ya apuntado deja claro la imposibilidad de obtener créditos a un interés razonable, sobre todo, en la iniciación de actividades. No somos partidarios de políticas paternalistas por parte de la Administración, ya que sólo se valora debidamente aquello que hemos alcanzado merced a nuestro esfuerzo.

Lo que sí resulta evidente, es que el cooperativismo de consumo cumple con una función social digna de ser tenida en cuenta, resultando, a todas luces, injusto se vea desasistido de toda posibilidad de ayuda financiera derivada del crédito oficial, al cuál pueden acceder el resto de las actividades o ramas cooperativas.

## **Venta a terceros y Fiscalidad**

Es importante hablar también de un obstáculo fundamental que pesa sobre las cooperativas de consumo de España: la legislación española prohíbe a las cooperativas de consumo facilitar artículos a personas que no sean socios de la mismas es decir, la venta a terceros. Las argumentaciones en favor de esta prohibición son fácilmente rebatibles, sobre todo después de que en todos los países del mundo donde existen fuertes movimientos cooperativos de consumo, se alcanzó la meta de poder vender en las cooperativas tanto a los socios como a los no socios. El aspecto fiscal que pudiera derivarse, ha sido plenamente resuelto en todo el mundo. En España, la protección fiscal a las cooperativas de consumidores afecta de una manera muy superficial comparándola con el comercio privado sin ninguna protección.

Nos encontramos, pues, ante un caso aparente de proteccionismo por parte del Estado. El no socio que entra en una cooperativa con buen funcionamiento, terminará por integrarse en la misma, ya que la virtud se propaga con el ejemplo. El mayor volumen de ventas favorece el desarrollo económico de la empresa cooperativa. Los socios que han contribuido a su creación con su esfuerzo y aportación económica, no se verán perjudicados, sino al contrario, porque la mejor funcionalidad económica proporciona mejores servicios y, aunque los excedentes derivados de la venta a terceros no se destinen a retornos sino a fondo de educación y obras sociales, este fondo beneficiará de una manera o de otra a los socios. Por otra parte, y como se dijo anteriormente, el problema fiscal ha sido estudiado y resuelto hace mucho tiempo en gran número de países. En breve plazo, y con la aparición de la nueva Ley de Cooperativas que anuncia el Gobierno, este pro-



blema quedará resuelto. Para ello pondremos todo nuestro esfuerzo.

Sin querer hemos entrado en un problema que es el de la fiscalidad de las Cooperativas de Consumo.

Actualmente se encuentra en vigor, por muy corto plazo, el Estatuto Fiscal de las Cooperativas, el cual concede determinados beneficios a las Cooperativas protegidas, las cuales deben estar constituidas por trabajadores. Precisamente este hecho produce cierto descontento.

Esto ha constituido la excusa para que, por parte de Administraciones anteriores, se adoptasen medidas tales como la prohibición de venta a terceros y, sobre todo, es el mejor argumento para justificar una ayuda o promoción del Cooperativismo de Consumo que, prácticamente, carece de valor. No se trata, con ello, de mantener que se debe dejar al Cooperativismo sin ningún tipo de protección fiscal, sino todo lo contrario. Si esta protección se concede, debe ser real y efectiva, teniendo muy en cuenta que las Cooperativas de Consumo son empresas sin ánimo de lucro y que, sobre todo, además de cumplir con una labor altamente social, colaboran con la Administración para la solución de un problema económico tan fundamental, como es el de aumentar el poder adquisitivo de los consumidores. Sus libros y cuentas, por necesidad, son transparentes y claros, por lo que todos los impuestos que reglamentariamente les corresponde satisfacer, son fácilmente comprobables. De ahí que muchas cooperativas protegidas satisfagan, en conjunto, un importe mayor en concepto de impuestos, que empresas privadas con mayor volumen de negocios.

En el próximo Estatuto Fiscal, las Cooperativas serán escuchadas y sus propuestas tenidas en cuenta, pues la Reforma Fiscal Española, introduce

serias e importantes modificaciones en materia tributaria, como por ejemplo el Impuesto sobre el Valor Añadido.

### **Medios técnicos y gestión empresarial**

Tan importante, por no decir más que la problemática derivada de la funcionalidad empresarial. Las técnicas y tácticas empresariales y comerciales, cambian y se modifican continuamente según avanza nuestra civilización. Las instalaciones concebidas con amplio sentido de futuro, hace tan sólo unos años, quedan anticuadas y pueden resultar antieconómicas en plazos extremadamente cortos.

No se puede luchar contra la corriente. El éxito o el fracaso de la empresa cooperativa, depende exclusivamente de estar al día en cuanto a las técnicas que permitan abaratar costos. La mayor complejidad de estas técnicas y tácticas exige, al mismo tiempo, un perfeccionamiento de los sistemas de Administración y Control.

Hemos pasado en muy poco tiempo, de la tienda de mostrador, al hipermercado. Las empresas mercantiles están siempre al tanto de cuantas innovaciones puedan suponer un menor coste de explotación que permita el incremento de sus beneficios. Si las Cooperativas de Consumo quieren seguir cumpliendo con su labor, tienen que adaptar estas mismas tácticas, de otro modo se verán desfasadas.

La figura del Gerente, que en un principio llegó, incluso, a considerarse como un gasto de escasa rentabilidad, cobra, de repente, una dimensión insospechada, cuando se llega a la conclusión de que tan sólo con la dirección de un técnico competente, la empresa cooperativa podrá alcanzar los niveles precisos para su funcionamiento y su supervivencia. Esta misma necesidad se

extiende ya al resto del personal que ha de trabajar en una cooperativa. La especialización de los operarios se hace imprescindible, ya que las técnicas actuales, si bien posibilitan al servicio con menor número de personas, exigen que éstas tengan una adecuada formación profesional.

Nos encontramos en España, con la necesidad perentoria de tener que adaptar gran cantidad de establecimientos de Cooperativas existentes en la actualidad, lo cual supone un considerable esfuerzo. De la misma forma, es preciso formar cuadros de técnicos cualificados a la altura de lo que las empresas mercantiles disponen. Es una empresa difícil y cara. Los beneficios que se obtengan, se apreciarán transcurrido un plazo, mientras que la implantación lleva aparejado un elevado coste. Sin embargo, si no se adoptan las medidas oportunas al objeto de llevar a cabo esta adaptación, el futuro de estas cooperativas será, ciertamente, difícil. Será un futuro de desaparición.

Pero si importante y necesaria resulta la perfecta actuación del personal que debe realizar su trabajo en la misma, de forma que la gestión empresarial se lleve a cabo con la eficacia y los resultados apetecidos, no debemos olvidar que la Cooperativa de Consumo conjuga una doble función, la de asociación en defensa de los intereses de los consumidores, con un ideario muy concreto y amplio, y la de empresa a través de la cual se canaliza o se efectiviza parte de la acción derivada de estos idearios.

¿Cuál de las dos partes es más importante? Esta pregunta encierra una difícil contestación, ya que aunque resulta imprescindible marcar una línea divisoria que delimite las formas y métodos de

actuación de la parte asociativa y la parte empresarial, al objeto de que su funcionamiento no se vea entorpecido, no es menos cierto que el valor absoluto de una Cooperativa de Consumo, procede, precisamente, de una cualidad de asociación y de los valores individuales que la componen. La belleza de nuestro movimiento cooperativo reside en sus principios básicos, en los cuales se ensalzan y potencian los mejores valores espirituales del hombre. La libertad, la democracia, la formación, la igualdad de oportunidades toman cuerpo en la misma y constituyen el motivo fundamental en la forma de ser de las auténticas cooperativas.

La actuación empresarial obtendrá los resultados económicos que permitan alcanzar las metas materiales de la asociación, pero sin una perfecta actuación social, la empresa cooperativa será condenada al fracaso o se convertirá en algo absolutamente distinto a lo que se pretendía, dejando de tener importancia el objetivo fundamental de defensa mutua de intereses.

La actuación democrática exige que la dirección y representación del conjunto asociación-empresa, que supone la Cooperativa, recaiga en las personas que libre y democráticamente elijan los socios. Estas personas llevan sobre sí una gran responsabilidad. De su actuación correcta depende, en gran manera, el éxito o el fracaso de la Cooperativa.

Es indiscutible, que las Cooperativas de Consumidores y Usuarios, tienen un espacio destacado dentro del Movimiento Cooperativo y que, con eficacia solidaria y educación cooperativa, con integración en otras ramas cooperativas, verán superado y cumplido el reto en el que hoy están inmersas.

## SPANISH CONSUMER CO-OPERATIVES

*Spanish Consumer Co-operatives are characterized by the fairness and openness of their management. An increase in the volume of co-operatives has been noted, particularly through the fusion of enterprises. It is difficult to apply democratic principles. Financing the co-operative poses another problem. The best solution is self-financing by the members. Other solutions are the private bank, which is expensive and does not make any special concessions for co-operatives, or the IRESCO (Institute for the reformation of commercial structures) which is less expensive but imposes conditions which are difficult to meet. In many countries co-operatives are financed through a credit organization belonging to co-operatives or by reinvesting most of the profits of the co-op, dividends having been more or less eliminated.*

*Before 1939, Spanish co-operatives had experienced various situations, several have been short lived due to bad management, others successful. Spain had undergone all imaginable types of economic policies, but none of these have contributed to the development of co-operation. The Spanish co-ops were members of the Alliance up till the Civil War when they were either dissolved or had to swear allegiance to the system in order to survive. However, the situation has progressively improved. There are now 600 co-operatives, with an individual membership of 1,000,000 co-operators and their families, in fields ranging from the supply co-operatives, electricity co-ops, and services co-ops to savings/bulk buying co-operatives, which do not have their own selling points, but are allowed to use the outlets of certain ordinary enterprises.*

*The future looks promising if co-ops can improve their management and join forces for bulk-buying. The management of a co-op is so complicated that an ordinary business would not want to attempt it. It is necessary that the would-be co-operators know how to maintain their dreams while keeping their feet firmly on the ground when it comes to economic matters. Legally, a minimum of 7 people suffice to start a co-operative. In reality, there should be enough participants so that their combined capital alone is enough to get the enterprise on its feet. Sometimes existing corporative or religious organizations decide to become a co-operative. The co-operative investment begets a double benefit: the co-operator receives a higher dividend than the interest received from a bank for the same investment; the co-operative receives capital at a lower rate. Only education in co-operation can make the public aware of such benefits.*

*The consumer co-operatives cannot obtain official credit in the same way as producer co-operatives, which provide employment linked with responsibility for the enterprise, and they do not solicit favours which would compromise their independence. In addition, current tax legislation does not authorize consumers co-operatives to serve customers other than their members. The tax advantages thereby obtained are relative, as the bookkeeping has to be far more open to scrutiny than that of private societies. These problems will probably be resolved by a future law which is currently awaiting the decision of the "Cortes" (parliament).*

*Co-operative management should be at least as effective as that of a private society, but the authority of the administration confronted with that of co-operators and vice versa, needs to be defined. If the administration holds all the power, then the co-op becomes just an ordinary enterprise, whereas if the co-operative relies entirely on the decision of co-operators who are inexperienced in management, the co-operative could collapse. Everything depends on the competence of the individuals who are freely elected to represent the co-operators. Their formation is essential.*

**LES COOPERATIVES DE CONSOMMATION EN ESPAGNE** – Elles se caractérisent par la transparence de leur gestion. On assiste à un accroissement du volume des coopératives, en particulier par fusion d'entreprises. Le plus difficile, c'est d'obtenir que soient vécus les principes démocratiques. Le financement représente lui aussi un souci. Le meilleur financement, c'est celui des coopérateurs. Restent la banque privée, chère et peu favorable au Coop, et l'IRESCO (Institut pour la Réforme des Structures Commerciales), meilleur marché, mais dont les conditions sont difficiles à remplir. Dans d'autres pays, on compte parfois sur un organisme de crédit propre aux coopératives et sur un important réinvestissement, les ristournes y ayant plus ou moins été supprimées.

Avant 1939, les coopératives espagnoles ont connu des situations diverses, certaines ont été éphémères à cause d'une mauvaise gestion, d'autres, efficaces. L'Espagne a connu toutes les formes imaginables de politique économique, mais aucune n'a contribué au développement de la coopération. Alors que les coopératives espagnoles étaient membres de l'Alliance jusqu'à la guerre civile, elles ont ensuite soit été démantelées, soit dû faire acte d'allégeance au système pour survivre. Toutefois la situation s'est progressivement humanisée. Il y a actuellement 1.000.000 de coopérateurs, avec leurs familles, répartis entre 600 coopératives, depuis celles d'approvisionnement, d'électricité, de transport et de

services, jusqu'à celles d'épargne-consommation qui n'ont pas de points de vente mais obtiennent des avantages auprès des entreprises ordinaires.

Le futur est prometteur si les coops améliorent leur gestion et effectuent leurs achats en commun. La gestion d'une coop est si compliquée qu'un commerçant ordinaire y renoncerait. Il faut que les coopérateurs sachent à la fois rêver juste et avoir les pieds sur la terre en matière économique. Légalement il suffit de 7 personnes pour fonder une coop. En réalité il en faut autant que nécessaire pour que leurs apports financiers personnels, et ceux-là seulement, parviennent à mettre sur pied une entreprise viable. Il existe parfois des associations préalables, corporatives ou religieuses. L'investissement coopératif procure un double bénéfice: au coopérateur, une ristourne plus élevée que l'intérêt que consentirait une banque pour une somme pareille; à la coopérative, des ressources meilleur marché que le taux susceptible d'être appliqué par une banque. Seul l'enseignement de la coopération peut démontrer au public de telles particularités.

Les coopératives de consommation ne peuvent obtenir de crédits officiels de la même manière que les coopératives de production, pourvoyeuses directes d'emploi responsables, et elles ne souhaitent pas solliciter des faveurs qui les rendraient dépendantes de l'Administration. La législation, pour des raisons de fiscalité, n'autorise pas les coopératives de consommation à servir des clients qui ne seraient pas membres. Les avantages fiscaux sont pourtant relatifs car la transparence comptable requise est largement supérieure à celle demandée aux sociétés privées. Ces problèmes devraient être résolus avec la future loi actuellement soumise aux « Cortes ».

La gestion doit être au moins aussi efficace que celle des sociétés privées, mais il reste à définir l'autorité de l'administration face à celle des coopérateurs et vice versa. L'une prenant le pas sur l'autre, l'entreprise deviendrait comme les sociétés de profit, dans le cas contraire, le manque d'efficacité risque de conduire l'entreprise à la faillite. Tout repose sur les compétences des personnes librement élues pour représenter les coopérateurs. Leur formation est essentielle.

**SPANISCHE KONSUMGENOSSENSCHAFTEN** – Spanische Konsumgenossenschaften sind gekennzeichnet durch die Offenheit und Fairness im Management. Besonders durch Firmenzusammenschlüsse ist die Zahl der Konsumgenossenschaften gestiegen. Die Durchsetzung demokratischer Grundsätze erweist sich als schwierig. Die Finanzierung stellt die Genossenschaften vor ein weiteres Problem. Die beste Lösung ist die Eigenfinanzierung durch die Mitglieder. Andere Möglichkeiten bieten die Privatbanken. Sie sind teuer und gewähren keine Sonderkonditionen, oder die IRESCO (Institut zur Neugliederung des Handels). Hier sind die Konditionen günstiger, es werden aber hohe Anforderungen gestellt, die schwer zu erfüllen sind. In vielen Ländern finanzieren sich die Genossenschaften durch ein eigenes Kreditinstitut oder durch Re-Investitionen des grössten Teils des erzielten Gewinnes; Dividenden werden kaum noch ausgeschüttet.

Vor 1939 gab es verschiedene Varianten von Konsumgenossenschaften; manche waren nur von kurzer Dauer aufgrund des schlechten Managements; andere waren erfolgreich. Keine Form der spanischen Wirtschaftspolitik unterstützte die Entwicklung der Genossenschaften. Die spanischen Genossenschaften waren Mitglied des IGB bis zum Bürgerkrieg, als sie entweder aufgelöst wurden oder dem Region' treue Gefolgschaft schwören mussten, um zu überleben. Wie auch immer, zur Zeit gibt es eine positive Entwicklung. Es gibt 600 Konsumgenossenschaften mit 1 Mio Mitgliedern sowie deren Familienangehörigen, die Serviceleistungen in den verschiedensten genossenschaftlichen Sektoren bieten.

Die Aussichten für die Zukunft sind gut, wenn das Management noch verbessert und die Kräfte konzentriert werden. Das Führen einer Konsumgenossenschaft ist recht schwierig. Daher empfiehlt es sich, dass die angehenden Genossenschafter mit ihren Träumen auf dem Boden bleiben. Dem Gesetze nach reichen 7 Personen zur Gründung einer Genossenschaft. Es ist jedoch ratsam, dass ausreichend Genossenschafter mitmachen, um so die Finanzierung zu sichern. Manchmal entscheiden sich Vereine oder kirchliche Organisationen für die Rechtsform Genossenschaft. Dies bringt zwei Vorteile: der Genossenschafter erhält eine höhere Dividende als Zinsen bei der Bank und die Genossenschaften erhalten billiges Kapital. Diese Vorteile sind der Allgemeinheit vermehrt bekannt zu machen.

Die Konsumgenossenschaften erhalten nicht so gute Kreditkonditionen wie die Produktivgenossenschaften, da diese Arbeitsplätze schaffen und für das Unternehmen verantwortlich sind. Hinzu kommt, dass das derzeitige Steuerrecht den Konsumgenossenschaften nur erlaubt, ihre Mitglieder zu beliefern.

Die erzielten Steuervergünstigungen relativieren sich schnell im Vergleich zu anderen Firmen durch die geforderte umfangreiche Buchhaltung. In nächster Zeit erwartet man die Zustimmung des Parlaments (Cortes) zu einer Gesetzesinitiative, die eine positive Lösung bringen soll. Genossenschaftliches Management soll letztlich genauso effizient wie das privater Firmen sein. Hat die Verwaltung die ganze Entscheidungsbefugnis, so werden die Konsumgenossenschaften wie andere Firmen. Viel hängt somit von der Kompetenz und Ausbildung der Genossenschafter ab, die in freier Wahl gewählt, im Management die anderen Genossenschafter vertreten. Hierauf ist verstärkt zu achten.

# Livingston Farmers Association

by Catherine Merlo

The face of Norman Kishi is a beautiful one. There is something of strength and something of sadness in it, a telling picture of the things Life has shown him. And nearly everything Kishi would tell you of his life would contain reference to Livingston Farmers Association, a grower-owned co-operative in Livingston, 100 miles southeast of San Francisco. In structure, Livingston Farmers Association (LFA) is much like any of the other 6,000 agricultural co-operatives across the United States – all business owned and used by their grower-members.

But LFA's history is unlike any other in America's past, for it is the story of how a co-operative saved the day more than once for the Japanese American farmers of this small San Joaquin Valley town.

It was in 1906 that Kishi first saw Livingston – what there was of it. Kishi was just two years old, an American-born child whose Japanese parents had fled San Francisco almost immediately after the city's great earthquake and fire.

Kishi's father, Tajiro, had heard that in some dusty, barren part of the San Joaquin Valley, a colony was being formed for Christian Japanese immigrants. The land was cheap, the water plentiful.

One of the first to buy land was Tajiro Kishi. It was mid-1906, and although he knew no one in Livingstone, Kishi had decided that his future lay there.

There was certainly a reason the Livingston land had been so cheap. Its soil was barren and sandy, and the land was overrun by crop-hungry jackrabbits. People had tried to make a go of it

in Livingston before, but the sandstorms and desert-like land had driven them away.

The Japanese, however, refused to give up. Soon after Tajiro Kishi arrived in Livingston, 10-12 Japanese families settled there too, calling the new community Yamato Colony (Yamato being an ancient word for Japan).

Most of the men and women who settled in the Yamato Colony were young, and all were Japanese immigrants, or Issei. Their reasons for coming to Livingston were the same as all the rest of America's immigrants who were looking for a better way of life.

Despite the harsh conditions, Livingston's Japanese worked doggedly to cultivate the land, and in those early years were successful in raising excellent table grapes. But when it came time to market their fruit, the Livingston farmers ran into trouble.

Few spoke English, making bargaining and marketing almost impossible. Their outside contacts with the business world were few, and most of them lacked the expertise needed to profitably sell their crops.

Common sense told the Livingston farmers that they would all fare better if they pooled their resources together, rather than for each to try to market his crop independently.

They believed, "If **we** own, if **we** run the business, it will be better. It will be **ours**. It will be better."

So, in 1919, they formed a co-operative, naming it the Livingston Coopera-

tive Society. One of their first acts as co-operative members was to hire a professional marketer who successfully sold their grapes on the San Francisco market. A packing shed was built in Livingston to accommodate the fruit grown by the 14 members of the new co-operative. They even set up a co-operative grocery store which specialized in the oriental food they could not get anywhere nearby.

"It was like a desert that bloomed," said Ken Hamaguchi, 60, LFA's former president whose father was one of Livingston's original Japanese settlers.

"With the success of the co-operative", he said, "the farmers also began to produce and market peaches, and the economic strength of Livingston co-operative members began to grow."

But Livingston's Japanese still had to face racial discrimination, which reached government levels when Congress passed the Oriental Exclusion Act in 1924. This Act stopped the flow of immigrants from Asia into the U.S. Furthermore, alien land laws prohibited Japanese immigrants from owning agricultural land in California.

Most of the Issei got around the alien land laws by putting their farms into the names of their American-born children. Others formed corporations with an American citizen, often a Caucasian friend, on their boards.

"I saw in those days of the 1920s," Norman Kishi remembered, "that we as Japanese-Americans could not find jobs in the 'outside world' no matter what we specialized in. I began as an engineering student at the University of the Pacific at Stockton, California, but I saw that there were a number of Japanese-American students who had graduated in engineering but who couldn't get any job except teacher at Japanese-American schools or manual labourer.

"I switched to majoring in economics," he said, "but I still couldn't get a job in the 'outside world' after I graduated. So I returned to my father's farm in 1929."

Life on the Kishi farm was not bad, despite the Depression which had hit the country. The repeal of Prohibition in 1933 had opened up the winery markets for Livingston grapes, and economic conditions continued to improve for the Japanese farmers. The Issei could even point with pride to having achieved the American dream of a better way of life, with comfortable homes and money for their children's educations.

A 1927 split in the Livingston Cooperative Society divided the large and small growers into two co-operatives. But every grower kept his membership in one or the other co-operative, never forgetting that co-operative marketing power had given him his economic security.

By the 1930s, the memories of Livingston's sandstorms, barren land and jackrabbits had softened into amusing stories to be traded around the table in the rosy afterglow of dinner.

Then with one swift stroke, the good years ended.

The bombing of Pearl Harbor on December 7, 1941 opened a hard new chapter for the Japanese farmers of Livingston. Immediately their bank accounts were frozen. Japanese-Americans were soon forbidden to leave their communities. By February 1942, Japanese along the West Coast were hastily being relocated to camps, or "assembly centers," and Livingston's farmers knew they would be the next to go.

In a harried, desperate mood, Livingston farmers met in March 1942 with the members of the neighbouring Japanese colony of Cortez.

All of them had heard stories of how, in the upheaval of relocation to the

camps, other Japanese had been forced to sell their businesses for pennies, or worse, how they had lost their businesses completely.

The strength of both communities through their co-operatives and their outside business contacts led the Japanese to believe they could find a way to protect themselves. Following that meeting, the Livingston members decided to put their lands and holdings into a joint trusteeship with the members of the Cortez co-operative.

The trust was developed by a committee of Caucasian business contacts which had been appointed by the Japanese farmers. Hired to manage this trust was a man named Gus Momberg.

Momberg, who became manager of the farms in the trust in April 1942, had been employed by the California Lands Corporation, a division of the Bank of America that handled the lands foreclosed by the bank during the Depression.

In taking over the management of the trust, Momberg faced some big responsibilities. It was spring, and the fruits of the Livingston and Cortez farmers were nearly ready for harvest. Momberg had to find people to whom he could lease the Japanese farmers' lands, people who would work the farms in the owners' absences.

By May 1942, all of Livingston's Japanese – Norman Kishi, his father Tajiro, Ken Hamaguchi, all of them – were enroute to relocation. Later they were moved to a permanent relocation camp at Amache, Colorado. They were not to see their homes or lands for the next four years.

Momberg managed the lands and holdings of the Livingston and Cortez Japanese for the duration of the War. Each year after the harvest, Momberg traveled to Amache to report on the progress of each farm and to give each

member the financial standing of his own account.

The War in the Pacific ended in September 1945. By late 1945 and early 1946, the Japanese of Livingston and Cortez were allowed to go home. Though they had missed out on the surge in farm business during the War, they found their holdings intact.

"Momberg was a shrewd businessman," Kishi said. "He was knowledgeable and honest, and he didn't take anything from us. But he was being paid a good salary and also received a commission to do all that."

Though pleased on the whole with their lands, those Japanese first returning from the camps found that, even though the war was over, they still were not welcome in Livingston.

"There were outsiders who agitated us and even shot at us," said Kishi. "We had to barricade our bedroom so the bullets wouldn't go through while we slept. I don't know who it was. They tried to scare us away. The chief of police co-operated with us and patrolled our farms at night."

With money in their accounts, Livingston's growers were able to resume their business of farming, after first waiting for the workers hired by Momberg to finish out the harvest and leave.

After four years away from their farms, Livingston's Japanese were wild to be in their fields again. They branched into growing plums, peaches, nectarines, not only as fresh fruit but also for canning and processing. They began producing almonds, and even kiwi, and broadened their sweet potato operations.

The two co-operatives began to grow in other ways. In 1957, they healed the old 1927 split and merged, taking on the present name of Livingston Farmers Association.



Expanding beyond its marketing services, LFA branched into the bargaining arena to get the best sweet potato prices for its members. Group health insurance was acquired for its members. The oriental grocery store has survived and still does a good business.

Today, LFA is probably the most diversified co-operative in the state, with a sales volume averaging about \$10 million a year. Its policies are set by a 9-member board of directors, elected

yearly from among the 78 LFA grower-members. Most of its fruits are marketed under the labels "Pride of Livingston" and "Yamato Colony."

"That label that we have, 'Pride of Livingston,' says a lot when it comes to the philosophy of this co-operative," said Rick Kindle, LFA's general manager. "The thing that stands out most about the people of LFA is their co-operative spirit. They have struggled for so long and they've finally reached a



point where they're 'making it.' But they still have that co-operative spirit and their feelings for one another.

"There is kind of an unwritten rule," Kindle added, "that if you're delivering a poor product, one of the other members is going to say something to you, in a nice roundabout way. If you deliver a bad product, it affects everybody. These growers have been through a lot of struggles together. They want to see LFA survive and be successful. They want to share in its rewards."

The third-generation Japanese, the Sansei, are now reaching the point where they are playing a larger role in the operations of LFA. The first Sansei to have been elected to the board of directors is 36-year-old Don Hamaguchi, Ken's nephew, who is a graduate of the University of California at Davis. His

idea of a cooperative is somewhat different from those who came before him.

"A co-operative is there to maximize the profits for the growers, it's an economical thing. In these times of unsure business conditions, high interest rates and costs, you need a co-operative. It isn't a matter of loyalty to the co-operative. You can't force anybody to be loyal. You build loyalty by demonstrating your ability to maximize the profits for the members. That's the difficult part."

Maybe the younger Hamaguchi doesn't have the same binding ties, born of struggle, that his parents and grandparents had. But today's hard times for young farmers like Don Hamaguchi, reminiscent of LFA's beginnings nearly 70 years ago, are perhaps the beginning of another chapter of struggle in the history of LFA.

---

*COOPERATIVE D'IMMIGRES AUX ETATS-UNIS – Livingston Farmers Association (LFA) est une coopérative agricole fondée à 160 km au SE de S. Francisco par des chrétiens japonais immigrés. Un groupe d'une douzaine de familles s'est installé dans la région en 1906 dans des conditions difficiles pour une activité agricole. Leur premier produit commercialisable fut du raisin de table. En essayant individuellement de vendre leur production, les immigrants rencontrèrent des difficultés: problèmes de langue, problèmes de coutumes, manque d'expérience commerciale. Une coopérative fut fondée en 1919. On put louer en commun les services d'un revendeur spécialisé et efficace et tout de suite les affaires démarrèrent. On construisit une halle d'emballage et on ouvrit une épicerie de produits orientaux. On se mit aussi à produire des pêches.*

*En 1924 une loi restreignit l'immigration asiatique et interdisait aux japonais de posséder des terres. On prit des hommes de paille ou on mit les terrains au nom des enfants nés américains. Le racisme engendré par la Dépression de 29 aidant, toutes les activités économiques devinrent toutefois plus difficiles. En 33 la suppression de la prohibition ouvrit cependant de nouveaux débouchés aux viticulteurs.*

*Avec Pearl Harbour, le 7 décembre 41, commença une période très dure. Les avoirs japonais furent gelés dans les banques. On s'apprêta à un internement de quatre ans en confiant les affaires de deux coopératives semblables à un américain d'origine scandinave, Gus Momberg. Au retour, début 46, on retrouva les affaires bien gérées, mais il fallut attendre, grâce aux dépôts bancaires, que les employés de Momberg aient achevé leur temps contractuel d'emploi. En outre l'hostilité des habitants de la région rendait la sécurité aléatoire. La combativité engendrée par la joie du retour fut cependant plus forte. On diversifia et on accrut la production. Actuellement le volume d'affaires de la coopérative atteint 10 millions de \$ par an pour l'ensemble des 78 membres. L'esprit pionnier a fait place au sens des affaires requis par une dure compétition économique, mais il a, de toute évidence, préparé les coopérateurs à cette forme de lutte.*

*LAS COOPERATIVAS DE LOS INMIGRADOS EN LOS ESTADOS UNIDOS – La Livingston Farmers Association (LFA) es una cooperativa agrícola, fundada por inmigrantes japoneses cristianos, que se encuentra a 160 km al sudeste de San Francisco. En 1906, un grupo de unas doce familias se instaló en esta región en condiciones difíciles para una actividad agrícola. Su primer producto comercial fué la uva de mesa. Los inmigrantes encontraron algunas dificultades al tratar de vender su producción de manera individual: el problema del idioma y de las costumbres, la falta de experiencia comercial. En 1919, fundaron una cooperativa y juntos pudieron contratar los servicios de un revendedor especializado y eficaz, lo que hizo que el negocio se pusiera en marcha de inmediato. Se construyó un local de embalaje y se abrió una tienda de ultramarinos orientales. También se empezó a producir melocotones.*

*En 1924, una ley restringió la inmigración asiática y prohibió a los ciudadanos japoneses poseer tierras. Se utilizaron entonces hombres de paja o se inscribieron los terrenos a nombre de los niños nacidos americanos. No obstante, todas las actividades económicas se volvieron más difíciles por el racismo que engendró la depresión de 1929. En 1933, la supresión de la prohibición abrió nuevos mercados para los viticultores.*

*El 7 de diciembre de 1941, con Pearl Harbor, empieza un periodo muy difícil. Los haberes japoneses fueron bloqueados en los bancos, y se prepararon a una reclusión de cuatro años confiando los negocios de dos cooperativas similares a un americano de origen escandinavo, el Sr. Gus Momberg. A su regreso, a principios de 1946, encontraron los negocios bien administrados pero debido a los depósitos bancarios, hubo que esperar a que los empleados del Sr. Momberg terminasen su tiempo contractual de empleo. Además, la hostilidad de los habitantes de la región volvió la seguridad aleatoria. Sin embargo, la combatividad que engendró la alegría de estar de regreso fué mucho más fuerte. Se diversificó y se aumentó la producción. Actualmente, la cooperativa tiene un volumen de ventas de 10 millones de dólares para todos los 78 miembros. El espíritu pionero fué remplazado por el tacto que se necesita para los negocios para poder enfrentarse a una competencia económica difícil, pero sin duda alguna fué el espíritu pionero lo que preparó a los cooperadores a esta forma de lucha.*

---

*GENOSSENSCHAFTEN GEGRÜNDET VON EINWANDERERN IN DIE VEREINIGTEN STAATEN – Die «Livingston Farmers Association, LFA» ist eine landwirtschaftliche Genossenschaft, die von christlichen japanischen Einwanderern ca. 160 km südöstlich von San Francisco gegründet wurde.*

*1906 nahm eine Handvoll Familien landwirtschaftliche Aktivitäten auf. Das erste Produkt war Tischwein. Beim Verkauf standen sie vor verschiedenen Schwierigkeiten: es gab Sprachprobleme, Sitten und Gebräuche waren unbekannt; hinzu kam, dass sie keine gelernten Kaufleute waren.*

*1919 gründete man eine Genossenschaft und der Handel nahm zu. Man baute eine Lagerhalle und eröffnete ein Kolonialwarengeschäft. Ausserdem begann man mit dem Anbau von Pfirsichen.*

*1924 wurden die Einwanderungsgesetze für Asiaten verschärft; den Japanern wurde Landbesitz verboten. So brauchte man Mittelsmänner oder der Besitz wurde auf den Namen der Kinder eingetragen, die in Amerika geboren waren. Durch die schlechte wirtschaftliche Lage (Depression 1929) verschärfte sich die Situation noch zusätzlich. Im Jahre 1933 erschlossen sich die Weinhändler durch die Prohibition neue Absatzmärkte.*

*Mit dem 7. Dezember 1941 (Pearl Harbour) begann eine schwere Zeit. Die japanischen Guthaben bei den Banken wurden eingefroren und für vier Jahre übergab man die Geschäfte einem Amerikaner, skandinavischer Herkunft (Herrn Gus Momberg). Anfang 1946 gab er die Geschäfte wieder zurück. Die Feindseligkeit der dortigen Bewohner blieb. Die Freude über die Rückkehr aber war stärker. Man nahm weitere Artikel ins Sortiment auf und steigerte die Produktion.*

*Zur Zeit erzielen die 78 Mitglieder ein Umsatzvolumen von 10 Mio US Dollars.*

*Der Pioniergeist hat den taktischen Erwägungen eines immer schwierigeren Marktes Platz machen müssen, um so wirtschaftlich bestehen zu können; doch er wird nie ganz vergessen werden.*

# Social Activities of the World Co-operative Movement

by Alexander Krasheninnikov\*

The contemporary world co-operative movement plays an important socio-economic role in the life of people in many countries of the world. The special resolution of the 38th UN general Assembly confirmed that co-operatives have become one of the important instruments for the social, economic and cultural development of society.

The 150 years which have passed since co-operatives first appeared have proved the viability of, and extended opportunities for, such organizations to influence the formation of socio-economic relations. Their growth and increasingly active participation in the life of the world community are convincing examples of the popularity of the co-operative movement.

About 600 million individuals today are the members of co-operatives of different types throughout the world. It is almost impossible to name a field of human activities where co-operatives are not present to a greater or lesser extent. Among these activities are the production and distribution of food, agriculture and energy, transport and banking, insurance and housing, the timber industry and fisheries, health care and education, tourism and recreation etc.

Even this short account shows the depth and breadth of the advance of co-operatives in the general process of

development. Today co-operatives exist in practically all countries and in all socio-economic systems.

The important role of co-operatives can be seen particularly clearly in the socialist society where they enjoy all necessary support from the state. Consumer co-operatives in the USSR, for example, exercise wide socio-economic functions. They serve about a half of the country's population through trade, public catering, procurement and processing etc. Centrosuyus makes an important contribution to the implementation of the National Food Programme.

In some other countries the weight of the co-operative sector can be illustrated by the following figures: co-operatives construct 75% of housing in Poland; agricultural co-operatives in France possess the world's second biggest banking and credit system; 50% of India's sugar is produced co-operatively; and in Kenya the co-operative movement controls 40% of the national economy, playing the leading role in agricultural production, cattle breeding, fisheries and some other fields. In a number of countries co-operatives run hotels and restaurants, hospitals, art galleries, taxi-services, petrol distribution, electric power stations etc.

The list of success stories could well be continued. The development of human society proves that co-operative principles and ideas have found practical application in various spheres.

---

\* Alexander Krasheninnikov is a member of the Centrosuyus Board and member of the ICA Central Committee.

But the process of strengthening and developing the co-operative movement was not all that smooth and easy. Parallel to the growth and flourishing of certain co-operatives in some sections and countries, there were setbacks for those in others.

There are many factors influencing co-operative activities, including sound management, strong financial background, skilled staff, government support etc. To be successful and recognized by the people, co-operatives should combine satisfying the social and cultural needs of their members with providing them with the opportunity to participate in the management of their co-operative societies. But the main factor determining the position of co-operatives in any country remains the same in whatever socio-political formation they are functioning. The social role of co-operatives is preconditioned by the very nature of a co-operative society. The first co-operatives undertook both business and social activities, with the latter mainly concentrating on educating the population. The necessity of educational activities was incorporated in the well-known principles of the Rochdale Society (England) and later became a part of the Principles of the International Co-operative Movement.

One of the resolutions of the first (Constituent) congress of the International Co-operative Alliance (1895) stressed that all co-operative societies must "develop social education in the spirit of genuine citizenship" and create educational funds and other auxiliary institutions for this aim.

Later on, the fields of social interests of co-operatives expanded considerably. Today they include participation in the mass peace movement; in measures directed to reduce the pressure of monopolies; in fighting such social vices as unemployment, poverty and hunger;

in providing gratuitous assistance to the co-operative movements in developing countries; in opposing racial and other forms of discrimination; in supporting equal rights for women; and in contributing to the elimination of illiteracy.

## Co-operatives for Peace

Among these various problems the most socially important is the further active involvement of co-operators in the struggle for lasting peace and security. A considerable role in this belongs to the International Co-operative Alliance, which unites millions of co-operators throughout the world.

It is significant that, during the recent Centrosoyus poll taken in connection with preparation of the main report for the XXVIII ICA Congress "Co-operatives and Global Problems", the majority of ICA member-organizations indicated peace security actions, and the involvement of co-operators in their implementation, as the number one priority.

When addressing the UN General Assembly Second Special Session on Disarmament, the former ICA President, Mr. R. KERINEC, expressed the feelings of the overwhelming majority of co-operators throughout the world when he stressed that "Co-operators never fail to recall at each of their meetings that their Rules oblige all co-operative organizations to work for the establishing of lasting peace and security, and that the responsibility for peace and security lies with every co-operator".

On behalf of those united by the ICA, he declared that co-operators are ready to contribute to mobilizing public opinion towards further efforts to curb the arms race and against the danger of nuclear war.

Democratic peace-loving forces have always considered the co-operative movement as an active ally to the world's mass movement fighting for peace and social progress.

The ICA 1948 Congress in Prague adopted a proposal made by Centrosoyus to stipulate in the ICA Rules that one of the main tasks of this organization will be to contribute to the establishment of lasting peace and security. The spirit and character of further ICA resolutions on peace have considerably contributed to increasing the co-operative movement's prestige, and to creating conditions for closer collaboration with other democratic mass movements which share ICA's concern about the threat of a new war.

During the last decade the ICA was represented at nearly all important anti-war summits, including the First and Second UN General Assembly Special Sessions on Disarmament (1978, 1982), the World Forum of Peace Loving Forces (1977), the World Assembly "For Peace and Life, Against Nuclear War" (1983) and the Vienna Conference-Dialogue on Disarmament and Detente (1982, 1983, 1985).

Policies directed to the further increase of international tension made co-operative efforts in defense of peace even stronger. Many co-operators in different countries participated in peace manifestations and marches, and signed declarations demanding that the arms race should be stopped.

Co-operators of the world join millions of other working people in opposing militarist attempts to force other nations to serve their interests, to suppress national liberation movements and to unleash a new world war.

Furthermore, co-operators throughout the world strongly feel that the billions being spent today on armaments should be used to help the millions of

people dying of hunger in the developing countries.

Soviet co-operators fully support the Party's and government's persistent peace policy, and prove this with generous contributions to the Soviet Peace Fund, of which Centrosoyus is one of the founders and has always actively participated in its work.

Considerable involvement in the struggle for peace is a striking feature of the social work undertaken by co-operators in many other countries (Europe, USA, Canada, Japan, etc.).

For example, the Co-operative Union of Great Britain adopted a resolution, which was initiated by co-operators from Yorkshire, requesting that the decision to deploy nuclear missiles in the UK be revised.

Mr. O. Prandini, the President of the Co-operative League in Italy, expressed the feelings of Italian co-operators when he stated: "We support peace initiatives for Europe and all measures designed to make the horrors of war a thing of the past. Italian co-operators – members of the League – support the policy of disarmament. Billions which are being spent today on armaments could be used to assist developing countries, to help those millions of people dying of hunger".

Co-operators in Japan are particularly sensitive to the horrific effects of war. A photo-display reflecting the tragic consequences of the atom-bombing of the Japanese cities of Hiroshima and Nagasaki has been viewed by two million people in 1500 cities and towns in Japan and also in 14 other countries.

Japanese co-operators took part in many anti-war actions. They contributed considerably to the national campaign in defence of peace, which had been launched prior to the UN Second Special Session on Disarmament.

A representative delegation of Japanese mass public organizations

arrived in New York on the eve of this Session and handed a "Call For Peace" signed by 29 million persons, including 3.8 million co-operators, to the UN Secretary General. This honourable mission had been fulfilled on behalf of Japanese peace-fighters by Mr. S. Nakabayashi, the President of the Japanese Consumers Co-operative Union.

### **Co-operative Against Monopolies**

The co-operative movement has resolved to counteract monopolies. This is natural, because to counteract them means to struggle for the survival of the co-operative sector in the conditions of extremely acute competition which exist in many countries. At the same time, by counteracting monopolies, co-operatives fulfil an important social function – the protection of consumers' rights from economic pressure and manipulations by transnational corporations.

To achieve this goal co-operators use their mass-media and different campaigns disclosing the anti-human character of monopolies. The problem of monopolies has been specially discussed at the XXV ICA Congress, where one of the reports particularly stressed that co-operatives could help decrease the abuses of supra-national monopolies.

The problem of the monopolies' domination is particularly acute in the developing world.

### **Development Aid**

In order to assist developing countries in strengthening their economic position,

and to speed up social progress through co-operative development, the co-operative organizations in the Soviet Union and other socialist countries provide their colleagues in the developing world with all-round support. This support includes the training of national specialists in co-operation, building and technical specifications, and in providing consumer goods, mutually beneficial trade, loans on favourable terms, etc.

Considerable resources are also invested for these purposes by a number of co-operative movements in developed capitalist countries, including Sweden, Norway, the United Kingdom, France, USA and Canada.

In recent years the ICA is increasingly paying attention to the development of co-operatives in developing countries through its specially designed body – the Co-operative Development Committee. A considerable contribution to the ICA development efforts is made by the Regional Offices in Asia and Africa, and the possibility of opening a new ICA office for Latin America is under consideration. The ICA Co-operative Development fund was created 25 years ago to help finance development projects in the regions. In addition, valuable co-operative training materials are prepared and distributed in developing countries by the ICA consultative service, CEMAS.

Apart from its own resources, the ICA works towards mobilizing financial support to co-operatives from the UN Specialized Agencies (e.g. UNESCO, ILO, UNDP, etc.).

Recognizing the important role which co-operatives play in society, the UN and its bodies are paying more and more attention to co-operative development. The 1983 First Regular Session of ECOSOC discussed a draft report of the UN Secretary General on "National Experience in Promoting the Co-opera-

tive Movement" which had been prepared on the request of the UN General Assembly.

Addressing the participants at this session, the ICA representative to the UN in New York, Mr. W. Campbell, drew attention to the importance of the ICA Statement. This was distributed at the session as an official document identifying ICA's views on the role of co-operatives in economic and social development. The session discussed further actions to strengthen the possibilities for Non-Governmental organizations (NGOs), including the ICA, to contribute to co-operative development. After lengthy discussion, ECOSOC adopted the resolution recognizing that "co-operatives play an important role in the socio-economic development of developing countries". Pointing out the importance of exchange of national experience among countries, this resolution states that: "the exchange, among countries, of experience relating to the co-operative movement, plays an essential role in strengthening co-operatives for the benefit of their members, and in overcoming difficulties in development of various co-operatives".

This resolution underlined the important role that co-operatives in the various sectors of the economy can play in improving production, marketing, etc. It also requested the UN Secretary General to prepare a new report on "National Experience in Promoting the Co-operative Movement" and to submit it to the UN General Assembly in 1985.

The participants to the ECOSOC session agreed that the new report should be prepared in consultation with relevant NGOs, and should particularly refer to the role of Government support in promoting co-operatives.

By strengthening the co-operative movement in the Third World, the international co-operative community con-

tributes considerably to overcoming social problems in these countries.

The further development of agricultural co-operatives will increase the co-operative contribution to food production, thus reducing hunger and malnutrition, which are common in many developing countries. The development of industrial and workers' productive co-operatives will create additional employment opportunities and stimulate people participation.

The co-operative movements in developing countries are now facing the necessity of expanding their activities to urban areas. The growing migration of the rural population to the urban areas is creating the need for more housing, different services, etc. Urgent measures also need to be taken in order to help those living in the slums and to eliminate the slums themselves.

The role of co-operatives in solving the above-mentioned problems can hardly be overestimated. Housing co-operatives, consumer societies, credit and other types of co-operatives organizations, contribute to reducing the acuteness of these problems, by providing cheaper housing, and developing trade and other services, including electricity and heating, etc.

## Equality For All

The International Co-operative Movement pays great attention to the global issue of women's equality and, in particular, to providing equal opportunities for both women and men in co-operative management. Important work in this field is being done by the ICA Women's Committee. This Committee has initiated and held many conferences, seminars and lectures related to women's participation in co-operatives.

Recognizing the importance of this issue the ICA Central Committee adopted a special resolution, at its meeting in Prague in 1983, which requests the ICA member-organizations to increase women's representation in the governing bodies of the Alliance.

There has been a considerable growth of co-operative assistance to handicapped people in a number of developed and developing countries. The involvement of handicapped people in co-operatives is certainly one of the social activities which stimulates the spiritual and physical revival of the most under-privileged groups of the population.

Health Care is yet another social sphere where co-operatives have worked successfully for some time. Medical and pharmaceutical co-operatives can be found today in many countries of the world. Co-operative hospitals, resorts and recreation centres considerably supplement the state-owned health-care system and, in a number of cases, even compensate for its absence.

Rapidly growing development is also a striking feature of co-operative tourism, particularly in Western Europe and in some socialist countries. In order to co-ordinate this activity the International Co-operative Alliance created, in 1976, the ICA Committee for Co-operative Tourism, with about 20 national co-operative travel agencies as members.

This committee has now transformed and, as the International Union of Co-operative and Associated Tourism, is one of the specialized organizations of the ICA.

Active tourist exchange is taking place among co-operative organizations in CMEA (Committee for Mutual Economic Assistance, COMECON) countries. Every year Centrosoyus receives co-operators from these countries arriving in the USSR for recreation purposes, with many Soviet co-operators enjoying their vacations in co-operative tourist and recreation centres in GDR, Bulgaria, Hungary and Romania.

Even this rather short review of the main directions of the social activities of co-operators shows the scope of co-operative involvement in social functions and services. Co-operatives have already achieved considerable results and can still contribute to easing social problems and creating the pre-conditions for solving them.

Co-operators throughout the world understand that their very existence depends of the solution of the main global problems, which are the establishment of lasting peace, the creation of mutual confidence and the revival of détente. This will favourably influence the development of the International Co-operative Movement and strengthen unity amongst ICA member-organizations.



*ACTION SOCIALE DU MOUVEMENT COOPERATIF MONDIAL – Les coopératives ont un rôle socio-économique à jouer. L'importance du mouvement croît; il rassemble actuellement environ 600 millions de coopérateurs dans le monde. Il contribue au développement des pays du tiers monde, fonction reconnue par les Nations Unies et il bénéficie de la sollicitude de l'état dans les pays socialistes. Ses aspects social et éducatif tiennent à sa nature même.*

*La promotion de la paix est une des fonctions essentielles de l'Alliance. On insiste sur cet objectif lors de chacune de ses réunions, qu'il s'agisse de lutter contre la sous alimentation, l'emprise des monopoles, le chômage, le racisme, la guerre, conventionnelle ou atomique, ou au contraire, en faveur de l'accessibilité à la culture ou de l'émancipation de la femme. L'action de l'ACI en faveur de la paix a contribué à la réputation de l'Alliance. Les coopérateurs sont d'avis que l'argent gaspillé en armement serait mieux dépensé en faveur de ceux qui meurent de faim. Les coopérateurs japonais sont particulièrement engagés dans cette lutte pour la paix.*

*Les coopérateurs sont opposés à l'emprise des monopoles et le manifestent à travers leurs actions et leurs publications.*

*Les coopératives soviétiques participent à l'aide au développement en offrant une formation coopérative, en accordant des prêts et en établissant des échanges internationaux mutuellement profitables. Des mouvements coopératifs occidentaux font de même ainsi que l'ACI par son comité spécialisé, ses bureaux régionaux et son service d'information sur le matériel d'enseignement coopératif. L'Alliance obtient également que soient alloués des fonds et organisées des actions concrètes dans ce but par certains organismes rattachés aux Nations Unies. Un nouveau rapport sur ce thème fut présenté aux Nations Unies en 1985.*

*Dans les pays en développement, les coopératives agricoles contribuent déjà à résoudre le problème de la faim mais le mouvement doit aussi se répandre dans les villes où de nombreuses tâches de première importance l'attendent.*

*Autres actions importantes du mouvement: l'assistance médicale et celle aux handicapés et, dans un autre domaine, le tourisme où l'accueil coopératif joue un grand rôle. En bref, l'action sociale du mouvement coopératif est tributaire de la paix et de la confiance mutuelle qu'il doit contribuer à promouvoir.*

---

*ACCION SOCIAL DEL MOVIMIENTO COOPERATIVO MUNDIAL – Las cooperativas tienen una función socioeconómica que desempeñar. La importancia del movimiento aumenta; actualmente éste reúne cerca de 600 millones de cooperadores en el mundo entero. El movimiento contribuye al desarrollo de los países del Tercer Mundo, función que ha sido reconocida por las Naciones Unidas y que beneficia de la solicitud del Gobierno en los países socialistas. Sus aspectos social y educativo provienen de su naturaleza misma.*

*Una de las funciones esenciales de la Alianza es la promoción de la paz. En cada una de sus reuniones se insiste en este objetivo, ya sea que se trate de luchar contra la desnutrición, el dominio de los monopolios, el desempleo, el racismo, la guerra convencional o atómica, o al contrario, favoreciendo la accesibilidad a la cultura o la emancipación de la mujer. La acción de la ACI en favor de la paz ha contribuido al renombre de la Alianza. En la opinión de los cooperadores, el dinero que se despilfarra en armamento, estaría mejor utilizado en favor de los que mueren de hambre. Los cooperadores japoneses en particular, han entablado una lucha por la paz.*

*Los cooperadores están contra el dominio de los monopolios y lo manifiestan a través de sus acciones y publicaciones.*

*Las cooperativas soviéticas participan en la ayuda al desarrollo ofreciendo información cooperativa, acordando préstamos y estableciendo intercambios internacionales que son mutuamente provechosos. Los movimientos cooperativos occidentales hacen lo mismo, al igual que la ACI a través de su comité especializado, sus oficinas regionales y su servicio de información sobre el material de enseñanza cooperativa. La Alianza también obtiene que ciertos organismos vinculados a las Naciones Unidas asignen fondos y organicen acciones concretas a este fin. En 1985, se presentó en las Naciones Unidas un nuevo informe sobre este tema.*

*En los países en desarrollo, las cooperativas agrícolas ya están contribuyendo a solucionar el problema del hambre, pero el movimiento también debe difundirse en las ciudades donde lo esperan tareas de primera importancia.*

*Algunas otras acciones importantes del movimiento son: la asistencia médica y la que se ofrece a los impedidos y, en otro sector, el turismo, donde la ayuda cooperativa desempeña una función importante. En resumen, la acción social del movimiento cooperativo es tributaria de la paz y de la confianza mutua que éste debe continuar a promover.*

---

**SOZIALE AKZENTE DER WELTGENOSSENSCHAFTSBEWEGUNG** – Die Genossenschaften spielen eine sozio-ökonomische Rolle. Ihre Bedeutung nimmt zu. Zur Zeit gibt es ca. 600 Millionen Genossenschafter auf der ganzen Welt. Die Bewegung ist der Entwicklung der Dritten Welt verpflichtet. Die Anstrengungen der Vereinten Nationen, sowie der Regierungen der sozialistischen Länder, sind anerkannt. Zur Idee der Genossenschaften gehört der soziale Aspekt, wie der der Bildung.

Eine der wichtigsten Aufgaben des IGB ist der Friede. Jede genossenschaftliche Bewegung fühlt sich ebenfalls weiteren Punkten verpflichtet: Kampf gegen den Hunger, Kampf gegen Rassendiskriminierung, gegen Krieg, sei er konventionell oder atomar, Stärkung der Kultur, sowie Gleichberechtigung der Frau.

In den Augen der Genossenschafter ist jede Mark, die für Waffen ausgegeben wird, vergeudet und zwar im angesichts der Tatsache, dass Menschen Hungers sterben müssen.

Die japanischen Genossenschaften sind besonders in Friedensaktionen engagiert.

Die Genossenschafter sind gegen den Einfluss der 'Multis'.

Die sowjetischen Genossenschaften helfen bei der Entwicklung von Genossenschaften auf vielfältige Weise. Die westlichen Genossenschaftsbewegungen stehen ebenso wie der IGB mit seiner Spezialorganisation, seinen Regionalbüros, mit Rat und Tat bereit. Der IGB wird über die Aktivitäten der Vereinten Nationen sowie deren Fonds unterrichtet. 1985 wird der nächste Bericht vorgelegt.

In den Entwicklungsländern bemühen sich die landwirtschaftlichen Genossenschaften vordringlich den Hunger einzudämmen; aber auch in den Städten warten viele Aufgaben.

Es gibt auch noch andere Aktivitäten, wie z.B. Hilfe im Gesundheitswesen; aber auch auf anderen Gebieten, wie dem des Tourismus, wo den Genossenschaften eine wichtige Rolle zufällt.

Zusammenfassend darf man sagen: die genossenschaftliche Bewegung fühlt sich dem Frieden verpflichtet, sowie der Entwicklung einer weiteren gedeihlichen Zusammenarbeit zum Wohle aller.

---

# La Contribución del Cooperativismo a las Jóvenes Generaciones

Nidia Balbi de Gonzalo\*

Cada hombre de cada país americano es distinto y remoto. También lo somos de los demás países del mundo.

Aparecemos aislados, luchando algunos por renovar conciencias, otros buscando abstractas disciplinas y la mayoría trabajando por su subsistencia.

Pero a pesar de esta diversidad, bajo las innegables diferencias, hay una profunda identidad que va más allá del continente americano que se entrelaza con todos los hombres del mundo: es el tiempo que vivimos.

Pertenece a la misma ráfaga de vida. A la vida de 1985, acercándonos a otros problemas, pero también a otras soluciones.

Dice un filósofo español que «una nueva época no es sino un nuevo régimen de atención». Que no sólo somos ojos, oídos y pensamiento, también somos emoción. Llevamos en nuestro pecho una incansable, trémula máquina de preferir que nos hace colocar cosas y personas en una perspectiva sentimental determinada, en un sistema de valores, en una jerarquía de rangos.

Para que una nueva época comience, para que un mundo verdaderamente nuevo exista basta que el corazón del hombre se incline hacia uno u otro lado del infinito horizonte de la vida; basta

con que modifique sus perspectivas de preferencias.

¿Cuáles son las preferencias de la juventud actual?

¿Cuáles son las expectativas que los hombres de hoy ofrecemos a esa juventud?

¿Qué propicia el cooperativismo para esta juventud?

Si aceptamos que todo hombre es distinto, también los jóvenes lo son. Y porque son distintos unos de otros, también son distintas sus preferencias y expectativas.

Como el desarrollo económico y social se subordina a la concepción predominante y a la elección de valores que estimulan la sensibilidad ¿qué ofrece el cooperativismo a la sensibilidad juvenil?

El cooperativismo puede presentarse a los jóvenes como una estructura con realizaciones económicas y sociales visibles y evaluables dada su trayectoria, pero también por lo que precisamente ofrece: posibilidad.

Posibilidad que a cada uno de sus adherentes le corresponde develar, proyectar, intentar, realizar. Pero para que un joven se adhiera es necesario que conozca qué es lo que imbuye a este sistema que genera un movimiento de tamaño continuidad y eficiencia.

Si cada generación muestra una particular sensibilidad a través de un repertorio orgánico de íntimas propensiones se debe acometer resueltamente la tarea

\* Nidia Balbi de Gonzalo es directora de la Fundación Cultural "La Dulce", servicio de educación cooperativa, cerca de Buenos Aires. Es también miembro del ejecutivo del Comité de las Cooperadoras de la ACI.

urgente de orientar la atención de los jóvenes hacia los auténticos valores e ideales cooperativos.

La realidad de esta fecha que vivimos presenta acuciantes problemas, profundos cambios, avances tecnológicos insospechados, crisis agudas que podrán ser enfrentados adecuadamente valiéndose de la potencial elasticidad del cooperativismo. La elasticidad sólo será puesta en evidencia cuando algo o alguien impulse su movimiento. En ese algo o alguien, ineludiblemente juega su máxima importancia la educación.

La educación debe impulsar los cambios necesarios que la elasticidad le permita dentro de su marco axiológico para no perder su esencial y particular naturaleza.

Puede señalarse a los jóvenes del tercer mundo que esto mismo acontece con los pueblos. Sus culturas no son bárbaras por no ser europeas. Tienen un estilo que hay que aprender a reconocer, respetar y alimentar dentro de su propio marco. Sólo después serán comprendidas.

La propuesta cooperativa invita a un nuevo régimen de atención. Régimen de atención dirigido a afianzar el esquema coherente, efectivo y eficiente del cooperativismo como medio para mejorar las condiciones económicas, sociales y morales existentes.

Pero cuidado. No bastará sólo el cambio intelectual en el régimen de atención de los interesados.

El cooperativismo es ortodoxamente práctico y exigirá el esfuerzo de cada uno, la ayuda mutua y el riguroso cumplimiento de sus principios en cualquier experiencia de participación.

«Las cooperativas deben, pues, buscar atraer a los jóvenes, sin esperar que ellos vengan por sí solos; deben comunicar activamente su mensaje, pues de otra manera el ruido de otras ofertas y reclamos no permitirá que la juventud conozca la proposición cooperativa».

## Los Jóvenes y el Cooperativismo Argentino

¿Cuál es la participación de los jóvenes en el cooperativismo argentino?

Más allá de la asociación directa prevista por la Ley 20.337 para los jóvenes mayores de 18 años o los menores de 18 por medio de representantes legales, los jóvenes integran Centros Juveniles o Juventudes que dependen de las cooperativas de 1º grado.

Así pueden citarse las Juventudes Agrarias Cooperativistas de la Asociación de Cooperativas Argentinas (ACA) que nuclea en el Consejo Central a 70 juventudes de diferentes cooperativas, más otras 16 que están en formación. Estas se agrupan por regiones en los denominados CARJ (Consejos Asesores Regionales de Juventudes) que suman un total de 10.

Toda la actividad responde a un plan común de trabajo que cada juventud adapta a sus necesidades.

Surgen de este modo una variadísima gama de tareas que pueden ejemplificarse con los temas de los artículos que semana a semana se publican en «La Cooperación» órgano de difusión de ACA:

Programación de la Fiesta del Suelo – Participación a las reuniones del consejo de administración de la Sociedad Rural Cooperativa – Edición de un nuevo boletín informativo bimestral – Inversión del producido de una reciente fiesta – Se llevó a cabo una conferencia-seminario sobre el tema «la cooperativa, una empresa diferente» – Curso de primer nivel de dinámica grupal y técnicas de comunicación – Viaje a Buenos Aires para asistir a la 98a Exposición de Ganadería, Agricultura e Industria – Curso sobre leyes laborales y documentos contables; etc...

Los objetivos que persiguen estas juventudes tienen como fin fundamental la capacitación del joven agrario y su

formación dentro de los principios cooperativos. Para ello propenden a:

a) Hacer conocer por medios adecuados los problemas básicos de la vida económica y social de la Nación y la influencia que ejerce en ella la explotación agropecuaria; b) Fomentar el desarrollo del cooperativismo en todas sus formas y difundir su doctrina; c) Organizar actos de divulgación cooperativa, de cultura general y técnica, especialmente referidos a cuestiones agrarias; d) Fomentar la creación de semilleros cooperativos; e) Divulgar los propósitos que sustenten las instituciones propiciantes y afines, especialmente todas aquellas que tiendan a formar una sólida conciencia agraria: Propugnar la propiedad de la tierra para el que la trabaja, la explotación mixta, las formas cooperativas para la producción, comercialización y consumo de los productos agrícolas y los que el productor agrario necesite. Fomentar el hábito de la economía, previsión y ahorro, y todo cuanto propenda a la dignificación de la vida campesina.

Es por eso que la formación de los jóvenes abarca temas doctrinarios y de capacitación a través de medios y metodologías diversas.

La intención de promover la formación de nuevos grupos juveniles no decae. Por el contrario se está realizando una intensa campaña de creación e incorporación por parte del Consejo Central de Juventudes Cooperativistas de ACA y de los CARJ.

Además cabe señalar la existencia de otras juventudes ligadas a distintas federaciones o asociaciones.

Debe destacarse que todas estas juventudes integran sin discriminaciones tanto a mujeres como varones si bien en algunos casos aislados los jóvenes forman Subcomisiones según el sexo.

## Conclusion

La participación de los jóvenes se manifiesta también a través de las cooperativas escolares, Cooperativas Estudiantiles y Cooperativas Universitarias que aunque en reducido número son ejemplos de activa participación.

Una de las características del movimiento cooperativo argentino es su autonomía con respecto a la esfera oficial. Sin embargo el estado argentino está trabajando para incorporar la enseñanza teórico-práctica del cooperativismo en todos los niveles de su sistema educativo. Indudablemente ello propende a un mayor conocimiento y una mayor participación cooperativista de los jóvenes.

Puede decirse que las estructuras de participación en la Argentina están dadas. Cabe reflexionar sobre la importancia de la acción que desenvuelven las cooperativas y de la acción cooperativa de otras entidades en pro de los jóvenes. Ambas deberán revitalizar el marco axiológico y doctrinario del cooperativismo para que éste pueda visualizarse como un escenario práctico donde satisfacer necesidades tendiendo a una evolución individual y colectiva, humanamente digna. Ambas deberán llamar la atención de los jóvenes. Quizás así, una nueva época comience.

**YOUTH OF THE CO-OPERATIVE MOVEMENT** – All men are different. However, each is characterized by a particular hope common to all men of that time. What hope do the youth of today hold and what answers will they receive from the co-operative movement?

The co-operative movement gives today's youth the possibility to express their ideas and the chance to attempt to implement them. However, if they are to belong to the movement, they must understand and believe in all which inspired it and be willing to follow its rules.

In Argentina the young adhere to groups which are dependent on co-operatives at grassroots level. The formation of such groups of young people is actively encouraged by various branches of the Argentinian co-operative movement. For example, the Association of Argentinian Co-operatives assembles more than 70 groups of young people who participate in two types of activity: leisure activities and training. The former includes travel, sport, competitions and parties, and the latter cultural, technical and co-operative education. The methods of achieving these objectives are diverse: organizing reunions, courses, debates, seminars, conferences, shows, excursions and visits; and taking part in the social work and management of the co-operatives of adults. The themes approached mainly deal with the most modern methods and means available at both social and technological levels, and the possibility of comparing the socio-economic problems of today with the application of co-operative principles. Despite the gravity of certain subjects, humour is never entirely absent. In addition to these groups of young co-operators, there are also student co-operatives, both for school pupils and university students. The authorities are also considering the possibility of including co-operative training in the teaching curriculum.

In Argentina, the structure for attracting young people into the co-operative fold are well developed. However, in order to make them even more efficient, it is advisable to study the opportunities offered by similar organizations, and to make sure that the dynamic, evolutive and liberating aspects of the movement are evident, so that young people will be able to make the comparison and decide to choose the co-operative way.

---

**LES JEUNES ET LE MOUVEMENT COOPÉRATIF** – Tous les hommes sont différents les uns des autres. Ils ont cependant en commun de vivre à une époque particulière caractérisée par une espérance particulière. Quelle espérance les jeunes d'aujourd'hui ont-ils? Quelles réponses le mouvement coopératif leur donne-t-il? Il leur donne la possibilité d'exprimer leurs projets, de s'y essayer et de les réaliser. Il faut toutefois, pour qu'il y adhèrent, qu'ils sachent ce qui inspire un tel mouvement. Et en outre, il faut qu'ils en acceptent les règles, entièrement.

En Argentine, les jeunes adhèrent à des groupements qui dépendent des coopératives du premier degré. La formation de tels groupes de jeunes est vivement appuyée par les diverses branches du mouvement coopératif argentin. Par exemple l'Association des Coopératives Argentines regroupe plus de 70 groupes de jeunes dont l'activité participe de deux domaines: le délassement et la formation. Au premier se rattachent voyages, sport, concours et soirées récréatives, au second l'éducation culturelle, technique et coopérative. Les moyens de réaliser ces objectifs sont très divers: réunions, cours, débats, séminaires, conférences, spectacles, excursions, visites et même participation aux activités sociales, de gestion et coopératives des adultes. Les thèmes abordés ont la plupart du temps trait aux méthodes et moyens les plus modernes tant au niveau social qu'à celui de la technologie ou aux possibilités de mettre en parallèle les problèmes socio-économiques du moment et les principes coopératifs appliqués. Malgré la gravité de certains sujets, l'humour n'est jamais entièrement absent. Il existe également des coopératives scolaires, estudiantines et universitaires. Les milieux officiels actuels envisagent la possibilité d'inclure la formation coopérative dans leur système d'enseignement.

En Argentine, les structures d'accueil des jeunes dans le milieu coopératif existent bel et bien. Il convient par souci d'efficacité d'étudier les offres similaires d'autres organisations et de veiller à ce que toujours soit mis en évidence l'aspect dynamique, évolutif et authentiquement libérateur du mouvement pour que les jeunes fassent la différence.

*JUGEND UND GENOSSENSCHAFTLICHE BEWEGUNG – Kein Mensch gleicht dem Anderen. Jede Zeit hat ihre Hoffnungen. Welche Hoffnungen hat die heutige Jugend und welche Antworten gibt die genossenschaftliche Bewegung?*

*Die Genossenschaftsbewegung bietet der heutigen Jugend ein Forum, um ihre Ideen vorzustellen. Sind die jungen Menschen Mitglieder, so müssen sie die Grundlagen kennen und unterstützen und der Satzung folgen.*

*In Argentinien bilden die jungen Menschen Gruppen auf unterer genossenschaftlicher Basis. Diese Gruppen werden aktiv von verschiedenen Genossenschaftsbereichen unterstützt. So vereint z.B. der Zusammenschluss der argentinischen Genossenschaften mehr als 70 Gruppen von jungen Leuten in so verschiedenen Bereichen wie z.B. Freizeitgestaltung / Aus- und Fortbildung. Im Rahmen der Freizeitgestaltung werden Reisen, Ausflüge und sportliche Wettkämpfe angeboten. Ferner werden kulturelle Angebote sowie technische / genossenschaftliche Weiterbildung geboten. Diese Aktivitäten gehören mit zur sozialen Verpflichtung im Managementbereich.*

*Die unterschiedlichen Fragestellungen werden unter Berücksichtigung der sozialen wie technologischen Bedingungen untersucht. So versucht man zu klären, inwieweit die heutigen sozio-ökonomischen Probleme mit genossenschaftlichen Grundwerten in Einklang zu bringen sind.*

*Bei aller Ernsthaftigkeit der Probleme fehlt nie eine Portion Humor.*

*Zusätzlich zu diesen Jugendgruppen gibt es noch Studentengenossenschaften. Die Behörden tragen sich mit dem Gedanken, Genossenschaftslehre in den Lehrplan mit aufzunehmen.*

*In Argentinien bemüht man sich um attraktive Angebote für die Jugendlichen. Man muss die Angebote anderer Organisationen prüfen, um dann den jungen Leuten zu zeigen, dass die richtige Wahl der genossenschaftliche Weg ist.*



# Book Reviews

## Grundfragen des Genossenschaftswesens

by Prof. Dr.h.c. Georg Draheim

Grundfragen des Genossenschaftswesens

(Basic Questions of Cooperatives by Prof. Dr.h.c. Georg Draheim, Reden und Aufsätze. Frankfurt/Main, 1983.)

Publications of the German Co-operative Bank, vol. 14.

Georg Draheim, President of the German Co-operative Bank and University Lecturer on co-operatives, died in 1972. To commemorate his 80th birthday (October 11, 1983) the German Co-operative Bank decided to publish those articles from his book, "Zur Ökonomisierung der Genossenschaften" (Economisation of Co-operatives, 1967), which deal with current basic questions in co-operatives.

The introductory dedication explains the intent of the publication, as well as including a short biography of Draheim. Draheim was planning to use his retirement for a systematic rewording and updating of his writings, but his death prevented him from accomplishing this.

The present collection contains the following titles: Changing Co-operatives (1967), Co-operation and Concentration in Co-operatives (1968), The Optimum Size of a Co-operative Enterprise (1968), The Developing Tendencies in Co-operative Money and Credit Economy (1968), Freedom Through Co-operation (1969), Problems of Horizontal Co-operation of Enterprises (1969), The Co-operative Entrepreneur

(1969), Banking Economic Federation in the Realm of Credit Co-operatives (1970), 75 Years of German Co-operative Bank, (Kasse), The Opening of the Akademie Montabaur (1970), Is the Balance-sheet an Argument in Competition? (1971), Do Credit Co-operatives Still Have a Future? (1971), The Fulfillment of the Commission of Furthering in the Three-level Structure of Credit Co-operatives (1972), Current Basic Problems of Co-operatives (1972).

As the titles indicate, Draheim was dealing, in this period, with the problems facing the development of credit co-operatives in West Germany (since 1964 he was President of the German Co-operative Bank). On one side co-operatives must remain responsible to membership, but on the other, their position requires adjustments to the market, where competition is getting stronger and where concentration is accelerated. Draheim sees the co-operative solution in the situation where members do not show a high degree of loyalty to co-operatives in practicing co-operation among co-operatives. This means gaining economic strength, not



by fusions, but by forming federations and intensifying co-operation among them. In such a structure, local and regional co-operatives retain their autonomy, but the additional strength gained through the federation enables them to assert themselves despite strong competition, and thus further the interests of their members. The co-operation must be a two-way street – from federations to regional and local co-operatives, as well as from local and regional co-operatives to federations (as it must be from members to their local co-operatives and local co-operatives to their members). Such a structure is not a replacement for concentration, but a solution based on co-operative principles which emphasize human values and local community. The question of optimum size of a co-operative becomes, therefore, of lesser importance. Economic reasons may indicate the smallest viable unit, and co-operative and sociological aspects the largest acceptable size, of a co-operative. Co-operative federations, which concen-

trate on services, represent the best form in which economic and human elements can be integrated.

Besides a Bibliography and an Index, this 187-page volume contains also a complete bibliography of Draheim's works (books, articles, speeches, contributions to lexica, and book reviews).

For anybody who can read German and is familiar with Draheim's books, this volume will be a welcome opportunity to familiarize him/herself with Draheim's responses to challenges which both co-operatives in general, and credit co-operatives in particular, were faced with while he was at the helm of the German credit co-operative system. The German Co-operative Bank must be congratulated that it included this selection, from the last period of his co-operative activities, in the series of excellent publications which were started with Draheim's support, and probably even initiative.

R. Čuješ

---

*QUESTIONS FONDAMENTALES SUR LES COOPERATIVES – G. Draheim fut président de la Banque Coopérative Allemande (DG Bank). Entre 1967 et 1972, année de sa mort, il écrivait un certain nombre d'ouvrages sur les problèmes coopératifs, particulièrement dans le domaine du crédit.*

*Les coopératives doivent rendre des comptes aux coopérateurs mais aussi s'adapter à la conjoncture. L'engagement des membres devenant relatif dans les pays aisés, c'est dans le cadre de regroupements coopératifs respectant l'autonomie des entreprises qu'on pourra vivre efficacement la loyauté économique requise par les principes coopératifs. Dans une telle forme de collaboration les dimensions des coopératives n'ont que peu d'importance économique, c'est pourquoi elles peuvent encore être définies par des critères humains. La force réside davantage dans l'union que dans l'intégration. L'ouvrage, 187 pages en allemand, peut être obtenu auprès de la DG Bank à Francfort sur le Main.*

---

*CUESTIONES FUNDAMENTALES SOBRE LAS COOPERATIVAS – El Sr. G. Draheim fué presidente del Banco Cooperativo Alemán (DG Bank). Entre 1967 y 1972, este último año siendo el de su muerte, escribió un cierto número de obras sobre los problemas cooperativos, particularmente sobre el sector del crédito.*

*Las cooperativas deben rendir cuentas a los cooperadores pero también deben adaptarse a la coyuntura. Puesto que la intervención de los miembros se ha vuelto relativa en los países ricos, es*

entonces dentro del marco de reagrupamiento cooperativo y respetando la autonomía de las empresas que se podrá vivir eficazmente la lealtad económica que requieren los principios cooperativos. En esta forma de colaboración, las dimensiones de las cooperativas tienen poca importancia económica, es por eso que todavía pueden ser definidas por criterios humanos. La fuerza reside más en la unión que en la integración. El libro en versión alemana (187 páginas), puede adquirirse en la DG Bank de Frankfurt del Main.

---

GRUNDFRAGEN DES GENOSSENSCHAFTSWESENS – Herr G. DRAHEIM war Präsident der DG-Bank (Bundesrepublik Deutschland). Während seiner Präsidentschaft von 1967 bis zu seinem Tode im Jahre 1972, verfasste er verschiedene Bücher über die Probleme der Genossenschaften, sein Hauptaugenmerk galt den Finanzfragen.

Die Genossenschaften sind den Genossenschaf tern verpflichtet, müssen sich aber auch den konjunkturellen Zwängen anpassen. Der Einfluss der Mitglieder in den wohlhabenden Ländern ist relativ positiv. So handelt es sich hier um solche Firmen, die die Eigenständigkeit bewahren wollen und trotzdem sich der genossenschaftlichen Ehrlichkeit verpflichtet fühlen. Eine solche Form genossenschaftlicher Zusammenarbeit bringt keinen wirtschaftlichen Durchbruch. Die Kraft liegt mehr im Zusammenschluss als in der Integration.

Das Buch kann in deutscher Sprache über die DG-Bank in Frankfurt/M. bezogen werden (187 Seiten).

---

## Règles fondamentales des coopératives agricoles

par Jean-Bernard Guillet de la Brosse

70 pp. A5, publication de la CEA, Brugg (Suisse), 1985, Prix: Sfr. 5.—.

La Confédération européenne de l'agriculture (CEA) vient de publier une intéressante étude destinée à faire le point sur l'évolution des coopératives agricoles en matière juridique et à répondre aux réserves formulées à leur rencontre quant au respect des valeurs coopératives. L'ouvrage sous la plume de Jean-Bernard Guillet de la Brosse, docteur en droit, président intérimaire du Groupe de travail de la CEA sur le droit agricole coopératif et directeur des services juridiques et administratifs de la Coopérative des agriculteurs de Bretagne à Landerneau, est en fait le fruit d'un travail de longue haleine mené par le groupe auprès des organismes coopératifs de

13 pays: l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grande Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la République Fédérale d'Allemagne, la Suède et la Suisse..

On y commence par étudier la présence ou non d'un chapitre spécifique aux coopératives en général et aux coopératives agricoles en particulier dans les diverses législations nationales ainsi que les allusions aux buts fondamentaux des coopératives qui les distingueraient des entreprises ordinaires.

Viennent ensuite les exigences juridiques en matière de fondation d'une coopérative ainsi que celles qui gèrent

l'adhésion, le retrait et l'exclusion des membres. Suivent la participation financière du membre, sa responsabilité, l'obligation faite ou non de participer personnellement à l'activité de la coopérative et les formes de gestion et de comptabilité. Ce n'est qu'après qu'on envisage la répartition des excédents et celle, éventuelle, des réserves. Chaque thème est traité sur la base d'un certain nombre de questions auxquelles il est répondu par pays ou par groupe de pays si d'évidentes similitudes légales ou de jurisprudence le permettent.

En ramenant les diverses législations à leurs dénominateurs communs l'étude met en évidence qu'en Europe Occi-

dentale ces coopératives sont des entreprises réellement privées et indépendantes de l'Etat qui, regroupant les agriculteurs, contribuent à l'amélioration de leur performance grâce au cumul des efforts. L'objectif essentiel de la coopérative agricole n'est pas un profit destiné à gonfler l'entreprise en tant que telle, son but est avant tout d'améliorer les conditions de vie de ceux qui y collaborent.

L'ouvrage, extrêmement concis, mérite d'être lu en entier et de figurer en bonne place dans la documentation de chacun qu'intéresse le phénomène coopératif.

J.F.K.

---

*BASIC RULES OF AGRICULTURAL CO-OPERATIVES – The European Agricultural Federation (CEA) has published an interesting up-to-date study on the legal evolution of agricultural co-operatives and their respect of co-operative values, which have often been questioned. The author, Jean-Bernard Guillet de la Brosse, is a Doctor of Law and Interim President of the CEA working party on agricultural co-operative law. M. Guillet de la Brosse is also Director of Legal and Administrative Services at the Brittany Farmers Co-operatives in Landerneau. This publication is the result of a lengthy study carried out by the group, in collaboration with co-operative movements from 13 countries: Austria, Belgium, Denmark, Spain, Finland, France, Great Britain, Italy, Netherlands, Portugal, Federal Republic of Germany, Sweden and Switzerland.*

*The book begins with an analysis on the presence, or absence, of specific legislation on co-operatives in general, and agricultural co-operatives in particular, in the different countries. Reference is also made to the fundamental aims of co-operatives, which distinguish them from ordinary enterprises.*

*This is followed by details on the legal aspects of founding a co-operative, the governing of this, and the removal and exclusion of members. Details are also given on the financial participation of each member, his responsibility, and his personal obligation to participate in the running of the co-operative. It is only after this that distribution of profit and reserves is considered. Each theme is treated on the basis of specific questions, which are answered by country or group of countries where legal similarities permit a comprehensive reply.*

*In bringing the different legislations to a common denominator, the study proves that Western European co-operatives are private bodies, independent of the State, which, by regrouping farmers, enables them to improve their performance. The basic objective of the agricultural co-operative is not profit, but the improvement of living conditions for its members.*

*This book, which is extremely concise, deserves to be read, and anyone interested in the co-operative phenomenon should have a copy.*

---

*NORMAS FUNDAMENTALES DE LAS COOPERATIVAS AGRICOLAS – La Confederación Europea de la Agricultura (CEA) acaba de publicar un interesante estudio destinado a analizar la situación sobre la evolución de las cooperativas agrícolas en el área jurídica y a contestar las reservas formuladas en*

su contra relativas al respeto de los valores cooperativos. El libro escrito por Jean-Bernard Guillet de la Brosse, doctor en derecho, presidente interino del grupo agrícola cooperativo y director de los servicios jurídicos y administrativos de la cooperativa de los agricultores de Bretaña en Landernau, es en realidad el resultado de un trabajo de larga duración llevado a cabo por el grupo con los organismos cooperativos de 13 países: Austria, Bélgica, Dinamarca, España, Finlandia, Francia, Gran Bretaña, Italia, Holanda, Portugal, la República Federal de Alemania, Suecia y Suiza.

Se empieza por estudiar si se encuentra o no se encuentra presente un capítulo específico a las cooperativas en general y a las cooperativas agrícolas particularmente en las legislaciones nacionales y también las alusiones a los objetivos fundamentales de las cooperativas que las distinguirían de las empresas ordinarias.

Luego se presentan las exigencias jurídicas con respecto a la fundación de una cooperativa y las que se encargan de la adhesión, el retiro y la exclusión de miembros. Sigue la participación financiera del miembro, su responsabilidad, la obligación de participar o de no participar personalmente en la actividad de la cooperativa y en las formas de gestión y de contabilidad. No es sino hasta después, que se examina la repartición de excedentes y eventualmente de reservas de capital. Cada tema es tratado sobre la base de un cierto número de cuestiones a las cuales se responde por país o por grupo de países si es que las semejanzas legales o de jurisprudencia lo permiten de manera evidente.

Reduciendo las diversas legislaciones a sus denominadores comunes, el estudio pone en evidencia que las cooperativas en Europa occidental son verdaderamente empresas particulares e independientes del Estado las cuales, reuniendo a los agricultores, contribuyen a mejorar sus prestaciones gracias al cúmulo de esfuerzos. El objetivo esencial de la cooperativa agrícola no es el beneficio destinado a hacer crecer la empresa como tal, su fin es sobre todo el de mejorar la condición de vida de todos aquellos que colaboran.

El libro, extremadamente conciso, merece ser leído completamente y figurar en un buen lugar en la documentación de todos los que se interesan al fenómeno cooperativo. (Normas Fundamentales de las Cooperativas Agrícolas por Jean-Bernard Guillet de la Brosse, 70 páginas forma A5, publicado por la CEA, Brugg (Suiza), 1985. Precio: 5 francos suizos, disponible en Francés y Alemán.

---

**GRUNDSÄTZE LANDWIRTSCHAFTLICHER GENOSSENSCHAFTEN** – Die europäische Landwirtschaftsvereinigung (CEA) hat eine interessante Studie zur aktuellen gesetzlichen Entwicklung und derzeitigen Wertigkeit landwirtschaftlicher Genossenschaften veröffentlicht, wonach bereits schon häufig gefragt wurde. Der Autor, Jean-Bernard Guillet de la Brosse, ist Doktor der Rechte sowie Interimspräsident der Arbeitsgruppe für Genossenschaftsrecht bei landwirtschaftlichen Genossenschaften der CEA. Ferner ist er Direktor im Rechtsverein der bretonischen Genossenschaften in Landerneau. Diese Veröffentlichung ist das Ergebnis ausführlicher Studien dieser Arbeitsgruppe in Zusammenhang mit 13 genossenschaftlichen Bewegungen: Österreich, Belgien, Dänemark, Spanien, Finnland, Frankreich, Großbritannien, Italien, Niederlande, Portugal, Bundesrepublik Deutschland, Schweden und Schweiz.

Die Studie beginnt mit einer Analyse über das Vorhandensein bzw. das Fehlen genereller genossenschaftlicher Gesetzgebung, und zwar im allgemeinen sowie im besonderen bei landwirtschaftlichen Genossenschaften in verschiedenen Ländern. Ferner werden die genossenschaftlichen Grundsätze erläutert, um so deutlich zu machen, wie diese sich von anderen Unternehmen unterscheiden. Daran anschließend werden die Schritte zur Gründung einer Genossenschaft aufgezeigt, sowie Informationen zur Leitung, Entlassung und Ausschluss von Mitgliedern gegeben. Auch über die finanzielle Seite sowie die daraus resultierenden Rechte und Pflichten wird eingehend informiert (auch wird über erzielte Gewinne und Rückstellungen informiert). Jeder einzelne Fragenkomplex wurde an Hand eines Fragebogens beantwortet. Fasst man die unterschiedlichen Gesetzgebungen zu einem Generalhenner zusammen, wird durch die Studie deutlich, dass die westeuropäischen Genossenschaften private, vom Staat unabhängige Gesellschaften sind, die durch den Zusammenschluss der Landwirte gestärkt werden. Hauptanliegen der landwirtschaftlichen Genossenschaften ist nicht allein der Gewinn, sondern vorrangig die Lebensbedingungen der Mitglieder zu verbessern.

Das Buch ist sehr klar geschrieben und kann nur jedem, der am genossenschaftlichen Phänomen interessiert ist, zum Lesen empfohlen werden. (Auch in deutscher Sprache erhältlich über CEA, Brugg, Schweiz)

## A Critical Assessment of the Co-operative Principles

par J.G. Craig et S.K. Saxena

Collège Coopératif du Canada, Saskatoon, 1984, A5, 44 pp., Can. \$ 4.50, en anglais exclusivement)

EVALUATION CRITIQUE DES PRINCIPES COOPÉRATIFS – Après quelques considérations générales telles que « les principes coopératifs ont été pensés en fonction des coopératives occidentales de base destinées à résoudre les problèmes d’approvisionnement tandis qu’actuellement le mouvement devient très important dans les pays en développement et dans le domaine de la production », l’ouvrage distingue tout de suite les circonstances des coopératives des pays à économie de marché de celles des coopératives des pays socialistes : D’un côté le luxe et la misère qui se côtoient, les tensions sociales et les monopoles privés; de l’autre la bureaucratie, l’approvisionnement déficient, l’inefficacité. Suivent des constatations sur divers problèmes fondamentaux : les relations entre les coopératives et leurs employés (coops de consommation), les difficultés faites aux femmes pour devenir coopératrices (coops agricoles), celles qu’ont les pauvres à rassembler le montant de leur participation, les relations intercoopératives sans différences notables avec celles qu’entretiennent les entreprises ordinaires; autres difficultés : l’interprétation des principes selon les mouvements et leur dilution sous la poussée des impératifs économiques.

Vient alors, en exergue une belle définition de la coopération où il est question d’association libre et démocratiquement contrôlée en vue de résoudre des problèmes d’approvisionnement, d’obtention de services ou de qualité de vie sans détrimment pour quiconque. Une coopérative est basée sur une contribution équitable et sur le partage des tâches, des risques et des profits éventuels. Afin de promouvoir l’option coopérative elle doit aider les gens à prendre conscience et créer des liens de solidarité entre les coopérateurs et tous ceux qui partagent cette vision du sens de la vie.

La nécessité de fonds n’y est pas évacuée, mais leur finalité n’est pas de réaliser un profit en faveur des investisseurs, sinon de contribuer à un service.

Chaque chapitre de la publication prend ensuite en considération un principe coopératif particulier puis il en évoque les ambiguïté et les lacunes avant de proposer non pas des solutions toutes faites, mais un cheminement qui peut requérir une définition plus précise de certains principes, leur adaptation à une activité économique donnée et aux circonstances sociales et politiques que rencontrent les coopératives dans leur milieu.

J.F.K.

---

*A CRITICAL ASSESSMENT OF CO-OPERATIVE PRINCIPLES – These Working Papers begin with some general considerations, such as “Co-operative principles were conceived for Western co-operatives, to help solve problems related to supply. However, the movement is becoming extremely important in developing countries and in the field of production.” The study then differentiates between co-operatives in capitalist countries and those in socialist countries. On the one hand you have luxury*

and misery side by side, social stress and private monopolies. On the other, bureaucracy, poor supply and inefficiency.

This is followed by statements on various fundamental problems: the relationship between co-operatives and their employees (consumer co-operatives); the difficulties which women encounter in becoming co-operators (agricultural co-operatives); those encountered by the poor in paying their dues; inter-co-operative relations – which don't appear to differ from those between ordinary enterprises. The study also covers other difficulties such as the interpretation of co-operative principles by the various movements and the economic requirements which cause these to be diluted.

A definition of co-operation is then put forward where there is a question of free association which is democratically governed, with a view to solving problems of supply, providing a service or improving a life style. A co-operative is based on equal contributions and the sharing of tasks, risks and eventual profits. In order to promote the co-operative option, the co-operative should help its members to honour the co-operative principles and to create ties between co-operators and all those who share their ideals.

The question of funds is not forgotten, but the aim is not to make a profit for the investors, but to contribute to a service.

Each chapter takes one of the co-operative principles into consideration, pointing out its ambiguities and weaknesses. Rather than proposing ready-made solutions, the author proposes a way of proceeding which might require a more precise definition of certain principles, and their adaptation to a given economic activity, and social and political circumstances.

---

APRECIACIÓN CRÍTICA DE LOS PRINCIPIOS COOPERATIVOS – Después de ciertas consideraciones generales tales como «los principios cooperativos fueron creados teniendo en mente las cooperativas occidentales de base destinadas a solucionar los problemas de abastecimiento mientras que actualmente el movimiento es más importante en los países en desarrollo y en el área de la producción», el libro distingue de inmediato las circunstancias de las cooperativas de los países con una economía de mercado libre y las de las cooperativas de los países socialistas: De un lado, el lujo y la miseria que están al lado uno de otro, las tensiones sociales y los monopolios particulares; del otro, la burocracia, el abastecimiento deficiente, la ineficacia. Siguen las constataciones sobre diversos problemas fundamentales: las relaciones entre las cooperativas y sus empleados (cooperativas de consumo), las dificultades que tienen que afrontar las mujeres para convertirse en cooperadoras (cooperativas agrícolas), las que tienen los pobres para juntar la cantidad de dinero necesaria para su participación, las relaciones entre las cooperativas sin que existan diferencias notables las relaciones que tienen las empresas ordinarias; otras dificultades: la interpretación de los principios según los movimientos y su dilución bajo el impulso de imperativos económicos.

Viene entonces como explicación, una definición ejemplar de la cooperación en donde es cuestión de asociación libre y democráticamente controlada con el fin de solucionar los problemas de abastecimiento, de la obtención de servicios o de la calidad de vida sin que nadie salga perjudicado. Una cooperativa está basada sobre una contribución equitativa y sobre la repartición de labores, de riesgos y de los beneficios eventuales. A fin de promover la opción cooperativa, ésta debe ayudar a la gente a tomar conciencia y a crear lazos de solidaridad entre los cooperadores y entre todos aquellos que comparten esta visión del sentido de la vida.

La necesidad de los fondos no ha sido eliminada, pero su finalidad no es la de hacer un beneficio en favor de los inversionistas sino la de contribuir a un servicio.

Luego, cada capítulo del libro toma en consideración un principio cooperativo particular para evocar a continuación las ambigüedades y las lagunas antes de proponer, no las soluciones ya hechas sino, un procedimiento que puede requerir una definición más precisa de ciertos principios, la adaptación de éstos a una actividad económica dada y a las circunstancias sociales y políticas que encuentran los cooperadores en su medio ambiente. (A Critical Assessment of the Co-operative Principles, por J.G. Craig y S.K. Saxena, Colegio Cooperativo de Canadá, Saskatoon, 1984. 55 páginas forma A5. Precio: 4.50 dólares canadienses. Disponible en inglés solamente).

*EINE KRITISCHE EINSCHÄTZUNG ZU GENOSSENSCHAFTLICHEN PRINZIPIEN – Diese Arbeitspapiere beginnen mit einigen generellen Betrachtungen wie z.B.: «Genossenschaftliche Prinzipien bedeuten für die westlichen Genossenschaften das Versorgungsproblem zu minimieren. Jedoch kommt der Genossenschaftsbewegung in den Entwicklungsländern sowie auf dem Herstellungssektor eine steigende Bedeutung zu».*

*Die Studie unterscheidet dann zwischen Genossenschaften in kapitalistischen und sozialistischen Ländern. Auf der einen Seite findet man Luxus und Armut nah beieinander, sozialen Druck und private Monopole; auf der anderen Seite Bürokratie, mangelnde Versorgung und Ineffizienz. Anschließend folgen einige Berichte zu grundsätzlichen Problemen wie z.B.:*

- Verhältnis der Genossenschaften zu den Mitarbeitern (Verbrauchergenossenschaften)*
- Schwierigkeiten von Frauen Genossenschaftsmitglieder zu werden (landwirtschaftliche Genossenschaften)*
- Probleme der Armen Beiträge zu leisten*
- Schwierigkeiten zwischen Genossenschaften (diese scheinen sich kaum von denen anderer Unternehmen zu unterscheiden)*

*Die Studie befasst sich auch mit den unterschiedlichen Interpretationen genossenschaftlicher Prinzipien und den verschiedenen Bedürfnissen; daraus kann sich teilweise eine Verwässerung ergeben.*

*Eine mögliche Definition ist die Schaffung freier Zusammenschlüsse, die demokratisch geleitet werden, zum Zwecke die Lebensumstände sowie die Versorgungssituation zu verbessern. Eine Genossenschaft basiert auf Zahlung gleicher Mitgliedsbeiträge sowie dem Teilen von Aufgaben, Risiken und des zu erzielenden Gewinns. Um die Genossenschaften zu stärken, sollten enge Bindungen zwischen Genossenschaften und all denen, die für diese Prinzipien eintreten, eingegangen werden.*

*Die Frage der Finanzierung wird nicht vergessen, Ziel jedoch bleibt die Verbesserung im Servicebereich und nicht der Gewinn. Jedes Kapitel befasst sich ausführlich mit einer genossenschaftlichen Idee. Der Autor liefert keine Patentlösungen; vielmehr werden Wege aufgezeigt, die bei klareren Definition zu einer besseren Anpassung an wirtschaftliche, soziale und politische Bedingungen führen.*

# Members of the Executive Committee

## Dr. A.E. RAUTER

Dr. A. E. Rauter was born in Langenwang, an Austrian rural village in the "green province" of Styria, in 1933. His father, a small trader, died when Tony Rauter was still a child.

Tony started his professional life early. He was apprenticed to the Consumers' Co-operative Society in Mürzzuschlag before his 14th birthday. Because of his high intelligence and multiple interests he quickly received professional recognition. After working as a salesman in a small co-operative store, he became branch-leader, and went on to become, not only responsible for this store, but also for a larger one.

From then on Tony Rauter worked his way to even greater personal and professional success. At the age of 20 he became Austria's youngest inspector. His intelligence and hard work earned him scholarships to undertake external studies at the Commercial Academy and the Commercial University, from where he graduated in 1962 and 1966 respectively. His professional career also advanced in leaps and bounds: In 1964 he was appointed Principal of the Institute for Education of the Austrian Co-operative Movement. The experience and knowledge he had gained while engaged in research both at home and abroad, including studies with the Eisenhower Fellowship in the United States, were invaluable in this position.

During the years that Dr. Rauter was Head of the Co-operative College,



many innovative ideas were implemented, such as programming instructions, marketing meetings, correspondence classes. Energy was mainly channelled into employing modern techniques of leadership in co-operative societies. Dr. Rauter was convinced that thorough knowledge of the trade and the possibility of profound educational training should be the guiding principle in co-operative activities. Therefore, he formed the "Dr. Karl-Renner-Kreis", a Committee named after the former Federal President of Austria, who was a great sponsor of the co-operative movement. This Committee still exists, with Dr. Rauter in the Chair, and is serving a data-base of up-to-date information for co-operative executives, and is also an appropriate instrument for promoting young, qualified employees.

In 1972 Dr. Rauter became Managing Director of Konsumverband (Co-operative Union). He is also a member of the



Board of Directors of Konsum Österreich, the Central Consumers' Co-operative Society, which was established in 1978. He is responsible for the management of the Western region of Konsum Österreich, which includes the federal areas of Salzburg, Tyrol and Vorarlberg.

Dr. Rauter has experience of co-operation from the grass-roots level, and he therefore possesses practical knowledge combined with scientific experience, the right qualifications for the responsibilities which he shoulders: the successful running of a co-operative enterprise in accordance with members' wishes.

He also co-operates closely with various commercial, scientific and political organizations, and holds many key positions – e.g. he is on the supervisory board of BAWAG, the large banking house of the Austrian Trade Union; the Head of an important sector of the Austrian Trade Chamber; Vice President of Austria's Working Pool of the Social Economy; and Chairman of various political study groups. Also worthy of mention are lectureships at the Commercial Universities of Linz, Innsbruck

and Vienna, and the publication of a wide range of papers and books on co-operative, commercial and scientific subjects.

Finally, Dr. Rauter is involved in many international activities, maintaining close contact with the International Co-operative Alliance, especially as member of the Central Committee and Executive Committee, and is ICA's permanent representative to the UN in Vienna and the International Atomic Energy Agency (IAEA). In 1980 Dr. Rauter was also elected President of the International Centre of Research and Information on Public and Co-operative Economy.

While fulfilling all these functions successfully, Dr. Rauter still manages to find time for his family and private life. He has been married to his charming wife, Lea, since 1962 and they have two adult children. His son, Andy, is being educated at the Commercial University and his daughter, Lisa, is a medical student. Although Dr. Rauter is very short of spare time, he occasionally enjoys a game of tennis, practices skiing, surfing, hunting, and also enjoys listening to music and going to the theatre.

---

*1933 wurde Dr. A. E. Rauter in Langenwang, einem kleinen Dorf in der Steiermark, geboren. Seinen Vater, ein kleiner Geschäftsmann, verlor Tony Rauter noch als Kind.*

*Sein Berufsleben begann früh. Schon vor seinem 14. Geburtstag wurde er Lehrling der Konsumgenossenschaft in Mürrzuslag. Aufgrund seiner grossen Intelligenz und seiner vielseitigen Interessen fand er schnell berufliche Anerkennung. Zu Beginn arbeitete er als Verkäufer in einem Geschäft, dann wurde er Geschäftsführer dieses Ladens sowie zusätzlicher Geschäfte. So begann seine Karriere. Mit 20 wurde er Österreichs jüngster Inspektor. Durch seinen Verstand und harte Arbeit konnte er über Stipendien die Handelsakademie sowie die Wirtschaftsuniversität absolvieren (Abschluss 1962 bzw. 1966). Auch seine berufliche Karriere ging steil bergauf: 1964 wurde er zum Leiter des Ausbildungsinstitutes der österreichischen Genossenschaftsbewegung ernannt. Seine im In- und Ausland gesammelten Kenntnisse und Erfahrungen, einschliesslich der durch die Eisenhower-Stiftung, sind von unschätzbarem Wert für diese Tätigkeit.*

*In den Jahren seiner Leitung bot das Institut eine reiche Palette von verschiedensten Möglichkeiten an. Hauptaugenmerk wurde auf die Einführung moderner Techniken und Managementmethoden gelegt. Dr. Rauter ist fest überzeugt, dass zum Prinzip der Führung von Genossenschaften ein umfassendes Wirtschaftswissen sowie intensive Fort- und Weiterbildung gehören. So wurde der «Dr. Karl-Renner-Kreis», dem ehemaligen österr. Präsidenten, einem grossen Förderer der Genossenschaftsidee, gegründet. Der Kreis besteht noch heute. Dr. Rauter ist im Vorstand. Zu den wichtigsten Aufgaben zählt die Aufbereitung von Fakten und Zahlen für die Genossenschaften sowie die Förderung junger Nachwuchskräfte.*

1972 wurde Dr. Rauter Managementdirektor des Konsumverbandes. Er ist ebenfalls Vorstandsmitglied von Konsum-Österreich, der Zentralen Genossenschaftsgesellschaft, die 1978 gegründet wurde. Er ist zuständig für die westliche Region von Konsum Österreich, hierzu gehört Salzburg, Tirol und Vorarlberg.

Dr. Rauter kennt das Geschäft von ganz unten bis zu den Führungspositionen. Dies und alle weiteren Qualifikationen setzen ihn in die Lage, die erforderliche Entscheidung zum Wohle der Konsumgenossenschaften zu fällen.

Er steht ebenfalls in engem Kontakt zu verschiedenen relevanten Gruppen und Verbänden, so z.B.

- Vorstandsmitglied der BAWAG, österr. Gewerkschaftsbank
- Mitglied der Handelskammer
- Mitglied verschiedener politischer Studienzirkel etc.

Es soll nicht vergessen werden, auf seine vielfältigen Veröffentlichungen zu unterschiedlichsten Themen zu verweisen, sowie auf seine Professuren an den Wirtschaftsuniversitäten von Linz, Innsbruck und Wien.

Letztlich ist er auch in vielen intern. Gremien, so z.B. Mitglied des IGB im Zentralvorstand und Leitenden Ausschuss. Ferner vertritt er den IGB bei den Vereinten Nationen in Wien und der intern Energie- und Atomagentur (IAEA). 1980 wurde er zum Präsidenten des Internationalen Zentrums für Forschung und Öffentlichkeitsarbeit und genossenschaftliche Wirtschaft ernannt.

Alle diese Verpflichtungen erfüllt er mit Erfolg, aber es bleibt noch Zeit für Familie und Privatleben. Seit 1962 ist er mit seiner charmanten Frau Lea verheiratet. Sie haben zwei erwachsene Kinder; Sohn Andy studiert an der Wirtschaftsuniversität, Tochter Lisa ist Medizinstudentin. Wenn er etwas Zeit übrig haben kann, spielt er gerne Tennis, liebt Skilaufen und Surfen, hört gerne Musik und freut sich auf Theaterbesuche.

---

M. A. Rauter est né en 1933. A 14 ans déjà il entre en apprentissage à la coopérative de Mörzzuschlag entre Vienne et Graz. Doué, il obtient rapidement des postes à responsabilités, perfectionnant ses connaissances en tant qu'externe d'une école de commerce puis d'une université commerciale. Déjà en 1964 il devenait doyen de l'Institut d'Enseignement Coopératif de son pays. Il y fut à l'origine de nombre d'innovations. Depuis 1972 M. Rauter dirige la Fédération des Coopératives Autrichiennes. Il est également membre du conseil d'administration de Konsum Oesterreich, société coopérative autrichienne de consommation, qui fut constituée en 1978. Il en dirige personnellement le secteur occidental qui recouvre le Vorarlberg, le Tyrol et la région de Salzbourg.

Expert en matière cooperative, M. A. Rauter remporte à la fois des succès sur le plan économique et l'adhésion des coopérateurs. Il partage des responsabilités dans plusieurs grands organismes d'économie sociale de son pays et participe à l'enseignement aux universités de Linz, Innsbruck et Vienne. Il a publié plusieurs ouvrages. Ses activités internationales l'ont fait élire comme président du Centre International de Recherche et d'Information sur l'Economie Publique et Coopérative. Il est également le délégué permanent de l'ACI auprès des organisations des Nations Unies à Vienne.

Monsieur Rauter est marié et ses deux enfants, maintenant adultes, sont étudiants. A ses brèves heures de loisirs il pratique quelques sports dont la chasse n'est pas le moindre.

---

El Sr. A. Rauter nació en 1933. A los 14 años empezó su aprendizaje en la cooperativa de Mörzzuschlag situada entre Viena y Graz. Siendo una persona hábil y capaz, rápidamente obtuvo puestos con responsabilidades y, siendo estudiante externo de una escuela de comercio y después de una universidad comercial, perfeccionaba sus conocimientos al mismo tiempo. En 1964 llegó a ser decano del Instituto de la Enseñanza Cooperativa de su país. Fue el autor de muchas innovaciones. Desde 1972, el Sr. Rauter dirige la Federación de Cooperativas Austriacas. También es miembro del consejo de administración de la Sociedad Cooperativa Austriaca de Consumo, Konsum Oesterreich, constituida en 1978, donde dirige personalmente el sector occidental que recubre las regiones del Tirol, Vorarlberg y Salzbourg.

Siendo un experto en el terreno económico, el Sr. A. Rauter ha logrado grandes éxitos a la vez en el plan económico y en la adhesión de los cooperadores. Comparte responsabilidades en varios grandes organismos de economía social de su país e imparte cátedras en las universidades de Linz, Innsbruck y Viena. Ha publicado varios libros. Gracias a sus actividades internacionales fué elegido como presidente del Centro Internacional de Investigación y de Información sobre la Economía Pública y Cooperativa. También es el delegado permanente de la ACI ante los organismos de las Naciones Unidas en Viena.

El Sr. Rauter está casado y sus dos hijos mayores son estudiantes. En sus pocas horas de ocio practica algunos deportes entre los cuales la caza no es el menos importante.

## Mr. E. Morgan Williams

Morgan Williams is President and Chief Executive Officer of the National Cooperative Business Association (NCBA). The NCBA (formerly CLUSA) serves as a chamber of commerce for the American co-operative business community, and as an international promoter of co-operatives. NCBA became the USA representative to the International Co-operative Alliance in 1918, and has held positions on the ICA Executive, through such predominant US co-operative leaders as the late Jerry Voorhis.



Mr. Williams began his career with co-operatives as a general manager for a farm supply and marketing co-operative in Plains, Kansas. He was also a professor of Economics in the Mid-West United States, until his appointment, to the position of State Director of the Kansas Farmers Home Administration, by U.S. Secretary of Agriculture, Clifford Hardin. The Farmers Home Administr-

ation (FmHA), of the United States Department of Agriculture, is responsible for the administration of financing programmes for America's farmers, and the support of its rural communities, through a variety of services and assistance, which includes co-operatives.

In 1977, Mr. Williams was appointed as a professional staff member of the United States Senate Agriculture Committee by U.S. Senator, Robert J. Dole of Kansas. In addition, he served on Senator Dole's personal staff in Washington, DC, and was in charge of the presidential campaign for Dole in the State of Iowa in 1980. He became President of the Cooperative League of the USA (now NCBA) in November 1980.

Mr. Williams currently serves on the Executive Committee and the Executive Sub-Committee of the ICA. He also serves on several boards of U.S. co-operative organizations, such as the National Cooperative Bank (NCB), the Cooperative Housing Foundation (CHF), the United States Overseas Cooperative Development Committee (OCDC) and Volunteers in Overseas Cooperative Assistance (VOCA), and is Chairman of the board of Cooperative Business International (CBI), an international co-operative trade organization. In 1981, Mr. Williams was appointed by Mr. Peter McPherson, Director of the U.S. Agency for International Development, as Chairman of the Advisory Committee on Voluntary Foreign Aid (ACVFA). The ACVFA is responsible for conducting meetings, throughout the United States and in Asia and Africa, for private voluntary organizations and co-operatives, and for the U.S. Agency for International Development (AID), in order to further relief, rehabilitation and emergency assistance programmes in lesser developed countries.

Mr. Williams is married with four children and resides in Burke, Virginia, a suburb of Washington, DC. When not

engaged in business activities and travel for the US co-operatives, he collects American antiques, particularly co-operative antiques and memorabilia. In fact his interest in co-operative

memorabilia from all over the world has led to the creation of the Cooperative Historical Society which is housed at the headquarters of NCBA in Washington, DC.

---

*M. E. Morgan Williams est président et directeur de NCBA (National Co-operative Business Association), organisme qui regroupe des coopératives aux Etats-Unis, coordonne leurs activités commerciales mutuelles et assume leur promotion sur le plan international. Sous le nom de CLUSA (Co-operative League of the USA) encore récemment, NCBA représente depuis 1918 les coopératives des Etats-Unis à l'ACI.*

*M. Morgan Williams fut d'abord directeur d'une coopérative d'approvisionnement agricole dans le Kansas. Il était également professeur d'économie avant d'être nommé directeur de l'administration régionale des agriculteurs du Kansas. Sur le plan national, cette administration, dépendant du Département de l'Agriculture, est responsable de financer les projets agricoles et de fournir divers services aux communautés rurales. M. Morgan Williams a été désigné comme expert pour participer au comité agricole du Sénat. Il est président de ce qui était alors CLUSA depuis novembre 1980. Il est membre du conseil d'administration de divers organismes coopératifs et président de CBI, Co-operative Business International, un organisme américain destiné à promouvoir le commerce coopératif international. Il est également directeur de US AID et président d'un organisme de coordination de l'aide d'urgence et à moyen terme des institutions privées de bienfaisance et des coopératives aux pays du tiers monde.*

*M. Morgan Williams et sa femme ont quatre enfants. Ils habitent à Burke, Virginie, au voisinage immédiat de Washington. M. Morgan Williams collectionne les souvenirs, les gadgets anciens, et particulièrement ceux ayant trait aux coopératives. Ils ont été pour lui l'occasion de fonder la Société d'Histoire Coopérative qui est domiciliée dans les bureaux de NCBA à Washington.*

---

*El Sr. E. Morgan Williams es el presidente y director de la NCBA (National Co-operative Business Association), organismo que reúne las cooperativas en los Estados Unidos, coordina sus actividades comerciales mutuas y asume su promoción en el plan internacional. Con el nombre de CLUSA (Co-operative League of the USA) aún recientemente, la NCBA representa desde 1918 a las cooperativas de los Estados Unidos en la ACI.*

*El Sr. Morgan Williams fué, primero director de una cooperativa de abastecimiento agrícola en Kansas. También fué profesor de economía antes de ser nombrado director de la administración regional de agricultores de Kansas. En el plan nacional, esta administración, que depende del departamento de agricultura, tiene la responsabilidad de financiar los proyectos agrícolas y de proveer diversos servicios a las comunidades rurales. El Sr. Morgan Williams ha sido designado como experto para que participe en el comité agrícola del Senado. Desde noviembre 1980, es el presidente de lo que antes era CLUSA. Es miembro del consejo de administración de diversos organismos cooperativos y presidente de la CBI Co-operative Business International, que es un organismo americano destinado a promover el comercio cooperativo internacional. También es el director de US AID y presidente de un organismo de coordinación para la asistencia de urgencia, y por un término medio, de instituciones particulares de beneficencia y de las cooperativas en los países del Tercer Mundo.*

*El Sr. Morgan Williams y su esposa tienen 4 niños. Viven en Burke, Virginia, junto a Washington. El Sr. Morgan Williams colecciona los recuerdos, los artefactos antiguos y particularmente los relacionados con las cooperativas. Fué esta colección la que le brindó la ocasión de fundar la Sociedad de Historia Cooperativa situada en las oficinas de la NBCA en Washington.*



*Morgan Williams ist Präsident und Vorstandsvorsitzender des NCBA, früher CLUSA. NCBA dient den amerikanischen Genossenschaften ähnlich wie eine Handelskammer und ist international Förderer der Genossenschaften.*

*NCBA ist seit 1918 Mitglied des IGB und war immer im Leitenden Ausschuss vertreten. Wir erinnern hier nur stellvertretend an Jerry Voorhis.*

*Mr. Williams begann seine berufliche Laufbahn in einer landwirtschaftlichen Genossenschaft in Plains, im Staat Kansas. Er war ebenfalls Professor für Wirtschaftswissenschaften im Mittelwesten der Vereinigten Staaten, bis zu seiner Ernennung durch den US-Landwirtschaftsminister, Clifford Hardin, zum Direktor der staatlichen Farmersvereinigung in Kansas. Die FmHA, die Bauernvereinigung, ist Teil des Landwirtschaftsministeriums und zuständig für Verwaltung und Finanzierung landwirtschaftlicher Programme. Ferner kümmert sie sich auch um die entlegenen ländlichen Regionen.*

*1977 wurde Morgan Williams Vollmitglied im Landwirtschaftsausschuss von Senator Robert J. Dole, Kansas. Zusätzlich war er persönlicher Mitarbeiter des Senators während des Präsidentschaftswahlkampfes.*

*Morgan Williams ist seit kurzem Mitglied des Unterausschusses sowie des Leitenden Ausschusses des IGB. Ferner ist er Mitglied verschiedener Vorstände von amerikanischen genossenschaftlichen Organisationen, z.B.*

- Nationale Genossenschaftsbank (NCB)*
- genossenschaftliche Wohnungsbauvereinigung (CHF)*
- überseeischer Entwicklungsausschuss (OCDC)*
- Ausschuss zur Unterstützung von Volontären in Übersee (VOCA)*
- Vorsitzender der internationalen Handelsorganisation für genossenschaftlichen Handel (CBI)*

*1981 wurde er vom Direktor, Mr. Peter McPherson, der US-Agentur für internationale Entwicklung in den Vorstand berufen. Die Agentur ist zuständig für die Durchführung von Sitzungen in den Vereinten Staaten, Asien und Afrika sowie verschiedene andere Aufgaben.*

*Morgan Williams ist verheiratet und hat vier Kinder. Er wohnt in Burke, Virginia, einem Washingtoner Vorort. In seiner Freizeit sammelt er gerne amerikanische Antiquitäten, besonders genossenschaftliche Andenken. Da er an Andenken aus aller Welt interessiert ist, hat er die genossenschaftliche Kunstvereinigung gegründet, die im Hause von NCBA untergebracht ist.*

## **Mr. Jindřich Zahradník**

On finishing secondary school in a small town in East Bohemia, Mr. Jindřich Zahradník entered the Faculty of Electrical Engineering of the Czech Technical University in Prague in 1934.

After graduating with distinction in 1939, he was employed by the University as Assistant Lecturer in their Institute of Applied Mathematics.

From the end of 1939, after the Nazi intruders had closed all the universities in Czechoslovakia, he found work in the cable manufacturing industry. He held a variety of posts, including that of Technical Director of the nationalized cable



manufacturing works of Czechoslovakia, until 1951, when he became one of the leaders of the Czechoslovak electro-technical industry. In 1964 Mr.

Zahradník took over the position of General Director of the Industrial Automation and Computer Technology Works.

In 1971 Mr. Zahradník was nominated Deputy Prime Minister of the Czechoslovak Government, a position he held for eleven years. In connection with this function he also served as Chairman of the following committees: the Government Committee for Science and Technology, Government Commission for Wages, and the Government Commission for Environment. He was also Chairman of the Czechoslovak sections of inter-governmental committees for bilateral economic and scientific technological co-operation. From 1971, until the present day, he has been a member of the Czechoslovak Federal Assembly (Parliament). In all of these positions Mr. Zahradník has contributed significantly to the development of

the Czechoslovak co-operative movement.

In 1981, Mr. Zahradník was elected President of the Central Co-operative Council. Since 1982 he has participated at ICA meetings as a member of the Central Committee, and in 1984, at the 28th ICA Congress in Hamburg, he was elected to the Executive Committee.

Mr. Zahradník's economic and State activities have been recognized by a number of Czechoslovak and foreign orders and distinctions.

He is married and has two sons: one graduated from Charles University in Prague and is now a Doctor of Law, and the other is a graduate of the Czech Technical University and works in a chemical laboratory.

Mr. Zahradník's main hobbies are literature, classical music, sport (especially skiing) and the maintenance of his weekend cottage in the mountains.

---

*Originaire de la Bohême orientale, M. Zahradnik entra en 1934 au département d'électricité de l'Université technique tchèque à Prague. Après avoir obtenu un diplôme avec mention il devint assistant à l'institut universitaire de mathématiques appliquées en 1939. Les universités étant fermées pendant l'occupation, il trouva un emploi dans une tréfilerie. Plus tard il occupa successivement une série de postes à responsabilités dans l'industrie électro-technique de son pays, devenant en 1964 directeur général des entreprises nationales d'automatisation industrielle et de technique des ordinateurs.*

*En 1971, M. Zahradnik devint, et pour 11 ans, vice premier ministre et président de divers comités gouvernementaux dans les domaines des sciences, de la technique, de l'environnement et des revenus. Il est actuellement membre du Parlement. Dans le cadre de ses responsabilités politiques, M. Zahradnik a contribué d'une manière significative au développement du mouvement coopératif tchécoslovaque.*

*Elu président du conseil coopératif central en 1981, M. Zahradnik a participé depuis 1982 aux réunions de l'ACI. Il devient membre du Comité Exécutif de l'Alliance au congrès de Hambourg, en 1984. Un certain nombre de distinctions nationales et étrangères lui ont été attribuées pour ses activités coopératives. M. Zahradnik et sa femme ont deux fils. L'un est docteur en droit et l'autre, licencié de l'Université technique tchèque, travaille dans l'industrie chimique. M. Zahradnik s'intéresse à la littérature, à la musique classique, à son chalet, dans le Tatras où il pratique volontiers le ski.*

---

*Originario de la Bohemia oriental, el Sr. Zahradnik entró al departamento de electricidad de la Universidad Técnica Checa de Praga en 1934. Después de haber obtenido un diploma con mención, obtuvo el puesto de asistente en el instituto universitario de matemáticas aplicadas en 1939. Las uni-*

versidades estando cerradas durante la ocupación, tomó un empleo en una trefilería. Más tarde, ocupó sucesivamente una serie de empleos con responsabilidades en la industria electrotécnica de su país y en 1964 tomó el cargo de director general de las empresas nacionales de automatización industrial y de técnica de los ordenadores.

En 1971, el Sr. Zahradnik fué nombrado, por un periodo de 11 años, vice primer ministro y presidente de diversos comités gubernamentales en el terreno científico, técnico, del medio ambiente y de ingresos. Actualmente es miembro del Parlamento. Dentro del marco de sus responsabilidades políticas, el Sr. Zahradnik ha contribuido de manera significativa al desarrollo del movimiento cooperativo checoslovaco.

En 1981 el Sr. Zahradnik fué elegido presidente del Consejo Cooperativo Central y desde 1982 ha participado a las reuniones de la ACI. Fué uno de los miembros del Comité Ejecutivo de la Alianza durante el Congreso de Hamburgo en 1984. Le han sido atribuidos un cierto número de distinciones nacionales y extranjeras por sus actividades cooperativas. El Sr. Zahradnik y su esposa tienen dos hijos. Uno de ellos tiene un doctorado en derecho y el otro una licenciatura de la Universidad Técnica Checa y trabaja en la industria química. El Sr. Zahradnik se interesa a la literatura, a la música clásica, a su chalet, ubicado en Tatra, dónde practica el esquí.

---

Nach dem Abschluss der höheren Schule in einer Kleinstadt in Ostböhmen begann Jindřich Zahradník 1934 mit dem Studium an der technischen Universität für Elektroingenieure in Prag.

Nach Abschluss des Studiums, das er mit Auszeichnung beendete, wurde er Assistent am Institut für angewandte Mathematik.

Ende 1939, als alle Universitäten in der Tchechoslowakei durch die Nazis geschlossen wurden, fand er Arbeit in der Industrie (Herstellung von Kabeln). Hier hatte er verschiedene Positionen inne: einschliesslich die des technischen Direktors der nationalen tchechoslowakischen Produktionsbetriebe, bis er 1951 einer der Führer der elektrotechnischen Industrie wurde. 1964 wird er Generaldirektor der Fabriken für Industrieautomation und Computertechnologie.

1971 wird er zum stellv. Ministerpräsidenten der tchechoslowakischen Regierung ernannt. Dieses Amt hat er 11 Jahre inne. Daraus ergaben sich weitere Vorstandsmitgliedschaften:

- Regierungsausschuss für Wissenschaft und Forschung
- Regierungsausschuss für Gehaltsfragen
- Regierungsausschuss für Naturschutz

Ferner war er Vorstandsmitglied im interministeriellen Ausschuss für bilaterale wirtschafts- und technologische Zusammenarbeit. Von 1971 bis heute ist er Mitglied des Parlaments. In allen Positionen bemühte sich Jindřich Zahradník um die Entwicklung der genossenschaftlichen Bewegung.

1981 wurde er zum Präsidenten des Genossenschaftsrates gewählt. Seit 1982 nimmt er als Zentralvorstandsmitglied an den Sitzungen des IGB teil. 1984, anlässlich des 28. IGB-Kongresses in Hamburg, wurde er in den Leitenden Ausschuss gewählt.

Sein Ruf ist national wie international gleichermaßen anerkannt.

Er ist verheiratet und hat zwei Söhne. Einer ist Absolvent der Karlsuniversität in Prag. Er arbeitet als Doktor der Rechtswissenschaften. Sein zweiter Sohn ist Absolvent der technischen Universität und ist in einem Chemielabor tätig.

Seine wichtigsten Hobbies sind Literatur, klassische Musik, Sport (besonders Skilaufen) sowie die Instandhaltung seines Wochenendhauses in den Bergen.

**Constitution and Members**

The International Co-operative Alliance is a non-governmental international organization which was founded in London in 1895. Its members are mostly apex organizations of national co-operative movements, both in the domains of consumer co-operatives (e.g. supply, insurance, housing, banking) and of producer co-operatives (agricultural, industrial, artisanal, fishing, etc.). Some international apex co-operative organizations are also members of the Alliance.

**Co-operative Principles**

Rochdale is often considered as the cradle of the co-operative movement.

In the middle of the last century a group of workers in the small English town of Rochdale, near Manchester, joined together to form a co-operative society to resolve their economic problems. The rules of this association inspired co-operative principles that are still observed by co-operatives: voluntary membership; democratic control (one member, one vote); limited interest on invested capital; distribution of dividends to members in proportion to their transactions with the co-operative; re-investment; and promotion of education. A recent addition to the principles is co-operation between co-operatives.

At about the same time as the Rochdale workers were starting their society, similar movements were being created throughout the world. They were often inspired by similar principles.

**Objectives**

Promotion of co-operative principles and methods is a continuing, major objective of the Alliance, other objectives, as laid down in its rules, are :

- to be the universal representative of co-operative organizations, no matter what their economic activity;
- to promote co-operation in all countries ;
- to promote amicable and economic relations between co-operative organizations, nationally and internationally;
- to promote the economic and social progress of the workers of all countries;
- to work for the establishment of lasting peace.

**Methods**

- organization of international congresses;
- promotion of visits between and to co-operative movements in all countries;
- editing and issuing publications (list available on request);
- upkeep of a reference library;
- promotion of education about co-operation and of centres for such education in all countries;



- carrying out or fostering research and studies of problems of vital importance to the movement;
- collection of co-operative statistics;
- creation of specialized organizations in each economic and social sector of co-operation;
- collaboration with the United Nations organizations (the ICA enjoys consultative status, category 1, with the UN), and with other voluntary and non-governmental international organizations in pursuit of aims important to co-operation;
- promotion of co-operative development in Third World countries;
- all other suitable and legal methods.

#### **ICA Authorities**

The Congress, the highest authority of the Alliance, meets at four-yearly intervals. Among other tasks it agrees or amends the Alliance's rules.

The Central Committee meets once a year. Each member organization is represented on the committee.

The Executive Committee consists of 16 members. It is headed by a President and two Vice-Presidents. It meets at least twice a year. It receives regular reports on the work of the Alliance and its Secretariat. It ensures that the decisions of the Central Committee and Congress are carried out. The Executive Committee has created two Sub-Committees from among its members : the Executive Sub-Committee which specializes in administrative and financial issues, and the Co-operative Development Committee, which is concerned entirely with the promotion of co-operatives in the Third World.

#### **Specialized Organizations**

In order that the problems inherent in each economic sector are studied and solved by professionals, the co-operatives in each field have created specialized organizations: agricultural, fisheries, housing, workers, insurance, banking, consumers, etc. A special committee has been created to deal with matters relating to women in co-operatives, while research and studies on the social aspects of co-operation, such as education and communications, are entrusted to special commissions and working groups.

#### **Seat, Regional Offices and Development**

The Alliance has a permanent Secretariat, which operates from the organization's headquarters. It organizes assemblies, co-ordinates activities and provides services to members organizations.

Regional Offices of the Alliance work for co-operative development in the Third World. Each Regional Office is assisted by a Regional Advisory Council.

Addresses, statistics and other data are available on request from the issuing office.



---

*editorial and administrative office:*

**International Co-operative Alliance**

**Route des Morillons 15, CH-1218 Le Grand-Saconnex, Geneva, Switzerland**

**Telephone: (022) 98.41.21 Telex: 27 935 ICA CH**

**Cables: INTERALLIA Geneva**

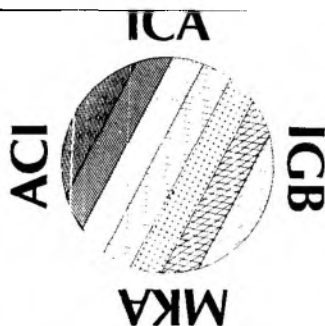
This publication is also available in MICROFORM. For information and purchase apply directly to XEROX-UNIVERSITY MICROFILMS 300 North Zeeb Road, Ann Arbor, Michigan 48106, USA.

International Co-operative INFORMATION is also available with all articles in Spanish from the publishers Intercoop Editora Cooperative Ltda. Moreno 1733/41, 1093 Buenos Aires, Argentina.

62

---

**Review  
Revista  
Rundschau  
Revue  
Ревью**



Volume 78 No 1 1985

**Tomorrow's World:**

The perspectives, responsibilities, experiences and spiritual affinities of co-operatives. Articles on hunger, development, women's co-operatives, Latin America, Spain and Tanzania.

**Le monde demain:**

Les coopératives, leurs perspectives, leurs responsabilités, leurs expériences et leurs sources profondes. (faim, développement, émancipation de la femme – Amérique Latine, Espagne, Tanzanie)

**El mundo mañana:**

Las cooperativas, su futuro, sus responsabilidades, sus experiencias, y su origen espiritual (hambre, desarrollo, integración de las mujeres – America Latina, España, Tanzania)

**Die Welt von morgen:**

Die Genossenschaften, ihre Aussichten, ihre Verantwortungen, ihre Erfahrungen und ihre tiefen Quellen (Hunger, Entwicklung, Emanzipierung der Frau – Lateinamerika, Spanien, Tanzanien)

МЕЖДУНАРОДНАЯ КООПЕРАТИВНАЯ ИНФОРМАЦИЯ

COOPERATIVE INTERNATIONALE  
COOPERATIVA INTERNACIONAL

**INFORMATION**

INTERNATIONAL CO-OPERATIVE  
INTERNATIONALER GENOSSENSCHAFTLICHE

INTERNATIONAL CO-OPERATIVE  
INTERNATIONALER GENOSSENSCHAFTLICHE

# INFORMATION

COOPERATIVE INTERNATIONALE  
COOPERATIVA INTERNACIONAL

Formerly:  
Review of International Co-operation

Vol. 78 No 1 1985

## Contents

The official organ of the  
International Co-operative  
Alliance

Head of Publishing  
Department: J.-F. Kister  
Editor: M. Treacy

Editorial 1

Die Welt im Jahre 2000  
*(Dr. H. Fahning)* 3

Posible contribución del  
movimiento cooperativo argentino  
en planes multilaterales de  
desarrollo cooperativo  
*(L. Carello)* 14

Food Production as if People Matter  
*(C.E. McKone)* 23

The ICA Development Policy and its  
Implications for Education and  
Training Priorities of  
Developing Countries  
*(K. Verhagen)* 32

Coopérative, efficacité et mystique  
*(J.-F. Kister)* 41

Identification of Successes and  
Constraints of Women's  
Co-operatives in Tanzania  
*(Z. Meghji)* 48

### Portraits:

Michael P. TRUNOV 58

Yvon DANEAU 59

Raija ITKONEN 62

Jan KAMINSKI 64

Chers Lecteurs,

La Revue de la Coopération Internationale évolue :

Elle a un nouveau titre: "**INFORMATION coopérative internationale**", car le mot information est doté de la même signification dans chacune des quatre langues officielles de l'Alliance susceptibles d'être imprimées en caractères latins (Anglais, Français, Espagnol et Allemand).

- Les prochaines éditions sortiront de presse les 15 octobre 1985 et 15 février 1986, respectivement.
- Les articles sont dorénavant publiés dans la langue originale dans laquelle ils ont été écrits.
- Ils sont tous accompagnés de substantiels résumés dans chacune des trois autres langues.
- Les abonnés à la Revue sont assurés de recevoir automatiquement tout communiqué de presse et toute publication occasionnelle émanant du siège de l'Alliance.
- Tandis qu'une étude est menée pour recenser les besoins en information de chacun des organismes membres de l'Alliance, la publication des "ICA News" (Nouvelles de l'ACI) est momentanément suspendue. Les lecteurs auxquels de telles "News" sont nécessaires sont bienvenus à faire état de leur besoins et à formuler leurs suggestions.

Coopérativement

La rédaction

---

Dear Readers,

The Review of International Co-operation is evolving:

- It has a new title, "**International Co-operative INFORMATION**". This new title has been chosen because the word information has exactly the same significance in each of the four official ICA languages using the roman alphabet.
- Articles will be published in their original language, rather than being translated into English.
- There will be resumés of all articles in other official languages.
- Subscribers to the Review will also receive ICA press releases, newsletters and occasional special publications while the information needs of all our member organizations are being surveyed. The ICA News has been suspended. Readers who wish to continue receiving this type of information are invited to write in, outlining their specific needs. Suggestions will be welcome.

The Editorial Team

Estimados Lectores,

La Revista de la Cooperación Internacional se transforma:

- Tiene un nuevo título: “**INFORMACION Cooperativa Internacional**” ya que la palabra información tiene el mismo significado en los cuatro idiomas oficiales de la Alianza susceptibles de ser impresos en caracteres latinos.
- Las próximas ediciones saldrán de prensa el 15 de octubre de 1985 y el 15 de febrero de 1986.
- De hoy en adelante, los artículos serán publicados en el idioma original en el que fueron escritos.
- Estos serán acompañados de un resumen sustancial en los otros tres idiomas.
- Los suscriptores de la Revista recibirán automáticamente todos los comunicados de prensa y todas las publicaciones eventuales provenientes de la sede de la Alianza.
- Mientras se lleve a cabo el estudio estadístico sobre las necesidades en información de cada uno de los organismos miembros de la Alianza, la publicación de “ICA News” (Noticias de la ACI) queda suspendida momentáneamente. Se invita aquellos lectores que encuentren necesarias tales “News” (Noticias) a manifestarlo y a hacer sugerencias.

La Redacción

---

Sehr geehrte Leser,

Die Internationale Genossenschaftliche Rundschau entwickelt sich:

- Sie hat einen neuen Titel: **Internationale Genossenschaftliche INFORMATION**. Dieser neue Titel wurde gewählt, weil das Wort Information in jeder der vier offiziellen IGB-Sprachen mit römischer Alphabet genau die gleiche Bedeutung hat.
- Die Artikel werden in ihrer ursprünglichen Sprache veröffentlicht und nicht auf Englisch übersetzt.
- Es werden Zusammenfassungen sämtlicher Artikel in den anderen offiziellen Sprachen gemacht.

Abonnenten der Rundschau werden auch die IGB-Pressekommunikés, NewsLetters und gelegentliche Sonderveröffentlichungen erhalten, mit denen wir den Informationsbedarf von allen unseren Mitgliedsorganisationen decken wollen. Die ICA News wurden aufgehoben. Wir bitten die Leser, die diese Art Information weiterhin erhalten wollen, uns zu schreiben und ihre jeweiligen Anliegen mitzuteilen. Vorschläge nehmen wir gerne entgegen.

Die Herausgeber

# Die Welt im Jahre 2000

## Trends und Entwicklungstendenzen

von Herrn Dr. Hans Fahning\*

### I. Prognosen sind nicht unproblematisch

Zunächst möchte ich mich recht herzlich bei Ihnen für die Einladung bedanken, vor diesem Kreis einleitend über ein Thema referieren zu dürfen, das unser aller Phantasie und Vorstellungskraft beflügelt, aber auch fordert: Das Thema: **Die Welt im Jahre 2000, Trends und Entwicklungstendenzen**. Ich weiss, daß Sie sich mit diesem Themenkreis nicht erst seit heute befassen; so war eines der Hauptthemen des 27. IGB-Kongresses in Moskau 1980 der Vortrag von LAIDLAW: "Genossenschaften im Jahr 2000", und auch der gestrige Vortrag von TRUNOV: "Globale Probleme und die Genossenschaften" läßt die längerfristigen Perspektiven doch sehr deutlich werden. Ich möchte Ihnen **jetzt meine Vorstellungen zu diesem Thema** vermitteln. Meine ganz persönlichen Vorstellungen, in der Erwartung, damit Widerspruch und eine lebhafte Diskussion anzuregen. Zustimmung wage ich nicht zu erhoffen, weil ich möglicherweise die Realitäten dieser Welt zu naiv interpretiere.

Berufsmäßig beschäftige ich mich mit der Zukunft kaum mehr als Sie, denn ich bin **weder Astrologe noch Futurologe**; auch nicht Traumdeuter, und vom Handlinienlesen verstehe ich ebenfalls nichts. Aber wie Sie als Unternehmen bin ich als Bankier verpflichtet, längerfristig wirkende Entscheidungen zu fällen. Sind es bei Ihnen in erster Linie Entscheidungen über Sachinvestitionen, so habe ich das Für und Wider längerfristiger Kapitalinvestitionen abzuwägen. Deshalb fühle ich mich verpflichtet, trotz des hektischen Tagesgeschehens, die wesentlichen Strömungen und Veränderungen unserer ja nicht gerade geruh-samen Zeit nachzuvollziehen, zu begreifen und hinsichtlich ihrer Auswirkungen und Bedeutung für die Zukunft zu analysieren.

Schließlich gilt es, laufend beträchtliche Summen Geldes sicher und ertragbringend anzulegen.

Was ich zur Diskussion stellen will, ist also keine Utopie, kein Gemälde einer heilen Welt, auch keine Orwell'sche Apokalypse, sondern **Projektionen unserer heutigen Wirklichkeit**, basierend auf den Erfahrungen und Techniken von gestern und heute, mit dem für mich höchsten Wahrscheinlichkeitsgrad.

\* Herr Dr. Hans Fahning ist Präsident des Verbandes öffentlicher Banken. Geschäftsleitender Direktor der Hamburgischen Landesbank – Girozentrale –



Der Ökonom Friedrich Lutz hat einmal gesagt: Ein Wissenschaftler, der sich auf das Glatteis einer Prognose wagt und dabei ausrutscht, riskiert normalerweise seinen wissenschaftlichen Ruf. Von dieser Regel gibt es eine Ausnahme, nämlich den Nationalökonom. Die Wirtschaftssubjekte sind so versessen darauf zu erfahren, wie die Zukunft aussehen könnte, daß der Ökonom **Fehlprognosen** am laufenden Band produzieren kann, ohne Schaden an Leib und Seele zu nehmen.

Das tröstet mich, denn Sie haben mich ja eingeladen Sie sind ja auch "versessen" darauf zu erfahren, wie die Zukunft aussieht, und indem tröstet mich, daß ich Nationalökonom bin, so daß ich wohl unversehrt den Kongreß wieder verlassen kann. Die von mir gewagten Voraussagen sind Status-quo-Prognosen, d.h. sie werden mit großer Wahrscheinlichkeit eintreffen, wenn alles so weiter läuft wie bisher und die Wirtschaftspolitik nicht (rechtzeitig) reagiert. Ich hoffe jedoch, daß ein Teil meiner Prognosen in allen Einzelheiten nicht Wirklichkeit wird.

Für die Prognose möchte ich eine wesentliche Grundannahme machen: So gehe ich davon aus, daß unser Planet im Jahr 2000 noch existiert und im wesentlichen unversehrt ist, daß es **zwischenzeitlich** also **nicht zu einem heißen Konflikt zwischen den Supermächten gekommen** ist – obwohl eine derartige Möglichkeit angesichts der aktuellen Politik und der aufgebauten Spannungen leider auch nicht als völlig abwegig abgetan werden kann –, daß es zu keiner weltweiten Wirtschaftskrise kommt und daß die globalen regionalen Verhältnisse im Grundsatz erhalten bleiben.

## II. Zweifel an der technischen Machbarkeit

In den 60er Jahren, selbst noch am Anfang der 70er Jahre, sah man die Entwicklung bis zur Jahrtausendwende fast ausschließlich unter dem Gesichtspunkt der technischen Möglichkeiten. **Technik wurde schlechthin gleichgesetzt mit Fortschritt; die Devise hieß Wachstum, quantitatives Wachstum, Wachstum über alles;** das gilt sowohl für die westlichen und östlichen Industrieländer wie auch für die meisten Länder der sogenannten Dritten Welt.

**Erst mit den Veröffentlichungen des Club of Rome**, insbesondere der Arbeit von Dennis L. Meadow u.a.: "Die Grenzen des Wachstums", **begann ein Umdenkungsprozeß**, wenn auch langsam und nur bei wenigen kritischen Menschen, obwohl die Mineralölkrisen die Grenzen des Wachstums infolge partieller Ressourcen-Engpässe auch der breiten Weltbevölkerung deutlich vor Augen führten. Die von Meadow aufgezeigten Grenzen haben sich inzwischen zwar als zu eng erwiesen, sie sind dennoch nichts desto weniger vorhanden.

Aus diesen Krisen gelernt – so scheint es zumindest dem kritischen Beobachter – hat die Welt jedoch nur wenig. An die Stelle eines schon fast naiven Fortschrittsglaubens ist (bei vielen Regierungen, aber auch in manchen internationalen Organisationen) eine Politik getreten, die – etwas überspitzt formuliert – sich damit zufrieden gibt, nur noch kurzfristig zu denken und zu handeln, eine **Politik des Krisenmanagements ohne langfristige Perspektiven**, verschiedentlich noch gepaart mit dem Bestreben, das momentane Eigeninteresse durchzusetzen – ohne Rücksicht auf spätere Generationen und leider auch ohne große Rücksichtnahme auf andere Länder und Völker sowie auf

deren Zukunft. Als ein typisches Beispiel aus meinem Arbeitsbereich möchte ich nur die Wirtschafts- und Finanzpolitik der USA erwähnen und – mit hohem Dollarkurs und Zinsniveau – katastrophale Auswirkungen auf die Situation in der Dritten Welt.

### III. Ein Umdenken ist notwendig

Was uns in den meisten Ländern fehlt, ist **eine Politik**, die die aktuellen Probleme, wie internationale Verschuldung, internationale politische Spannungen, Arbeitslosigkeit, zu lösen versucht, **unter gleichzeitiger Berücksichtigung langfristiger Notwendigkeiten und Perspektiven**. Was sich abstrakt so einfach formuliert, ist aber in der Realität ein außergewöhnlich schwierig zu lösendes Problem. Es geht darum, eine aktuell erfolgswirksame, aber zugleich dauerhaft tragende Maßnahme zu treffen. Dies ist in der Regel sowohl ordnungs- als auch ablaufpolitisch lösbar. Solche Maßnahmen greifen in Besitzstände ein und bewirken heftige Gegenreaktionen. Da die staatliche Politik erfahrungsgemäß nur über einen kurzen Atem verfügt, wird in der Regel nur am Symptom kuriert.

Ein Beispiel mag dies verdeutlichen: Weder durch eine Wachstumsstrategie früherer Jahre läßt sich die Arbeitslosigkeit von heute bekämpfen, noch durch den Verzicht auf Wachstum schlechthin. Gefordert ist vielmehr **eine umfassende Strategie**, die viele Faktoren gleichermaßen berücksichtigt, für die westlichen Industriestaaten etwa ein mit Arbeitszeitverkürzung gekoppeltes qualitatives Wachstum, mit dem Schwergewicht der Investitionstätigkeit gerichtet auf Einsparung nicht reproduzierbarer Energie und Rohstoffe sowie Reduzierung der Umweltbelastung; dabei gilt es, sich der Möglichkeiten der Technik und Wissenschaft sinnvoll zu bedienen.

Aber zugleich ist die Entfremdung des Menschen von seiner Arbeit zu vermindern, die Organisation der Arbeit zudem so zu gestalten, daß sie wieder zu einem erkennbaren Teil des Gesamtprozesses wird.

**Die technischen Möglichkeiten** zeigen uns die Futurologen, wenn sie die Welt **im Jahre 2000** zu beschreiben versuchen:

– Es ist eine **Welt des Roboters**, der standortunabhängigen, beweglichen und vielseitig verwendbaren Maschine, die in allen Bereichen einfachere, programmierbare Tätigkeiten ausübt, perfekt durchführt und sich selbst weitgehend kontrolliert. Sie haben sicherlich davon gehört, daß derartige Roboter schon heute in einzelnen Branchen, speziell der Automobilindustrie, eingesetzt werden, und zwar weniger aus Lohnkostengründen als wegen ihrer Präzision. So sind Roboter einzusetzen für das Schweißen, Gießen, für Be- und Entladungstätigkeiten, für das Transportieren und für das Anstreichen.

Ähnliche Geräte sind selbst als Universalreinigungsmaschinen im Privathaushalt vorstellbar – es ist nur rein technisch gesehen eine Frage der Zeit, ökonomisch betrachtet der Marktchancen bzw. der Kosten.

– Die Welt im Jahr 2000 ist eine Welt der **Tele-Kommunikation**. Möglich wird eine Welt vollkommener Transparenz, d.h. Standortvorteile und Zeitvorsprünge gehen verloren. Die Nutzung zentraler Datenbanken online über Bildschirmsichtgeräte ist schon heute in den Wirtschaftsunternehmen der Industriestaaten technischer Alltag. Datenübertragungen halten sich lediglich wegen der noch geringen Zahl an Standleitungen in Grenzen. Noch vor 1990 dürfte im Zuge der Glasfaserverkabelung hier ein fast weltweites Kommunikations-

netz aufgebaut werden, wie es sich beispielsweise mit dem BTX-System der Bundespost abzeichnet. Kauf, Kontoführung, Information, in zahlreichen Berufen wird selbst die Arbeit dann über den Bildschirm des Heimfernseh-Apparates möglich und wahrscheinlich. Schon heute machen sich Soziologen, Psychologen und Politiker Gedanken über die Folgen derartiger "Heimarbeit" für den Menschen. Datensicherheit und Datenschutz werden zu zentralen Fragen; der Orwell'sche Überwachungsstaat ist nicht nur technisch schon heute keine Chimäre mehr.

- Die Welt im Jahr 2000 ist eine **Welt des Silikons**; Die Sonnenergie wird in weiten Teilen der Erde zur Energiequelle Nr. 1. Futurologen malen das Bild großer Fabriken inmitten der Sahara oder anderer Wüstengebiete, wo mit Hilfe von Silikon-Solarzellen-Energie Quarz aus dem Wüstensand geschmolzen und in dünne Silikon-Zellen zerschnitten wird, um daraus wieder neue und nochmals neue Solarzellen zu gewinnen. Technisch ist dies bereits heute realisierbar, obwohl es fast anmutet wie ein utopisches Perpetuum mobile. Es ist deshalb auch kaum vorstellbar, daß damit auch nur die Energieprobleme der Dritten Welt wesentlich geringer werden.
- Die Welt im Jahr 2000 ist eine **Welt phantastischer Transportmöglichkeiten**, beginnend beim neu konzipierten Segelschiff bis zum Raumleiter. Auch hier brauchen wir nur die technischen Möglichkeiten von heute fortzuschreiben: Superschnelle, auf Magnetfeldern fahrende Fernzüge, ferngelenkte oder programmgesteuerte Autos, ein dichtes Luftverkehrsnetz mit Großraumflugzeugen; Transportunterseeboote, mit Segel oder Windrotoren getriebene Mas-

sengutrachter. Die technische Weiterentwicklung auf dem Transportsektor der letzten 20 Jahre war bereits recht stürmisch; für den Güterverkehr gravierender waren aber die Einführung des Containerverkehrs und organisatorische Vereinfachungen der Transporte.

- Die Welt im Jahr 2000 wird auch dargestellt als eine Welt, in der **Rohstoffe und fossile Energien** mit Hilfe neuer Techniken in der Arktis oder aus den Weltmeeren gewonnen werden. Sicher werden auf diesem Wege zusätzliche Ressourcen erschlossen, doch soll man sich davon – schon aus Kostengründen – nicht zuviel versprechen.
- Die Welt im Jahr 2000 wird auch gern dargestellt als eine Welt ohne Hunger, da **biologische Forschungsergebnisse** und verbesserte Agrartechniken weit höhere Ernteergebnisse als heute ermöglichen.

Wenn es also nach den Technikern und Naturwissenschaftlern ginge, wäre die Welt im Jahr 2000 eine heile Welt. Denn **technisch erscheint fast alles machbar** – ob eine solche Welt allerdings überhaupt erstrebenswert ist, bleibt eine andere Frage, denn dies alles bedeutet zugleich auch mehr Arbeitslosigkeit, Isolation, etwa der am Heimcomputer arbeitenden Menschen, verstärkte Umweltbelastung und eine Verschärfung des sogenannten Nord-Süd-Gefälles.

#### **IV. Ein bloßes Fortschreiten von Entwicklungslinien führt nicht zu realistischen Zukunftsbildern**

Mittlerweile ist dies auch den meisten Futurologen klargeworden; an die Stelle

von Gigantonomismus und Mammutdenken ist **eine kritischere Einstellung zur Technik** zwangsläufig, die die **Kostenaspekte** des technischen Fortschritts berücksichtigt, und zwar sowohl die internal costs wie die external costs. So ist zu erwarten, daß in den nächsten 15 Jahren ein technisch evolutionärer Prozeß stattfindet, so daß das beschriebene Szenarium im Jahr 2000 zwar erkennbar, aber keineswegs vorherrschen wird. Die Welt im Jahr 2000 gleicht noch weitgehend unserer heutigen – hinsichtlich der Technik wachsen die Bäume nicht in den Himmel.

Inzwischen ist aber auch erkannt worden, daß ein bloßes Fortschreiten meßbarer Entwicklungslinien zu Irrtümern und Fehlprognosen führt. Gerade die Prognose des Club of Rome hinsichtlich der Reserven an Erdöl, Gas, Uran und Ne-Metallen mußte gründlich revidiert werden, weil sich das **Verhalten der Menschen geändert** hat. Die Furcht vor Ressourcenexhausting, vor allem aber der Anpassungszwang über den Knappheitsmesser Preis, hat zu einer sparsameren Verwendung der Rohstoffe und zu einem Recycling geführt. Die Folge davon ist, daß die Vorräte zum Teil sehr viel länger reichen als ursprünglich prognostiziert. Die Konsequenz dieser Erkenntnis aber ist auch, daß bei Prognosen der Wandel im Verhalten der Menschen als Faktor viel stärker als bisher berücksichtigt werden muß. Dies ist ein ganz wesentlicher Punkt, denn er zeigt, daß durch Verhaltensänderung eine tendenzielle Steuerung von säkulären Entwicklungstrends möglich ist. Was liegt also näher, als den Einfluß auf die Verhaltensweise der Menschen zu einem zentralen Mittel der Politik zu machen.

Hierauf werde ich noch zurückkommen.

## V. Der Raubbau an den Ressourcen

Die **Probleme unseres Planeten bestehen also nicht in einem Mangel an technischen Möglichkeiten**, sondern – wenn man es überspitzt formuliert – eher in einem Zu-viel. Die Gefahren des Jahres 2000 lassen sich demnach auch weniger durch technischen Fortschritt als durch eine Änderung der politischen und sozialen Gegebenheiten abwehren. Was uns nämlich auf gesellschaftlichem und wirtschaftlichem Gebiet sowie hinsichtlich der Umwelt erwartet, schildert der Bericht an den amerikanischen Präsidenten aus dem Jahre 1980 "Global 2000" – aber auch er ist eine Status-quo-Prognose:

- Das rapide Wachstum der Weltbevölkerung wird sich bis zum Jahre 2000 (trotz zunehmender Geburtenkontrolle) nur unwesentlich verlangsamen. Die Weltbevölkerung wird von 4 Milliarden im Jahr 1975 auf 6,35 Milliarden im Jahre 2000 anwachsen, eine Zunahme um mehr als 50%. 90% dieses Wachstums entfällt auf die ärmsten Länder der Erde.
- Das Wirtschaftswachstum der unterentwickelten Länder ist prozentual größer als das der Industrienationen, das Bruttosozialprodukt pro Kopf (wegen der Bevölkerungsexplosion) bleibt jedoch niedrig. Die schon bestehende Kluft zwischen reichen und armen Nationen wird sich demzufolge weiter vertiefen.
- Die Nahrungsmittelproduktion auf der Erde wird bis zum Jahr 2000 um 90% steigen. Das bedeutet eine globale Pro-Kopf-Zunahme von weniger als 15%. Der Hauptteil dieser Zunahme entfällt jedoch auf Länder, die schon einen relativ hohen Pro-Kopf-Verbrauch an Nahrungsmitteln aufweisen.

- Die anbaufähige Bodenfläche wird sich bis zum Jahr 2000 nur um 4% vergrößern, so daß die Nahrungsmittelproduktionssteigerungen hauptsächlich über höhere Erträge erreicht werden müssen.
- Die meisten Faktoren, die heute zur Erzielung höherer Erträge beisteuern – Düngemittel, Pestizide, Energie zur Bewässerung und Brennstoff für Maschinen – sind und bleiben stark abhängig von Erdöl und Erdgas. Insofern liegt hier eine justabile Verstufbarkeit vor.
- In den 90er Jahren wird die Ölproduktion der Erde – auch bei rapide steigenden Rohölpreisen – den geologischen Schätzungen zufolge ihre maximale Förderleistung erreichen.
- Wegen der erwarteten Preisanstiege werden die weniger entwickelten Länder auf zunehmende Schwierigkeiten bei der Deckung ihres Energiebedarfs stoßen. Noch vor der Jahrhundertwende wird der Bedarf an Brennholz die verfügbaren Vorräte um 25% übersteigen.
- Die nicht-regenerierbaren Brennstoffe der Welt – Kohle, Erdöl, Erdgas, Ölschiefer, Teersand und Uran – reichen theoretisch zwar noch Jahrhunderte, aber sie sind nicht gleichmäßig verteilt, sie werfen schwerwiegende ökonomische und Umweltprobleme auf, und es bestehen starke Unterschiede, was ihre Nutzbarkeit und Abbaufähigkeit angeht.
- Sonstige mineralische Rohstoffe scheinen im Großen und Ganzen ausreichend, um den voraussichtlichen Bedarf über das Jahr 2000 hinaus zu decken.
- Regionale Wasserknappheit wird zu einem immer ernsteren Problem. In vielen unterentwickelten Ländern wird die Wasserversorgung infolge der starken Abholzung von Wäldern

- um das Jahr 2000 immer unberechenbarer.
- Während der nächsten 20 Jahre werden auch weiterhin große Waldflächen auf der Erde abgeholzt, da die Nachfrage nach Holzprodukten und Brennholz zunimmt. Die Prognosen deuten daraufhin, daß um das Jahr 2000 etwa 40% der heutigen Walddecke in den unterentwickelten Ländern nicht mehr vorhanden sein wird.
- Infolge von Erosion, Verlust an organischen Stoffen, Wüstenausbreitung, Versalzung, Alkanisierung und Versumpfung wird es weltweit zu einer ernsthaften Verschlechterung der landwirtschaftlichen Nutzflächen (und damit tendenziell der Nahrungsmittelversorgung) kommen.
- Die Konzentration von Kohlendioxid und ozonabbauenden Chemikalien in der Atmosphäre wird voraussichtlich in einem solchen Maße zunehmen, daß sich das Klima auf der Erde und die obere Atmosphäre entscheidend verändert. Saurer Regen bedroht Seen, Böden und Ernten. Radioaktive und andere gefährliche Stoffe werfen in einer zunehmenden Zahl von Ländern Gesundheits- und Sicherheitsprobleme auf.

Soweit die Status-quo-Prognosen des "Global 2000". Der Report stellt **möglicherweise** – so wird es dort selbst gesehen – **sogar eine Untertreibung** der anstehenden Probleme dar. Berücksichtigen wir allein die Entwicklung seit seiner Veröffentlichung 1980, so müssen wir sicherlich sehr besorgt sein.

Das gilt sowohl für die Dritte Welt wie für die Industriestaaten. Ich nenne nur einzelne Punkte, wenn ich auf die Ausbreitung der Wüste in der Sahel-Zone hinweise, auf das Waldsterben in Mitteleuropa oder auf die Dioxine-Funde in Müllhalden und Abgasen. Die nachhaltige Verschuldung der Dritten Welt und

die daraus erwachsene Problematik hat sich auch erst seit 1980 offenbart.

#### **IV. Strukturelle und regionale Veränderungen prägen die Zukunft**

Soweit die globalen Probleme und Tendenzen. Darin eingebettet zeichnen sich beträchtliche **strukturelle und regionale Veränderungen** ab. Diese Veränderungen sind vor allem die Folge von drei Faktoren:

1. In der Vergangenheit gab es im Warenaustausch zwischen Industrie- und Entwicklungsländern eine allgemein abgestufte Arbeitsteilung. Die Entwicklungsländer waren Anbieter von billigen Rohstoffen und preiswerter Energie. Sie waren Abnehmer von Industrieerzeugnissen. Diese Arbeitsteilung ändert sich. Die Verarbeitung und Veredelung von Rohstoffen findet zunehmend und schrittweise in den Schwellenländern statt. Davon werden in den Industrieländern Branchen wie Stahlindustrie, Nichteisenmetallverarbeitung, Nahrungs- und Genuß-Mittelindustrie, Schiffbau, Teile der chemischen Industrie, Zementherstellung, Glasproduktion, Papierindustrie und auch die Mineralölverarbeitung betroffen.
2. Es gibt säkulare Trends in der wirtschaftlichen Entwicklung. Mit der zunehmenden wirtschaftlichen Entwicklung eines Landes entsteht ein Binnenmarkt, der den Aufbau von Produktionskapazitäten ermöglicht. Mit dem Wachsen der Produktionskapazität wird nicht nur der Binnenmarkt, sondern später auch der Weltmarkt beliefert. Aber gleichzeitig entstehen Konkurrenzunternehmen auf dem Weltmarkt, und wenn dann kein Innovationsschub mehr erfolgt, sind alte Technologien

kopierbar. Dann entstehen Kontraindustrien.

Es gibt dann typische Zyklen, die sich in die Perioden: Entstehen, Wachsen, Reifen, Stillstand und Verfall gliedern lassen. Die Stahlbranche und die NE-Metallverarbeitung sind typische Beispiele. In der Automobil- und Rundfunkherstellung und in der Bauwirtschaft haben wir Anzeichen eines solchen Trends.

3. Die Anwendung neuer Technologien bewirkt neue Investitionsschübe und neue Produktionsmöglichkeiten und damit neue Märkte. Die Informationstechnologie wird in hoch entwickelten Volkswirtschaften zu Veränderungen in der Büro- und Organisationstechnik führen. Sie wird auch neue Automationstechniken ermöglichen. Quantität und Qualität der Produkte und der Arbeit ändern sich, neue Wettbewerbschancen und neue Märkte eröffnen sich.

Die Folge ist:

1. Der Trend zur Dienstleistungswirtschaft in den Industrieländern wird sich verstärken.
2. Entsprechend wird der Anteil der Sekundärwirtschaft an der Entstehung des Sozialproduktes abnehmen.
3. Dies gilt insbesondere für die Bereiche der rohstoffverarbeitenden und rohstoffveredelnden Produktion. Dies gilt aber gleichermaßen für die arbeitsintensive Fertigung.
4. Parallel zu dieser Entwicklung in den Industrieländern werden in Schwellenländern entsprechende Kapazitäten aufgebaut.
5. Damit einhergehende Einkommenseffekte in den Schwellenländern verbessern dort den allgemeinen Wohlstand.
6. Der Warenaustausch intensiviert sich – der Welthandel wächst.

Dennoch scheint mir ein uneingeschränkter Optimismus nicht am Platze. Betrachtet man die Einzelprognosen in der Interdependenz, dann ist **ein circulus vitiosus** nicht ausgeschlossen. Nur wenn es gelingt, diesen Zirkel eng miteinander verknüpfter Probleme aufzubrechen, besteht Anlaß, die künftige Entwicklung optimistischer einzuschätzen.

Notwendig dafür wäre allerdings ein uneingeschränktes Engagement der Industriestaaten; leider hat sich dies aber seit 1980 eher vermindert.

## VII. Problemlösung erfordert Umdenken und politisches Handeln

Wenn wir die Probleme lösen oder mildern wollen, ist nicht nur ein **Umdenken unumgänglich**, sondern auch eine grundsätzliche Änderung der bisherigen Nur-Wachstumspolitik – dies gilt auch für die Dritte Welt –. Nur auf diesem Wege besitzen wir eine Chance, unseren Globus bis ins Jahr 2000 noch lebenswert und chancenreich zu erhalten.

Ich komme jetzt darauf zurück, was ich am Anfang erwähnt habe, nämlich den Wandel im Verhalten der Menschen oder, globaler gesagt, den **Wandel im Verhalten nationaler Politiken**.

Die gegenwärtige politische Ordnung und die tatsächlichen gesellschaftlichen Verhältnisse machen es nahezu unmöglich, vernunftorientierte Wandlungen zu realisieren. Das ist eine nüchterne Feststellung. Sie soll nicht als Polemik oder Vorwurf verstanden werden. Wandlungen in der Politik sind aber notwendig, wenn wir die Probleme der Zukunft nachhaltig mindern wollen.

Was sind die **wesentlichsten Forderungen**:

1. Förderung der Entspannungspolitik und Reduzierung der Rüstungsausgaben zugunsten einer weltweiten Entwicklungspolitik;
2. Öffnung der Märkte, schrittweiser Abbau der Handelszschranken, auch Erzwingungsmöglichkeiten, im Einzelfall durch Handelsabgaben;
3. Schaffung einer Anpassungs-Wirtschaftsordnung für Entwicklungs- und Schwellenländer;
4. Formulierung allgemeingültiger Regeln zur Durchsetzung eines fairen internationalen Geld- und Kapitaltransfers bei flexiblen Wechselkursen und eine dauerhafte Lösung der internationalen Verschuldungskrise.

Das sind Forderungen an die globale Politik. Welche Forderungen ergeben sich für die Lösung **regionaler Konflikte** in den Entwicklungs- und Schwellenländern? Die wesentlichen Komplexe liegen aus meiner Sicht in folgenden Bereichen:

1. Die Verbesserung der Existenzbedingungen, angefangen bei der Geburtenkontrolle, über die Sicherung der Nahrungsmittelversorgung bis zur Befriedigung des Energiebedarfs;
2. Die Sicherung der Lebensgrundlage wie Wasserversorgung, Brennholzbeschaffung;
3. Der Aufbau von Produktionsstätten für die Versorgung der Grundbedürfnisse und zur Nutzung nationaler Ressourcen;
4. Die Vermittlung von know how und die Schaffung von Ausbildungsstätten;
5. Verzicht auf Prestigeobjekte und auf Anwendung falscher Technologien.

Hier liegt ein fast unerschöpfliches Aufgabenpotential auch für die internationale Genossenschaftsorganisation. Mit großem Interesse habe ich erfahren,

welche vielfältigen Aktivitäten bereits in dieser Richtung bestehen. Sie sind, so scheint es mir, Pioniere bei der Lösung dieser Aufgabe. Möge ihr Beispiel viele engagierte Nachahmer finden. Ich wünsche es im Interesse der Menschheit. Die **Genossenschaften sind nicht nur ganz wesentlich selbst von der künftigen Entwicklung tangiert**, sie können andererseits auch entscheidend dazu beitragen, welchen Weg wir ins 2. Jahrtausend beschreiten.

Ich will hier nicht bereits diskutierte Fragen nachvollziehen:

Ich meine aber, daß die Genossenschaften der **Industriestaaten** an einer Schwelle stehen, an der **die alten Aufgaben** wie die Versorgung der breiten Bevölkerung mit preiswerten qualitativ guten Nahrungsmitteln und dergleichen **überholt** sind. Sie sind aber immer noch ein Wettbewerbskorrekturfaktor, und das ist eine substantiell tragende Aufgabe in einer Marktwirtschaft.

**Zugleich bieten sich aber auch neue Betätigungsfelder**, beispielsweise im Bereich alternativer Arbeits-, Anbau- und Produktionsmethoden in der Landwirtschaft und im gewerblichen Handwerk, bei der Suche nach neuen Wohnformen, oder auf dem sogenannten Zukunftsmarkt der Freizeit. Zugleich gilt es, die hundertjährigen **Erfahrungen** der Genossenschaften den Ländern **der Dritten Welt verstärkt zukommen** zu

**lassen** und dabei zugleich manche Fehler der Industriestaaten bewußt von vorneherein in den Entwicklungsländern vermeiden zu helfen. Dabei kann man auf eine große Zahl verschiedenartiger Genossenschaften und ihr einschlägiges know how in den Ländern der Dritten Welt zurückgreifen, das ist eine gute Basis. Gerade genossenschaftliche Organisationsformen sind in der Lage, eine gedeihliche Entwicklung in der Welt voranzubringen, bei der sowohl der Mensch wie auch die Umwelt zu ihrem Recht kommen. Davon unabhängig müssen wir intensiver über die Aufgaben und **Kompetenzen der internationalen Organisationen** nachdenken. Nicht nur in dem Sinne, daß die Mittel für die Wahrnehmung ihrer Aufgaben verstärkt werden sollten; in noch stärkerem Maße entscheidend ist die Übertragung von Kompetenzen, um auf nationale Politiken einzuwirken, damit diese einen schrittweisen Wandel einleiten, um den Herausforderungen unserer und der kommenden Tage begegnen zu können. Ob die gegenwärtigen politischen Ordnungen fähig sind, sich einer solchen **Weltkontrolle** zu unterwerfen, mag man bezweifeln, dann aber verbleibt nur die Alternative des selbst verfügbaren Wandels. Ob dafür die Einsicht und auch die Machtmittel der einzelstaatlichen Regierungen reichen oder sich entsprechend entwickeln, ist noch stärker zu bezweifeln.



*(Exposé presented during the 29th ICA Congress in Hamburg in October, 1984.)*

*The author gives the personal opinions of a banker who, besides being a spectator of the realities of this world, also has to take an active role by taking decisions on investments requiring a fairly accurate projection of the future.*

*The author makes one major assumption – i.e. that in the year 2000 the world still exists and that there has been no major conflict between the superpowers.*

*In the 60s and 70s, development was almost exclusively considered from the angle of technical possibilities. However, views have evolved with the realization that the adopting of policies without any longterm perspectives has had catastrophic consequences for the Third World. A policy which takes into account the actual problems and longterm necessities and perspectives without merely treating symptoms is imperative.*

*Ideally the world in the year 2000 will be a world of robots in both industry and in homes, a world of tele-communications, data banks and computers – a silicon world. Solar resources will be the leading source of energy. Transport will benefit from an incredible technical boom and the natural resources and fossil energy of the oceans and the arctic will be exploited. The World in the Year 2000 could be a world without hunger. In the eyes of technicians and scientists it should be a happy world – or at least a world with no material problems – as technically almost everything seems possible.*

*Realistically, the World in the Year 2000 will be more or less similar to our present world. There will be an increased development of service organizations in the industrialized countries, with industry transferring to the developing world, bringing with it pollution but not necessarily a marked improvement in living standards. The gap between rich and poor will have widened, and although food production will have increased by 90% it will mainly have benefited the wealthy countries. In the developing countries only 40% of today's forests will remain, therefore, erosion, concentration of carbon-dioxide and loss of ozone will further imbalance certain regions.*

*However, man will have changed his behaviour and thereby reversed some secular trends of development. Changes must occur in the social and political mentality: in particular the worldwide policy of constantly increasing production has to be reviewed; the armaments race must be halted and the resulting savings used for development, markets must be opened; common rules for international money and capital transfers must be implemented; and the economic policy for the Third World revised. In order to resolve conflict in the Third World, additional measures are preemptory: living conditions must generally be improved through the provision of adequate fuel and water, birth control, and the transfer of know-how. Industries producing basic requirements should be encouraged and the acquisition of prestige objects and the application of inappropriate technologies discouraged.*

*These goals can be achieved with the help of co-operatives. However, the old priorities for co-operatives are no longer adequate; New fields of activity must be investigated and the objectives of some international organizations should be redefined.*

---

## LES ANNÉES 2000

*Exposé présenté lors du congrès de l'ACI à Hambourg en 1984.*

*Voici l'opinion d'un banquier, spectateur des réalités du monde et appelé à prendre des décisions responsables impliquant des prévisions précises:*

*Imaginons que le monde n'aura pas été entièrement bouleversé.*

*Alors qu'on envisageait le développement comme celui de la technicité, les mentalités évoluent en constatant que le manque de prévisions à long terme a été cause de catastrophiques conséquences pour le tiers monde. Changer d'esprit est nécessaire. On traite encore trop les symptômes, comme le chômage, sans tenir compte des conséquences à long terme.*

*Idéalement, le monde de l'an 2000 devrait être celui de la robotisation et des télécommunications. L'énergie solaire occupera la première place, les transports connaîtrons un boom technique extraordinaire et les ressources des océans seront mises en valeur. Selon les scientifiques, leurs méthodes devraient faire des années 2000 une époque sans problèmes matériels.*

☛ *Soyons réalistes: ce monde ressemblera à celui d'aujourd'hui. La disparité riches/pauvres s'accroît et si la production augmente, c'est encore en faveur des riches. Les ressources naturelles diminuent et la pollution augmente. Les pays industrialisés mobilisent le savoir et les services et l'industrie salissante passe dans les pays pauvres, mais sans amélioration de leur condition matérielle.*

*Une nouvelle manière d'envisager le développement s'impose. Les changements doivent se produire dans les domaines social et politique, en particulier: Réduction des armements au profit du développement, ouverture des marchés, application de règles universelles en matière de marché de capitaux. Pour résoudre les conflits dans le tiers monde certaines mesures supplémentaires s'imposent: améliorer les conditions de vie, contrôler la démographie, produire localement les biens indispensables, obtenir la connaissance et cesser les actions de prestige et l'emploi de moyens disproportionnés.*

*A ces buts, les coopératives peuvent contribuer, mais en redéfinissant leurs priorités, en recherchant de nouveaux champs d'activités et en redéfinissant les objectifs de certains organismes internationaux.*

---

## LOS AÑOS 2000

*Informe presentado durante el Congreso de la ACI de 1984 en Hamburgo.*

*Hé aquí la opinión de un banquero, testigo de los sucesos reales del mundo y que debe tomar decisiones determinantes que implican previsiones precisas.*

*Imaginemos que el mundo no hubiera sido trastornado. Mientras que considerabamos el desarrollo como el de la tecnicidad, la mentalidad se transforma constatando que la falta de previsiones a largo plazo ha sido la causa de consecuencias catastróficas para el Tercer Mundo. Es necesario cambiar de manera de pensar. Síntomas como el desempleo, son tratados todavía sin tener en cuenta las consecuencias a largo plazo.*

*El mundo ideal del año 2000 debería ser el de la robotización y de telecomunicaciones. La energía solar ocupará el primer lugar, los transportes conoceran un auge técnico extraordinario y se valorizaran los recursos del mar. Según los científicos, sus métodos deberían hacer de los años 2000 una época sin problemas materiales.*

*Seamos realistas: ese mundo será parecido al actual. La disparidad entre ricos y pobres se agrandará y si la producción aumenta, será siempre en beneficio de los ricos. Los recursos naturales disminuyen y la polución aumenta. Los países industrializados movilizan la ciencia y los servicios y la industria engendradora de polución se traslada a los países pobres pero sin que mejore su condición material de vida.*

*Se impone considerar el desarrollo de manera diferente. Los cambios deben producirse sobre todo en las áreas social y política: reducción del armamento en beneficio del desarrollo, apertura del mercado, aplicación de normas universales en el área del mercado de capitales. Para resolver los conflictos en el Tercer Mundo se imponen ciertas medidas suplementarias: el mejoramiento de la calidad de vida, el control de la demografía, la producción local de bienes indispensables, la adquisición del conocimiento y la suspensión de acciones de prestigio y del empleo de medios desproporcionados.*

*Las cooperativas pueden contribuir a alcanzar estos objetivos si definen nuevamente sus prioridades, encuentran nuevos campos de actividad y si definen igualmente los objetivos de ciertos organismos internacionales.*

# Posible contribución del movimiento cooperativo argentino en planes multilaterales de desarrollo cooperativo \*\*

Luis Armando Carello

Nos proponemos ocuparnos de un tema que hace bastante tiempo atrae nuestra atención, y puede resultar de algún interés práctico para movimientos cooperativos y organizaciones nacionales e internacionales que se ocupan de los problemas del desarrollo. Al mismo tiempo aspiramos a realizar un aporte útil para la reflexión orgánica en el seno del cooperativismo argentino, sobre un tema que todavía no ha sido suficientemente debatido por el mismo. El proceso de reanudación de la vida democrática, que hace poco tiempo acaba de iniciarse, crea condiciones favorables para este tipo de inquietudes.

## 1. La cooperación técnica entre países en desarrollo

Hace ya bastante tiempo que se viene trabajando en el marco de las Naciones Unidas sobre la cooperación técnica entre países en desarrollo. Un rol particularmente importante, en esta materia, en especial al comienzo, fue desempeñado por el PNUD, organizador de

numerosas y fructíferas reuniones y tareas de investigación. Se ha ido acumulando abundante material, y en la Conferencia de las Naciones Unidas sobre cooperación técnica entre los países en desarrollo, realizada en Buenos Aires, en 1978, pudimos comprobar personalmente las posibilidades concretas de esta modalidad operativa.

Es sabido que en la década del 50 – e incluso hasta varios años más tarde – la cooperación técnica consistía esencialmente en la transferencia de expertos, conocimientos y ciertos equipos, desde los países desarrollados hacia los que se encontraban todavía en vías de desarrollo. La experiencia fue demostrando que era posible – e incluso conveniente en ciertos casos – establecer mecanismos de cooperación entre los mismos países en vías de desarrollo, aprovechando parecidas etapas en este proceso, con semejanza de situaciones, y costos más bajos. Así fue como el Comité preparatorio de aquella Conferencia realizada en la capital argentina pudo decir que diversos países en vías de desarrollo habían ido adquiriendo “una capacidad creciente para asistir a otros países en desarrollo en estas esferas, ya sea en forma bilateral o en colaboración con países desarrollados u organizaciones internacionales”.

\*\* Comunicación escrita al XV Congreso Internacional del CIRIEC, realizado en Florencia, Italia, del 15 al 18 de abril de 1984.

El impulso brindado a este tipo de cooperación no implicaba por cierto el abandono o el menosprecio de otras formas clásicas, sino la suma de una nueva herramienta. Así es como el mismo Comité preparatorio mencionado decía: "... la cooperación técnica entre países en desarrollo no es un fin en sí misma ni reemplaza a la cooperación técnica con países desarrollados", sino que debe considerársela "... como un valioso recurso adicional de que se dispone para encarar los problemas del desarrollo...". "También sería poco realista minimizar la contribución que pueden hacer las instituciones de los países desarrollados para fortalecer la capacidad de las instituciones de los países en desarrollo para promover la cooperación técnica..." entre ellos.

La importancia de este tipo de cooperación ha sido reconocida por las Naciones Unidas en varias oportunidades, entre las cuales cabe destacar la resolución 3202 (VI) de la Asamblea General que contiene el Programa de acción sobre el Establecimiento de un Nuevo Orden Económico Internacional. Con posterioridad han sido varias las ocasiones en que se destacó la importancia del sistema mencionado.

Puede decirse que la idea reposa sobre la diversidad y heterogeneidad de los países en vías de desarrollo, que sólo por una comodidad del lenguaje pueden agruparse en una misma categoría y bajo una única denominación. Existen diversos grados de avance en el proceso de desarrollo, y áreas en las cuales unos países han logrado progresos que todavía están fuera del alcance de otros. El propósito es, justamente, aprovechar las ventajas relativas, y armonizarlas ingeniosamente y generosamente.

Parece innecesario destacar que el impulso brindado a esta forma de la cooperación técnica se debe a las modificaciones que se han ido produciendo, con el curso del tiempo, es la concep-

ción prevaleciente del desarrollo, que descarta toda idea de imitación de modelos y apunta al despliegue de aquello que en potencia cada país tiene y pretende.

Se trata de aprovechar posibilidades hasta ahora inexplotadas, o insuficientemente utilizadas. Las formas en que puede materializarse la tarea son múltiples. Ya en la reunión de Buenos Aires se dijo que "La cooperación técnica entre países en desarrollo es un proceso multidimensional. Su alcance puede ser bilateral o multilateral y en su carácter, subregional, regional o interregional. Puede estar organizada por los gobiernos, las organizaciones públicas y privadas y los particulares, y también entre ellos"... "Aunque las corrientes principales de cooperación técnica que se prevén en el marco de la cooperación técnica entre países en desarrollo tendrían lugar entre dos o más países en desarrollo, la participación con fines de apoyo de los países desarrollados e instituciones regionales e interregionales constituye, en un sentido real, un componente real de ... ella. Por lo tanto, aunque el objetivo inmediato es el aumentar la cooperación técnica entre los países en desarrollo, apenas cabe duda de que el movimiento debe ser fortalecido por la participación de una gama tan amplia como sea posible de aportes de cooperación en diferentes niveles en los distintos países".

Todo lo expuesto sobre la cooperación técnica en general es válido para la cooperación para el desarrollo cooperativo en particular.

## **2. — Algunas características de la cooperación para el desarrollo cooperativo**

Un análisis somero de las actividades de cooperación internacional para el

desarrollo cooperativo demuestran que en su inmensa mayoría se llevan a cabo sobre la base de planes bilaterales, siendo verdaderamente muy escasos los multilaterales. Además, en líneas generales se trata de tareas de colaboración — económica o técnica — realizadas por organizaciones cooperativas o agencias gubernamentales de países desarrollados, en coordinación con los gobiernos u organizaciones cooperativas de países en vías de desarrollo. Por supuesto no debe dejar de mencionarse la importante acción desplegada por la Alianza Cooperativa Internacional, aunque su crónica carencia de recursos la obliga a depender de las contribuciones de algunos movimientos cooperativos que tienen particular interés en la promoción del cooperativismo en los países subdesarrollados.

En rigor es poco lo que se ha avanzado en materia de cooperación para el desarrollo cooperativo entre países en desarrollo o entre movimientos cooperativos de estos países. En general se puede decir que los pocos casos han sido puntuales, sin un carácter orgánico, y en líneas generales carentes de continuidad.

Un aporte verdaderamente fundamental para el progreso en este campo lo constituyen las oficinas regionales de la Alianza Cooperativa Internacional, que facilitan los contactos entre las organizaciones cooperativas que suelen tener problemas comunes y, por lo tanto, posibilidades de ayudarse mutuamente en la solución de los mismos.

Una cuestión interesante ha sido puesta de manifiesto en el 43º seminario cooperativo internacional de la Alianza Cooperativa Internacional sobre asistencia técnica a las cooperativas en los países en vías de desarrollo, realizado en Dresden (D.D.R.), en 1975: "La mayor parte de la ayuda técnica cooperativa fue a los gobiernos y a los proyectos patrocinados por éstos. Existe la

urgente necesidad de poner énfasis en la ayuda dirigida directamente a las cooperativas, aunque en consulta con los gobiernos interesados. En el mismo contexto es necesario aportar más ayuda a proyectos cooperativos relativamente pequeños, diferenciados de los grandes esquemas de base nacional que tienden a resultar en una expansión de los departamentos cooperativos gubernamentales y de la influencia gubernamental en el desarrollo de las cooperativas".

Los proyectos bilaterales suelen plantear algunas dificultades cuando son elaborados y ejecutados por organizaciones cooperativas de países desarrollados en favor de cooperativas de países en vías de desarrollo. Las realidades nacionales son fundamentalmente distintas, tanto en el plano cultural como económico. Existe un abismo en los medios disponibles en uno y otro caso, y resulta sumamente difícil transferir conocimientos que sean directamente aplicables. En algunos casos es preciso superar también las barreras idiomáticas. Cuando implican el traslado de técnicos, a veces éstos deben enfrentar una cierta oposición hasta ser aceptados y poder cumplir las funciones para las cuales han sido designados. No siempre es posible superar estas barreras mediante el empleo de la buena voluntad de los cooperadores de uno y otro país. Cuando se logra, buena parte del esfuerzo que debió haberse empleado en la tarea de llevar adelante el programa de desarrollo, se ha visto desperdiciado en el proceso previo de adaptación.

En algunos países de Asia y África los antiguos lazos coloniales han dejado la comunidad de lenguaje y un cierto conocimiento mutuo entre ellos y los países europeos de los cuales obtuvieron un día su independencia. En América Latina, en cambio, la situación es sensiblemente distinta. Así se explica,

también, que no abunden los proyectos de desarrollo cooperativo impulsados por los movimientos cooperativos de los países desarrollados —exceptuando, quizás, la acción sueca que durante un tiempo se materializó a través de LATICI y está adquiriendo en la actualidad un nuevo perfil—. Puede mencionarse, también, la acción de algunas agencias nacionales e internacionales, y fundaciones americanas y europeas, pero limitadas siempre por los problemas y barreras que hemos apuntado más arriba.

### **3. Conveniencia de planes multilaterales**

Sostenemos que en algunos casos pueden obtenerse mejores resultados que los que ha sido dable comprobar hasta el presente, en los proyectos bilaterales, llevando a cabo proyectos multilaterales, de los cuales participen, por una parte, movimientos cooperativos de los países industrializados, por la otra los movimientos u organizaciones cooperativas necesitados de la ayuda, y además, actuando como terceros, movimientos u organizaciones cooperativas de países en desarrollo que hayan alcanzado un mayor progreso relativo.

La participación de las entidades mencionadas en último término en el párrafo anterior, permitiría cumplir diversos objetivos.

En primer término, un mecanismo como el propuesto permitiría participar en las tareas de ayuda al desarrollo cooperativo a movimientos y entidades que, hasta el momento, han permanecido al margen de tan fundamental labor. Tienen una contribución que pueden brindar, pero al mismo tiempo carecen de la capacidad económica e incluso de la experiencia necesaria como para llevarla adelante por sí solos. Estos proyectos de tipo "trilateral" posi-

ibilitarían la incorporación a los esfuerzos por el desarrollo cooperativo de un sector que hasta el momento es muy poco lo que ha podido realizar.

En segundo lugar, permitiría a las organizaciones de los países donantes o contribuyentes al programa, un empleo más acabado e integral de los recursos invertidos, ya que existiría la posibilidad de utilizar la experiencia del participante tercero, más próxima a la realidad de las organizaciones de los países receptores de la ayuda, para que la transferencia se realice de manera más adecuada. A título meramente ejemplificativo digamos que si una organización de un país altamente industrializado pretende ayudar al mejoramiento de los sistemas administrativos de cooperativas en países en vías de desarrollo, la transferencia de sus propias experiencias resultaría muchas veces inaplicable e incluso frustrante. El empleo de esos mismos recursos para que las organizaciones de los países más atrasados puedan estudiar los mecanismos administrativos empleados por las cooperativas en países en vías de desarrollo que han alcanzado un grado mayor de progreso, constituye una inversión más adecuada a la realidad. Se trata, naturalmente, de la llamada "tecnología intermedia", tan mentada en el curso de la última década, que debe analizarse y desarrollarse en materia cooperativa.

Si se trata del envío de expertos, por ejemplo, no cabe duda que puede resultar de mayor ayuda aquel que habla sin esfuerzos el idioma local, se encuentra en condiciones de comprender la cultura del pueblo en cuyo seno debe trabajar, y de alguna manera es aceptado como uno más entre los cooperadores a quienes debe ayudar. Si en cambio se trata de realizar cursos de capacitación para esos cooperadores, llevándolos a un país donde puedan tomar contacto con una realidad más

avanzada que la propia, es evidente que pueden aprovechar mucho más la experiencia de los movimientos en países con un desarrollo intermedio, que la de aquellos que se encuentran en el otro extremo de la brecha. En este último caso puede obtenerse una admiración justificada, pero difícilmente lo aprendido resultará directamente aplicable en países con una situación tan diversa.

Lo que resulta válido para las técnicas operativas de las empresas cooperativas, también tiene aplicación en el aspecto asociativo.

#### **4. La posible contribución del cooperativismo argentino**

El movimiento cooperativo argentino es uno de los más importantes en los países en vías de desarrollo. Cuenta con cooperadores que superan los 9.000.000, y si bien este número debe reducirse por los casos de doble y triple asociación, no cabe duda que traduce un elevado índice de penetración cooperativa en la sociedad argentina.

Desde el punto de vista de las experiencias cooperativas, Argentina cuenta con las más variadas. Entidades agrarias, de consumo, crédito, servicios públicos – electricidad, agua potable, telefonía – provisión, farmacéuticas, de trabajo y algunas otras, demuestran la pluralidad de caminos transitados por los cooperadores argentinos desde fines del siglo XIX hasta nuestros días. Entre las cooperativas argentinas hay poderosas organizaciones de primer grado, como “El Hogar Obrero” Cooperativa de Consumo, Edificación y Crédito, cuya labor en materia de consumo y vivienda data de 1905 y ha logrado reunir a más de un millón de asociados, pero también pequeñas entidades, humildes, que llevan a cabo una

difícil labor en zonas marginales. De todas ellas es posible aprender algo.

El cooperativismo agrario es pujante, y su participación en las exportaciones cerealeras lo muestra como uno de los exportadores más importantes del país en el ramo. El cooperativismo lácteo concentra una parte fundamental de la producción nacional y se destaca notablemente en las exportaciones del ramo.

En materia de seguros la participación de cooperativas y mutuales oscila alrededor de la cuarta parte del total de primas del país, incluyendo entidades de variada dimensión.

El cooperativismo de crédito, organizado en cajas y bancos, despliega una labor destacada desde el punto de vista económico y social.

En materia de servicios públicos ha sido merced a las cooperativas del ramo que muchas localidades pequeñas pudieron acceder a la electricidad, la comunicación telefónica o el agua potable, complementando así la tarea del estado.

Las cooperativas farmacéuticas cuentan con un laboratorio que despliega una interesante tarea de fabricación de medicamentos.

El inventario sería posible alargarlo, pero las muestras bastan. Lo importante es destacar que este importante movimiento pudo edificarse sin deberle nada al Estado, por el esfuerzo propio y la ayuda mutua de los cooperadores; e incluso, a veces, bregando contra la incomprensión de ciertos gobiernos y los ataques de otros.

Por lo expuesto resulta evidente que la contribución del cooperativismo argentino en materia de ayuda al desarrollo cooperativo en otros países puede llegar a ser importante. En primer término porque el movimiento atravesó en su historia distintas etapas, que en algunos casos se conservan frescas en la memoria de los militantes, y las

experiencias adquiridas durante las mismas pueden llegar a ser útiles para cooperadores de otros países que afrontan hoy problemas parecidos a aquéllos. Además, porque el relativo progreso permitiría a las organizaciones cooperativas argentinas contribuir — aunque sea modestamente — en ciertos planes multilaterales de desarrollo, aportando algunos elementos que integren el conjunto.

Lo hecho hasta ahora en esta materia ha sido poco. Algunos cooperadores de países latinoamericanos suelen visitar como huéspedes el país, estudiando sobre el terreno las organizaciones que más les interesan. Se carece, sin embargo, en líneas generales, de planes orgánicos en esta materia. Los expertos argentinos que han colaborado en proyectos en países latinoamericanos lo han hecho, por lo general, actuando a título personal, o designados por organismos internacionales, gubernamentales o no. Existe algún tipo de colaboración prestada, en forma esporádica, a través de organismos internacionales de integración regional o mundial, pero sin continuidad y fundamentalmente sin carácter orgánico.

Como lo hemos señalado ya, el cooperativismo argentino no se ha ocupado hasta el presente de elaborar una estrategia en materia de ayuda al desarrollo cooperativo. Los problemas internos han sido sumamente serios como para absorber la atención de los cooperadores. Ahora ha llegado el momento de prestarle la merecida atención. Acaba de realizarse el Congreso Argentino de la Cooperación, cuarto en la historia del cooperativismo argentino y primero organizado por el movimiento integrado. Las cuestiones de la posible ayuda al desarrollo cooperativo en otros países no fueron tratadas, porque 1983 fue un año en que los cooperadores — como todos los argentinos — tenían

su preocupación concentrada en la tarea de restablecer la democracia y solucionar la crisis económica de extraordinaria gravedad. Ahora, si bien es cierto que queda por delante la formidable tarea de consolidar la democracia y asegurar su continuidad, y en materia económica habrá que llevar a cabo esfuerzos prolongados para mejorarla sensiblemente, hay que reconocer que el clima político y social permite dedicar atención al tipo de cuestiones que venimos refiriendo.

Es difícil suponer que en el corto plazo el cooperativismo argentino se lance a una campaña orgánica de ayuda al desarrollo cooperativo en otros países en vías de desarrollo, pero sí, en cambio, creemos que podría participar en planes multilaterales iniciados por las organizaciones de países desarrollados que tienen inquietud y experiencias en este campo.

Además, no debe desecharse la posibilidad de contar con algún tipo de apoyo gubernamental argentino a la participación en esta empresa. El gobierno constitucional, a través del presidente, ha manifestado de diversas formas su apoyo a la cooperación libre. Por primera vez en la historia un presidente argentino, en el mensaje al Congreso al asumir el mando, se ocupa del cooperativismo, y lo hace en términos serios y respetuosos de su autonomía, reconociendo su valor como herramienta de mejoramiento social. De la misma forma se ha expresado en la carta remitida al Congreso Argentino de la Cooperación, en su sesión de clausura. Además, en un plano que trasciende las palabras, se ha creado la Secretaría de Estado de Desarrollo y Acción Cooperativa, en el marco del Ministerio de Economía, jerarquizando así el tratamiento de los problemas de la cooperación en el seno del gobierno.



## 5. Ideas para impulsar la participación

El movimiento cooperativo argentino, a través del órgano de coordinación de sus dos confederaciones (denominado Consejo Intercooperativo Argentino) ha propuesto hace ya tiempo a la Alianza Cooperativa Internacional la apertura en Buenos Aires de una oficina regional de dicha entidad, al estilo de las existentes en África y Asia, para cubrir las necesidades de América Latina. No cabe duda que se cubriría así una necesidad de la Alianza — que no ha logrado todavía afianzar sus bases en América Latina — y también la sentida por los cooperadores del área. El movimiento cooperativo argentino ha ofrecido financiar los gastos de la oficina, naturalmente con sobriedad, excluyendo el salario de quien se desempeñe como Director de la misma y todos los gastos de pasajes y desarrollo de planes especiales de trabajo. Ha ofrecido, en síntesis, la infraestructura mínima necesaria para el despegue.

La apertura de tal oficina impulsaría el interés del movimiento cooperativo argentino por las cuestiones del desarrollo cooperativo en los países latinoamericanos, por el contacto que los dirigentes nacionales tomarían lentamente con los problemas de éstos. Se crearía poco a poco un flujo de información favorable para todos, y la promoción del desarrollo cooperativo ganaría sin lugar a dudas. Es obvio que la conducción de dicha oficina regional debería estar a cargo de un director que, en principio, no sea de nacionalidad argentina, a fin de evitar que la concentración de la sede y el director pueda generar resistencias en otros países, y también que un consejo asesor integrado por todas las organizaciones cooperativas latinoamericanas afiliadas a la Alianza Cooperativa Internacional debería participar activamente en la

discusión de los proyectos. Pero todo esto aumentaría el interés de los cooperadores argentinos por la ayuda al desarrollo, y aumentarían los fondos destinados a ese fin.

Por otra parte, el cooperativismo argentino puede también brindar una colaboración interesante actuando como anfitrión de cooperadores de movimientos con un grado menor de desarrollo, que deseen conocer experiencias que son más accesibles y comprensibles que las europeas o norteamericanas. Esto bien puede realizarse a través de programas multilaterales, en que parte de los gastos que demandaría el montaje de un proyecto relativamente ambicioso sean soportados por organizaciones cooperativas o agencias gubernamentales de países desarrollados.

Para llevar a la práctica algunas de estas y otras ideas, sería útil realizar una reunión entre quienes puedan coincidir con la idea de incorporar al trabajo internacional por el desarrollo de la cooperación a un movimiento antiguo, que ha crecido por su propio esfuerzo, y practica una ortodoxia doctrinaria que goza de respeto a todos los niveles.

Antes de concluir, vale la pena señalar que es mucho lo que puede hacerse en América Latina en el campo del intercambio económico entre cooperativas y la colaboración entre las mismas para actividades de ese tipo. Existen ejemplos concretos de integración institucional (como la Organización de las Cooperativas de América, que se encuentra en un proceso de recuperación), pero queda aún mucho por hacer en materia de acción común en materia económica. Detectar esas posibilidades, y desarrollarlas, es un desafío que aguarda a las nuevas generaciones de cooperadores latinoamericanos, y el movimiento argentino no declinará su responsabilidad en esta cuestión fundamental y principista.

## INTERNATIONAL CO-OPERATIVE DEVELOPMENT AND THE ARGENTINIAN CO-OPERATIVE MOVEMENT

*The philosophy behind development during the 50s envisaged, almost exclusively, the transfer of knowledge and the sending of experts and equipment from developed countries to developing countries.*

*Nowadays, development is no longer seen merely as implementing prototypes which have been successful in developed countries. In addition to aid from industrialized countries, which is still sorely needed, aid from countries in different stages of development has also proved to be invaluable. For example, when co-operative leaders are trained in settings which are more similar to those they are used to they do not lose sight of the realities of the situation in their own country.*

*The ICA Regional Offices have helped enormously in implementing development aid because they are nearer to the realities of poor countries, which are completely different to those of developed countries. Their experience helps limit the losses incurred adapting prototypes to local conditions.*

*Multilateral co-operative development plans not only permit the resources of the movements from industrialized countries to be used more judiciously, but also allow the movements from developing countries to participate in the development process and to become aware of the values which they can contribute.*

*The Argentinian Co-operative Movement unites more than a quarter of the population and is involved in a variety of economic and social activities. It regroups co-operatives of all sizes and has traversed innumerable political situations. Although the processes of democratization are progressing, a global strategy of aid to development has yet to be defined. The Argentinian co-operative movement cannot embark alone on a programme of development aid, but it is ready to take part in an international project. The Argentinian Inter-Co-operative Committee has proposed that the ICA should establish a Regional Office in Argentina, and agreed to pay for the infrastructure of such an office. They feel that the Director should be a foreigner so that he would contribute impartially to co-operative development in all Latin American countries.*

---

## LE DÉVELOPPEMENT COOPÉRATIF INTERNATIONAL ET LE MOUVEMENT ARGENTIN

*La philosophie du développement des années 50 envisageait presque exclusivement la diffusion de connaissances, l'envoi d'experts et de certains équipements à partir des pays développés. Actuellement le développement n'envisage plus l'imitation d'archétypes venus d'ailleurs. Dès lors, à côté de l'aide toujours nécessaire des pays industrialisés, celle de pays à divers stades de développement s'avère nécessaire. Les bureaux régionaux de l'ACI contribuent à réaliser cette synthèse en facilitant l'approche des réalités des pays pauvres, fondamentalement différentes de celles des pays développés, limitant ainsi les pertes engendrées par les besoins d'adaptation.*

*Les plans multilatéraux de développement coopératif permettent aux ressources des mouvements des pays industrialisés d'être plus judicieusement utilisées et ils permettent aussi aux mouvements des pays en voie de développement de participer, donc de prendre conscience des valeurs qu'ils véhiculent. En outre lors de la formation à l'étranger des futurs leaders des coopératives en développement, le déracinement apparaîtra forcément moindre si les stages se déroulent dans un cadre plus comparable à celui que ces coopérateurs connaissent.*

*Le mouvement coopératif argentin rassemble plus d'un quart de la population et agit dans une grande variété de domaines économiques et sociaux. Il regroupe des coopératives de toutes dimensions et a traversé la plupart des contextes politiques imaginables. Le processus de démocratisation va bon train, toutefois aucune stratégie globale d'aide au développement n'a encore été définie. Le mouvement argentin ne peut se lancer seul dans une action d'aide au développement, mais il est prêt à faire partie d'un projet concerté sur un plan international. Le Conseil Intercoopératif Argentin propose à l'ACI d'établir un bureau régional dans le pays. Il en financerait l'infrastructure. Le directeur devrait être étranger afin de contribuer d'une manière équilibrée au développement coopératif de tous les pays d'Amérique latine.*

## DIE INTERNATIONALE GENOSSENSCHAFTLICHE ENTWICKLUNG UND DIE ARGENTINISCHE BEWEGUNG

Die Entwicklungsphilosophie der 50er Jahre stützte sich fast ausschließlich auf die Verbreitung von Wissen, die Entsendung von Sachverständigen und die Lieferung bestimmter technischer Arbeitsmittel durch die entwickelten Länder. Heute wird bei der Entwicklung nicht mehr an die Nachahmung fremder Urformen festgehalten. Neben der nach wie vor erforderlichen Unterstützung durch die Industriestaaten erweist sich daher nun auch die Hilfe von Ländern in verschiedenen Entwicklungsstadien als notwendig. Die Regionalbüros des IGB tragen zur Verwirklichung dieser Synthese bei, indem sie den Zugang zu den realen Gegebenheiten der armen Länder erleichtern, die ganz anders sind als in den entwickelten Ländern, und damit die durch die Anpassung bedingten Verluste beschränken.

Im Rahmen der multilateralen genossenschaftlichen Entwicklungspläne können die von den Bewegungen der industrialisierten Länder zur Verfügung gestellten Mittel sinnvoll eingesetzt werden; den Bewegungen der Entwicklungsländer bieten sie die Möglichkeit teilzunehmen und damit zu erkennen, welche Werte sie in sich tragen. Außerdem werden sich die künftigen Leiter der in der Entwicklung begriffenen Genossenschaften in ihrer Schulungszeit naturgemäß weniger entwurzelt fühlen, wenn sie in einem Rahmen ausgebildet werden, der sich mit dem vergleichen läßt, was sie bereits kennen.

Die argentinische Genossenschaftsbewegung erfaßt ein Viertel der Bevölkerung und ist in vielen verschiedenen Wirtschafts- und Sozialbereichen tätig. Sie faßt Genossenschaften aller Größen zusammen und ist mit den meisten nur denkbaren politischen Konstellationen in Berührung gekommen. Der Demokratisierungsprozeß schreitet gut voran, aber eine globale Strategie der Entwicklungshilfe ist vorläufig noch nicht festgelegt worden. Die argentinische Bewegung kann sich nicht allein an eine gezielte Entwicklungshilfe wagen, aber sie ist bereit, sich an einem konzertierten Projekt auf internationaler Ebene zu beteiligen. Der argentinische Genossenschaftsrat schlägt dem IGB die Schaffung eines Regionalbüros in diesem Land vor. Er würde die Infrastruktur finanzieren. Der Direktor müßte Ausländer sein, damit er in ausgewogener Form zur genossenschaftlichen Entwicklung aller Länder Lateinamerikas beitragen kann.

# Food Production as if People Matter

by C.E.McKone\*

No apologies are offered for borrowing this title from Dr. E. F. Schumacher's classic work, "Small is Beautiful – A Study of Economics as if People Matter". He was the first to draw attention to the gap which exists between the planning priorities of governments at the macro-level, and the reality of development at the local level where small has to be beautiful. He illustrated this in a number of ways and, although the core of his book was devoted to technology, precisely the same principles could be applied to food production in developing countries. Here the populations, particularly in Africa, are outstripping the current organisational capacity of governments struggling with inappropriate policies. Much has been written about the growing number of countries that are now dependent on external food supplies, but the purpose of this article is not to catalogue this dependency, but to examine opportunities for a resurgence of food production, leading to food self-sufficiency and food security.

With the current emphasis on people's participation in development, agricultural co-operatives should have a role to play in food production, although there are perhaps more critics

of this form of economic enterprise than exponents. Paradoxically, agricultural co-operatives are at the forefront of food production in developed countries and are providing benefits to their members (small and large farmers), with the minimum of intervention by governments, and operating on strictly commercial lines in a competitive environment. Admittedly, in both North America and within the EEC, minimum support prices and intervention buying for cereal crops have contributed to ensuring that production takes place, and for some years, until quite recently, the market price for basic cereal crops was higher than the intervention price. What is important to note is that this particular form of government intervention, in most countries only available through co-operatives, has resulted in considerable food surpluses, often embarrassingly large and achieved by farmers who have responded to available incentives.

There are many examples in Europe, and elsewhere in the North, where agricultural co-operatives are extremely successful in planning the production and marketing of food, including cereals, meat and dairy products, thereby ensuring that production takes place, with adequate incentives and rewards for small farmers. The food produced is a cash crop for farmers who, by working together, successfully feed the majority of the populations which are non-agriculturally based.

---

\* Mr. C.E. McKone is a Consultant for Co-operatives in Agricultural and Rural Development. He was previously Director of the Plunkett Foundation.

It is generally acknowledged that attempts to transfer these models of co-operatives to developing countries is inappropriate, and experience shows that this can be unsuccessful. Nevertheless, it cannot be denied that certain principles and practices followed by these co-operatives are of direct relevance to developing countries. At this point in the discussion three statements or challenges are presented for consideration and will be analysed in more detail.

1. Food production is too important an economic sector to be a government responsibility.
2. A major emphasis is required for the development of agricultural co-operatives directly involved in the **planning of food production on a cash crop basis and with suitable incentives for farmers.**
3. There is a need for governments as well as international development agencies to adjust their policies in favour of food production as a cash crop, and give less priority to their persistent support for non-food cash crops, which has contributed to food shortages and endemic malnutrition.

### **Who is responsible for producing food?**

A simple answer to this question is that only governments feel any sense of responsibility for ensuring that the population at large, and particularly the urban dwellers, have sufficient food to eat. Farmers and those with access to land and the other inputs necessary, have an ability, in the right circumstances, to produce sufficient food for their own immediate needs and a surplus to feed others. But they do not have any responsibility, other than a

family responsibility, to grow food. They can, however, be motivated as with all human endeavour.

A review of agriculture and, in particular, food production in Africa indicates that governments have attempted to meet their responsibilities in a number of ways. All governments have agricultural extension services manned by trained field workers. With the assistance of external development agencies these services have been developed and are supported by experimental stations, focusing largely on the technical aspects of improved production techniques. Infrastructure, in the form of feeder roads into rural areas and storage and marketing facilities, has been developed. In some countries marketing co-operatives have been formed by the government, and credit has been made available together with other inputs (fertiliser, seed and pesticides). Governments set prices for the procurement of basic food crops and allocate the responsibility for buying and storing. Against this background it is expected that farmers will produce food in sufficient quantities to feed the nation. Unfortunately, experience shows that, in many countries, sufficient food has not been produced, even in situations where there are no climatic or land constraints.

An examination of the reasons for this failure reveals a multitude of problems. Frequent problems with the supply of inputs, delayed credit, failure to collect crops from farmers are all well known. Solving these organisational failures could contribute to more production, but is unlikely to create the environment necessary to ensure adequate production and food supply, leading to food security. Two issues appear to be at the core of the present problems. Firstly, a lack of participation by farmers and their organisations in the development process, and secondly, a fundamental lack

of understanding on the part of governments that food production like cash crop production is also a commercial enterprise which responds to structured price incentives, without which targeted production is unattainable.

It has to be stated that, as a general rule, government agricultural departments lack commercial experience and provide technical instruction, without any responsibility for the economic outcome of their advice, or accountability to their clients, the farmers, who are the risk takers. In many countries, through no fault of their own, extension workers lack transport to visit farmers and, although they operate to the best of their ability, are handicapped by lack of input supplies. In this situation it is no wonder that they have extreme difficulty in motivating farmers, particularly when input shortages are compounded by a government controlled price structure for crops that bears little relationship to effort in terms of labour and essential production costs.

In contrast to food production, non-food cash crop production is accorded a higher priority by governments. Non-food crops tend to suffer less from shortages of input supplies, and the procurement price offers more incentive to producers. In supporting cash crop production, particularly for export and foreign exchange, governments are facing their responsibilities to purchase essential imports like energy and industrial goods. However, this has largely been at the expense of basic food production, where good land is devoted to non-food crops or those food crops grown for export, like groundnuts or perhaps rice in an area where people do not traditionally grow or eat that foodcrop. Agricultural extension is more often directed towards cash crop production, and this in turn is reflected in the support given for cash crop marketing co-operatives in so many countries.

Food production can be achieved if support is given to farmers' organisations like agricultural co-operatives, with an emphasis on planned food production, rather than the present situation where the emphasis is placed almost solely on marketing and storage. Secondly, farmers' organisations need to become systematically and professionally involved with governments in joint determination of small farmer production costs, and the setting of prices that provide adequate incentives to ensure that producers will be motivated to produce the food required to feed the nation.

### **How can an Agricultural co-operative promote food production as a cash crop?**

In order to answer this question, it is necessary to examine briefly the ways in which agricultural and horticultural co-operatives achieve results in commercially competitive situations in Europe and other more developed areas.

Farmers and growers establish co-operatives with the minimum necessary assistance from their governments, or more usually a co-operative development agency or apex organisation. The form of co-operation is essentially a partnership between producers and consumers, with the agricultural co-operative (controlled by the farmer members) acting as the interface between the two partners and having the effect of making the partnership possible. In this situation the crop is produced at a price which is mutually acceptable to the growers and to the consumers, and the difference between these two prices provides the financial margin which pays for the services of the interfacing co-operative. The success of

the enterprise is due to a commitment by the farmer to produce, and a similar commitment by the consumer to buy from the co-operative. The arrangement is essentially commercial in nature and is able to withstand competition from other non-organised producers.

There are two interesting and significant differences in the organisation of this co-operative, in comparison with those most usually found in developing countries. The first is that the co-operative and its members plan the production on the basis of targets for individual farmer members. This is important because the consumers or buyers have to commit themselves in advance to purchasing the crop. The organised marketing through the co-operative requires a certain minimum level of throughput in order to ensure viability, and a sufficient margin of surplus to pay for the marketing service. In contrast, many co-operatives in developing countries are established on the basis of providing a marketing service, with no commitment from producers and no planned production. Production planning, if any, is left to government extension agents, whereas, in the example quoted from the North, the extension workers are employed by the farmers' co-operative and share the same risks as the farmers. This has the effect of committing them also to the production cycle.

A second significant feature of the system described is that the economics of the production cycle are acceptable to producers and buyers and provide the essential motivation to produce, through the incentives of prices and other benefits provided by the co-operative. In contrast, the developing country situation usually fails to provide satisfactory prices to the producer (government controlled), and insufficient crops are marketed through the co-operative (non-viable), resulting in a

consequent inability to provide additional benefits to members, with the result that the system breaks down.

In addition to the characteristics described in the model from Europe, we can draw on experience from India. The Mulukanoor Co-operative Rural Bank in the Karimnagar District of Andhra Pradesh was established in 1956 and currently has some 3,500 farmer members predominantly involved in growing paddy rice as a cash crop. They provide production credit, farm inputs, marketing and storage, banking services, and a variety of other services for their members, including consumer shops providing all essential foods and domestic items. It is beyond the scope of this article to describe at length the success which has been achieved at this co-operative, but it is of direct interest to single out two important features from amongst many of the exciting developments at Mulukanoor. Firstly, the financial base of the co-operative is a strong one, built up over many years from members' deposits. Their bankers are a commercial bank who provide credit at the right time, in the right amount, and are part of the commercial approach to food production. In some developing countries there are problems in obtaining credit, as is so often the case with government controlled agricultural credit programmes. Secondly, each time a farmer member takes a loan from the co-operative, a percentage of the loan is retained as a fixed deposit in the member's name and can only be withdrawn if the member leaves the co-operative eg. on retirement, or the savings are paid to his family on his decease. In this way large funds are built up in the co-operative over a period of years and can be used by the co-operative as collateral security for development loans. In addition, the farmer is committed to the co-operative because he has substantial savings in it, apart

from his shareholding. He looks forward to a nest egg on his retirement.

A feature of many farmers' co-operatives in the developed world is the provision of life insurance and sometimes insurance related pension schemes. This form of added benefit and protection for farmers (sometimes also for fishermen) and their families, is emerging in some developing countries. If this service were to be added to a co-operative involved with the production and marketing of food crops, it could strengthen the commitment and participation of the farmers.

The essential characteristics of an agricultural co-operative formed to promote the production of food as a cash crop in a developing country may be summarised as follows:

1. Sufficient membership and production potential to ensure that the enterprise is viable and can support itself with income generated from its main activity ie. producing, handling, storing and marketing a food crop.
2. A stable market demand for the food crop at local and national levels.
3. The co-operative should be progressively financed by its own membership and replace borrowed capital through building up fixed deposits which are acquired each time a member takes a loan.
4. Provision of production inputs at lowest price.
5. Provision of crop production loans, preferably provided by a commercial bank or a co-operative bank if it is largely independent from government.
6. Having access to commercial bank loans for crop purchase with the crop hypothecated to the bank whilst in store.

7. A systemised management operation with advisers drawn from the commercial sector, eg. banks.
8. An agricultural extension officer and assistants employed by the co-operative and responsible for the major task of planning production with farmer members.
9. Some form of life insurance and crop insurance, to reduce the risks to farmers and their families.
10. The co-operative should be following accepted international co-operative principles and striving for complete independence and autonomy from government, other than normal registration requirements.

An attempt has been made to draw together some of the characteristics for a co-operative model that could have the effect of motivating farmers to produce essential food as a cash crop. It is far from perfect, but the emphasis is to place the co-operative much closer to the commercial sector and, by design, further from the problems associated with government involvement. Food production is essentially a commercial enterprise which must adhere to the laws of economics. The first characteristic mentioned above stresses the viability, and the model assumes that the co-operative is at provincial or large district level, and a primary co-operative rather than a union. Its members are individual farmers and farmers' groups. The number of farmers involved and their potential output is critical to the viability of the co-operative. The exact numbers will depend on local circumstances, but are unlikely to be less than say 3,000 farmers producing sufficient staple cereal grain for marketing, so that the co-operative's income will support the minimum number of staff required to provide essential services.

Other characteristics of the model are proven devices which collectively could



have the effect of providing the essential motivation for farmers to produce. No special problems are foreseen in being able to sell all the grain produced, particularly in countries facing major food shortages. Problems may arise with national shortages of input supplies and shortage of suitably trained managers.

A systemised management system would be designed at the outset, and adjusted in the first year, to ensure that the management operation is as simple as possible. Lessons may be learned from credit unions whose success is due to their simple systems of handling people and money effectively.

As well as the incentives outlined above, it is necessary to offer a price premium to farmers selling their produce to the co-operative. This could only be achieved through maximum efficiency and lower handling costs than comparable operations run by government or parastatals. Price premiums are a key feature of many agricultural co-operatives in the North.

No recommendations are included for making the co-operative multipurpose other than having control over the inputs. The sole objective of the co-operative is to produce food. Diversification would only weaken the enterprise and complicate the management system. Only when food production begins to flow will benefits reach the poorer sections of the community in the form of less hunger without endemic food shortages, and more employment. It has to be accepted that this particular co-operative has only one objective, which does not directly involve being all things to all men. This emphasis on a single objective does not in any way diminish the role of co-operatives in helping the poorer sections of a community. However, such help will only be effective when a stable economic food production system has been created as a first priority.

## Policy Implications for Food Production

Setting aside droughts and other climatic constraints, the responsibility for the failure to produce sufficient food in so many developing countries must be allocated to governments, aided and abetted by the international development agencies, and compounded by the ever-increasing food aid programmes. This sweeping generalisation is made with impunity, in the knowledge that those responsible are themselves acutely aware of the food crisis, and apparently lack the political willpower, or the organisational basis, for adequate food production. Participation of the people in development is still unchallenged as the key to successful development and, in this respect, the agricultural co-operative fits neatly into structural planning.

Decentralised planning, and participation of people at local level, is a prerequisite for successful agricultural and rural development, and a number of countries in Africa are beginning to implement such policies. Since they gained their independence, the promotion and development of co-operatives has remained a high priority in many countries, but the close association with government has proved, with hindsight, to have been a mixed blessing. Although governments have contributed substantially to co-operative development, they have tended to under-emphasise the essential commercial nature of food production, whereas they have recognised this when supporting the development of cash crops. Understandably their concern for foreign exchange earnings has been given a high priority and is exemplified by the support given to co-operatives and other marketing structures servicing such cash crops as coffee, cotton and groundnuts. Many major irrigation

schemes have focused on these cash crops, leaving food production as a rainfed crop. Attention has been drawn to this by OXFAM in a recent publication reporting on the Sahel. (Why the Poor Suffer Most). It is also well known that pricing structures tend to favour urban populations, to the detriment of the rural areas whose populations, in most developing countries, are the creators of the nation's wealth from the soil.

There is a need for governments to recognise these imbalances and adjust priorities in favour of more incentives for food production, using co-operative models along the lines of those described in this paper. It may well be the case that policy decisions of this nature would be difficult to accept immediately on a national basis. However, a first step could be the development of a stronger form of agricultural co-operative whose sole objective is food production, and which unequivocally recognises the essential need for a package of incentives for farmers, such as is used by purely commercial enterprises to achieve their objectives. In this experiment the government has to take a back seat and allow the co-operative to drive on an open road, free from interference.

The international development agencies and the development banks are as concerned as anyone about the declining food production. They recognise the political constraints, but at the same time know that their development aid has largely followed the shopping lists provided by governments. This has contributed to the imbalances in development and the endemic food shortages and debilitating malnutrition. Their response to the food crisis should be a more critical appraisal of their current aid programmes and a soft pedal on the constant support for non-food crops

and those potential foreign exchange earning developments. They may incur the temporary displeasure of their member governments, but it seems a small price to pay in order to halt the catastrophic decline in food production. In particular, agencies should give more practical support to participation in development and move out of the current phase in which cosmetic attempts to initiate small experimental ventures appears to be their main response. There will be a need to influence government policy makers and develop understandings that the food crisis can only be solved with new approaches, which involve people's organisations, however imperfect, and are still in the process of definition. Support is needed to assist co-operatives and farmers' organisations to monitor and systematically study the real costs of food production as a separate exercise from governments who, in some cases, adjust their figures to fit their imbalanced policies. A fresh look at food aid programmes is needed, and a far more critical examination should be made of requests from countries where there is a potential for food production which is not being exploited.

This article would be incomplete and sterile if it did not end on a note of optimism. It is exciting in many ways to note that the technical side of food production has proceeded to develop to a point where there are few, if any, technical barriers to production, even in semi-arid areas. This has been achieved by government research, and the relentless drive of commercial development to a point where potential yields, new crops, and the cultivation of marginal land is possible with existing blueprints. The fact that actual production through organisational and structural problems is probably ten years or more behind the technical progress is a sobering thought.

However, the inference may be that a more commercial attitude is needed for food production, with less government and more people participation in commercially oriented agricultural co-operatives.

---

#### SOLUTION DES PROBLÈMES DE LA FAIM DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT GRÂCE À UNE PRISE DE CONSCIENCE POPULAIRE

*Il y a un hiatus entre la planification gouvernementale et les réalités locales. Au niveau élevé on cherche à obtenir des devises, à la base on désire manger à sa faim. Il faut revenir à la production des denrées alimentaires traditionnelles et commercialiser ces denrées plutôt que des produits dont le marché local ne peut pratiquement rien absorber.*

*Types et quantités des produits des coopératives agricoles occidentales ne sont pas déterminés par l'Etat, mais par des contrats négociés directement et aussi équitablement que possible avec les organisations de distribution ou de consommateurs. Le paysan ne se sent pas spontanément responsable de nourrir les gens des villes, lui il faut d'autres motivations. L'émulation est créée par l'espérance d'un bénéfice concret réparti entre les coopérateurs.*

*Les conditions nécessaires à une coopérative pour commercialiser une production alimentaire traditionnelle sont les suivantes: Qu'il y ait une demande nationale suffisante pour assurer un fond de roulement; que les matières premières soient accessibles à bas prix; que des prêts puissent être obtenus hors des circuits financiers gouvernementaux et garantis sur les stocks; que du personnel soit désigné et rétribué pour la planification, la gestion et le marketing et que les organismes de financement mettent à disposition leur expérience commerciale pour le développement des affaires; que des contrats d'assurance soient conclus afin que les risques soient répartis; que les coopératives aient à l'égard du gouvernement la même indépendance que les autres entreprises. Enfin, il faut qu'au début les bénéfices réalisés soient systématiquement utilisés à éteindre les dettes contractées. Préalablement à la réalisation d'une telle coopérative il convient de s'assurer que le nombre de membres et la quantité de leur production soient suffisants pour justifier des investissements nécessaires et procurer quelques surplus.*

*A promouvoir un tel type de coopérative, les agences internationales risquent de déplaire aux gouvernements mais l'enjeu humain vaut largement ce risque. Dans le cadre d'entreprises saines, l'application des méthodes et des technologies actuelles permettrait à brève échéance d'obtenir des résultats positifs.*

---

#### LA SOLUCIÓN A LOS PROBLEMAS DE HAMBRE EN LOS PAÍSES EN VIAS DE DESARROLLO GRACIAS A UNA TOMA DE CONCIENCIA POPULAR

*Existe una gran diferencia entre la planificación gubernamental y las realidades locales. En las altas esferas lo que se quiere es obtener divisas mientras que en la base se necesita satisfacer las necesidades alimentarias. Se debe volver a la producción de alimentos tradicionales y comercializar estos productos en lugar de aquellos que el mercado local prácticamente no puede absorber.*

*El tipo y la cantidad de los productos de las cooperativas agrícolas occidentales no están determinados por el Estado sino por los contratos que se negocian directamente de la manera más equitativa posible, con las organizaciones de distribución o de consumo. El campesino no se siente responsable espontáneamente de alimentar a la gente de la ciudad: le hacen falta otras motivaciones. La emulación se crea por la esperanza de obtener un beneficio que sea repartido entre los cooperadores.*

*Las condiciones que necesita una cooperativa para comercializar los productos alimentarios tradicionales son las siguientes: que exista una demanda nacional suficiente para asegurar un capital de explotación; que los precios bajos permitan el acceso a las materias primas; que se pueden obtener préstamos fuera de los circuitos financieros gubernamentales y que éstos estén garantizados con las existencias; que se designe y retribuya al personal encargado de la planificación, la gestión y la comer-*

cialización, y que los organismos de financiamiento ofrezcan su experiencia comercial para fomentar el desarrollo de los negocios; que se concluyan contratos de seguro para que los riesgos estén repartidos; que las cooperativas tengan la misma independencia frente al gobierno que las otras empresas. Al principio es necesario que los beneficios que se obtengan se utilicen de manera sistemática para pagar las deudas contraídas.

Antes de realizar este tipo de cooperativa, conviene asegurarse de que el número de miembros y el volumen de su producción sean suficientes para justificar las inversiones necesarias y para proporcionar algunos excedentes.

Si los organismos internacionales promueven este tipo de cooperativas, corren el riesgo de no contar con la aprobación de los gobiernos, pero el interés humano que está en juego bien vale este riesgo. Dentro del marco de empresas sanas, la aplicación de los métodos y tecnologías actuales, permitiría a corto plazo obtener resultados positivos.

---

### LÖSUNG DER HUNGERPROBLEME IN DEN ENTWICKLUNGSLÄNDERN DURCH EINSCHALTUNG DER BEVÖLKERUNG

Es klafft eine Lücke zwischen staatlicher Planung und lokalen Gegebenheiten. Auf höherer Ebene bemüht man sich um Devisen, an der Basis will man sich sattessen. Man muß wieder zur Erzeugung traditioneller Nahrungsmittel zurückkehren und diese auf den Markt bringen, nicht aber Produkte, die der lokale Markt praktisch nicht aufnehmen kann.

Arten und Mengen der von den westlichen Agrargenossenschaften erzeugten Produkte werden nicht vom Staat bestimmt, sondern so gerecht wie möglich unmittelbar mit den Verteiler- oder Verbraucherorganisationen ausgehandelt. Der Bauer fühlt sich nicht spontan für die Ernährung der Städte verantwortlich, er braucht andere Motivationen. Die Nacheiferung wird durch die Erwartung eines konkreten Gewinns ausgelöst, der unter den Genossenschäftern aufgeteilt werden kann.

Damit eine Genossenschaft eine traditionelle Nahrungsmittelproduktion absetzen kann, müssen folgende Voraussetzungen erfüllt sein: die Nachfrage im Land muß so groß sein, daß sie für den Aufbau eines Betriebsmittelfonds ausreicht; die Grundstoffe müssen zu niedrigen Preisen zur Verfügung stehen; es muß möglich sein, außerhalb der staatlichen Finanzmärkte Darlehen aufzunehmen, die durch die Lagerbestände abgesichert werden; es muß Personal für die Planung, die Verwaltung und die Vermarktung bestimmt und besoldet werden; die Finanzierungsanstalten müssen ihre kommerzielle Erfahrung für die geschäftliche Entwicklung zur Verfügung stellen; es müssen Versicherungsverträge abgeschlossen werden, damit die Risiken umgelegt werden können; die Genossenschaften müssen dem Staat gegenüber genauso unabhängig sein wie die anderen Unternehmen. Schließlich müssen die erzielten Gewinne zu Beginn systematisch für die Schuldentilgung benutzt werden. Vor der Gründung einer solchen Genossenschaft muß man sich vergewissern, daß die Zahl der Mitglieder und ihre Produktionsmenge ausreichen, um die notwendigen Investitionen zu rechtfertigen und einen gewissen Überschuß zu sichern.

Eine internationale Organisation, die versucht, Genossenschaften dieser Art zu fördern, läuft Gefahr, den Regierungen zu mißfallen, aber der menschliche Einsatz wiegt das Risiko mehr als auf. Im Rahmen gesunder Unternehmen könnten mit modernen Methoden und Technologien binnen kurzem positive Ergebnisse erzielt werden.

---

### REFERENCES

1. Small is Beautiful – A Study of Economics, as if People Matter, E.F. Schumacher, Blond & Briggs, 1973.
2. Multipurpose Co-operatives in Andhra Pradesh, India, C.E. McKone, Plunkett Foundation, Oxford, 1981.
3. Why The Poor Suffer Most – Drought and the Sahel, N. Twose, Public Affairs Unit, OXFAM, Oxford, 1984.

# The ICA Development Policy and Its Implications for Education and Training Priorities of Developing Countries

by Koenraad Verhagen\*

## 1. Co-operative Promotion: A Value-Bound System

This paper will examine to what extent co-operative education and training practices have been consistent with the generally recognized objectives of co-operative development; objectives which are value-inspired and have received their orientation from co-operative ideology. Co-operative ideology is explicit in its concern for the economically and socially weaker sections of society (see for example ICA 1977 and 1980). Accordingly, the most recent ICA document in this record "An ICA Policy for Co-operative Development" (1983) stresses the "need for co-operation" (p.6) as a means to combat rural and urban poverty and mentions the pursuance of "**social equity**" at community and country levels as one of the development objectives. In consequence, where co-operation is purposely promoted as an instrument of positive change, the economically weak have the prior claim on assistance. This assistance can only be regarded as effective if it enables the poorer sections of society to act upon the accepted co-operative values of **self-help** and **self-**

**administration** to enhance their capacity for collective self-defence.

The major contention of this paper is that, by and large, co-operative education and training in developing countries has been counter-productive in achieving co-operative development objectives and therefore needs fundamental change. This is primarily the result of misguided co-operative promotion strategies, rather than inadequate education and training practices as such.

Any deliberate effort to speed up and strengthen the process of co-operative development can be considered as a form of co-operative promotion. Besides co-operative education and training, the complex of promotional measures and arrangements include manpower management, co-operative financing, interventions with public and political institutions, research, planning, the provision of managerial assistance to co-operatives, supervision, etc. The way these activities are organised and relate to each other, are the reflections of a strategy. If the strategy is faulty, no amount of effort and energy spent on co-operative education and training, will help to reach the commendable co-operative development objectives.

\* Mr. Koenraad Verhagen is Research Officer at the Royal Tropical Institute's Department of Social Research in Amsterdam.

## 2. Apparent contradictions between ideology and practice

Despite some encouraging examples to the contrary (which deserve further study) the most glaring contradictions are in short the following:

- (i) Co-operatives, in their objectives and modes of operation are, more often than not, far removed from the aspirations and inspirations of the poor majority (small farmers, the landless, urban slum dwellers, etc.).
- (ii) Promoters of co-operative development have been rather insensitive to the impact of their co-operatives on intra-household relationships. Women are de facto or de jure (no land title) excluded from membership and from access to services.
- (iii) Despite co-operative education and training programmes, few objective observers will deny that co-operative autonomy and member participation are still at a low level in most developing countries. If the promoting organisation often government departments, withdrew their assistance, most registered co-operatives would simply cease to exist.
- (iv) A new, and well entrenched caste, of co-operative promoters has emerged, many of them in an educational or training capacity. Collectively they constitute a co-operative elite which directs and controls the co-operative promotion machinery. Most of them are located in government controlled institutions. Though co-operatives are highly dependent on their services, these officials are not accountable for the quality of their

services to the members; a situation which negates the very idea of co-operative self-reliance and democracy.

## 3. Cause

Before drawing tentative conclusions as to how the above contradictions could be overcome by educative and training activities, we should first consider where the strategies of the past may have erred and what sort of an alternative strategy may be considered. One major reason is that the practice of co-operative promotion, and related educational and training activities, have no valid scientific grounding. They are based on assumptions which are, if not fallacious, highly questionable. These assumptions are:

- (i) that government departments or related agencies, such as agricultural banks, after having nurtured co-operative development for a number of years, and dominated the co-operative scene, would be willing gradually to reduce their controlling powers and systematically promote co-operative autonomy; (what we see, at the moment is a development in the opposite direction);
- (ii) that co-operative organisations, which have been set up by public or private agencies in a non-participatory manner, can be 'co-operativised' (for example by co-operative education) and 'de-officialised'. (This assumption ignores the inter-relationship between process and product. You cannot make people participate simply by imposing a participatory model – such as a co-operative);

- (iii) that a formal egalitarian statute (one man, one vote) would guarantee a proper balance of power between members and, consequently, an equitable spread of benefits among members belonging to different social strata; (Practice shows, however, more often than not, a cumulation of powers in the hands of a privileged few);
- (iv) that possible benefits accruing to a predominantly male membership would automatically trickle down to other household-members (women and children);
- (v) that co-operative development can be furthered by the early formation of a national co-operative apex organisation at a stage when the affiliated organisations are far removed from an ability to exercise local autonomy, let alone being able to control the operations of a higher level apex body;
- (vi) that the conspicuous shortcomings of the official co-operative sector in the average developing country are a reflection of the lower stage of development of that country as a whole, and therefore can be remedied by education and training. (However, there might be a more valid explanation: existing "official" co-operatives with structures, objectives and rules of operation, which have been conceived, set up and promoted by people other than those who were supposed to co-operate, are not appropriate to perform the development tasks they are expected to fulfil.);
- (vii) that meaningful co-operative action is only feasible in the framework of a 'registered co-operative society', sufficiently large and structured as to comply

with the provisions of a 'Co-operative Societies Act', and the regulations and other directives made under it. (However, it is increasingly recognized that unofficial smaller groups often offer much better chances for active member participation and have the additional advantage of being less exacting in terms of technical and financial assistance (ILO 1976; DSE 1981; FAO Consultation 1982)).

In retrospect it is surprising that, over the past decades, so little protest or warning has been heard from international co-operative circles about the indiscriminate use of the co-operative form of organisation by national governments in the pursuit of national objectives. Governments, eager to extend their spheres of economic or political influence, have used co-operatives for a variety of purposes, especially as 'instruments' for the implementation of national schemes, such as the distribution of consumer goods, expansion of agricultural credit, the purchase of agricultural produce at government controlled prices, etc. Granted the need for such schemes, their magnitude and short-time frames seldom permit organisational development which takes account of the need for steady growth and co-operative self-reliance. Their targets are normally set in quantitative terms such as number of loans or volume of credit to be disbursed, tonnages to be purchased, etc., all of which denies the intrinsically unplannable nature of co-operative development as a process of organic growth.

Co-operative education and training practice in developing countries has been mainly paternalistic and curative in nature, not out of conscious design, but because of its organic links with the overall co-operative promotion system.

Even to-day, most of the resources for co-operative education and training are directed to a state controlled co-operative sector. To legitimise such efforts, from a co-operative perspective, official documents may make reference to such aims as "making members aware of their rights" (which more often than not they have no power to exercise) "and of their duties" (to make members comply with the roles conceived and enforced upon them by the promoting bureaucracy); or "to help co-operators identify themselves with the objectives of co-operative enterprises" (objectives which have been derived from national, not members' priorities). In manpower training, an often declared objective is "to strengthen the business efficiency of co-operatives". However, to the extent that such training has the desired effect, one may argue that it also has the unintended side-effect of reinforcing the status quo; which, in its turn, may hamper the process of fundamental change in co-operative development strategy.

#### **4. A New Approach**

If we accept, as a premise, the mutual dependence and conditioning between the overall co-operative promotion system and co-operative education and training practices (as a sub-system), it becomes clear that any fundamental change in co-operative education and training can only be achieved within the framework of a revised co-operative development strategy. A new approach is required, which could be termed a participatory approach because participation is the key-concept pervading all promotional efforts. Implicitly, this dismisses the more directive approaches and emphasises the co-operative values of self-reliance and self-administration. The approach is both progressive, by

not being conventional, and fundamental in its attachment to co-operative values. A schematic representation of the differences between the "conventional" approach and the "participatory" approach to co-operative development in rural areas can be found on page 158 of the author's book "Co-operation for Survival". This was also published in the ICA Review of International Co-operation, Volume 77, (No. 2, 1984).

#### **5. Implications for Co-operative Education and Training**

In a participatory approach prospective members are no longer 'educated' in the usual sense. there is no one-way transmission of a package of knowledge and ideas from educated to uneducated. Instead, through group discussions, a learning situation is created in which new knowledge emerges directly related to the reality of practical problems faced by the target population ("the people"). Thus, a co-operative educationist becomes a facilitator of, and participant in, an experimental learning process directly linked to co-operative action and inter-action. How this process can be initiated and stimulated by catalytic intervention of development workers has been described and analysed in my book "Co-operation for Survival" based on action-research in resource-poor villages in North-East Thailand and the Dry Zone of Sri Lanka.

In the early stage of co-operative education as a separate promotional organization there is no need for formal co-operative activity. Co-operative education in a participatory approach is to a large extent self-education. It is integrated in group action and in the members' collective deliberations. Outside assistance is given through multi-func-



tional "group promoters", rather than educational specialists. Rules and regulations are developed in a dialogue atmosphere and are subject to regular review in the light of experience and changing circumstances.

In addition, depending on the type of action, members may need assistance in the organisation of technical training (livestock farming, fish farming, tree plantation, house construction, etc.). However, it should be realised that the poorer sections of society have little spare-time to attend group sessions and training courses. Therefore, the initiation of the learning process, as discussed in the above, and related training activities should be organised at the level where people live and work. In rural areas, this is at the village level or below. This point needs particularly stressing for co-operative promotion among rural women. Female farmers are less mobile because of the additional household tasks. At the same time, they are often in charge of activities of critical importance in the production cycle: nursery, seed selection, storage, processing. They are more involved than men in such activities as rearing small livestock, beekeeping, dairy production; activities which lend themselves well to co-operative group action in the fields of production, processing or marketing. There are, in many cases, strong arguments for women-only co-ops, or autonomous women sections, as their interests may differ from those of the male 'heads of households'.

## 6. Training of Local Cadres

Conceptually, we should differentiate between local cadres such as committee members, and professional development workers. Local cadres originate from the milieu of the target population and are selected by them. Co-operative

development workers (group promoters) are intervening outsiders, recruited by, and in the service of, a Development Agency.

While member education and training in the conventional approach is usually a residual activity, more attention tends to be given to the training of local level "cadres" such as committee members and lower co-operative staff (book-keeper, etc.). Such training is usually organised at special centres and schools. The arrangement entails a physical separation from the village milieu during the time that the course is held and the temporary inclusion of the trainees in classroom atmosphere far removed from village reality.

If, however, local cadre training is meant to support the functioning of participatory organisations, there are strong arguments to have this cadre training, as well as member training, organised at village level. Here we could use the example of the Sri Lankan Credit and Savings Societies' movement. Its system implies that one successful village-based co-operative acts as a host village for delegates from other villages. Such an arrangement reinforces the self-reliant, participatory nature of the training system and gives maximum responsibility to the co-operative leadership. It forces the professional co-operative educator/trainer to come down to the villages instead of the villagers going up to the trainers.

In a participatory scenario, the prime responsibility for member education and 'subject matter' training, dealt with in the previous chapter, ought to lie with local cadres, acting as 'bare-foot' semi-professionals. As such, they may receive some form of material compensation from a co-operative promoting agency to make up for costs of transport or loss of labour time, but under no circumstances should they become financially dependent on such agencies (see

for example the study on the use of semi-professionals in rural development by Esmen et al., Rural Development Committee, Cornell University, 1980).

## 7. Staff Training

The lion's share of resources for co-operative education and training is, at present, directed to the training of high level and middle level cadres. A training system entrenched in the conventional strategy, reflecting the logic of the overall system, will produce and reinforce the same sort of contradictions as have become manifest in the co-operative sector as a whole.

When little attention is given, in co-operative promotion, to the development of **appropriate** co-operative organisations, adapted to local situations and adjusted to the specific needs of the poor majority; moreover, when one-sided emphasis is given to the propagation of "modern", relatively large size, co-operative enterprises; then the need automatically arises for highly qualified but costly managers and other experts in a variety of technical fields. The dearth of such people in developing countries has made the co-operative sector highly dependent on the better staffed government departments; while the sheer size of co-operative enterprises and the nature of their development tasks have made them particularly vulnerable to political manipulation.

High level and middle level manpower training for co-operative development has been primarily geared towards the teaching of technical skills of management, accountancy, marketing, credit administration, etc. Before asking oneself what the unfulfilled training needs of the existing co-operative sector are, one should consider whether the poor majorities, in the rural areas and the cities, need the type of co-

operatives which have been promoted till now. In situations where the services rendered by such co-operatives prove inaccessible, or irrelevant, to their needs, and where the political and administrative environment in which these co-operatives operate leave little room for member participation, there is a strong case for promoting small farmer-only, women-only, or landless-only co-operative groups and organisations outside the scope of the existing official co-operatives.

In a participatory approach, there is still a need for high level and middle level cadre training, but the conditions of training and use of such cadres are fundamentally different. Essentially their role will be to initiate, back-up, and supplement such efforts at the grassroots level, which will enable the weaker sections of society to take charge of their own destiny by co-operative effort; "promoters" who will be mentally and technically equipped to set in motion and sustain "innovative pilot projects" (ICA Policy Document, p.11). There is no hard and fast rule as to by whom such persons should be employed. Yet, it should be admitted, that a non-governmental organisation seems better placed for applying a participatory style of intervention than government institutions.

Wherever such persons are located – in government, in a co-operative, or another kind of non-governmental organisation – it would appear that innovative participatory projects would require three distinct types of development workers:

- (i) Co-operative group promoters or professional fieldworkers (male and female) who intervene at village or slum level, able to communicate with the target population; to investigate their economic and social situation in a participatory manner; to organise group discussions; to

assess their training needs; and to set in motion a self-sustaining process of co-operative action and organisation.

- (ii) Academics who are morally and intellectually equipped to assist group promoters and other fieldworkers in the analysis and evaluation of their own working experiences (self-evaluation) and the development of a methodology of intervention adjusted to the specific functional and geographic areas of intervention.
- (iii) Project or programme managers with administrative capabilities and diplomatic skills, able to co-ordinate the various supporting measures and services, and willing to protect lower level project staff when they come under attack from powerful political or commercial interest groups, who view participatory approaches as a challenge and threat to their own systems of intervention.

## 8. Support from the International Co-operative Community

The above rather critical assessment of co-operative reality is necessarily schematic and lacks articulation. In many countries even government officials have been able to introduce experimental schemes, which embody some or most of the structural characteristics of a participatory approach.

Yet, it should also be recognised that many initiators of more genuine forms of co-operative development deliberately keep away from the official co-operative sector for fear of being absorbed and dominated by bureaucratic priorities and an inflexible system of rules and regulations.

In the author's view, international co-operators, loyal to the cultural heritage

of the founders of the movement, are under an obligation to support the more promising and genuine forms of co-operative development, irrespective of the banner under which they are promoted. Moral, technical or financial support could be considered around the following issues:

- (i) The undertaking of country surveys to identify and take stock of the institutions or persons engaged in, or willing to initiate, participatory co-operative development programmes and projects;
- (ii) The organisation of workshops, primarily at country level, to facilitate exchange of experiences between such institutions and persons and the development of appropriate methodologies of co-operative promotion;
- (iii) As a complement to (ii), the development of appropriate training and education systems, e.g. simple book-keeping systems in the local language for village co-operatives and co-operative groups, which could also serve as a lever for functional literacy;
- (iv) The elaboration of easy-to-implement participatory systems of evaluation, which will enable co-operative development workers to assess and regularly review the consequences of their promotional efforts on the economic and social position of the weaker sections of society.

This paper has been written as a challenge to those who feel committed to the values embodied in co-operative doctrine and who share the opinion that a co-operative sector, which offers little or no prospects to the most deprived social groups is out of balance. Also, to argue that, for an ICA policy to become effective, those values have, essentially, to be integrated in the methodology of co-operative education and training.

## LA POLITIQUE ACI DE DÉVELOPPEMENT: PRIORITÉS ÉDUCATIVES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

*Y-a-t'il une relation évidente entre l'éducation coopérative courante et les principes de la coopération?*

*Dans les pays en développement le fonctionnement des coopératives est bien éloigné des préoccupations de leurs coopérateurs; les femmes n'y sont pas les égales des hommes; les sociétaires ne prennent que peu part à la gestion; les promoteurs sont des employés d'état qui n'ont pas de comptes à rendre aux coopérateurs; les organismes de financement ou l'état n'ont que peu tendance à se retirer une fois la coopérative lancée; des organismes privés ou d'état deviennent soudain des coopératives par la seule vertu d'un acte juridique. Les coopératives du Tiers Monde, en général, relèvent davantage du paternalisme et des solutions de crise que de l'esprit coopératif.*

*Une nouvelle approche est nécessaire. Une vraie coopérative ne peut s'élaborer que grâce à la participation. Cependant les pauvres n'ont que peu de temps à consacrer aux réunions éducatives ou de gestion. Leur coopérative ne peut s'élaborer qu'au cours du travail réalisé en commun. L'éducateur doit aller à la rencontre des coopérateurs sur leur terrain. L'essentiel ne peut être fait que par des gens d'expérience qui participent. Le recours à d'onéreux experts, l'excès de modernisme et une gestion trop sophistiquée dépassent les coopérateurs et les rendent vulnérables aux manipulations.*

*Il faut des cadres supérieurs, certes, mais qui épaulent puis savent s'effacer. Ces éducateurs initiaux doivent être de trois types: des animateurs qui sachent servir de catalyseurs des valeurs coopératives; des universitaires capables de découvrir des solutions originales adaptées au milieu; des gestionnaires avisés et solides, qui sachent résister aux sollicitations et aux pressions des milieux allogènes.*

*A cette aide sur place doit se joindre un intense soutien moral, technique et financier des coopératives existantes au niveau international: Partage d'expérience; contribution à l'identification des conditions favorables et des solutions les plus simples; adaptation du matériel éducatif en langage local; aide pour analyser les premiers résultats et envisager les réajustements nécessaires.*

---

## LA POLÍTICA ACI DE DESARROLLO: PRIORIDADES EDUCATIVAS EN LOS PAÍSES EN DESARROLLO

*¿Existe una relación evidente entre la educación cooperativa ordinaria y los principios de la cooperación?*

*El funcionamiento de las cooperativas en los países en desarrollo está lejos de ser una inquietud para sus cooperadores; las mujeres no están en un mismo pie de igualdad que los hombres: los socios participan poco en la gestión; los promotores son funcionarios estatales que no tienen que rendir cuentas a los cooperadores; los organismos de financiamiento o el Estado tienen tendencia a no retirarse una vez que la cooperativa ha sido lanzada; organismos privados o estatales se convierten fácilmente en cooperativas en virtud de un simple acto jurídico. En general, las cooperativas del Tercer Mundo dependen más bien del paternalismo y de las soluciones de crisis que del espíritu cooperativo.*

*Es necesario abordar la cuestión de manera diferente. Una verdadera cooperativa se crea únicamente gracias a la participación. Sin embargo, la gente pobre dispone de poco tiempo para reuniones educativas o de gestión. Sus cooperativas no pueden crearse sino durante el periodo común de trabajo. El educador tiene que ir a buscar a los cooperadores a su lugar de trabajo. Lo esencial no se puede llevar a cabo sin la participación de personas con experiencia. El recurrir a expertos onerosos, el exceso de modernismo y una gestión sofisticada están fuera del alcance de los cooperadores, lo que los vuelve vulnerables a las manipulaciones.*

*Se necesita personal dirigente superior, claro está, pero que sirva de apoyo y luego sepa retirarse. Los educadores en esta etapa inicial deben ser de tres tipos: animadores que funcionen como catalizadores de los valores cooperativos; universitarios capaces de encontrar soluciones originales adaptadas al medio; gestores prudentes y firmes que sepan hacer frente a las instancias y presiones de los medios allogenos.*

*A esta ayuda sobre el terreno, se le debe añadir un intenso apoyo moral, técnico y financiero de las cooperativas que existen a nivel internacional: compartir la experiencia; adaptar el material educativo al lenguaje local; ayudar a analizar los primeros resultados y considerar los reajustes necesarios.*

**DIE ENTWICKLUNGSPOLITIK DES IGB:  
BILDUNGSPRIORITÄTEN IN DEN ENTWICKLUNGSLÄNDERN**

*Besteht eine klare Beziehung zwischen der laufenden genossenschaftlichen Bildungsarbeit und den genossenschaftlichen Prinzipien?*

*In den Entwicklungsländern ist die Arbeit der Genossenschaften weit entfernt von den Anliegen ihrer Mitglieder; die Frauen sind den Männern nicht gleichgestellt; die Genossenschafter beteiligen sich kaum an der Verwaltung; die treibenden Kräfte sind Staatsangestellte, die den Genossenschaf tern keine Rechenschaft abzulegen haben; die staatlichen oder sonstigen Geldgeber sind kaum geneigt, sich zurückzuziehen, sobald die Genossenschaft einmal angelaufen ist; private oder staatliche Körperschaften werden plötzlich durch einen einfachen Rechtsakt zu Genossenschaften. Die Genossenschaften der Dritten Welt sind im allgemeinen nicht dem genossenschaftlichen Geist entsprungen, sondern sind eher die Furcht von Paternalismus und Krisenlösungen.*

*Ein neuer Ansatz ist geboten. Eine echte Genossenschaft kann nur auf dem Wege über die Teilhabe entstehen. Die Armen haben aber nur wenig Zeit für Bildungsveranstaltungen oder Verwaltungsbesprechungen. Ihre Genossenschaft kann sich nur im Zuge der gemeinsamen Arbeit herausbilden. Der Pädagoge muß den Genossenschaf tern auf ihrem eigenen Boden entgegengehen. Was wesentlich ist, kann nur von Menschen mit Erfahrung geleistet werden, die zur Mitarbeit bereit sind. Die Einschaltung kostspieliger Experten, der übertriebene Modernismus und eine zu verfeinerte Verwaltung übersteigen das Fassungsvermögen der Genossenschaf ter und lassen sie für Manipulationen anfällig werden.*

*Leitende Instanzen tun gewiß not, aber nur so solche, die am Anfang unterstützen, um dann in den Hintergrund zu treten. Notwendig sind zu Beginn Pädagogen drei verschiedener Arten: Organisatoren, die es verstehen, die genossenschaftlichen Werte zu katalysieren; Akademiker, die originäre, dem Milieu angepaßte Lösungen finden können; verständige, fest auf den Beinen stehende Verwalter, die den Forderungen und dem Druck von außen her standhalten können.*

*Diese Hilfe im eigenen Land muß durch eine nachhaltige moralische, technische und finanzielle Unterstützung von seiten der bestehenden internationalen Genossenschaften ergänzt werden: Erfahrungsaustausch; Mitwirkung bei der Ermittlung der positiven Bedingungen und der einfachsten Lösungen; Umstellung des Lehrmaterials auf die Landessprachen; Hilfe bei der Auswertung der ersten Ergebnisse und der Planung der notwendigen Anpassungen.*

---

**REFERENCES**

- |  |   |
|--|---|
| German Foundation for International Development (DSE) (1981) | – Seminar on Government Promotion of Co-operatives and Other Self-Help Organisations for Rural Development, September/October 1980. Bonn, F.G.R.            |
| FAO Consultation (1982)                                      | – Background papers of the FAO Expert's Consultation on People's Participation in Rural Development, held at FAO Rome, Decembre 1982.                       |
| ICA (1977)   | – Co-operatives and the Poor, Report of an expert's consultation, July 1977, Loughborough, U.K. (London: ICA).  |
| ICA (1980)   | – Co-operatives in the year 2000<br>A paper prepared for the 27th Congress of the International Co-operative Alliance, Moscow, October 1980 by A.F. Laidlaw |
| ICA (1983)   | – An ICA Policy for Co-operative Development (Geneva: ICA)  |
| ILO (1976)   | – Report of the Director General on Basic Needs. (Geneva: ILO).   |
| ICA/RTI (1984)   | – Co-operation for Survival, Koenraad Verhagen (Geneva: ICA).   |

# Coopérative, efficacité et mystique

J.-F. Kister

A Fuente Vaqueros, le petit bourg de la province espagnole de Grenade où naquit Federico Garcia Lorca, existe une coopérative dont l'étude approfondie expliquerait peut-être le lien que d'aucuns voient entre une certaine mystique, une indéniable efficacité et les origines de bon nombre d'organismes coopératifs authentiques. Par « authentiques » j'entends surtout que l'initiative de fonder une telle coopérative ne trouve son origine ni dans une décision étatique, ni dans l'action promotionnelle d'une fédération de coopératives déjà existante; elle part de ceux-là même qui en seront les coopérateurs.

## 1) Résumé des informations fournies par Manuel Robles Aguilar, président de la coo- pérative Santiago Apostol à Fuente Vaqueros.

### Une aventure humaine

L'idée de former une coopérative surgit en 1954. Il s'agit bien de l'idée car avant de donner une définition, il est important de s'essayer à la tâche pour voir si l'entreprise est susceptible de donner les fruits qu'on en attend. On rassemble une certaine somme en vue de travailler en commun. La parcelle initiale ne mesurait qu'un hectare et demi. Il s'agissait d'un test, personne n'avait investi l'ensemble de ses biens ni ne consacrait tout son temps à l'affaire. Il fallait voir si chacun aurait à cœur de poursuivre.

Après une année, l'expérience s'avéra satisfaisante, chacun se sentait prêt, sans trop de craintes quant aux échecs éventuels. On s'était démontré que coopérer était possible.

On considéra la coopérative comme née l'année suivante, bien que sans solliciter le statut juridique correspondant. Les règles restaient simples et claires. A chacun fut attribuée la place où il pourrait le mieux faire profiter harmonieusement l'entreprise de ses capacités. D'une manière très informelle d'ailleurs, chacun fournissait ce qu'il avait. On mettait ses terres à disposition, mais on en gardait les titres de propriété. Le comité fournissait les semences et établissait les plans pour l'année. Les champs étaient travaillés et ensemencés en commun.

Si les ressources manquaient, le travail y suppléait. Outre leurs capacités agricoles, certains mirent leurs dons de menuisier, d'autres de charpentier, de forgeron ou de cordonnier à disposition. C'était nécessaire pour que la coopérative ne dépense pas d'emblée ses maigres ressources. On acheta un métier à tisser et tous travaillèrent bien au delà du temps généralement consacré aux activités professionnelles. On faisait encore de la vannerie aux moments libres.

Les modalités administratives s'élaborent plus qu'elles ne se décidèrent au cours de tous ces temps d'activité collective.

Les premières années furent les plus dures, mais c'était la meilleure école possible. On avait commencé par acheter un âne et une charette, vint le temps où l'on fit l'acquisition de véhicules automobiles et de machines agricoles. C'était devenu nécessaire tant pour travailler la terre que pour assurer les livraisons et aller chercher les matières premières: semences, engrais, produits chimiques, etc...

Les terrains de la coopérative étant fort dispersés, il fut nécessaire de prévoir quatre équipes de travail, chacune responsable de certains secteurs géographiques et menée par un chef élu. Une cinquième était chargée de l'entretien du parc de véhicules, des bâtiments et d'assurer les transports sur les lieux de travail. Un mécanicien s'était joint aux coopérateurs.

Dans le domaine des revenus, il avait été convenu que tous seraient rétribués par parts égales et que la coopérative assumerait les malades et les personnes âgées. En effet, bientôt un bâtiment fut construit qui put héberger les anciens et fournir asile permanent et gratuit à d'autres vieux, étrangers à la coopérative, mais qui n'avaient plus ni moyens matériels, ni famille. Un couple de coopérateurs fut logé dans le bâtiment. Deux jeunes coopératrices s'occupent du service de jour et des coopérateurs se relaient par équipes de deux pour assurer une garde, nuit après nuit, pour les urgences. Le petit immeuble et son patio recèlent également le musée de la communauté.

Le 13 octobre 1967, douze ans après sa fondation, la coopérative est enfin inscrite au Registre Officiel des Coopératives auprès du Ministère du Travail. On peut dès lors faire appel à des employés salariés. L'entreprise compte

bientôt 180 personnes dont 52 sociétaires. Ce fut à peu près à la même époque qu'on put, en commun, reconstruire ou rénover les habitations des coopérateurs.

## **2) Visite de la coopérative, en novembre 1984**

### **Une réussite économique visible**

Fuente Vaqueros, un petit bourg de 4000 habitants dont les maisons, presque toutes blanches aux volets vert pâle ou bleu clair, n'ont, pour la plupart, pas plus de deux étages: une ménagère nous indique, au bord de la rue principale, un petit immeuble plus élevé que les autres et nous précise que le chantier de la coopérative est en retrait, de l'autre côté de la rue.

Dans le patio de l'immeuble, très simple mais coquettement fleuri, une jeune femme nous invite à grand gestes à nous rendre directement au chantier, une série de hangars bien alignés et sans doute régulièrement repeints, qui forment comme une enceinte autour d'une allée fleurie où se font face deux rangées de petites villas standardisées et mitoyennes.

Le président et le directeur nous attendent: Manuel Robles est un campagnard d'une soixantaine d'années aux cheveux gris et drus; José Garcia, le directeur, plus jeune, semble, lui, imprégné des habitudes de la ville et des écoles d'administration. Nous ferons le tour du chantier en leur compagnie.

L'élevage revêt une grande importance: dans les hangars largement ouverts et spacieux, on trouve 800

bovins en stabulation libre et deux installations de traite automatique. L'entreprise possède également 800 moutons, 40 truies qui mettent bas 700 petits par an. On s'occupe aussi d'aviculture et d'apiculture.

L'ensemble des terrains de la coopérative couvre 350 hectares répartis sur 5 communes dont celle de Santa Fe, juste là où Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille avaient établi leur camp en 1492, lors de la conquête de Grenade.

asperges, poivrons, tomates, haricots et artichauts. On produit aussi en moyenne 16.000 litres d'un vin rosé, légèrement doux et capiteux, ainsi que du tabac.

Actuellement la coopérative rassemble 64 sociétaires actifs et environ 60 membres qui ne le sont plus pour des raisons de santé ou d'âge. Depuis 1980, 29 des anciens employés de la coopérative sont devenus membres afin que l'entreprise réalise les adaptations



*Coopérer, c'est travailler ensemble (Coopérative Santiago Apostol, Fuente Vaqueros)*

On cultive la luzerne qui fournit 7 récoltes à l'année, le maïs vert, le seigle et l'avoine, tout cela comme fourrage qu'on utilise vert, fermenté ou sec. Les autres productions sont fruitières et maraîchères: Pommes, poires, pêches, lentilles, ail, oignons, pommes de terre,

nécessaires pour devenir juridiquement une Coopérative de Travail Associé, conformément à une loi qui devait être votée cette année-là. En fait elle ne le fut pas et la nouvelle loi sur les coopératives devrait être soumise aux Cortés à la fin de 1985.



Quelques employés n'ont pas désiré devenir membres: 12% de la population de Fuente Vaqueros tirent leurs revenus de la coopérative.

En 1980 également, on a établi un inventaire des apports de chacun, voici quelques chiffres exprimant un ordre de grandeur: le capital social voisine 300 millions de pesetas (100\$  $\cong$  1000 F  $\cong$  18,400 ptas), l'immobilisé 750 millions, la valeur actuelle des apports des coopérateurs de l'origine oscille entre 3 et 4 millions par sociétaire, mais l'apport actuellement exigé de ceux qui veulent devenir sociétaires ne s'élève qu'à 400.000 ptas.

Alors que je m'enquiers sur la manière dont le travail des coopérateurs est rétribué, José Garcia me confie: «Jusqu'à récemment, il n'était pas question de ristourne. Un coopérateur qui avait besoin d'un pantalon devait parfois se rendre à la caisse centrale pour en demander le montant. Il y avait aussi un économat où l'on se rendait pour acquérir les produits de première nécessité. Ouvert, il n'était pas desservi en permanence. On se servait et on déposait l'argent dans le tiroir. C'était vraiment l'économie collective librement choisie. Mais il ne faut pas mélanger les idéaux religieux et les problèmes de coopératives. 1980 a marqué un tournant dans la vie de l'entreprise.»

Je suis un peu interloqué par cette remarque. Rien, hormis l'activité sociale envers les vieillards deshérités, n'a jusqu'à présent attiré mon attention sur une religiosité particulière à la coopérative. Le nom qu'elle porte, celui de l'apôtre St Jacques, est très commun en Espagne, même dans les domaines les plus profanes. «Voici quelques publications qui vous orienteront», intervient Manuel Robles avant même que je ne pose une question. «Actuellement, chaque sociétaire reçoit un salaire et une ristourne en proportion du temps qu'il a donné à la coopérative. Les responsa-

bles ont en outre une prime. Les employés sont aussi salariés, il peut y en avoir jusqu'à 10% du nombre des coopérateurs.»

Du statut juridique de la coopérative, nous passons à son degré d'intégration au mouvement coopératif. Manuel Robles me signale que l'entreprise a participé à la création de la Fédération des Coopératives Andalouses. Il précise: «Nous sommes prêts à maintenir les relations les plus étroites avec le mouvement régional, mais nous ne voudrions pas y perdre notre identité.»

Après nous avoir fait visiter la salle de réunion, il nous accompagnera au réfectoire de l'immeuble d'accueil et prendra congé en nous invitant à déjeuner en même temps que les hôtes de la maison. Outre les pensionnaires et deux jeunes filles qui assurent le service, deux dames coiffées l'une et l'autre d'un chignon et vêtues de robes-tabliers sombres veillent discrètement à ce que chacun soit à son aise.

## Los Pastoreros

Il n'a jamais été question, au cours de notre visite, des événements qui avaient précédé la décision, prise en 1954, d'essayer la formule coopérative. Parmi d'autres écrits de Manuel Robles un livre et une brochure qu'il nous a remis jettent un jour tout nouveau sur les raisons de cette option. Le premier ouvrage, en partie au moins autobiographique, décrit une recherche spirituelle; son titre: «Nosotros los Pastoreros», Nous les «Pastoreros». Le dernier mot s'inspire de «pastor», berger. La brochure, elle, s'intitule simplement «Histoire et vie d'une coopérative».

«Nosotros los Pastoreros» est d'abord l'histoire d'une rencontre, en 1932, avec la pensée d'un vieux berger analphabète, José Castillo qui vivait

retiré sur la colline de l'Albaïcin, à Grenade. Sa vision cosmique faisait preuve d'un remarquable éclectisme.

↳ Rencontre de la pensée, car au moment où l'auteur, en recherche, découvre celui dont il a entendu parler, ce sont ses adeptes qui le reçoivent: l'homme vient de mourir à 82 ans. Certains éléments de cette pensée apparaissent fondamentaux: la Nature; une large part de Christianisme avec, en particulier d'importantes évocations de l'Apocalypse; la place d'honneur faite au célibat; quelques réminiscences des religions hindoues, telles que les gitans les ont toujours véhiculées au cours du périple qui les a amenés en Occident (Grenade est un important foyer d'implantation gitane) et, dans un contexte à première vue moins mystique, la révolte de Spartacus pour l'émancipation des gladiateurs et des esclaves aux derniers temps de la République romaine.

Dans la brochure historique, l'Histoire apparaît comme une occasion de développer des considérations éthiques qui trouvent leur origine dans la vision cosmique de Castillo.

José Castillo est un personnage réel. On sait même qu'à une époque, en 1910 en tout cas, il a participé à une de ces confréries si actives dans les paroisses d'Andalousies. Ce sont des sociétés où l'on vit une solidarité certaine et qu'on peut comparer aux guildes des pays germaniques. Le grand public les connaît toutefois davantage sous leur aspect folklorique puisque ce sont ces confréries qui, en signe de pénitence, portent, durant les processions de la Semaine Sainte, les lourds «pasos» où se dresse la statue de leur saint patron.

Une synthèse de tels éléments semble difficile, mais il est clair qu'à l'origine de la coopérative il y a les «Pastoreros», les disciples du vieux berger et qu'au début, avant les préoccupations économiques et sociales, s'est manifesté un

souci de transcendance. Un groupe s'est d'abord formé pour partager sur ce plan là.

Tentons d'analyser schématiquement en quelques mots, ce que pourrait être l'incidence d'une telle vision du monde sur la vie d'une coopérative:

D'une part, Spartacus peut être vu comme une prise de conscience de la souffrance des pauvres et des exploités et le sentiment de partager cette frustration. D'autre part la participation de Castillo à une confrérie lui a sans doute permis de faire l'expérience de l'efficacité de la solidarité et, contrairement à l'histoire de Spartacus, hors du contexte de la violence.

L'effort pour changer quelque chose dans le monde apparaît supérieur à celui nécessaire à assurer la survie. Commencer requiert l'enthousiasme, poursuivre exige que la survie soit assurée et aller jusqu'au bout, sans se laisser distraire par des déceptions ou, au contraire, par des profits matériels supérieurs à ce qui est nécessaire, demande ce que Manuel Robles appelle lui-même de l'abnégation. Cette attitude apparaît, entre autres, dans la place de choix faite au célibat parmi les «Pastoreros», afin d'être plus disponibles à la communauté.

Parmi ceux qui partagent les convictions métaphysiques de José Castillo, cette abnégation se justifie d'une part en référence à la victoire du Bien dans son combat contre le Mal dans l'Apocalypse et, d'autre part, en fonction de l'espérance en une suite de réincarnations de l'individu à la manière dont les conçoivent certaines religions hindoues. Rappelons que ces réincarnations successives sont, dans la plupart des cas, envisagées comme des étapes de purification vers un but eschatologique.

Mon propos n'est pas de faire l'exégèse d'une pensée religieuse mais plutôt de constater qu'à l'origine de certaines coopératives, et je crois même de la plu-

part de celles qui ont été fondées sur la seule initiative de leurs futurs coopérateurs et ont connu un succès durable, de Rochdale à Mondragon, par exemple, il y a une forme d'espérance qui dépasse les seules préoccupations économiques et sociales. C'est certainement l'aspect le moins objectivable du phénomène coopératif. Pourtant, pour garder son identité face à l'économie de profit ou à celle d'Etat, le mouvement coopératif se doit de prendre en considération l'ensemble des éléments qui concourent à la réalisation de ce phénomène.

J'aurais pu décrire l'impact d'une recherche de transcendance sur la fondation et la vie d'une entreprise coopérative différente. C'est fortuitement que j'ai fait connaissance de celle de Fuente Vaqueros et ce que je voudrais faire voir y semble particulièrement évident. Je tiens toutefois à souligner qu'à mon avis une recherche de transcendance capable de réalisations socio-économiques valables peut procéder tout aussi bien d'un des grands courants de pensée du

monde que d'un milieu moins intégré comme c'est le cas ici.

Cette expérience-ci, cependant, est spectaculaire parce qu'elle tranche davantage sur son milieu. Son originalité même lui fait vivre un isolement propre à susciter une forte solidarité interne et à inciter les individus à un constant dépassement d'eux-mêmes.

De toute façon, ce qui importe surtout, outre la capacité de tenir sérieusement compte des circonstances économiques et matérielles (ici, l'année de test (1954) est significative), c'est la sincérité de la démarche et une profonde attention aux besoins non seulement des sociétaires de la coopérative, mais aussi de quiconque est impliqué, d'une manière ou d'une autre, dans son activité. Depuis quelques années, par exemple, non plus seulement les «Pastoreros» et leurs sympathisants peuvent devenir sociétaires, mais également les employés qui le désirent. C'est là un élément qui peut devenir décisif. La coopérative Santiago Apostol y gardera-t-elle son identité?

---

#### CO-OPERATIVE EFFICIENCY AND MYSTIQUE

*Following a common research into the deep sense of life, a community was formed and, on an agricultural basis, a total co-operative was founded – which means a co-operative capable of satisfying almost all the needs of its members.*

*Several stages stand out like milestones in the history of this co-operative since the community first decided to try the co-operative formula before adopting it definitively, until today, when the organization must open its doors to new co-operators who are not necessarily members of the spiritual community.*

*An important part of the co-operative's profits are utilized for social ends, not only in favour of members who are handicapped by age or illness, but also for the underprivileged outside the movement.*

*To found an authentic co-operative requires the existence of a solid community animated by a common ideal and where no-one recoils from personal effort. The previous experience of co-operators and their spiritual affinities, plays a big part in the cohesion of the organization.*

## COOPERATIVA, EFICIENCIA Y MÍSTICA

*Tras haber analizado conjuntamente el sentido profundo de la vida, un grupo de Andaluces formó primero una comunidad y después sobre una base agrícola se fundó una cooperativa total, es decir, susceptible de satisfacer la mayoría de las necesidades de sus miembros.*

*Varias etapas jalaron la historia de esta cooperativa desde que la comunidad decidió por primera vez aplicar la fórmula cooperativa antes de adoptarla definitivamente, hasta hoy en que la organización debe abrir sus puertas a nuevos cooperadores aunque no sean forzosamente miembros de la comunidad espiritual.*

*Una gran parte de los beneficios de la cooperativa está destinada a fines sociales: no solamente a los miembros impedidos por edad o enfermedad, sino también a ciertos desvalidos que no forman parte de la organización.*

*La fundación de una cooperativa auténtica requiere la existencia de una comunidad sólida, animada por un ideal común y donde nadie se niegue a realizar un esfuerzo personal. La experiencia previa de los cooperadores, al igual que sus afinidades espirituales, desempeñan un papel importante en la cohesión de la organización.*

---

## GENOSSENSCHAFTLICHE EFFIZIENZ UND MYSTIK

*Als Ergebnis der Sorge und Suche nach dem tiefen Sinn des Lebens bildete sich eine Gemeinschaft heraus, die sodann auf landwirtschaftlicher Basis eine totale Genossenschaft gründete, d.h. eine Genossenschaft, die den meisten Bedürfnissen ihrer Mitglieder gerecht werden kann.*

*Mehrere Abschnitte sind in der Geschichte dieser Genossenschaft zu erkennen – von dem Augenblick an, in dem die künftigen Mitglieder beschlossen, die genossenschaftliche Lösung zu versuchen, um sich dann endgültig dafür zu entscheiden, bis heute, da sich die Organisation neuen Genossenschaftern erschließen muß, die nicht unbedingt Mitglieder der geistigen Gemeinschaft sind.*

*Ein bedeutender Teil des genossenschaftlichen Ertrags wird für soziale Zwecke eingesetzt – nicht nur für die durch Alter oder Krankheit behinderten Mitglieder, sondern auch für Unterprivilegierte außerhalb der Gemeinschaft.*

*Die Gründung einer echten Genossenschaft setzt voraus, daß eine feste, von einem gemeinsamen Ideal beseelte Gemeinschaft besteht, in der niemand vor der persönlichen Anstrengung zurückschreckt. Die frühere Erfahrung der Genossenschafter und ihre geistigen Wahlverwandtschaften sind für den Zusammenhalt der Organisation sehr wichtig.*

---

# Identification of Successes and Constraints of Women's Co-operatives in Tanzania

by Zakia Meghji\*

## Introduction

The importance of involving women in co-operatives is widely recognized and accepted in most countries of Africa. Much is being done by co-operative institutions in these countries to influence women's participation in co-operatives through conferences, seminars, and workshops which discuss how best to involve women in co-operatives and give them specific skills so that they can actively participate.

Through the National Co-operative Organisation, the Union of Co-operative Societies (UCS) has a training officer in charge of co-operative programmes for women. Her main function is to see how best women could be involved in co-operatives.

As a member of the International Co-operative Alliance (ICA) the Union of Co-operative Societies also greatly benefits from programmes organised for women by the ICA. Through its Women's Committee the International Co-operative Alliance also aims at seeing how women could be involved in co-operatives, in which areas they would be more interested and what

problems women face in such involvement. The ICA also conducts seminars, conferences and different studies showing the position of women in co-operatives.

## Women and Co-operatives in Tanzania

One can say that the actual participation of women in co-operatives came about during the 1960s. Although the co-operative movement in Tanzania started in the 1930s, there was no active involvement of women during the first thirty-odd years.

The reasons for this are various:

- The first co-operative societies in Tanzania, like in all parts of Africa, were marketing co-operatives. These were situated on the slopes of Mount Kilimanjaro where peasants grew coffee. Due to customary land laws it was the men, and not the women, who owned the land. This meant that women could not be members of co-operative societies.
- Since in Africa a man is traditionally head of the household, once a man

\* Zakia Meghji is Programme Officer (Women & Youth) at the ICA Regional Office for East, Central & Southern Africa in Moshi, Tanzania.

was a member of a co-operative society, it was thought that there was no need for his wife to also become a member.

- o Co-operative Marketing societies mainly dealt with cash crops and it was men who controlled these. Women were mainly in charge of food crops. Since no co-operative societies were formed to market food crops, women could not become co-op members.
- o After independence Tanzanian women were politically motivated to start economic activities. This emphasis on involving women in income generating activities came about so as to involve women in the mainstream of Tanzanian development.

Thus during the 1960s and later, women began to become involved in economic activities, both in pre-co-operative groups and co-operative societies. Women took part in consumer co-operatives, savings and credit societies, and in the more traditional type of activities like handicraft co-operative societies. There are no statistics available on women's membership in co-operative societies, nor on women's co-operative or pre-co-operative societies.

Since women are newcomers in co-operative organisation, their education and training leaves much to be desired. Women's involvement in co-operatives was politically motivated and, as no training programme was formulated at the time, women lacked knowledge on co-operatives. This meant that they were ignorant on running business co-operative enterprises. As a result, a number of women-supported activities failed in the initial stages.

Even though the Union of Co-operative Societies (the national organisation), and the Co-operative

College of Moshi, Tanzania, have carried out education and training programmes for women, this is still on a small scale due to the lack of resources.

With that short background let us now look at two case studies that show women's involvement in co-operatives.

## **1 – Tuke Consumer Co-operative Society**

### **Background**

The Tuke Consumer Co-operative Society which is located in the Morogoro Region was registered as a co-operative society in 1976 "Tuke" is a Luguru word (a local dialect) meaning "together". Tuke started in a small way and later expanded into big business. As one visits these women, one feels the enthusiasm surrounding them and their shops. They are often ready and willing to be advised, well disposed to visitors and always give good service.

The Tuke Consumer Co-operative Society was started on the initiative of the National Women Organisation of Tanzania (UWT). UWT encouraged women to start economic activities to increase their family income. Women in this region mainly started shops. These mushroomed everywhere. As result there were a number of small shops, many of which were viable.

The Department of Co-operatives, which is under the jurisdiction of the Minister's office, advised these women to convert their shops into co-operatives. This meant amalgamating a number of shops and closing others which were not viable. Altogether 980 women agreed to start a consumer co-operative society.

## Objectives

The main objectives of starting this society were:

- (i) to increase the income of the women, who were mainly housewives;
- (ii) to involve young girls who had prematurely finished primary school (later objective);
- (iii) to train women in leadership positions and give them confidence (As the women's organisation was urging women to be in the forefront in politics, the leadership aspect was greatly emphasised in women's groups)
- (iv) to involve women in economic development outside their homes.

## Membership

This society is exclusively for women who range from about 25 to over sixty years. Initially members were older women. However when activities expanded into other areas, for example, catering and tie-dyeing, younger members joined. The level of education varies from those who have never gone to school to those who have finished primary school. Members are either housewives (those who have no other source of income, but depend on their husbands and relatives), those who have prematurely finished school or primary school leavers who are not selected to go to secondary schools.

## Activities

The Tuke consumer co-operatives society owns two textile shops, three food and hardware shops, one restaurant, one lodging house, and several milk kiosks.

## Successes

- (i) *Expanding activities into other areas*  
The Tuke Co-operative Society started

out as a consumer co-op. However, due to the success of the society, it expanded into other activities such as catering, the provision of lodging, etc. This was good for consolidating membership, since the different interests of members could be satisfied.

- (ii) *Support from the Government and party officials*

Due to national economic problems, businesses, whether private or otherwise, have difficulties obtaining commodities. Even though first preference in distribution is given to co-operatives, due to shortages, even they do not get enough commodities. Tuke has managed to get support from both government and party official, allowing them to obtain certain items directly from the manufacturers.

Future plans include the building of a tourist hotel, which will also house a conference centre and shopping complex; they have managed to get enough land for this purpose through the support of government land offices.

- (iii) *Leadership*

Tuke is managed by a committee of ten who are elected annually. The committee meets every month to discuss issues related to the development of their society. The leaders of Tuke are very dedicated and committed to their society. This partly explains their success story. The Secretary and Chairman of the society have both had long experience in community development work.

The leadership of Tuke is also initiative. Amidst economic problems (e.g. the problem of obtaining commodities) Tuke managed to get the support of party and Government authorities. For example, they obtained special permits which enabled them to buy certain items direct from manufacturers. This

was very crucial support, at times making a difference between survival and complete collapse.



## Problems

### (i) *Lack of sufficient commodities*

Like other co-operative organisations in Tanzania, Tuke still faces the problem of supply of commodities. Even though they get support from Government and party officials in the Region, the supply is not satisfying the demand. This has meant that Tuke has to satisfy its members first, and then the general public.

Insufficient commodities and other items which are important for running their society smoothly, create losses. For example, during the period 1977/78 the Tuke Consumer Co-operative Society made a net profit of 200,000/-. Out

of this, 120,000/- was distributed to members, while 80,000/- was set aside for development. However, in the following year, they started to experience economic problems due to national economic crises, e.g. problems of supply led to the loss of 18,000/- in 1978/79.

### (ii) *Need for a well trained manpower*

Tuke has expanded considerably and will expand much more in the near future. As operations expand, they will need to have better trained personnel to man their services. The Secretary/Manager will have to go for longer training in management and accountancy, since she will have to handle a larger business volume. The leaders will have to be trained in management if the organisation is to be kept intact.

## ■ *Co-operative Management*





### (iii) *Transport problems*

Tuke does not have its own transport. This means that the society has to hire transport each time it has to carry different commodities. With the cost of petrol and spare parts becoming more expensive and scarce, Tuke spends a great deal of money on transportation. If they had their own vehicles some of these costs would be saved.

### (iv) *Lack of equipment*

As mentioned earlier Tuke runs milk kiosks. However the society does not have a deep freezer to cool their milk. This means that it is difficult to keep fresh milk for long periods.

## **2 – Jitegemee Tailor Co-operative Society**

### **Background**

The Jitegemee Tailors Co-operative Society is situated in Dar-es-Salaam. The Society was registered in 1972 with an initial membership of fifteen women. Members of the society were mainly trained at the Christian Association Training section, which has branches all over Tanzania. Among other things, the YMCA has been involved in training women and young girls in tailoring and other handicrafts. Since YMCA is only involved in training, and not in placing the trained people, there are a lot of young girls and women who have been trained, but are not gainfully employed.

The Jitegemee Tailors Co-operative Society was started when a group of fifteen trained women decided to come together and start a co-operative tailoring society. Since they did not have the initial capital for this, those members who owned sewing machines volunteered to use them for the benefit of the Society.

### **Objectives**

The objectives of the Jitegemee Tailors Co-operative Society were mainly as follows:

- (i) To help unemployed women find a source of income,
- (ii) To make constructive use of the training obtained.

### **Membership**

Most members of the Society are women ranging from 40-60 years. In addition, there are about four men who are mainly cutters. The level of education among members is low – not higher than primary education. All the members are urban dwellers. Most unemployed women residing in Dar-es-Salaam depend on petty business, as vendors of buns, fried fish, etc. Women belonging to this group are better off working in the co-operative because it provides a steady income. Membership now stands at thirty-five.

### **Activities**

Women of Jitegemee Tailors are primarily engaged in tailoring. Initially production was low, as with only five sewing machines not much could be produced. However, due to the good quality of their products they were in great demand. Their first contract, to produce nursing uniforms for the main hospital in Dar-es-Salaam, was really a breakthrough for them. Expansion of production meant a need for more machines.

The Small Industries Development Organisation (SIDO), whose objective is to help finance and train entrepreneurs of small-scale industries, recognized their efforts and they readily granted the Jitegemee Tailors a loan to buy eight sewing machines. (The loan has already been repaid). Production rose as more and more people and institutions recognized the co-operative and placed

orders. The Jitegemee Tailors are now also producing uniforms for the army.

The Society later expanded into other areas: a consumer shop, a restaurant and a small market garden where they grow vegetables and fruits.

### **Leadership**

As with any co-operative society there is a Chairman, Deputy Chairman, Secretary and committee members and, apart from committee meetings, they have a work programme planned. The Chairman and Secretary are mainly concerned with ordering commodities and looking for contracts. Office work is mainly undertaken by the Secretary, while committee members are responsible for supervising and monitoring the shop, hotel and restaurant on a rotation basis.

There is also a marketing manager who authorises expenses and gives the consumer shop authority to utilise money to buy different items needed by the Society. This procedure started functioning in 1981 when it was realized that the shop was near bankruptcy. Prior to this arrangement it was the Chairman who had all the power. She was the cashier, and the authority on money spending, and had the power to dismiss members or committee members when she so wished. The members and the committee members ultimately managed to vote her out of the Chairmanship. A new Chairman was elected and the whole organisation of the society also changed.

### **Successes**

- Jitegemee Tailors has proved to women living in Dar-es-Salaam that

*Tie and dye*



working co-operatively can increase their income.

- That instead of women being forced into prostitution they could be involved in a decent activity.
- The initial activity of tailoring expanded into other income generating activities.
- Trained women who had no employment opportunities were absorbed and thus got the chance of utilising their knowledge, while increasing their income.
- With the expansion of the society and the contact with co-operative officials and other co-operative leaders, members were able to understand the functioning of their society much better.
- Due to the high standard of their produce demand was high, and it was, therefore, easy to expand the market.

### **Increase in income due to working co-operatively**

Most women in Africa rely economically either on their husbands or, in the case of those who do not have husbands, on relatives. This is because few women have attained a high level of education. This has resulted in women getting low-paid jobs. Highly educated women with well-paid jobs are relatively few. Even though peasant women work very hard in the fields, they have very little or no right over income accrued from the sale of produce.

Unemployed women living in urban areas are in a very bad situation. When women come together as a group, a sense of group solidarity and commitment towards each other is built. Income obtained from group activities go to the women themselves, and they have a right over this income. It is a well-known fact that women tend to spend this income in buying food and clothes

for the family. This is important since it gives a sense of responsibility to women. There is the argument that, among married women, there is a tendency for husbands to contribute less towards the homes when a woman starts having an income. This is a debatable issue and perhaps this is not the right place to deal with it.

### **Women's right to live as decent individuals**

When a woman does not have any source of income and still wants to live in urban areas, she has two options: she can either beg on the streets or sell her body. Both alternatives are bad. An able-bodied healthy person should have the possibility to use her/his own labour and be able to live as a free and respectable person in society. Prostitution degrades women to the level of a commodity to be sold and bought at an agreeable price. The Jitegemees Tailors co-operative is an example to other women that in urban areas women can come together and earn an income decently, without being demoralised by others.

### **From single purpose to multipurpose activities**

Most co-operative societies start with a single activity. This is because members usually want to gain confidence in the running of the society, before expanding into other areas. It is important that women should first start with one activity and later, when they have gained enough experience and capital, attempt others.

### **Training and placement**

There are a lot of training institutions in Tanzania which offer training to women in different fields, for example, in hotel management, tailoring, weaving and knitting. However, there is a lack of

direct organisation to absorb the trained women. Co-operatives could be very reliable organisations to absorb these trained women. Jitegemee Tailors is such an example.

### **An educated membership can influence a lot of positive changes**

To be a member of a co-operative society is one thing, to be a conscious member is another.

Most women who are members of co-operative societies at community level have little or no education. They become members due to their enthusiasm and commitment to co-operatives, however their co-operative knowledge is often limited. If co-operative officials do not advise these members, they remain in the dark and as a result they are cheated, and may in the end become frustrated. One can see that the Chairman of Jitegemee Tailors wanted to run the society single-handed. However, once members understood their rights, they changed the Chairman.

### **Quality control is important in production**

Women engaged in co-operative production sometimes become frustrated when they face marketing problems for their finished products. Time and again women with traditional skills produce different items without making a survey as to whether there is a market for such commodities. In addition there is a need to refine traditional skills with modern skills so as to attract buyers. Constant market surveys and upgrading of skills is very important if the group is to retain the market.

### **Problems**

Some of the problems facing this society are national ones, while others are related to the society:

#### *(i) Problem of obtaining commodities*

This problem is a national one and it should be solved at the national level. The economic situation in Tanzania has affected the smooth running of co-operative societies. Even though the society has enough money to purchase their requirements it is not possible to get these commodities in time, or in sufficient quantity. Sometimes they cannot meet the orders given by tenders because they do not get enough materials from which to sew what is required. This has meant low production. Due to shortages of certain items e.g. thread, buttons, etc., they have to buy these at black-market prices which means a reduction in profit.

#### *(ii) Lack of co-operative education*

Even though co-operative officials do try occasionally to offer advice to management, there is no provision for education in the society. This means that there is no education for members or leaders. Whatever advice they get is spontaneous and depends on the situation. It is important for women co-operators to emphasise education and training so they will be able to run these societies smoothly, and participate actively in the management and running of their societies.

## **Conclusions**

It can be seen that, in both cases, women who would otherwise stay at home, participate with other women in income-generating activities. Both cases, therefore, manage to give to women an income which they can be proud of. It is difficult to find out how this income is used or whether a woman has to hand over her income to her husband. Discussions among these women show that they usually utilise this income for the family: buying school



books and uniforms for the children, buying food stuffs – one can say that woman's income subsidizes, in a small way, the husbands income.

In the case of women who do not have husbands or other relatives it helps to make ends meet. Women have a sense of pride when they earn this money. Co-operatives can help to liberate women from the social ills of society, such as prostitution.

Many women's groups start without proper planning. Both Tuke and Jitegeme are a result of pressure from above (both political pressure and institutional pressure for example, from the Women's Organisation of Tanzania (UWT)). This meant that from the beginning there was lack of proper education and planning; whatever co-operative education members and leaders received was spontaneous and in the form

of advice rather than formal training. Even with the expansion of activities, training for personnel was not emphasised, leaving many lacunae in both societies. One can say that women are still sorely lacking education and training in the management of co-operative societies. Members have to understand the reasons for being members of societies, what role is expected of them, and how they can actively contribute to their society. On the other hand, leaders should have knowledge to run their activities; they must understand that proper studies must be conducted to determine the feasibility of a project before it is implemented.

In order that co-operatives flourish well, support from Government and party institutions is important. In Tanzania, the Government fully supports women's involvement in co-operatives.

---

#### SUCCES ET PROBLEMES DES COOPERATIVES FEMININES EN TANZANIE

*En Afrique on fait beaucoup afin d'intégrer les femmes à part entière au mouvement coopératif. En Tanzanie en particulier, l'Union des Coopératives a désigné une femme pour prendre en main ce secteur d'activité dans l'esprit des projets de l'ACI. Le mouvement s'est développé dans ce pays depuis 1930, mais, pour plusieurs raisons, ce n'est que depuis les années 60 que les femmes ont commencé à s'y intégrer: Les coopératives de commercialisation du café rassemblaient des propriétaires de plantations, des chefs de famille exclusivement. L'indépendance fit évoluer cette situation. L'intégration des femmes au mouvement et leur formation commencent à se développer.*

*En zone rurale, l'approvisionnement local, assuré par les femmes, est souvent difficile. L'utilisation de la formule coopérative a résolu un certain nombre de problèmes et facilité la planification. Le partage des activités d'une manière structurée éveille le sens des responsabilités économiques et favorise un engagement politique. La femme sort peu à peu de son état de sujétion.*

*En ville, le manque d'emplois disponibles ne laisse plus aux femmes d'autres possibilités que la prostitution ou la mendicité pour acquérir un revenu personnel. Celles qui veulent s'en sortir peuvent recevoir une formation professionnelle élémentaire. L'emploi subséquent n'est toutefois pas garanti. Cependant le fait de réunir en une coopérative les connaissances et les ressources de plusieurs femmes permet de sortir de l'ornière. Une petite coopérative de confection s'est acquise une bonne clientèle – la demande est forte – grâce à la qualité de son travail. Là aussi le partage des responsabilités et des expériences a engendré une croissance des revenus et une prise de conscience.*

*Dans les deux cas l'initiative n'est toutefois pas spontanée, l'intervention de l'état ou d'organismes para-étatiques ou politiques a été nécessaire. Ainsi donc, à l'origine, ni l'esprit coopératif, ni la formation pratique ne sont suffisants. On constate, toutefois, dans les deux cas également, que la formation professionnelle et sociale sur le tas permet assez rapidement une diversification profitable des activités de la coopérative et éveille le sens politique.*

## EXITOS Y PROBLEMAS DE LAS COOPERATIVAS FEMENINAS EN TANZANIA

Mucho se hace en África para integrar completamente a las mujeres al movimiento cooperativo. Sobre todo en Tanzania, donde la Federación de Cooperativas designó a una mujer para que se ocupe de este sector de actividad conforme al espíritu de los proyectos de la ACI. El movimiento se viene desarrollando en ese país desde 1930, pero por varias razones no fue sino a partir de los años 60 que las mujeres empezaron a participar en él. Las cooperativas de mercadeo del café reunían a los propietarios de las plantaciones quienes eran los jefes de familia exclusivamente. La independencia hizo que esta situación evolucionara. Se fomenta la participación de las mujeres en el movimiento así como su formación.

En las zonas rurales, el aprovisionamiento local llevado a cabo por las mujeres, resulta a menudo difícil. El empleo de la fórmula cooperativa resolvió un cierto número de problemas y facilitó la planificación. La repartición estructurada de las actividades estimula el sentido de responsabilidad económica y favorece la participación política. Así, la mujer sale poco a poco de su estado de sujeción.

En las ciudades, la falta de plazas de trabajo disponibles no deja más alternativa a las mujeres que prostituirse o mendigar para poder obtener un ingreso personal. Las mujeres que desean salir de tal situación, pueden recibir una formación profesional elemental. Empero esto no les garantiza conseguir un empleo adecuado. No obstante, el hecho de reunir en una cooperativa los conocimientos y recursos de varias mujeres, ha permitido dejar a un lado esta práctica.

Una pequeña cooperativa de confección logró obtener una buena clientela – existe una fuerte demanda – gracias a la calidad de su trabajo. También en este caso, la repartición de responsabilidades y experiencias originó un aumento de ingresos y estimuló la toma de conciencia.

Sin embargo en ninguno de los dos casos la iniciativa se produjo espontáneamente, puesto que fue necesaria la intervención del Estado o de organismos estatales o políticos. Por consiguiente en un principio, ni el espíritu cooperativo ni la formación práctica son suficientes. Empero cabe comprobar que en los dos casos, la formación profesional y social en el lugar de trabajo permite que se diversifique con bastante rapidez y de forma provechosa, las actividades de la cooperativa y que se despierte el sentimiento político.

## ERFOLGE UND PROBLEME DER FRAUENGENOSSENSCHAFTEN IN TANSANIA

In Afrika wird viel getan, um die Frauen vollgültig in die Genossenschaftsbewegung einzubilden. Besonders in Tansania hat der Genossenschaftsbund eine Frau beauftragt, diesen Sektor im Sinne der IGB-Projekte in die Hand zu nehmen. Die Bewegung hat sich in diesem Land seit 1930 entwickelt, aber aus verschiedenen Gründen haben die Frauen erst in den 60er Jahren begonnen, ihr näherzutreten. In den Kaffeemarktgenossenschaften waren die Plantageneigentümer zusammengeschlossen, und dabei handelte es sich ausschließlich um Familienväter. Mit der Unabhängigkeit kam diese Lage in Fluß. Die Integrierung der Frauen und ihre Schulung begannen sich zu entwickeln.

Auf dem Land ist die örtliche Versorgung Sache der Frauen, und sie ist oft schwierig. Der Rückgriff auf die genossenschaftliche Methode hat bestimmte Probleme gelöst und die Planung erleichtert. Die strukturierte Arbeitsteilung weckt den Sinn für die wirtschaftliche Verantwortung und fördert das politische Engagement. Die Frau löst sich nach und nach aus ihrer untergeordneten Stellung.

In der Stadt fehlt es an Arbeitsgelegenheiten, so daß der Frau nur die Prostitution oder das Betteln bleibt, wenn sie sich ein persönliches Einkommen sichern will. Wer ein neues Leben anfangen will, kann eine berufliche Grundausbildung erhalten, ohne jedoch eine Gewähr für eine anschließende Beschäftigung zu haben. Es gibt aber einen Ausweg aus der Sackgasse: mehrere Frauen können sich mit ihren Kenntnissen und Mitteln in einer Genossenschaft zusammenschließen. Eine kleine Genossenschaft für Konfektionskleidung hat sich eine gute Kundschaft erworben und erfreut sich dank der Qualität ihrer Arbeit einer großen Nachfrage. Auch hier hat die Teilung der Aufgaben und der Erfahrungen die Einnahmen wachsen lassen und das Bewußtsein geschärft.

In beiden Fällen handelte es sich indessen nicht um ein spontanes Vorgehen: der Staat oder staatsnahe oder politische Stellen mußten eingreifen. Somit ist festzustellen, daß zu Beginn weder der genossenschaftliche Geist noch die praktische Ausbildung genügt. In beiden Fällen ist aber auch zu beobachten, daß die berufliche und gesellschaftliche Bildung am Arbeitsplatz ziemlich rasch eine gewinnbringende Auflockerung der genossenschaftlichen Tätigkeiten gestattet und den politischen Sinn weckt.

# Portraits

## The New ICA Vice-Presidents

---

Michael P. TRUNOV

by Alexander Krasheninnikov\*

Michael P. Trunov was born on May 28th, 1931. He is a graduate of the Agricultural Academy and has a Ph. D. in Economy. For many years he worked in the Belgorod region of the Soviet Union initially in the agricultural movement, followed by various posts within Party and Governmental regional bodies. In February, 1983 the Centrosoyus Council elected him as President of the Centrosoyus Board.

Mr. M.P. Trunov is also a member of the Central Committee of the Soviet Union Communist Party and Deputy to the USSR Supreme Soviet (Member of Parliament). He has been a member of the ICA Central Committee since 1983 and has served on the ICA Executive Committee since April 1984. The 28th Congress of the ICA elected Mr. Trunov



as Vice-President of the International Co-operative Alliance.

\* Alexander Krasheninnikov is a Board Member, and Chief of the International Department, of Centrosoyus.

*Le Vice Président soviétique de l'Alliance Coopérative Internationale, M. Michel Trunov, est né le 28 mai 1931. Diplômé de l'Académie d'Agriculture de l'URSS, il est Docteur en Economie. Il a travaillé pendant de nombreuses années dans la région de Belgorod, aux confins de la Russie et de l'Ukraine, au début, dans le domaine agricole, puis ensuite au parti communiste et dans le cadre des autorités régionales. En février 1983, Michel Trunov fut élu président du comité de direction des coopératives par le conseil de Centrosoyouz.*

*M. M. Trunov est également membre du comité central du Parti Communiste d'Union Soviétique, député au Soviet Suprême.*

*Membre du comité central de l'ACI depuis 1983, du comité exécutif depuis avril 1984, il fut élu Vice Président de l'ACI lors du 28ème Congrès qui s'est tenu à Hambourg en octobre dernier.*

*Mikhail P. Trunov nació el 28 de mayo de 1931. Se graduó de la Academia de Agricultura de la Unión Soviética y tiene un Doctorado en Economía. Trabajó durante muchos años en la región rusa de Belgorod, primero en el movimiento agrícola y después en el partido comunista y en el gobierno regional. En febrero de 1983 fué elegido Presidente del Comité de Dirección de las Cooperativas por el Consejo del Centrosoyus.*

*El Sr. M.P. Trunov es también miembro del Comité Central del Partido Comunista de la URSS y Diputado del Soviet Supremo (miembro del Parlamento). En la ACI, el Sr. Trunov es miembro del Comité Central desde 1983, del Comité Ejecutivo desde 1984 y fué elegido Vicepresidente en el 28º Congreso celebrado en Hamburgo en octubre del año pasado.*

*Michael P. Trunov wurde am 28. Mai 1931 geboren. Er ist Absolvent der Landwirtschaftsakademie und Doktor der Volkswirtschaft. Er war jahrelang im Raum Bjelgorod tätig – zunächst im landwirtschaftlichen Bereich, sodann in verschiedenen regionalen Partei- und Staatsämtern. Im Februar 1983 wurde er vom Verwaltungsrat der Centrosoyus zum Vorsitzenden des Centrosoyus-Vorstands gewählt.*

*M.P. Trunov ist auch Mitglied des Zentralkomitees der Kommunistischen Partei der Sowjetunion und Abgeordneter zum Obersten Sowjet der UdSSR. Er ist seit 1983 Mitglied des IGB-Zentralvorstands und seit April 1984 im Leitenden Ausschuß tätig. Er wurde auf dem 28. IGB-Kongreß zum Vizepräsidenten des Internationalen Genossenschaftsbundes gewählt.*

## Yvon DANEAU

### Lionel Bélanger\*

Le nouveau Vice-Président de l'Alliance Coopérative Internationale est canadien de langue française. Après avoir été élève à l'École des Pêcheries, il obtint un baccalauréat en sciences appliquées à l'Université Laval. C'est probablement grâce à ses activités parmi les pêcheurs et au contact et leurs coopératives qu'il commença à s'intéresser au mouvement coopératif.

C'est sans doute aussi ce nouvel intérêt qui amena M. Daneau à s'inscrire à la Faculté des Sciences sociales, économiques et politiques, où il obtint successivement un baccalauréat en Sciences sociales et une maîtrise en Sociologie.

Après une solide expérience professionnelle il compléta son cycle d'études en obtenant de l'Université Harvard des Etats-Unis un certificat en « Program for Management Development ».



### Emplois

Secrétaire général du Conseil du Plan d'aménagement rural de l'Est du Québec, de 1963 à 1965, M. Daneau fut

\* M. Bélanger est chef du service de l'Information et des Relations Publiques de la Confédération des Caisses Populaires et d'Economie Desjardins du Québec.



professeur de sociologie à la Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval de 1965 à 1970.

Homme d'action par excellence, approchant les problèmes d'une manière pragmatique. M. Daneau cumula, en plus de ses fonctions de professeur, celle de Directeur du Conseil de la Coopération du Québec, de 1965 à 1970. Cette dernière fonction devenant plus accaparante, il l'assuma à plein temps dès 1970.

C'est au service du C.C.Q. que notre ami entra en contact, pour la première fois, avec l'Alliance Coopérative Internationale. Cet élément devait s'avérer déterminant dans sa carrière puisque son intérêt pour la coopération dans le monde et, particulièrement dans les pays en voie de développement, ne cessa de grandir et l'amena à s'intéresser à ce secteur, quels que soient les emplois occupés par la suite.

A la suite de son mandat au Conseil de la Coopération du Québec, M. Daneau occupa successivement les fonctions suivantes:

#### **De 1974 à 1979:**

Directeur général adjoint, Recherche et Développement à la Confédération des Caisses Populaires et d'Economie Desjardins du Québec

#### **De 1979 à 1981:**

Président directeur général de la Société de Développement International Desjardins

#### **Depuis 1981:**

Adjoint au Président, secrétaire général de la Confédération des Caisses Populaires et d'Economie Desjardins du Québec

Président de la Société de Développement International Desjardins depuis

1979, responsable du secteur international de la Confédération des Caisses Populaires et d'Economie Desjardins du Québec. Représentant des coopérateurs canadiens au sein de l'A.C.I., M. Daneau est bien au fait des activités coopératives dans les diverses parties du monde.

Travailleur infatigable, conciliateur né, au jugement sûr et éclairé, M. Daneau possède une intelligence vive qui saisit rapidement la quintessence d'un problème et les moyens de le résoudre.

#### **Vie familiale**

C'est en étudiant les Sciences sociales que notre ami Yvon rencontra la charmante Monique Rény qu'il épousa en 1962. De cette union, naquirent cinq enfants, soit deux filles et trois garçons. Malgré ses nombreuses occupations et ses absences fréquentes à l'étranger de même qu'à l'intérieur du pays, M. Daneau tente d'être présent le plus possible auprès de celle et de ceux qu'il aime le plus.

#### **Sports et hobbies**

Yvon Daneau est un grand adepte du tennis. Il apprécie également d'assister à une partie de baseball en été ou de hockey en hiver.

Vous voulez connaître la dernière nouveauté en vogue dans le domaine littéraire, adressez-vous à Yvon qui l'a probablement déjà lue et est en mesure de vous la commenter.

Yvon Daneau est le premier Canadien à occuper une fonction aussi importante au sein de l'A.C.I. depuis sa fondation.

The other new Vice President of the ICA, Mr. Yvon Daneau, is a French Canadian. After completing his secondary education he entered the "Ecole des Pêcheries" where he obtained a baccalauréat in applied sciences from Laval University. It was doubtless the contact with the fishermen and their co-operatives which awakened his interest in co-operation and incited him to inscribe in the Faculty of Social Sciences where he subsequently obtained a BA in Social Sciences and an MA in Sociology. He also has a Certificate in Management Development from Harvard University (USA).

From 1963 - 1965 Mr. Daneau was General Secretary of the Country Planning Council of East Quebec. From 1965 - 1970 he was Professor of Sociology at Laval University in addition to being Director General of the Co-operative Council of Quebec – a position he held until 1974, when he entered the "Confédération des Caisses Populaires d'Economie Desjardins du Québec" as Deputy Director of Research and Development. In 1979 he became President/Director General of the "Société de Développement International Desjardins du Québec" and in 1981 he was made Head of the International Sector of the Confédération Desjardins and their representative to the ICA Central Committee.

Mr. Daneau has been married since 1962. He spends as much time as possible with his charming wife, Monique, and their five children (two girls and 3 boys). He is a good tennis player and also enjoys watching baseball and ice hockey. A great literature fan, he reads one to two books a week.

Yvon Daneau is the first Canadian to occupy such an important post in the ICA.

---

El otro nuevo Vicepresidente de la ACI es un canadiense de la región francesa, el Sr. Yvon Daneau. Una vez terminados sus estudios secundarios, ingresó a la "Ecole des Pêcheries" donde obtuvo su título de Bachiller en Ciencias Aplicadas de la Universidad de Laval. El contacto con los pescadores y sus cooperativas fué sin duda lo que despertó su interés por la cooperación y lo incitó a ingresar a la Facultad de Ciencias Sociales donde obtuvo una Licenciatura en Ciencias Sociales y una Maestría en Sociología. También tiene un certificado de gestión del desarrollo (management development) de la Universidad de Harvard (Estados Unidos).

De 1963 a 1965 ejerció la función de Secretario General del Consejo Regional de Planificación para el Este de Quebec. De 1965 a 1970, fué profesor de sociología en la Universidad Laval además de desempeñar el cargo de Director General del Consejo Cooperativo de Quebec hasta 1974, fecha en la que entró a la "Confédération des Caisses Populaires d'Economie Desjardins du Québec" como Director Comisionado de la Investigación y del Desarrollo. En 1979 fué designado Presidente/Director General de la "Société de Développement International Desjardins du Québec" y en 1981 Director del Sector Internacional de la Confederación Desjardins y representante de ésta ante el Comité Central de la ACI.

El Sr. Daneau se casó en 1962. Pasa todo el tiempo posible con su encantadora esposa Monique y sus cinco hijos (dos niñas y tres niños). Es un buen tenista y le gusta también asistir a partidos de baseball y de hockey sobre hielo. Siendo un gran aficionado a la literatura, lee de uno a dos libros por semana.

El Sr. Yvon Daneau es el primer canadiense que ocupa un puesto tan importante en la ACI.

---

Der andere neue Vizepräsident des IGB, Yvon Daneau ist Französischkanadier. Nach Abschluß der Mittelschule besuchte er die "Ecole des Pêcheries" (Fischereischule), wo er einen wissenschaftlichen Grad der Universität Laval erwarb. Zweifellos war es der Kontakt mit den Fischern und ihren Genossenschaften, der sein Interesse für die Genossenschaftsbewegung weckte und ihn veranlaßte, sich an der sozialwissenschaftlichen Fakultät zu immatrikulieren, wo er den Studienabschluß in den Sozialwissenschaften erreichte und in Soziologie promovierte. Er studierte ferner Managementtechniken an der amerikanischen Harvard University.

Von 1963 bis 1965 war Yvon Daneau Generalsekretär des Landesplanungsrats von Ostquebec. Von 1965 bis 1970 war er Professor für Soziologie an der Universität Laval und daneben Generaldirektor des Genossenschaftsrats von Quebec – eine Stelle, in der er bis 1974 verblieb, als er als stellvertretender Forschungs- und Entwicklungsdirektor in die "Confédération des Caisses Populaires d'Economie Desjardins du Québec" eintrat. 1979 wurde er Präsident und Generaldirektor der "Société de Développement International Desjardins du Québec", 1981 Leiter der Internationalen Abteilung der Confédération Desjardins und ihr Vertreter im IGB-Zentralvorstand.

Yvon Daneau ist seit 1962 verheiratet. Er verbringt soviel Zeit wie nur möglich mit seiner reizenden Frau Monique und ihren fünf Kindern (zwei Mädchen und drei Jungen). Er ist ein Guter Tennisspieler, sieht aber auch gern Baseball und Eishockey. Er begeistert sich für Literatur und liest ein bis zwei Bücher wöchentlich.

Yvon Daneau ist der erste Kanadier, der ein so wichtiges Amt im IGB bekleidet.

# Members of the Executive Committee

## Raija ITKONEN\*

Raija Outi Orvokki Itkonen was born in Helsinki, Finland on 23rd April, 1939. She graduated from the Helsinki school of Economics in 1962 with a degree in Economics. Ms. Itkonen is a devoted co-operator representing the third generation of co-operators in her family. (Her father was a member of the ICA Central Committee from 1954 - 57 and served on the Executive Committee in 1963 - 66 and from 1969 - 72). She has worked for the 'E' Co-operative Movement for more than 20 years and is an outstanding expert in the field of international co-operation.

Besides various other secretarial duties, Ms. Itkonen has been responsible for the international relations of the Central Union of Consumer Co-operation, 'KK' for the past 11 years. She has attended the ICA Congresses since 1966 and the Central Committee meetings regularly since 1973. She represents KK on the boards of several unions and associations where KK is a member (e.g. the Consumer Consulting Association, Finnish Non-Profit Centre for Building, Planning and Workers' Education Association) and has also represented the E Co-operative Movement at several national co-operative congresses. She has been a member of the Central Committee since 1983 and of the Women's Committee since 1978.



Raija Itkonen is married and has two children (a boy of 13 and a 16-year old daughter). She is intensely concerned by social questions and her other interests are literature and languages – she speaks fluent Finnish (mother-tongue) Swedish, English and German and has some knowledge of Russian and French.

Ms. Itkonen is the first female member of the Executive for 50 years.

\* Information supplied by Kulutusosuustoiminnan Keskusliitto KK ry (Central Union of Consumer Co-operation KK).

Madame Raija Itkonen est mariée et mère de deux enfants, une fille de seize ans et un garçon de treize ans. Elle est secrétaire du département des affaires internationales de l'Union Centrale des Coopératives de Consommation de Finlande. Dans sa famille, elle représente la troisième génération de coopérateurs. Le Comité Exécutif de l'Alliance n'ayant pas compté de femme parmi ses membres depuis plus de 50 ans, Madame Itkonen aura, en plus de ses fonctions effectives, la tâche d'y faire valoir le point de vue de la Femme.

Vivement intéressée par les langues vivantes, elle a travaillé comme traductrice, rédactrice-correspondante et secrétaire générale dans le cadre de son mouvement coopératif. Elle a participé aux congrès de l'ACI depuis 1966 et assisté aux réunions du comité central depuis 1973.

Elle est membre du groupe consultatif nordique sur les problèmes de développement et du comité des coopératrices de l'ACI.

---

Raija Outi Orvokki Itkonen nació el 23 de abril de 1939 en Helsinki, Finlandia. En 1962 se graduó y obtuvo el título de economista de la Escuela de Economía de Helsinki. La Sra. Itkonen es una cooperadora dedicada que representa la tercera generación de cooperadores en su familia. (Su padre fué miembro del Comité Central de la ACI de 1954 a 1957 y trabajó para el Comité Ejecutivo de 1963 a 1966 y de 1969 a 1972). Ha trabajado durante más de veinte años para el Movimiento Cooperativo E y es una experta notable en el área de la cooperación internacional.

Aparte de diversos trabajos de secretaria, la Sra. Itkonen ha sido responsable de relaciones internacionales de la Unión Central de Cooperativas de Consumo KK durante los últimos 11 años. Ha asistido con regularidad a los congresos de la ACI desde 1966 y a las reuniones del Comité Central desde 1973. Representa a la Unión Central KK en los consejos de varias uniones y asociaciones a las cuales la Unión está afiliada (por ej.: la Asociación Consultiva del Consumidor; Centro Finlandés sin fin de lucro para la Construcción y la Planificación; Asociación para la Educación Obrera) y también al Movimiento Cooperativo E en varios congresos cooperativos nacionales. Es miembro del Comité Central desde 1983 y del Comité de Mujeres desde 1978.

Raija Itkonen está casada y tiene dos hijos (un niño de 13 años y una hija de 16 años). Tiene un profundo interés por las cuestiones sociales. Otros de sus intereses son la literatura y los idiomas. Aparte del finlandés que es su lengua materna, habla con fluidez el sueco, el inglés, el alemán y tiene conocimientos de ruso y de francés.

---

Raija Outi Orvokki Itkonen wurde am 23. April 1939 in Helsinki geboren. Sie schloß 1962 ihr Studium der Nationalökonomie an der Hochschule Helsinki ab. Sie vertritt als überzeugte Genossenschafterin schon die dritte Generation in ihrer Familie. (Ihr Vater war von 1954 bis 1957 Mitglied des IGB-Zentralvorstands und von 1963 bis 1966 und 1969 bis 1972 im Leitenden Ausschuß tätig). Sie arbeitet seit über 20 Jahren für die Genossenschaftsbewegung und ist eine hervorragende Expertin in Fragen der internationalen Zusammenarbeit.

Neben verschiedenen anderen Sekretariatsaufgaben nimmt Raija Itkonen seit elf Jahren die internationalen Beziehungen des Zentralverbandes der Konsumgenossenschaften KK wahr. Sie nimmt seit 1966 an den IGB-Kongressen und seit 1973 regelmäßig an den Tagungen des Zentralvorstands teil. Sie vertritt die KK in den Vorständen mehrerer Verbände und Vereinigungen, denen die KK angehört (z.B. Vereinigung für Konsumentenberatung, Finnische gemeinnützige Zentralstelle für Bauplanung und Arbeiterbildungsvereinigung), und hat auch die E-Genossenschaftsbewegung auf mehreren nationalen Genossenschaftskongressen vertreten. Sie gehört dem Zentralvorstand seit 1983 und dem Frauenausschuß seit 1978 an.

Raija Itkonen ist verheiratet und hat zwei Kinder (einen 13jährigen Jungen und eine 16jährige Tochter). Sie befaßt sich intensiv mit Sozialfragen, Ihre anderen Interessen sind Literatur und Sprachen – sie spricht fließend Finnisch (Muttersprache), Schwedisch, Englisch und Deutsch und hat auch einige Russisch- und Französischkenntnisse.

Sie ist das erste weibliche Mitglied des Leitenden Ausschusses seit 50 Jahren.



## Jan KAMIŃSKI

by Barbara Róg-Świastek\*

Jan Kamiński was born on 1st January 1922 in Jaroslaw, Poland. He studied at the Main School of Agricultural Economy in Warsaw, graduating from its Department of the Economics of Agriculture.

He has been working in the co-operative movement since 1946; at the beginning in the Agricultural Department of "Spolen", and in the years 1948 - 61 at



the Headquarters of the Agricultural Co-operative "Peasant Self-Aid" in Warsaw at various posts connected with his vocation and in the co-operative self-governing bodies. From 1965 to 1969, he was Deputy Chairman of the Central Board of the Agricultural Co-operative "Peasant Self-Aid". In 1971, he was

elected President of the Central board, renamed Central Union of Agricultural Co-operatives "Peasant Self-Aid" after some organisational changes in the Polish co-operative movement.

In addition, for a number of years, Mr. Jan Kamiński has been a member of the Presidium of the Supreme Co-operative Council, and in May 1976, the General Meeting of the SCC unanimously elected him as its President.

Apart from his co-operative functions Mr. Jan Kamiński held a number of responsible governmental posts, such as Vice-Minister of the Food Industry and Purchases in the years 1969 - 1971, Vice-Minister of Internal trade and Services in 1976, and Minister without portfolio in the years 1976 - 1980. He has been member of Parliament of the Polish People's Republic since 1972.

From 1971, President Jan Kamiński was a member of the Central Committee of the International Co-operative Alliance, and from February 1979, a member of its Executive Committee.

He has published a number of articles and books dealing with the economic and self-governing aspects of the co-operative movement. He is also a co-author of the report "Co-operatives and the State" a document reflecting contemporary relationships between the State and the world co-operative movements, which was the main subject for discussion at the 1978 meeting of the ICA Central Committee in Copenhagen.

In recognition of his activity for the benefit of the Polish co-operative movement and the development of the Polish economy, Mr. Jan Kamiński has been distinguished with high co-operative and state awards.

He is married and has two children.

\* Barbara Róg-Świastek is Director of the International Relations Department of the Supreme Co-operative Council.

Jean Kaminski est né le 1er Janvier 1922 à Jaroslav, au SE de la Pologne. Il a étudié à l'école centrale d'économie agricole. Engagé dans le mouvement coopératif agricole de son pays depuis 1964, il en a été élu président en 1971 tandis que le mouvement devenait l'Union Centrale des Coopératives Agricoles «Entraide Paysanne». En 1976, il fut également élu président du Conseil Coopératif Central. Sur le plan politique, il a assumé à plusieurs reprises des fonctions ministérielles.

M. Kaminski est membre du comité central de l'ACI depuis 1971 et de l'exécutif depuis 1979. Auteur d'un grand nombre d'articles, il s'est beaucoup intéressé aux relations entre les coopératives et l'Etat, participant à la rédaction du rapport sur ce sujet qui fut discuté lors de la réunion de 1978 du comité central de l'ACI à Copenhague. Jean Kaminski a reçu plusieurs distinctions officielles pour son activité en faveur du mouvement coopératif et de l'économie de son pays.

---

Jan Kaminski nació el 1º de Enero de 1922 en Jaroslav, al sureste de Polonia. Realizó sus estudios en la Escuela Central de Economía Agrícola. En 1964 se unió al Movimiento Cooperativo Agrícola polonés del cual fue elegido Presidente en 1971, época en la que el movimiento se convirtió en la Unión Central de Cooperativas Agrícolas "Ayuda Campesina Mutua". También fue elegido Presidente del Consejo Cooperativo Central (1976). En el plano político, asumió varias veces funciones ministeriales.

El Sr. Kaminski es miembro del Comité Central de la ACI desde 1971 y del Comité Ejecutivo desde 1979. Es autor de un número considerable de artículos y tiene un gran interés por las relaciones entre las cooperativas y el Estado. Participa la redacción del reporte sobre éste tema que se discutió en la reunión del Comité Central de la ACI en Copenhague (1978).

---

Jean Kaminski wurde am 1. Januar 1922 im südostpolnischen Jaroslav geboren. Er studierte an der agrarwirtschaftlichen Zentralschule. Ab 1964 war er in der landwirtschafts-genossenschaftlichen Bewegung seines Landes tätig und wurde 1971 zu ihrem Vorsitzenden gewählt, als die Bewegung zur Zentralen Union der landwirtschaftlichen Genossenschaften auf gegenseitige bäuerliche Hilfe wurde. 1976 wurde er auch zum Präsidenten des Genossenschaftlichen Zentralrats gewählt. Auf politischer Ebene wurde er wiederholt in das Ministeramt berufen.

Jean Kaminski gehört seit 1971 dem IGB-Zentralvorstand und seit 1979 dem Leitenden Ausschuß an. Als Verfasser zahlreicher Artikel hat er sich nachhaltig für die Beziehungen zwischen den Genossenschaften und dem Staat interessiert; als Mitautor war er an dem Bericht zu diesem Thema beteiligt, der 1978 auf der Tagung des IGB-Zentralvorstands in Kopenhagen erörtert wurde. Jean Kaminski hat mehrere offizielle Auszeichnungen für seine Tätigkeit im Dienste der Genossenschaftsbewegung und der Wirtschaft seines Landes erhalten.

---

---

*editorial and administrative office:*

**International Co-operative Alliance**

**Route des Morillons 15, CH-1218 Le Grand-Saconnex, Geneva, Switzerland**

**Telephone: (022) 98.41.21 Telex: 27 935 ICA CH**

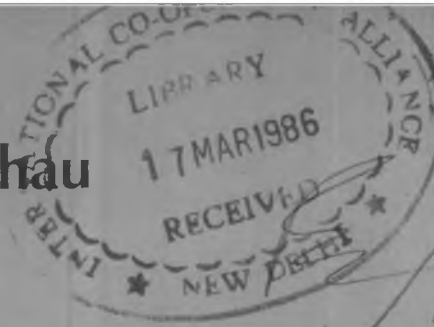
**Cables: INTERALLIA Geneva**

This publication is also available in MICROFORM. For information and purchase apply directly to XEROX-UNIVERSITY MICROFILMS 300 North Zeeb Road, Ann Arbor, Michigan 48106, USA.

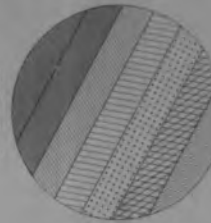
International Co-operative INFORMATION is also available with all articles in Spanish from the publishers Intercoop Editora Cooperative Ltda. Moreno 1733/41, 1093 Buenos Aires, Argentina.

---

Review  
Revista  
Rundschau  
Revue  
Ревию



ACI



IGB

MKA

Volume 78 No 1 1986

Broader Horizons – The ICA and Development – Transport Co-operatives – A Regional Federation asks for Membership – Tourism as an instrument of co-operation – Resurgence of Consumer Co-ops – Co-op City – Book Reviews \* (Malaysia, Spain, Switzerland, United Kingdom, USA, etc.)

Horizons plus larges – L'ACI et le développement – Coopératives de transport – Fédération de coopératives et autonomie régionale – Le tourisme pourrait rassembler des coopératives de secteurs divers – Renaissance de coopératives de consommation – Une ville coopérative – Les livres \* (Angleterre, Malaisie, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Suisse, etc.)

Dilatar los horizontes – La ACI y el desarrollo – Cooperativas de transporte – Federación de cooperativas y autonomía regional – El turismo tendría que reunir cooperativas de distintos sectores – El renacimiento de cooperativas de consumo – Pueblo cooperativo – Los libros \* (Andalucía, Estados Unidos de América, Inglaterra, Malaysia, Suiza, etc.)

Erweitern des Horizontes – Der IGB und die Entwicklung – Transportgenossenschaften – Ein Genossenschaftsbund in einer autonomen Region – Tourismus sollte Genossenschaften verbinden – Wiederaufleben von Konsumgenossenschaften – Coop City – Übersicht über die Bücher \* (England, Malaisien, Spanien, Schweiz, Vereinigte Staaten, usw.)



1985  
Vol. 79

MEKABHARPOHAR KOOPERATIBHAR INHOPMALLA

COOPERATIVE INTERNATIONALE  
COOPERATIVA INTERNACIONAL

INFORMATION

INTERNATIONALE GENOSSENSCHAFTLICHE

INTERNATIONAL CO-OPERATIVE



Formerly:  
Review of International Co-operation

Vol. 79 No 1 1986

## Contents

The official organ of the  
International Co-operative  
Alliance

Head of Publishing  
Department: J.-F. Kister  
Editor: M. Treacy

✓ The ICA Role in Development  
*(Alf Carlsson)* 3

Genossenschaften im Wohnbereich  
die optimale Alternative  
*(Peter Macher)* 9

✓ A Specialized Organization for  
Transport Co-operatives  
*(L.-J. Kovats)* 16

Cooperativismo Andalúz:  
Pasado, presente y futuro  
*(Fernando Alvarez Palacios)* 21

Coopératives et tourisme en Andalousie  
*(Jean-F. Kister)* 30

✓ Resurgence of Consumer  
Co-operatives in Malaysia  
*(S. Ahlaimuniandy)* 40

✓ Co-ops Welcome Here  
*(David Klugman)* 46

### Book Reviews:

Une voie vers la communauté de  
G. Melnyk 56

Co-operatives and Peace, by  
S.K. Saxena 59

The Woman Co-operator and  
Development, by Z. & R. Meghji,  
and C. Kwayu 61

The Pit Village and the Store,  
by L. McCulloch Thew 63

# The ICA Role in Development

by Alf Carlsson\*

## History of ICA Development

In the 1950s the first efforts to assist co-operatives in developing countries were often seen as a process of transplanting European co-operative systems into the different environments of the, so-called, "under-developed" (later "developing") countries.

At the ICA Congress in Lausanne in 1960, it was recognized that some modification of the traditional European model may be needed. The Lausanne Congress approved a long term programme of technical assistance which focused on data collection, research, co-operative education, collaboration with the UN and promotion of co-operative trade. From 1954, when ICA's Subcommittee for Development and Development fund were established, the Alliance had been trying to solve the problem of how to support co-operative development outside Europe and North America.

The well-known and important ILO Recommendation, "No 127", which declared that co-operatives were "important instruments of economic, social and cultural development as well as of human advancement in developing countries" was approved in 1966. It argued that governments should help co-operative development through legislative, financial, technical and other measures, that co-operative develop-

ment should be integrated in national development plans, but that it was important that co-operatives should maintain their independence.

The 1970s was proclaimed by the ICA a Co-operative Development Decade and the Alliance embarked upon a ten-year programme with increased activities for the promotion of co-operative development in the Third World, based on a better understanding of the real needs of the peoples of developing countries. The efforts were focused on agricultural and rural development and the mobilization of human resources. The need for appropriate technology was of growing concern. Western-style industrialization seemed often to aggravate the imbalance in Third World economies by increasing urban unemployment.

In the report to the 27th ICA Congress held in Moscow in 1980, on the work and achievements by the ICA and its members during the past decade, it was cautiously noted: "But while very considerable efforts have been made by co-operative organizations, by governments and by international organizations of various kinds during the 1970s, some may take the view that co-operative development during the seventies has not been quite as great or as uniformly successful as had been hoped at the beginning of the decade. If this has been the case, it may be the consequence, not so much of the ineffectiveness of work for co-operative development, as of unfavourable economic and

\* Alf Carlsson is currently Head of the Development Section at ICA Head Office. He was formerly Director of the Swedish Co-operative Centre AGITCOOP (Advisory Group for International Training of Co-operators).

other circumstances". In its concluding remark the report stated: "After all, the kind of measures needed to encourage co-operative development may not be dissimilar to the kind of measures needed to make the economy function more smoothly. All measures likely to create a more egalitarian society – tax changes, agrarian reform, more spending on education and less on arms, etc. – are likely, not only to help to turn potential demand into effective demand and increase employment, but also to help people to save from their earnings enough to create their own co-operatives..."

During the 1980s the populations of many countries are facing starvation. The main concern is to increase food production and this is also reflected in the co-operative sectors.

The growing economic problems and increasing political instability also creates an atmosphere of urgency and impatience for quick solutions and immediate results. This could complicate long-term efforts to build self-reliant and independent co-operative organizations which would secure the active and democratic involvement of people in producing and distributing food.

In recent years, the need to involve the people in every development effort has focused attention on the potential role of co-operatives. The support by both FAO and ILO in the initiatives taken by the ICA Regional Offices in Moshi (which led to the Gaborone declaration for a Regional Co-operative Development Decade, 1985 - 1995, for East, Central and Southern Africa) is a recognition of this.

## **ICA's Two Roles in Development**

The ICA must provide leadership for the co-operative movement in the develop-

ment countries. It must also promote "the establishment and growth of independent, democratic, and viable co-operative organizations, in which men and women participate on equal terms". As stated in the ICA Policy for Co-operative Development.

Co-operatives in Africa, Asia and Latin America seem often more inclined to look at the ICA for guidance and leadership, compared with the European co-operative movements. This is perhaps natural, when co-operative development in many countries is in the initial stage and, despite a host of problems, finds itself on an upward curve towards un-imagined possibilities. During this period important decisions on priorities, decisive for the nature of the co-operative as well as for its performance and efficiency, are continuously being taken.

The ICA should offer help and guidance on questions pertaining to co-operatives and the weaker sections of the population, the relationship to governments and the autonomy of the co-operative movement. A new look at co-operative principles also seems to be required. A reliable yardstick must be provided by the ICA, whereby a co-operative organization can be identified more easily.

But the ICA itself will have no ready-made answers. These must be provided by a continuous democratic and educational process. The exchange of experience and knowledge, moral values and attitudes, and the application of co-operative principles will give conclusions and a general consensus concerning the co-operative and its required qualities.

In the promotion of co-operative growth and its involvement in development assistance, the 28th Congress of the ICA has provided a new point of departure. In his report to the Congress in Hamburg in 1984, Yvon Daneau sum-

med up four lines of action for the ICA development work.

1. Member organizations should be more involved in development assistance, and should seek support from their governments.
2. ICA should support the members in their development efforts with various services like planning and evaluation.
3. The ICA should support the co-operative movements in the regions, to help them see more clearly the genuine needs of the various co-operative sectors and to find possible sources of financing.
4. The ICA should plead the cause of authentic co-operative development with the governments of its member organizations, and should encourage a better image of the co-operative movement at all levels.

## **The New ICA Approach to Development**

An action plan for ICA Development was approved by the ICA Development Committee and the ICA Executive Committee at its meeting in Berlin in June 1985, and confirmed by the ICA Regional Councils for Asia and East, Central and Southern Africa in July of the same year.

According to this plan, new, smaller regional structures must replace the present structures in Asia and in East, Central and Southern Africa. New Regional Offices will be set up by the ICA in regions not yet covered, where the ICA members and potential members are prepared to establish and support an ICA office. The ICA Headquarters and its Development Section, must be reinforced so that it can give the necessary support to the ICA regional activities and monitor the ICA Development Pro-

gramme. A separate agency for development will be created within the ICA, i.a. to ensure flexible and efficient operations and management of ICA development work and to keep the costs for development apart from the main budget of the ICA.

- a) The ICA will concentrate on national needs and help its member organizations to identify needs and to decide on priorities for building viable, democratic and independent co-operative movements.
- b) The ICA will emphasize its role as a facilitator of development and development assistance, rather than becoming involved in the implementation of projects.
- c) The ICA will rely more on the direct support and participation of its members in the Development Programme. Technical experts, consultants or advisers recruited for projects will be directly attached to ICA members in developing countries who will be expected to share at least a part of the costs of such assistance.
- d) The regional aspect of ICA work will be maintained through a system of technical committees for specific fields such as agriculture, fisheries, insurance, etc., which ICA members consider to be necessary. Through these committees, national achievements and experience will be shared between the co-operative movements represented. This could be a small group of countries facing similar problems and having similar needs and priorities, or else the committee could also include members from the whole region, in which case its work may be more general.
- e) The technical committees and the Regional Council will be of crucial importance in the new ICA structure and for the ICA's regional activities. They will provide a vital link between the national co-operative mo-

vements and the Alliance. The regional work programme of the ICA will depend on what needs and priorities are being presented to the Regional Council by national representatives to these committees. Therefore, representation on the committees will have far-reaching consequences on the work of the ICA and its financing in the region concerned. It will imply a good work-programme which meets the genuine needs of the ICA members in the region. Participation will also be crucial for access to the wealth of experience and know-how that these technical committees embody.

The main contribution and the unique role of ICA in development is that it provides a forum for the exchange of ideas and experiences among co-operative leaders and policy makers in developing countries and that, within its constituency, it has all the possible expertise that might be needed.

Therefore, it is necessary to organize the ICA structure in such a way that its potential importance could be systematically and fully exploited by ICA members. This would reduce dependence on outside assistance and raise the self-reliance of co-operatives in the region.

But even with a small and largely self-sustained ICA development organization, the Alliance and its members will have to rely on assistance from outside

the ICA and its membership. Substantial assistance from one or a few major donors is especially required during the initial period of a new Regional Office. This has been shown by our experience, but experience has also shown how important it is to receive support from different sources, both from ICA members within the region and from outside.

With the new structure and approach for ICA development, the possibilities of attracting new donors and keeping the old ones are likely to increase. With an adequately staffed ICA Development Agency, including the important function and work of CEMAS\*, and with secondment from a few main partners, the ICA will have a properly balanced organization for its versatile and demanding development work.

Details concerning the Development Agency and its constitution are being worked on, and a proposal will be presented to the ICA Executive Committee in March at its meeting in Palermo, Italy. Special attention will be given to the role of the Regional Councils which, together with the technical committees, are likely to play a key-hole in the new structure. But the most important question of all is how to secure the interest and influence of the ICA members in the developing countries in the future development activities of the ICA. This is probably a key question, not only for successful implementation and adequate financing of the ICA Development Programme, but also for the future of the ICA itself.

*L'ACI ET LE DÉVELOPPEMENT – En 1950 on cherchait à implanter les méthodes coopératives occidentales dans les pays en développement. En 1960 on cherchait plutôt à s'informer. En 1970 on lançait un programme de développement. En 1980 on constatait que les « circonstances » n'avaient pas permis que tout marche bien. On réalisait que des mesures devaient être prises moins pour susciter de nouveaux clients parmi les pays en développement que pour permettre un répit à leurs populations afin qu'elles puissent, elles aussi, créer leurs propres coopératives selon leur propre génie. La faim dans le monde devait toutefois requérir des actions urgentes.*

*Les coopératives des pays en développement attendent des consignes de l'ACI qui pourtant ne peut pas leur apporter de solutions toutes faites. Tout au plus peut-on étudier ce qui se passe et chercher à comprendre afin de transmettre des lignes générales autour desquelles chaque mouvement doit pouvoir construire sa propre identité.*

*Le 28ème congrès de l'ACI (Hambourg 1984) a donné un nouveau point de départ. L'ACI ne va pas chercher à promouvoir ses propres projets. Elle va chercher à identifier des besoins auxquels ses membres peuvent répondre ainsi que les ressources disponibles (crédit, état, etc...). Elle va décentraliser son activité de développement et faire en sorte que ses organes spécialisés et ses comités régionaux puissent jouer le rôle fondamental qui leur revient. La participation à ces organes et comités devient importante car ce sont eux qui sont le mieux à même de débattre de problèmes spécifiques tant aux régions qu'aux diverses activités économiques.*

*Il va aussi falloir que chaque projet puisse compter sur de solides appuis matériels ou logistiques, mais, de préférence issus de plusieurs sources afin d'éviter la dépendance. Il faudra en trouver de nouvelles et ménager les anciennes. Avec sa nouvelle division spécialisée en matière de développement, menée par des professionnels et englobant le Service d'Information sur le Matériel d'Enseignement Coopératif (CEMAS), l'ACI s'est dotée de l'instrument nécessaire à sa nouvelle politique en la matière. Les données fournies pour la réunion de mars 1986 du comité exécutif de l'Alliance à Palerme (Italie) permettront d'envisager plus clairement le programme d'activités à prévoir.*

---

*LA ACI Y EL DESARROLLO. – En 1950 se trataba de implantar los métodos cooperativos occidentales en los países en desarrollo. En 1960 se trataba sobre todo de informar. En 1970 se lanzó un programa de desarrollo. En 1980 se constató que las « circunstancias » no habían permitido que todo funcionara bien. Nos dimos cuenta que se debían tomar medidas no tanto para suscitar nuevos clientes entre los países en desarrollo sino para permitir un descanso a sus poblaciones para que pudieran también crear sus propias cooperativas, según su propio ingenio. Sin embargo, el hambre en el mundo requirió que se tomaran acciones urgentes.*

*Las cooperativas de los países en desarrollo esperan instrucciones de la ACI, la cual con todo no puede aportar soluciones ya hechas. A lo más, puede estudiar lo que se pasa y tratar de comprender para transmitir líneas generales sobre las cuales cada movimiento debe poder construir su propia identidad.*

*El 28 congreso de la ACI (en Hamburgo 1984), dió un nuevo punto de partida. La ACI no tratará de promover sus propios proyectos, sino que tratará de identificar las necesidades a las cuales sus miembros pueden responder, así como los recursos disponibles (crédito, Estado, etc...). La ACI centralizará su actividad de desarrollo y actuará de modo a que sus órganos especializados y sus comités regionales puedan desempeñar el papel que les corresponde. La participación en esos órganos y comités se ha vuelto importante ya que son ellos los mejor capacitados para discutir problemas específicos de las regiones así como las diversas actividades económicas.*

*También será necesario que cada proyecto pueda contar con un apoyo material o logístico sólido, pero de preferencia proveniente de varias fuentes para evitar la dependencia. Se deberán encontrar nuevas fuentes y aprovechar al mismo tiempo las ya existentes. Con su nueva división especializada en materia de desarrollo, llevada a cabo por profesionales y englobando el Servicio de Información sobre el Material de Enseñanza Cooperativo (CEMAS), la ACI se ha dotado del instrumento necesario para su nueva política en la materia. Los datos aportados para la reunión de marzo de 1986 del Comité Ejecutivo de la Alianza en Palermo (Italia) permitirán de considerar más claramente el programa de actividades que se debe proveer.*

*IGB UND ENTWICKLUNGSPOLITIK – 1950 strebte man die Einführung genossenschaftlicher Methoden westlichen Stils in den Entwicklungsländern an. 1960 war man vor allem bestrebt, sich zu informieren. 1970 startete man ein Entwicklungsprogramm. Und 1980 musste man dann feststellen, dass die erhoffte Entwicklung an den «Umständen» gescheitert war. Man erkannte, dass man sich gezielt um die Werbung neuer Kunden unter den Entwicklungsländern bemühen musste und dass die Bevölkerung in den betreffenden Ländern eine Atempause brauchte, um selber eigene Genossenschaften gemäss ihren Eigenarten und Fähigkeiten auszubilden. Der Hunger in der Welt zwang jedoch zu raschem Handeln.*

*Die Genossenschaften in den Entwicklungsländern erwarten Handlungsanweisungen vom IGB, der allerdings keine Patentrezepte parat hat. Allenfalls kann man zum besseren Verständnis das Geschehen analysieren, um Leitlinien zu formulieren, an denen sich die einzelnen Bewegungen beim Ringen um die eigene Identität frei orientieren können.*

*Mit dem 28. IGB-Kongress in Hamburg 1984 wurde ein neuer Anfang gemacht. Dem IGB geht es nicht mehr darum, eigene Projekte zu fördern, sondern vielmehr darum festzustellen, welchen Bedürfnissen seine Mitglieder mit welchen Mitteln (Kredite, staatliche Unterstützung usw.) Rechnung tragen können. Der IGB wird seine Entwicklungsarbeit dezentralisieren und dafür sorgen, dass seine Fachorgane und Regionalausschüsse auch wirklich die zentrale Rolle spielen, die ihnen zugedacht ist. So gesehen gewinnt die Mitarbeit in diesen Organen und Ausschüssen an Bedeutung, denn niemand könnte besser als sie zu Fragen Stellung nehmen, die speziell die Regionen und verschiedenen Wirtschaftszweige betreffen.*

*Sodann ist dafür Sorge zu tragen, dass jedes Projekt mit einer soliden materiellen bzw. logistischen Unterstützung rechnen kann, die jedoch vorzugshalber – um Abhängigkeit zu vermeiden – von verschiedenen Seiten zu leisten wäre. Dafür muss man neue Quellen erschliessen, ohne die alten zu übergehen. In der neu eingerichteten, von Fachleuten geleiteten Abteilung für Entwicklungsfragen, die den Beratungsdienst für genossenschaftliche Unterrichtsmittel (CEMAS) einschliesst, besitzt der IGB jetzt auch das Instrument, das er für seine neue Politik auf diesem Gebiet benötigt. Anhand der Daten, die der Exekutivausschuss des Bundes im März 1986 auf seiner Tagung in Palermo (Italien) vorlegen wird, dürften sich die Konturen des künftigen Arbeitsprogramms dann klarer umreissen lassen.*

# Genossenschaften im Wohnbereich – die optimale Alternative

Peter Macher

Der Schweizerische Wohnungsmarkt hebt sich durch verschiedene Merkmale von ausländischen Märkten ab. Der hohe Mieteranteil (rund 70%), ein sehr hoher Wohnstandard aber auch sehr hohe Preise und Mietbelastungen, markanter Wohnraummangel in städtischen Gebieten und gleichzeitig steigender Wohnraum-«verbrauch», erhebliche strukturelle Mängel im Wohnungsgrössenangebot um nur einige zu nennen. Welche Rolle können Genossenschaften als Beitrag zur Lösung dieser Probleme übernehmen ?

Die auffälligste Entwicklung fand in den letzten 10 Jahren auf der Nachfragerseite – der Bevölkerung – statt. Erhöhte sich die Wohnbevölkerung von 1960 - 1970 noch um 15.5% so blieb diese Entwicklung von 1970-1980 mit + 1,5% nahezu stabil. Die Zahl der besetzten Wohnungen entwickelte sich jedoch weiterhin stark (1960-1970: + 29,7%, 1970-1980: + 18%). Diese unterschiedlichen Entwicklungen zeigen, dass der Wohnraumbedarf nicht nur durch die Bevölkerungszahl, sondern in sehr hohem Masse von der Bevölkerungsstruktur (Zivilstand, Alter, Geschlecht, Nationalität etc.) abhängig ist. Es sei in diesem Zusammenhang darauf hingewiesen, dass z.B. ein starker Rückgang der jüngeren Jahrgänge (- 19 jährige) und ein überdurchschnittlicher

Zuwachs bei den über 70jährigen oder der Anteil der Geschiedenen (1960-1970: +31,4%, 1970-1980: + 74,3%) zu erheblichen Strukturänderungen führten. Diese demographischen Verschiebungen ergaben eine starke Veränderung der Haushaltsstruktur: So hat z.B. der Anteil der Einpersonenhaushalte von 1960 bis 1970 noch unterdurchschnittlich, 1970-1980 aber explosionsartig um gut 75% zugenommen. Diese Änderungen werden noch verstärkt durch zum Teil enorme örtliche und regionale Bevölkerungsverschiebungen. Daraus ergab sich eine massive Zunahme der Haushalte und der Nachfrage, die durch ein steigendes Wohnungsangebot befriedigt werden musste. Statistischer Ausdruck finden diese Tendenzen im starken Rückgang der durchschnittlichen Belegungsdichte.

## Unersättliche Wohnbevölkerung?

Interessierte Kreise nehmen nun die beschriebene Entwicklung zum Anlass, die ungelösten Probleme des Wohnungsmarktes (Wohnungsmangel) den unersättlichen Ansprüchen der Mieter und Mieterinnen in die Schuhe zu schieben. Sie wollen damit davon ablenken, dass der bei uns nahezu ausschliesslich private Wohnungsmarkt nicht in der Lage war, auf die Strukturveränderungen zeit- und preisgerecht zu reagieren. Es

\* Peter Macher ist Büromitglied von WOGENO, ein Verein von kleinen Wohngenossenschaften, Stadtrat in Zürich und Pressesekretär des Schweizerischen Mieterverbandes.



sind dieselben Interessenvertreter, die an der Wohnraumverknappung durchaus interessiert sind, da nur so ständig steigende Renditen erwirtschaftet werden können. Sie lehnen sich deshalb gegen alle Steuerungsmassnahmen (Raumplanung, Planungsgesetzgebung, Wohnbauförderung etc.) die die strukturellen Probleme des Wohnungsmarktes lösen wollen. Gerade im Bereich des Wohnraum«verbrauches» können aber die bestehenden Genossenschaften auf überzeugende Resultate verweisen: Sie können belegen, dass eine durchaus liberal gehandhabte Wohnraumbewirtschaftung die Zunahme des Wohnraumverbrauches in Grenzen hält. Die folgende Aufstellung zeigt die diesbezüglichen Resultate aus der Stadt Zürich.

In den beiden Gebieten mit dem höchsten Anteil an Genossenschaftswohnungen hat sich der Wohnraum«verbrauch» kaum erhöht (Friesenberg) oder doch weit unter der durchschnittlichen Zunahme im Vergleich mit der ganzen Stadt (Saatlen, wobei hier zusätzlich die tiefe Basis (26,9 m<sup>2</sup>/Person) in Betracht gezogen werden muss). Den Genossenschaften ist es offensichtlich gelungen, mit den strukturellen Problemen weit besser umzugehen, als der privaten Wohnwirtschaft.

### Die Mietpreisnot

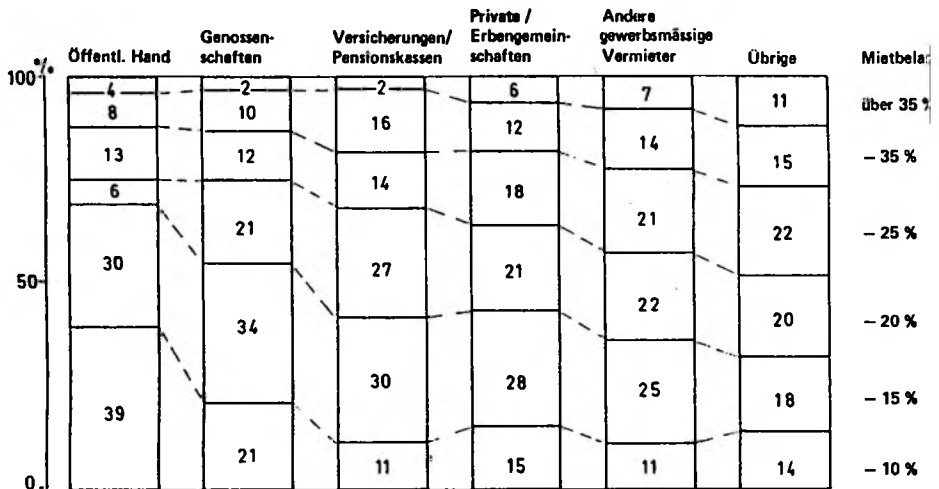
Der Wohnungsmangel äussert sich vor allem als Mietpreisnot, insbesondere in bestimmten Wohnungskategorien und

Quartier	% Genossenschaftswohnungen 1980	Bruttogeschossfläche 1970	m <sup>2</sup> /Pers. 1980	Zunahme m <sup>2</sup> 1970 - 80
Friesenberg	72,8	35,0	35,2	0,2
Saatlen	71,3	26,9	32,7	5,8
Ganze Stadt	22,4	38,0	47,1	9,1

für bestimmte Bevölkerungsgruppen. Die Studie des Bundesamtes für Wohnungswesen («Miete und Einkommen 1983») liefert hier eindrückliche Belege. So weist sie zunächst einmal auf, dass die durchschnittliche Mietbelastung (Verhältnis Netto-Miete/Haushaltseinkommen) nicht wie bisher aufgrund der Haushaltsrechnungen angenommen bei rund 13%, sondern bei beachtlichen 18% liegt, wobei rund 35% der Mieterhaushalte gar mehr als 20% des Einkommens für die Miete auslegen müssen. Die Studie legt auch erstmals die eigentlichen Problemgruppen im Wohnungsbereich offen dar: Es sind vor allem die Einzelhaushalte über 65 Jahre, die Jungen, jungen Paare und Familien sowie – ganz generell die Ein-

kommensklassen unter Fr. 2000.—. Auch hier kann die Genossenschaftsbewegung überzeugend darlegen, dass sie einen wesentlichen Beitrag zur Linderung der Mietpreisnot zu liefern im Stande ist: Nur gerade bei den Wohnungen der öffentlichen Hand ist die Mietbelastung der Mieterhaushalte geringer als bei den Wohngenossenschaften. (s. Abbildung «Mietbelastungsstruktur nach Eigentümerkategorien»). Wenn auch ein Teil dieses vorzüglichen Abschneidens der Genossenschaften auf Subventionen und Standardunterschiede zurückzuführen ist, bleibt doch eine erhebliche Differenz bestehen, die als «optimalere wirtschaftliche Leistung» den Genossenschaften gutzuschreiben ist.

## MIETBELASTUNGSSTRUKTUR NACH EIGENTÜMERKATEGORIEN



Ø - Einkommen (Fr.)	3123	3658	3881	3688	3430	2932
Ø - Miete (Fr.)	378	513	650	622	623	522
Ø - Mietbelastung (%)	14.7	16.0	18.1	18.4	19.5	20.7
Anzahl Fälle (%)	4	14	13	43	22	3
(100 % = 1749)						

Bisher wurde aufgezeigt, dass die Genossenschaften in zwei wesentlichen Bereichen des Wohnungswesen (ökonomischer Umgang mit dem Wohnraum, Mietpreis) Ausgezeichnetes geleistet haben. Allerdings ist der Bestand an Genossenschaftswohnungen zu klein, um massgebend die Wohnungsprobleme zu lösen. Mit 3,9% Genossenschaftswohnungen am Gesamtwohnungsbestand ist es nur gelungen mit der allgemeinen Entwicklung im wesentlichen Schritt zu halten. Nur gerade in der Stadt Zürich leisten die Genossenschaften mit über 20% des Wohnungsbestandes einen wesentlichen Beitrag (gefolgt vom Kanton Basel-Stadt mit rund 10%).

Es stellt sich nun die Frage, weshalb trotz überzeugender Leistungen die Wohngenossenschaften ihren Anteil am Wohnungsbestand nicht überdurchschnittlich ausgebaut haben.

### Starke Genossenschaften nur mit Hilfe der öffentlichen Hand

Es zeigt sich rasch, dass nur dort starke Genossenschaften entstanden sind, wo – vor allem durch Landabgabe – die Kantone und Gemeinden Unterstützung geboten haben. Solche Angebote waren politisch und finanziell vor allem in städtischen Gebieten möglich. Gerade aber hier stösst nun der Wohnungsbau ganz allgemein und die Genossenschaften im speziellen an klare Wachstumsgrenzen: Die Baulandreserven sind nahezu erschöpft und qualitative Stadtverbesserungswünsche (Grünraumschutz) stehen dem Ziel der Wohnraumvermehrung entgegen. Kurzgefasst: Die Zeiten, in denen mit grossen Neuüberbauungen auf der grünen Wiese genossenschaftliche Ziele erfüllt werden konnten sind vorbei. Ge-

rade hier stellt sich für die Genossenschaftsbewegung eine Aufgabe, für die sie – von ihrer Grundkonzeption, der demokratischen Selbsthilfe – besser vorbereitet ist, als ihr «Konkurrent», der private Wohnungsmarkt.

### Oekonomische Randbedingungen

Genossenschaften, welche (vor allem in städtischen Gebieten) weiter ihrer Aufgabe nachkommen wollen, werden sich der bestehenden Bausubstanz zuwenden müssen. Sie stehen aber auf dem Liegenschaftenmarkt einer Konkurrenz gegenüber, welche durch niedere (Anfangs)bruttorenditen oder durch eine spekulative Vermietungspolitik Preise zahlen kann, welche zum Teil den Ertragswert zu weit über 100% und einen realistischen Schatzwert bis 70% übersteigen (wobei in vielen Fällen allein der Landwert um die 50% ausmacht).

Die Genossenschaften werden lernen müssen, mit diesen Realitäten umzugehen. Die grossen bestehenden Genossenschaften werden von ihren Mitgliedern solidarische Beitragsleistungen durchsetzen müssen, um auf diesem Markt bestehen zu können und mit ihrer meist stark zentralisierten Verwaltungsstruktur diesen neu erworbenen Wohnraum auch vermieten zu können. Einen anderen Weg zeigen hier die vielen, neuentstandenen «Hausgenossenschaften», welche den Weg über eine bescheidenere Sanierungspolitik suchen. Ein Beispiel aus Basel macht deutlich, wie in diesem Bereich die ökonomischen Daten beachtlich verändert werden können. Es handelt sich dabei um eine Liegenschaft, die zum Verkauf angeboten wurde und bei der sowohl ein Abbruch und Neubau korrekt durchgerechnet, sowie ein weitergehender Umbau und eine einfachere Renovation geprüft wurden. Am Schluss wurde die

Liegenschaft auf genossenschaftlicher Basis durch die Mieter gekauft und eine «sanfte Sanierung» durchgeführt. Das Resultat, eine rund 50% billigere m<sup>2</sup>-Miete, ist beachtlich.

### Ein Vergleich aus Basel:

	2-Zi-Whg. mtl.	5-Zi-Whg. mtl.
Neubau	1.032.–	1.548.–
Umbau	845.–	1.268.–
Renovation	618.–	927.–
Sanfte Sanierung	543.–	815.–

#### Vergleich Mietzinse/ m<sup>2</sup> - Nutzfläche

Neubau	100%
Umbau	82%
Renovation	60%
Sanfte Sanierung	53%

#### Vergleich Anlagekosten

Neubau	100%
Umbau	54%
Renovation	43%
Sanfte Renovation	39%

Voraussetzung für solche Arten des Umganges mit bestehender Bausubstanz ist aber auf jeden Fall mit einer sehr weitgehenden Mitbestimmung bis hin zur Selbstverwaltung verbunden. Dieser Weg bedeutet für die traditionellen Genossenschaften ein weitgehendes Umdenken: Dezentralisierung, Ausbau der Mitbestimmungsrechte.

Die Genossenschaftsbewegung verfügt auch über Instrumente für die «Hilfe zur Selbsthilfe». Die Bürgerschaftsgenossenschaft sollte ihre Statuten insofern ändern, dass auch Bevorschussun-

gen von Mietzinsen gegenüber den finanzierenden Instituten verbürgt werden können. Die Solidaritätsfonds sollten weiter ausgebaut und auf die neue Aufgabe hin gestaltet werden. Ein Versuch zur Zusammenarbeit sollte mit den Pensionskassen unternommen werden, deren Anlageprobleme in Zusammenarbeit mit Genossenschaften vielleicht leichter zu lösen wären.

Alle diese Anstrengungen werden die Genossenschaften lediglich in die Lage versetzen, dem (unteren) Mittelstand ein gesichertes und relativ preisgünstiges Wohnen zu ermöglichen. Die unteren Einkommensklassen werden auch in Zukunft nur mit Hilfe der öffentlichen Hand in den Genossenschaften Platz finden. Dazu ist eine aktivere politische Betätigung der Genossenschaften notwendig. Die Bevölkerung ist auch für weitgehende Experimente und Unterstützung von Genossenschaften bereit: In der Stadt Zürich wurde vor kurzem ein Kredit von 50-Millionen-Franken bewilligt, welcher den Genossenschaften den Einstieg in eine neue, selbstverwaltete Struktur erleichtern soll.

### **Juristische Randbedingungen**

Solche Wege sind für die Genossenschaften mit einer Reihe von juristischen Hürden und rechtlichen Unbekannten

gepflastert. Der ganze Bereich der Mieterselbstverwaltung, welche immer auch mit Eigenleistungen, Eigeninvestitionen usw. verbunden ist, verlangt hier neue Regelungen. Hier müssen Genossenschaften, Mieterverbände, aber auch der Gesetzgeber, Möglichkeiten schaffen, die Risikoabdeckung und Bewohnerwünsche besser unter einen Hut bringen zu lassen.

### **Die Situation nutzen**

Die Förderung des privaten Eigentums wird in der Schweiz das Verhältnis Mieter/Eigentümer nicht wesentlich verändern. Wenn es die Genossenschaftsbewegung versteht, ihr Angebot so zu gestalten, dass die Genossenschafter zu «Mietern mit Rechten von Eigentümern» werden, ist ihr ein wachsender Einfluss im Schweizer Wohnungswesen sicher. Weitere Teile der Bevölkerung sind bereit, für Sicherheit und Selbstbestimmung einen beachtlichen (auch finanziellen) Beitrag zu leisten. Für viele stehen solche Werte über rein materiellen Ansprüchen. Aus diesen Bevölkerungsteilen muss sich die traditionelle Genossenschaftsbewegung erneuern und neues genossenschaftliches Wirken entstehen. Die Genossenschaften müssen an ihre Wurzeln zurück.

*THE SWISS HOUSING MARKET AND CO-OPERATIVES – This market is characterized by the high proportion of rented accommodation as opposed to home ownership, by the high quality of accommodation sought, by high costs and by different forms of housing shortages. What can co-ops do to improve the situation?*

*The growth in demand is vastly superior to the growth of the population and is mainly due to longer life expectancy, immigration, the high divorce rate and the number of people choosing to remain single and live alone. The landlords and real estate agencies accuse tenants of expecting too much in housing requirements and refuse to recognize their deficiencies. The balance between offer and demand is in their favour, of course, and they continue to oppose steps which could favourably change the situation for the tenants. Paradoxically, the districts of Zurich where co-ops are more solidly ensconced are those where the demand for surface per occupant has increased the least between 1970 and 1980. In fact, the shortages are due to the disparity between the price of accommodation and the income of lower paid groups of tenants. The average amount paid for housing is about 18% of total income. However, more than a third of the population have to pay more than 20%, and it is elderly couples, widowers and widows, and low-income families who have to bear the brunt of this situation.*

*Here co-ops can make a fairly sizeable contribution to improving the situation. Only the State can offer better conditions and the difference narrows when housing co-ops are subsidized by the State. However, as housing co-ops only represent 3.9% of the whole market, their influence is limited.*

*Co-operatives which are granted special conditions by the State are the most effective, but these benefits are limited to the State-owned land available for co-operative housing projects. However, in other cases co-ops are up against competitors who, by speculating, can pay twice the actual value of housing and content themselves with low returns initially. Large co-ops may be in a position to "play the game" and rent out buildings acquired in this way, but small housing co-ops are looking for alternative solutions. For example, choosing between the option of destroying an old building in order to erect a new construction, or to entirely renovate or merely give old buildings a face-lift.*

*The solidarity and personal commitment of co-operators has meant amazing successes for the middle classes, but the working classes can only rely on the State, the political action of co-operators, tenants, associations, and their other representatives.*

*A substantial change in the housing situation is not expected in the near future. In order for this to take place tenants must be allowed more say in the running of tenement housing and perhaps co-operatives could also return to their original solidarity.*

---

*LE MARCHÉ SUISSE DU LOGEMENT ET LES COOPÉRATIVES – Ce marché se distingue par la forte proportion de locations, par le niveau élevé des prestations requises, mais aussi par son coût et par diverses formes de pénuries, particulièrement en milieu urbain. Que peuvent faire les coops ?*

*L'accroissement de la demande est largement supérieur à celui de la population (durée de la vie, divorces, immigration, individualisme, etc...). Les milieux intéressés accusent les locataires de trop vouloir en matière de logement et ne reconnaissent pas leurs carences. L'exiguité de l'offre leur est favorable. Ils s'opposent aux mesures susceptibles de faire évoluer la situation. Les quartiers de Zurich où les coopératives sont le plus implantées sont pourtant ceux où la surface requise par habitant s'est la moins accrue entre 1970 et 1980.*

*En fait, la pénurie est due à la disparité entre le prix du logement et les revenus des locataires modestes. Moyenne consacrée au logement: 18%. Plus du tiers de la population doit y consacrer plus de 20%. Ce sont surtout les veufs et veuves âgés, les jeunes, isolés ou en couple et les familles qui font les frais de cette situation. Là aussi les coops peuvent quelque chose. Seul l'état réalise des conditions plus favorables. La différence disparaît quand les coopératives sont subventionnées. Elles n'ont toutefois pas une influence suffisante sur l'ensemble du marché car elles n'en représentent que le 3,9%.*

*Les coopératives bénéficiant de conditions particulières de l'état en matière de terrains sont les plus efficaces. Leurs limites sont toutefois celles du terrain disponible et celles que leur consent l'aménagement du territoire. Dans les autres cas, elles se trouvent en face d'une concurrence qui par spéculation peut payer jusqu'au double de la valeur immobilière réelle et se contenter, dans un premier temps, de bénéfices insignifiants. Les grandes coopératives sont en mesure de jouer le jeu et de louer les immeubles ainsi acquis. Les petites coopératives d'habitation cherchent d'autres voies en choisissant par exemple la solution optimale entre détruire un immeuble ancien pour en construire un autre, ne garder que les murs, effectuer des rénovations lourdes ou remettre simplement en état. Une vraie solidarité,*

*une implication personnelle des coopérateurs, permet d'étonnantes réussites en faveur de la classe moyenne. En deça on ne peut compter que sur l'état... et, sur l'action politique des coopérateurs, des associations de locataires et de leurs édiles.*

*Il n'y aura pas d'évolution substantielle dans un proche avenir. Il faudra pour y parvenir que de nouvelles formes de relations s'établissent entre locataires et gestion et, peut-être, que les coopératives se réfèrent davantage à leur solidarité originelle.*

---

*EL MERCADO DE VIVIENDA SUIZO Y LAS COOPERATIVAS. – Este mercado se distingue por la fuerte proporción de alquileres, por el alto nivel de prestaciones necesarias, pero también por su costo y por las diversas formas de penuria, particularmente en el medio urbano. ¿Qué pueden hacer las cooperativas?*

*El incremento de la demanda es mucho muy superior al de la población (duración de vida, divorcios, inmigración, individualismo, etc...). Los medios interesados acusan a los inquilinos de exigir demasiado en materia de vivienda y no reconocen sus carencias. La exigüidad de la oferta les es favorable. Se oponen a las medidas susceptibles de hacer progresar la situación. En los barrios de Zurich, donde hay más cooperativas implantadas, es también en donde menos ha aumentado la superficie que se requiere por habitante entre 1970 y 1980.*

*De hecho, la escasez se debe a la disparidad que existe entre el precio de la vivienda y el ingreso de los locatarios modestos. La media del ingreso que se consagra para la vivienda es de 18%. Más de la tercera parte de la población debe consagrarle más del 20%. Los que sufren más de esta situación son sobretudo los viudos y las viudas de edad ya avanzada, los jóvenes, ya sea sólo o en pareja y las familias. También en estos casos las cooperativas pueden hacer algo. Sólo el Estado puede ofrecer condiciones más favorables. La diferencia desaparece cuando las cooperativas están subvencionadas. Sin embargo, no tienen la suficiente influencia en el mercado en su conjunto puesto que no representan más que el 3,9%.*

*Las cooperativas que benefician de condiciones particulares del Estado en materia de terrenos son las más eficaces. No obstante, sus límites son los del terreno disponible y los que les permite la ordenación del territorio. En los otros casos, las cooperativas se encuentran frente a una concurrencia que mediante la especulación puede pagar hasta el doble valor real inmobiliario y contentarse al principio con beneficios insignificantes. Las grandes cooperativas están en condición de participar al juego y de alquilar los inmuebles que han comprado de esta manera. Las pequeñas cooperativas de vivienda buscan otras vías, por ejemplo escogiendo la solución óptima entre la destrucción de un edificio viejo para construir otro, la conservación sólo de las paredes y de la fachada, o efectuando grandes renovaciones o simplemente reparándolo. Una verdadera solidaridad, una implicación personal de parte de los cooperadores, permiten éxitos sorprendentes en favor de la clase media. Más allá de ésto sólo se cuenta con el Estado... y, en este sentido, con la acción política de los cooperadores, de las asociaciones de inquilinos y de sus concejales.*

*En un futuro venidero no habrá una evolución sustancial. Para que haya una evolución es necesario que se establezcan nuevas formas de relaciones entre los inquilinos y la gestión, y quizás, que las cooperativas se refieran aún más todavía a su solidaridad original.*

# A Specialized Organization for Transport Co-ops

by L.J. Kovats\*

Mr. Hubert Le Cesne's article on transport co-operatives in this Review (vol. 77, no. 3/4, page 21) raised issues of great importance for the co-operative movement not only in France, but world-wide. Transport, in whatever form, is a vast and important industry locally, in regions, in countries, on continents and across the seas and oceans. The co-operative movement, so far, had paid insufficient attention to it.

The reasons are not hard to discover: the business of transporting people or goods is capital intensive and costly to operate. Although the revenue can be great and, on occasions, quite disproportionate to the work and capital invested, it is irregular and fluctuates in value. The conveyance, from a second hand taxi costing US\$ 500 to an aeroplane or large ship which can cost up to US\$ 100 million each, has to be acquired. As few transport operators are in the position to purchase the conveyance of their choice with their own money, funds have to be borrowed upon which interest or other charges must be paid. The cost of fuel, spare parts, accessories and other operating costs can vary and are outside the control of the carrier/transporter.

It is not surprising, therefore, that co-operators have not yet ventured into transport or transport-related businesses in significant numbers. Apart from the financial aspects, an equally inhibiting factor in basing the organisation, of a transport undertaking, on co-operative principles are the independence and individualistic approach to the work by those who are involved with

the industry. Many small transport businesses are family enterprises in the narrowest sense. For example, a great number of the barges and smaller vessels on the Rhine, other rivers and coastal seas of Europe are, or have been, the property of a family whose members work, and often live, on the craft or vessel in the truest co-operative spirit. There are many taxi and lorry/truck drivers who own the vehicle with which they earn their living. The more costly the conveyance to acquire and operate, the less likely that it is owned or operated as a family or individual business concern. Smaller-scale capitalist ship-owners and lorry operators, knowing the importance of keeping operating costs down, which only capable and honest workers, can do, pay their key workers well and cultivate a paternalistic attitude towards them. Those who are in charge of a conveyance, be it a lorry or a ship, tend to have an individual approach to their work. This attitude can be harnessed in a co-operative transport enterprise by providing for the apportionment of responsibility and earnings within the organisation.

In some cases co-operation can, and does, take place in the forming of secondary co-operatives which assist individual owners and operators. For exam-

\* Captain L.J. Kovats is a Barrister at Law and Master Mariner who is also President of a transport co-operative.

ple, in large cities taxi owner-drivers may belong to a secondary co-operative which has a multiplicity of functions, ranging from providing finance and insurances services, car maintenance & fuel supply, to the running of a joint office and radio base.

Lorry/trucking businesses can also combine for similar purposes, with the addition of marketing of the separate trucking firms' services.

Trains, ships and aircraft cannot be operated by one person or even by a family. The size and complexity of the machinery used to move the conveyance, and the diversity of the administration and commercial decisions necessary to produce revenues, are beyond the physical capabilities of any one individual or even a small group of individuals. It does not follow that larger businesses cannot be conducted as co-operatives. Even aircraft and ships can be owned and operated by the people who work the machinery, handle the administration and carry the commercial management of that airline or shipping company. Given the involvement and investment in railway undertakings by the governments of many countries, rail transport, would probably not be a viable and practical area for the extension of co-operatives. On the other hand, given the opportunity and financial backing within the framework of a local, regional or national transport policy, rail transport could be organised by co-operatives no less than an airline or shipping company.

It is possible to own and operate aircraft and ships according to co-operative principles and, at the same time, provide a better service for the users of those services. The shareholders of the company would be the workers employed and their involvement with commercial management, business administration and operational functions must be carefully and sensibly allocated.

Those who work in the transport industry will know the exigencies and requirements of their business and their limitations to be an efficient, profitable operation. One shipping co-operative is already in existence and there are also a number of trucking co-operatives and locally based taxi services conducted as workers' co-operatives.

The importance of co-operative transport undertakings linking consumer and producer co-operatives should not be under-rated. Regardless of the distances between them, co-operatives who wish either to buy or to sell produce should establish business links with transport co-operatives who will provide the services now performed, in all probability, by a capitalist enterprise. In order to be commercially viable a co-operative transport undertaking need not rely entirely on fellow co-operatives' support. Depending on the type of goods or cargoes carried, the distances to be covered, the general level of freight rates and the cost of operating the service efficiently, a co-operative transporter/carrier will be in a good position to compete for business on the open market.

There appears to be no body or organisation responsible for transport co-operatives. In national organisations of workers' co-operatives there are a number of transport related or connected enterprises. A specialist organisation within the International Co-operative Alliance would assist, not only transport co-operatives, but all other co-operatives who make use of transport services of any kind.

Such a specialist organisation would represent the interests of transport co-operatives on national and inter-governmental bodies, and at international conventions connected with transport matters, and monitor legislation and the working of regulatory organisations effecting transport undertakings.



The first task of such a specialized organisation would be to compile a list of transport co-operatives in every country. Each co-operative should be identified as to the mode of transport it uses:

(A) Passenger carrying vehicles: taxis, coaches, still-water craft, deep-sea passenger ships, passenger aircraft.

(B) Goods/cargo carrying conveyances: light vans, lorries/trucks, canal and river craft, small coastal ships, larger vessels, cargo aircraft.

These two main groupings can be further divided into identifiable areas of operation. Some co-operatives will work only in their own town, region or country while others cross international borders or seas, oceans or airspace. A further sub-division could deal with the size of the co-operative's operations, the number of conveyances it owns, controls, or can hire to carry out the work undertaken. The assistance such a specialized organisation would provide for transport co-operatives is varied and will be conditioned by demand for the type, frequency and intensity of the assistance requested. Advice and guidance on the following would seem appropriate:

1) On financial and money matters:

(a) locating sources of capital by contacting banks and other institutions who may have funds lying idle or co-operatives looking for an opportunity to invest;

(b) sound principles of book-keeping and accounting in view of the importance of fluctuating values of many currencies, especially for those transport co-operatives who already work, or would like to extend their activities, internationally.

2. (a) Advice on the existence of other transport co-operatives with whom business contacts could be made. For example, a shipping co-operative

would use lorry/trucking co-operatives to move containers or other cargoes, to or from ports. A long distance lorry/trucking co-operative may need smaller lorries/trucks for distributing the goods in a locality.

(b) Advice on the existence of producer and consumer co-operatives who need transporters locally, in a region, between countries, or across continents. A major task of such a specialised organisation would be to keep in contact with both co-operatives transporting goods and the co-operatives producing and consuming them who have an interest in efficient and cost effective transport services. However, it would not be the specialised organisation's task to sell the services of any individual transport co-operative.

3) Advice and guidance on changes, especially those internationally applicable, to legislation and regulations effecting either the conveyances themselves or the operating and business aspects of the transport co-operatives.

4) Advice on liability regimes under international conventions and the interpretation of those conventions by the domestic courts, i.e. within the jurisdiction of a country's courts.

5) Advice on insurance:

(a) contacting co-operative insurance companies who underwrite transport risks;

(b) keeping records on rates demanded by insurers in order to be able to determine the proper levels of premiums to the transport co-operatives.

6) Maintenance of information on technical data about the conveyances and on the availability of spare parts and accessories supplied by other co-operative businesses. For example, a garage or service station operated in a strategi-

cally located place would be supported by the transport co-operatives in the area whose vehicles need attention. The ships operated by the shipping co-operative would engage shore-gangs belonging to workers' co-operatives in the port of call, for cleaning holds, renewing paintwork, or other work.

Obviously, some of these services could not be provided on a voluntary basis. The specialised transport organisation of the International Co-operative Alliance (if one is established) could decide to establish a subsidiary company, constituted as a co-operative, with the object of providing technical and specialised advice and information for a fee. The method of charging for the services may be on a collegiate basis, i.e. to cover the cost of the operation or on the basis that a small profit is made after disbursements and expenses. A comprehensive and effective information service could be extended to include advice on legal liability, claims handling and recovery on behalf of transport co-operatives (and other co-operative enterprises). Claims may be recovered on behalf of fellow co-operative enterprises or claims defended on their behalf. Such an adjusting service would reduce legal costs for many co-operatives. Although the avoidance of lawyers is not always possible in business many contentious issues could be resolved by negotiations conducted by experts who may or may not be lawyers themselves.

A specialised organisation of transport co-operatives within the ICA would take under its wing other transport related or connected co-operatives. One such transport related activity would be freight forwarding which can be con-

ducted as a co-operative enterprise. Producer and consumer co-operatives, who occasionally or regularly export or import goods, use forwarders to arrange for the shipping or reception of the goods, prepare the necessary documentation, clear the goods through customs, and generally ensure that the goods arrive at their destination. There is at least one such co-operative active in the United Kingdom. Warehousing of goods is also related to transport if supported by producer and/or consumer co-operatives and used by transport co-operatives, the cost of this service can be controlled. Travel agents, tour operators, and co-operatives organizing holidays for their members, should find and establish business links with passenger transport co-operatives. To provide a sunshine or winter cruise on a passenger liner would require only a captive membership of passengers all year round. The ship can be obtained on reasonable financial terms.

It would be very satisfactory, indeed, if transport businesses of all kinds would be organised as co-operatives. There are many good workers, from general managers and ships captains through chief engineers to lorry and taxi drivers, without employment in almost every country in the world. To provide them with employment, cargoes and goods for carriage are needed. Producer and consumer co-operatives can provide much of these cargoes and goods. To gather all the threads connecting the transport co-operatives, and the providers & users of services, the producer and consumer co-operatives, there appears to be a need for a specialised organisation of the International co-operative Alliance.

### UN ORGANISME INTERNATIONAL SPECIALISE POUR LES COOPERATIVES DE TRANSPORT ? –

Les coopératives de transport font un peu figure de parent pauvre à l'ACI. C'est dû à la relative rareté des coopératives de ce genre à un haut niveau économique, l'investissement étant trop élevé. Par contre il en existe passablement sous forme de petites entreprises de transport par terre, voire de coopératives d'achats rassemblant des chauffeurs de taxi. En outre des familles entières, sur les péniches du Rhin, vivent sinon la lettre de la coopération, du moins son esprit.

La situation économique actuelle dans les milieux du transport requerrait pourtant qu'on s'intéresse davantage aux méthodes coopératives dans ce domaine. Un organisme spécialisé serait utile à l'ACI dans ce but. Ses tâches seraient: 1) d'inventorier ce qui existe et d'en effectuer le tri par catégories: Entreprises d'expédition, transports de personnes, transports de marchandises; par terre, mer, air; locaux, nationaux, internationaux; 2) de chercher les contacts avec les organes, si possible coopératifs, de financement et d'assurances; 3) de contribuer à internationaliser les méthodes comptables inhérentes aux échanges internationaux; 4) de promouvoir les contacts entre les coopératives de transport complémentaires (mer et terre, p. ex.) et entre les coopératives de production et de consommation par l'intermédiaire de celles de transport.

Ces actions pourraient, expérience faite, déboucher sur la création d'une coopérative du degré nécessaire susceptible de réaliser ces recherches, ces échanges et cette promotion à un niveau professionnel et économique.

---

ORGANISMO INTERNACIONAL ESPECIALIZADO PARA LAS COOPERATIVAS DE TRANSPORTE ?. – En la ACI, las cooperativas de transporte están consideradas como pariente pobre. Esto es debido a la rareza relativa de las cooperativas de este tipo a un alto grado económico, puesto que la inversión es demasiado elevada. En cambio, existen bastantes cooperativas en forma de pequeñas empresas de transporte terrestre, incluso cooperativas de compra que reúnen a los choferes de taxi. Además en la chalanas del Rin hay familias enteras que viven del espíritu de la cooperación sino es que de su carta.

No obstante, la situación económica actual del medio del transporte requeriría que nos interesáramos más a los métodos cooperativos en esta área. A la ACI le sería útil tener un organismo especializado a este fin. Su labor sería: 1) hacer el inventario de las empresas de expedición, de transporte de personas, de transporte de mercancías: terrestres, marítimas, aéreas, locales nacionales, internacionales; 2) establecer contactos con los órganos, si posible cooperativos, de financiamiento y de seguros; 3) contribuir a internacionalizar los métodos contables inhérentes al comercio internacional; 4) promover los contactos entre las cooperativas de producción y de consumo por intermedio de las de transporte.

Estas acciones podrían, según lo muestra la experiencia, conducir a la creación de una cooperativa del tipo necesario susceptible de efectuar: las investigaciones, el comercio y la promoción a nivel profesional y económico.

---

### EINE INTERNATIONALE ORGANISATION SPEZIELL FÜR TRANSPORTGENOSSENSCHAFTEN? –

Die Transportgenossenschaften sind vom IGB bisher eher stiefmütterlich worden. Das hängt damit zusammen, dass diese Art von Genossenschaften aufgrund der hohen Investitionskosten auf einer ökonomisch relevanten Ebene relativ selten sind. Dagegen gibt es eine ganze Reihe von ihnen unter den kleineren Unternehmen, die sich auf den Transport auf dem Landweg spezialisiert haben, wie auch unter den Einkaufsgenossenschaften, zu denen Taxifahrer sich zusammengeschlossen haben. Darüber hinaus leben auf den Rhein-Schleppkähnen ganze Familien nach dem Genossenschaftsgedanken, zumindest dem Geiste, wenn auch nicht dem Buchstaben nach.

In Anbetracht der wirtschaftlichen Lage auf dem Transportsektor wäre es jedoch angezeigt, sich stärker für die genossenschaftlichen Methoden in diesem Bereich zu interessieren. In diesem Sinne könnte eine Sonderorganisation für den IGB durchaus nützlich sein. Sie hätte folgende Aufgaben wahrzunehmen: 1) Inventarisierung des Bestehenden und Aufschlüsselung nach Sparten wie Speditionsfirmen, Personenbeförderung, Güterbeförderung auf dem Land-, Wasser- und Luftweg; örtliche, nationale und internationale Ebene; 2) Herstellung von Kontakten zu Finanzierungs- und Versicherungsgesellschaften, möglichst des genossenschaftlichen Sektors; 3) Förderung der Internationalisierung der Buchhaltungsmethoden für den internationalen Verkehr; 4) Ausbau der Kontakte zwischen komplementären Transportgenossenschaften (z. B. Land- und Wasserweg) sowie zwischen Produktions- und Konsumgenossenschaften über die Transportgenossenschaften.

Solche Schritte könnten erfahrungsgemäss zur Bildung einer Genossenschaft mit dem notwendigen Organisationsgrad führen, die für Forschung, Wissens- bzw. Erfahrungsaustausch und Wirtschaftsförderung gemäss professionell und ökonomisch relevanten Standards qualifiziert wäre.

# Cooperativismo Andaluz: Pasado, presente y futuro

Por Fernando Alvarez Palacios\*

## I - Introducción

Para tratar de conseguir una comprensión aceptable del presente histórico, y como sucede en todas las manifestaciones sociales, resulta siempre necesario tratar de interpretar el pasado para disponer, a partir de tal momento, de los elementos suficientes para penetrar en las posibilidades que el futuro puede deparar.

Lógicamente, el cooperativismo se encuentra en este tipo de análisis, más aún cuando se afronta desde una región como Andalucía, con sus peculiaridades de todo tipo.

Las primeras ideas cooperativas llegan a España de manos de socialistas y anarquistas, haciéndose ostensible su presencia en las cooperativas industriales y de consumo, mientras que el campo interesa más la Confederación Nacional Católico-Agraria, sobre todo a partir de la implantación de la Ley de Sindicatos Agrícolas de 1.906. De tal sindicato (estructurado en realidad como una cooperativa agraria), vendrían a surgir ulteriormente las primeras Cajas Rurales. Alrededor de 1920 la Confederación llegó a contar con 1.529 sindicatos asociados y unos 200 mil socios.

## II - Aparición del cooperativismo en Andalucía

Casi al unísono de su implantación en Cataluña (1.842/43), la idea cooperativista llega a Andalucía, si bien se observa un mayor florecimiento de la reina Isabel II.

Tras el citado derrocamiento se inicia en Andalucía un activo aunque corto periodo insurreccional. En 1.861, Pérez del Alamo se subleva en Loja (Málaga) y la actividad republicana, tras la desaparición de la monarquía y el inicio de la Revolución del 68 (llamada también «La Gloriosa»), se intensifica en Andalucía, estableciéndose conexiones entre el proletariado rural y urbano.

Es en este medio, y utilizando la Ley de Derecho de Asociación, cuando en Andalucía adquiere un ritmo importante la creación de cooperativas, aunque a veces efímeras debido principalmente a la improvisación, a la escasa formación de los socios y la carencia de recursos económicos. Problemas que, en definitiva, pasado un siglo largo, siguen siendo comunes tanto al pueblo como al cooperativismo andaluz.

Las primeras noticias de que dispone respecto a la aparición de cooperativas, datan de 1.870, sobre todo en provincias como Málaga y Cádiz, núcleos por demás conocidos en base a su efervescencia política y social. No podemos olvidar que Fernando Garrido Tortosa (que ha sido reconocido por parte de la mayoría de los historiadores como padre del cooperativismo espa-

\* Escritor y Presidente de la FEDERACION DE COOPERATIVAS ANDALUZAS.

ñol), pasó buena parte de su juventud y primeros años de madurez en Cádiz, provincia donde influyó decisivamente para la creación de cooperativas.

Sin embargo en 1.874, con la implantación de la Restauración monárquica, se acaba el sueño de libertad que supuso la Revolución del 68.

No obstante ello, el cooperativismo, aunque más despaciosamente, prosigue sus coordenadas. Y surgen cooperativas en Morón de la Frontera (Sevilla), Huelva, San Fernando (Cádiz) y Sevilla. Intentos posteriores se contabilizan en Bujalance (Córdoba), Granada y Almería. La ya enunciada de San Fernando (Cádiz), creada por militares y dedicada a suministro de víveres a sus socios, llegaría en su época a ser la más importante del país.

Como había venido ocurriendo a nivel del Estado español, también en Andalucía se observa la incidencia de dos importantes corrientes en nuestro cooperativismo andaluz. Una, promovida por partidos políticos y sindicatos de izquierda; la otra, patrocinada por los católicos. El primero de estos movimientos, incidiendo en la creación de cooperativas industriales y de consumo; el segundo, proyectándose principalmente en el campo andaluz.

Pero estos dos movimientos no cuentan con una organización específica a nivel de Andalucía, a diferencia de como sucedía en otras regiones. De los cinco Congresos celebrados en España hasta la finalización de la II República, no solo ninguno de ellos se produciría en Andalucía, sino que, al mismo tiempo, en ninguno de ellos se contó con representación andaluza.

Vendría poco después la sublevación militar y su triunfo.

### III - El «Nacional Cooperativismo»

Como es sabido el franquismo significó la derrota de las instituciones democráticas.

Las cooperativas no resultan ajenas a tal situación, y mientras que la Ley de 4 de junio de 1.931 (cuyo anteproyecto fue elaborado por el Instituto de Reformas Sociales en 1.927), estaba en la línea democrática aceptada por las cooperativas de otros países -sirviendo incluso de modelo para diversas legislaciones hispanoamericanas-, la provisional Ley de Cooperación, de 27 de octubre de 1.938 ya marcaba específicamente la dependencia existente entre la **nueva** organización cooperativa española y el Sindicato Vertical.

La Ley de Cooperación de 1.942 se mantiene prácticamente como una ley de guerra. A golpe de decretos se creyó hacer desaparecer la explotación de los trabajadores por el capital, creando organismos de convivencia. Muy temprano el gobierno estableció el sistema de control del cooperativismo que España va a padecer durante más de 40 años. Tan atado quedó el cooperativismo español que la ACI, tras establecer diversos plazos, tuvo que decidir en 1958 expulsar a sus miembros españoles de su seno.

La Ley del 42 tiene como sustento un Reglamento aparecido el 11 de noviembre de 1943, el cual, junto con la Ley de la que parte, son las dos disposiciones legales por las que se rige el cooperativismo español hasta la aparición, en 1971, de un Reglamento complementario. El cooperativismo español solo dispuso en 1974 de una nueva Ley en la que, como lógico resulta, se observaban restos de la ideología que estaba desapareciendo.

Aún a pesar de las constantes promesas de los primeros gobiernos de la UCD, la Ley prometida por los mismos

(sucesora de la del 74), no llegará al Parlamento español en sus mandatos. (Se estaba preparando, pero había que tener en cuenta la nueva situación creada por las autonomías y sus propias leyes, también en gestación. NdE). Hasta la fecha, igual sucede con el actual gobierno, ya que esta finalizando su primera legislatura y la prometida nueva Ley, aunque aprobada por el Consejo de Ministros el 19 de junio de 1985, todavía esta pendiente de su pase por la Cámara española. Quisieramos por fin que esa Ley de leyes para el cooperativismo español, se encuentre aprobada antes de finalizar el año en curso.

#### **IV - Andalucía hoy. El nuevo cooperativismo andaluz**

Se ha dicho siempre, y en definitiva resulta cierto, que tratar de historiar el presente presupone el riesgo de errar en exceso.

No obstante ello, si no con la paciencia y el rigor del historiador, sí resulta conveniente trazar algunas líneas respecto a la aparición y el fortalecimiento, como vía de esperanza y reto de futuro del que ya puede ser llamado, estimo que con toda justicia, nuevo cooperativismo andaluz.

Al igual que otras manifestaciones sociales, y a pesar de las cortapisas existentes en el país en el transcurso de ese largo túnel del tiempo político al que los españoles no hemos visto sometido a lo largo de más de 40 años, el cooperativismo, que siempre aspiró a cotas de libertad para poder desarrollarse como tal, no fue amordazado totalmente.

Y frente al sistema oficial, estaba la opción de quienes luchaban por la libertad y la democracia para este importante elemento de colaboración y ayuda para construir una sociedad mejor.

Estamos ya, cronológicamente, en la Andalucía de la década de los 70,

cuando grupos de mujeres y hombres van a darse cita a nivel del Estado español. De esas primeras reuniones surgirá el Movimiento Democrático de Cooperativas (M.D.C.), cuya misión primordial sería establecer el reto a las autoridades oficiales para que el cooperativismo pudiera cambiar sus estructuras legales y anquilosadas, se llegara a un desmantelamiento de la Confederación Nacional de Cooperativas y se celebraran unas elecciones generales para articular, desde las propias bases del cooperativismo, un movimiento organizado que fuera a instrumentalizar las necesidades ideológicas, sociales, empresariales y democratizadoras existentes en otros países democráticos.

Y en un país donde la etiquetación política significaba una especie de «vade retro», tanto los restos de las antiguas organizaciones, como de la propia Administración, a ese incipiente y efímero Movimiento se le colgarían todas las adscripciones políticas izquierdistas que peor fueran a sonar a los oídos de una sociedad en buena medida desideologizada.

En Andalucía va a darse una clara confluencia de criterios que servirán para poner en marcha grupos de trabajos convenientemente engarzados y con, al menos, unos mínimos presupuestos de acción y organización.

Por parte de la Acción Católica Rural se produce una convocatoria en Alcobendas (Madrid), a la que asisten representantes del M.D.C., militantes de la H.O.A.C. (Hermandades Obreras de Acción Católica) e integrantes de grupos cristianos. Y surge la necesidad de ir a trabajar a niveles regionales. Este grupo se lanza a la aventura de comunicar experiencias, de establecer contactos con cooperativistas dispersos y de la necesidad de trabajar para la constitución de unas estructuras verdaderamente democráticas.

Todo este trabajo va a confluir en la convocatoria general realizada en antequera (Málaga), y que pasará a la pequeña historia del cooperativismo andaluz como I ASAMBLEA DE COOPERATIVAS ANDALUZAS (1.978).

En la misma, más de 400 cooperativistas darían cita para explicitarse los múltiples problemas existentes en el cooperativismo y tratar de buscar fórmulas para la defensa de intereses comunes.

Las Conclusiones se resumieron en los siguientes puntos:

- a) Dispersión del cooperativismo.
- b) Falta de organismos fiables de representación.
- c) Problemas de democracia interna en las cooperativas.
- d) Falta de formación cooperativa y empresarial.
- e) Escasez de recursos económicos.
- f) Dificultad en la consecución de créditos o ayudas oficiales.
- g) Vacío existente en cuanto a organización del movimiento cooperativo.

Es aquella reunión de Antequera la que propicio la aparición del Movimiento Cooperativo Andaluz (M.C.A.) como instrumento aglutinador, que estudio en profundidad los problemas planteados y que estableció respuestas organizativas del futuro. Se tomó también la decisión de ir a la convocatoria de un Congreso Constituyente del Cooperativismo Andaluz.

Se trabaja febrilmente y durante los días 8/9 de diciembre de 1.978 se celebra en Sevilla dicho Congreso al que asisten unas 200 cooperativas, representadas por más de 700 congresistas. Las Ponencias debatidas y ulteriormente aprobadas, se centraron en los siguientes puntos:

- Principios ideológicos y democráticos.
- Formación Cooperativa.

- Estructura federal.
- Sectores cooperativos.

Se conocía desde el primer momento el problema que iba a plantearse: Las disposiciones de la Ley del 74 no tenían todavía en cuenta la estructura del Estado de las Autonomías que España dábase a partir de la promulgación de la Constitución española, elevada a rango de Ley de Leyes precisamente aquel año de 1.978.

No obstante ello, y por estimarlo consecuente y justo, la estructura aprobada, de corte federalista, se inscribe desde el momento de su aprobación asamblearia en una estructura a nivel de Comunidad Autónoma Andaluza, con decidida vocación de constituir, ulteriormente, estructuras de superior rango a nivel del Estado español.

Los Estatutos de aquel entonces, que consagraban, por libre voluntad del cooperativismo de base andaluz, la constitución de una FEDERACION REGIONAL DE COOPERATIVAS ANDALUZAS (ulteriormente modificado dicho nombre para quedar en el actual de FEDERACION DE COOPERATIVAS ANDALUZAS), recogían las estructuras convenientes para ir a afrontar los problemas que habíanse detectado, al objeto de tratar de ofrecer soluciones a los mismos, y que en el tiempo han establecido la actual configuración de esta organización de cooperativas como la única existente, hasta este momento, a nivel de todas las ocho provincias que componen la Comunidad Autónoma andaluza.

## V - Que es la Federación de Cooperativas Andaluzas

Como primordial misión tiene:

- Representar y defender los inte-

reses sociales, laborales y económicos de las cooperativas andaluzas federadas.

- Promover, fomentar y canalizar el espíritu cooperativo en todos los ambientes de la vida social, económica y cultural de Andalucía.
- Organizar y desarrollar el Movimiento Cooperativo en Andalucía.
- Proteger los intereses legítimos de la Cooperación y de los Cooperativistas.
- Representar al Movimiento Cooperativo Andaluz y participar en todos aquellos organismos relacionados con el cooperativismo.
- Representar al Movimiento Cooperativo Andaluz ante los Movimientos cooperativos de otras Comunidades españolas, otros países, estados y organizaciones internacionales.
- Fortalecer la libre y justa convivencia entre cuantos constituyen el Movimiento Cooperativo Andaluz, ejerciendo de árbitros en aquellas cuestiones conflictivas que puedan plantearse.
- Contribuir al perfeccionamiento del régimen legal e institucional del ordenamiento socio-económico de Andalucía.
- Fomentar las relaciones intercooperativas entre las distintas ramas y sectores del cooperativismo para que se desarrolle el principio de «cooperación entre las cooperativas» y se potencie la función económico-social del Movimiento Cooperativo.

Como estructura de organización y dirección, dispone de:

**Asamblea general:** Esta Asamblea está compuesta por miembros de las cooperativas federadas, elegidos, a su vez, por las propias cooperativas y en sus respectivos órganos.

**Consejo general:** Elegido por la Asamblea General y teniendo en cuenta criterios de territorialidad, sectorialidad, dedicación y conocimientos. Acoge a 50 miembros en su seno.

**Consejo ejecutivo:** Integrado por los Consejeros Permanentes así como representantes de sectores a nivel andaluz, representantes provinciales y un Asesor Jurídico.

**Consejo permanente:** Integrado por el Presidente, Vicepresidente, Secretario General, Tesorero, Secretario de Información y Publicaciones de la Federación y el Director de la ESCUELA ANDALUZA DE FORMACION COOPERATIVA (entidad creada por FE-COAN, aunque con autonomía para la realización práctica de su tarea pedagógica).

**Estructura territorial:** Dispone de Delegaciones estables en Cádiz, Córdoba, Granada, Huelva, Málaga y Sevilla. Se espera poder disponer de oficinas en Jaén y Almería dentro de 1.985, atendiéndose a las cooperativas federadas en la actualidad desde la sede general, enclavada en Sevilla.

**Estructura sectorial:** Funcionan ya, con autonomía en cuanto a la elaboración, discusión y propuestas sobre temas sectoriales concretos, las siguientes estructuras federadas: FECOTRANS (Cooperativas andaluzas de Transportes); FE-COANTEX (Cooperativas andaluzas de confección); FE-COANAGRO (Cooperativas Andaluzas del Campo); FE-COANVI (Cooperativas Andaluzas de Viviendas); FE-COANMAR (Cooperativas Andaluzas de Cultivos Marinos).

**Organos socioeconomicos:** Nacen los mismos para cubrir las necesidades económico empresariales de las cooperativas federadas. Así, en el tiempo, se han



ido estructurando las siguientes entidades:

**Grucoansa:** Sociedad constituida para cubrir las necesidades de exportación de las cooperativas federadas. Realiza igualmente actividades importadoras.

**Cencoysner:** Creada para cubrir tres objetivos: a) Compras en común para las cooperativas de transportes b) Centro de gestión y administración: c) Central de Portes. Se encuentra en su primer estadio.

**Alsecoop:** Agencia Libre de Seguros para la instrumentación de Cartera de Seguros Federados. Existen contactos con IDB para colaboración, asesoramientos y ayudas.

**C.I.C.A.:** Centro Informático a poner en marcha dentro de 1.985, a niveles de Banco de Datos Cooperativos, Administración federativa, enseñanza de la Informática y administración de cooperativas federadas.

**Linces:** Superestructura que funcionará aglutinando a los socios de todas las cooperativas federadas, tanto para la adquisición de productos y servicios como, igualmente, para, en su calidad de Asociación de Consumidores, defender la calidad de vida y el medio ambiente andaluz.

**Organos Informativos / Formativos:** FECOAN edita mensualmente un Boletín Informativo para todas las cooperativas federadas, así como el Boletín (también mensual) FECOTRANS INFORMA para las cooperativas de transportes federadas y bimensualmente, la revista «ANDALUCIA COOPERATIVA» (que pasará a periodicidad mensual en 1.986) y el MURAL COOPERATIVO.

En esta faceta informativa-formativa se inscriben también los «CUADERNOS

DE FORMACION COOPERATIVA» (hasta la fecha editados tan solo dos), y pondrá en funcionamiento «MANUALES» en 1.986. A la par de ello, existe aprobación para la realización de vídeos y folletos en 1.986.

### **Proyeccion social de FECOAN:**

– Celebración, desde 1.979, del DIA MUNDIAL DEL COOPERATIVISMO EN ANDALUCIA con presencia de colectivos que han ido de 4.000 a 15.000 cooperativistas, según provincias.

– Promoción de la FERIA NACIONAL DE COOPERATIVAS, la primera de ellas celebrada en 1.983 y la segunda a celebrar este año (diciembre), con la colaboración del Gobierno andaluz.

– Contactos y compromisos con Asociaciones de Vecinos, Partidos políticos progresistas, PYMES, centrales sindicales, en todo aquello que pueda significar acciones cooperantes.

### **Proyección politica de FECOAN:**

– Realización de acciones reivindicativas respecto a problemas que subyacen en el cooperativismo andaluz.

– Colaboración con Instituciones oficiales (Borrador de Ley de Sociedades Cooperativas Andaluzas, Jornadas de trabajo, presencia en organizaciones oficiales, etc), conciertos para la puesta en marcha de Cursillos de formación Cooperativa, etc.

### **Proyeccion internacional:**

– Contactos con representaciones cooperativas de diversos países europeos.

– Ingreso de FECOAN en el BECA.

– Protocolo firmado con la UCASO e INTERAGRA para la exportación de

productos hortofrutícolas.

– Presencia de Técnicos franceses para Cursos de comercialización.

– Importación de ganado vacuno a través de GRUCOANSA.

– Acuerdo con CENTROSOYUZ para intercambios de Delegaciones y estudios de puntos concretos de colaboración mutua.

– Solicitud de ingreso de FECOAN en la A.C.I.

## VI - Mirando hacia el futuro:

El 17 de abril de 1.985 es una fecha histórica para el cooperativismo andaluz. Merced a las competencias marcadas por el Estatuto de Autonomía, el Parlamento andaluz aprueba la Ley de Sociedades Cooperativas Andaluzas, publicada en el Boletín Oficial de la Junta de Andalucía (BOJA) el 4 de mayo y puesta en vigor el 4 de junio.

Aparte de que es una Ley a la que deben realizarse en el tiempo cierto retoques, la realidad es que, por primera vez en su historia, el cooperativismo andaluz dispone de un marco referencial propio para la puesta en marcha de estructuras a nivel representativo y de organización, que muestra su inclinación al desarrollo de la alternativa cooperativista y consagra un lugar de encuentro entre el movimiento cooperativo organizado y la propia Administración andaluza, cual es el Consejo de Coopera-

ción, que deberá ser puesto en marcha antes del mes de junio de 1.986 por imperativo legal.

Quedan, efectivamente, muchos días y trabajos pendientes de realizar para que el cooperativismo en Andalucía disponga de unas estructuras fuertes y auténticamente representativas, quedan resabios de situaciones políticas anteriores, una no clara definición aún con respecto al papel que social, político y económico ha de jugar el movimiento cooperativo en el resurgimiento andaluz.

Pero puede estimarse que hay en el cooperativismo andaluz el fermento de una voluntad de cambio con respecto a las estructuras padecidas a la fecha, así como un convencimiento, que cada vez va calando en mayor profundidad, en el sentido de que el cooperativismo, después de una labor de terapia interna (en la que, indefectiblemente han de quedar en el camino muchas cooperativas absolutamente inviables; en la que se recuperen tanto las esencias ideológicas como los precisos planteamientos económicos, sociales y políticos), puede llegar a ser un instrumento de suma importancia para ir hacia la nueva Andalucía que muchos sueñan, esa nueva sociedad donde existan menos injusticias y donde las generaciones futuras puedan vivir mejor, con paz, felicidad y trabajo.

Sevilla, agosto de 1.985

---

*ANDALUSIAN CO-OPERATIVES – PAST, PRESENT AND FUTURE – The Andalusian co-operatives have two origins: the socialist milieu in the towns and the Catholic unions in the country.*

*Preached by followers of the socialist and anarchist movements, co-operative ideas first emerged in Andalusia around 1842/43. However, the first classic co-operatives only appeared around 1870, in the provinces of Malaga and Cadix, after the revolution of 1868. In 1874, the revival of the monarchy saw a slowing down in co-operative development, although during this period, co-operatives were formed in all provinces.*

*Franco's policies brought an end to truly democratic organizations. Co-operatives were so tied up with the so-called "unions" that, in 1958, the ICA decided to drop its Spanish co-operators from membership. New laws passed at the end of the dictatorship in 1974 still showed traces of subordination*

of co-ops to union authority. A new law, which has already been approved at ministerial level, still has to be ratified by the parliament.

However, preparations for the implementation of the new law are being made in Madrid and Andalusia. They began in 1978 with the convening of the first Assembly of Andalusian co-operatives in Antequera (Malaga). Before this there was little cohesion between co-ops, weakness in the application of co-operative principles, lack of funds, inadequate co-operative education and management training. However, the Andalusian movement had established itself and the same year in Seville it held its first Congress where ideology, education, federative structure and economic sectors were discussed. There were many difficulties to be faced as the 74 law did not make provisions for the autonomous regions, which were not recognized by the State. Nevertheless, the Federation was founded with all the objectives and structures common to similar regional organizations, but with two differences: the co-ops are not divided into sections according to their specific economic fields, and the Federation intends to manage its own international relations, in addition to working through a national sectorial organization, if one were to be founded. It also reserves the right to enter into any social or political agreements which it deems necessary to the development of co-operation in Andalusia and even intends to fight its own legal battles should the need arise.

When the Andalusian parliament adopted a new law on co-ops on April 17th last year (effective from 4th June) it admitted many of the Federation's rules. This law calls for the creation of an official organization for dialogue between the State and the co-operative movement.

A member of BECA, and of several other organizations promoting international trade, the Federation has also applied for membership of the International Co-operative Alliance.

---

COOPERATIVES ANDALOUSES, PASSE, PRESENT ET FUTUR – Véhiculées par les milieux socialistes et anarchistes, les idées coopératives surgissent en Andalousie vers 1842/43. Toutefois, les premières coopératives classiques n'apparaissent que vers 1870, dans les provinces de Malaga et de Cadix, ensuite de la révolution dite « la Glorieuse » de 1868. En 1874 la restauration monarchique met un frein au développement. Des coopératives s'installent cependant dans toutes les provinces.

Les coopératives andalouses ont deux origines: les milieux socialistes dans les villes et les syndicats catholiques à la campagne. Il n'y a pas d'organisme de liaison entre les coopératives andalouses. L'installation du franquisme provoquera la déroute des institutions démocratiques. La verticalisation des syndicats liera les coopératives pendant 40 ans et à tel point que l'ACI, en 1958, renoncera à la participation de ses membres espagnols. La loi de 1974, vers la fin de la dictature, comportera encore de nombreuses traces de cette subordination. Une nouvelle loi, déjà approuvée au niveau ministériel doit encore recevoir l'aval des Chambres Espagnoles.

Tout un travail de préparation s'effectue cependant à Madrid et en Andalousie. Il débouche en 1978, sur la convocation à Antequera (Malaga) de la première assemblée des Coopératives Andalouses. On y constate peu de cohésion entre coopératives, des faiblesses d'application des principes coopératifs, l'exiguïté des moyens financiers accessibles, le manque de formation en matière de coopération et de gestion. Le Mouvement Andalou prend cependant conscience d'exister et la même année, à Séville, se tient son premier congrès. On y parle d'idéologie, de formation, de structure fédérative et des secteurs économiques. Des difficultés surgissent car la loi de 74 ne prévoit pas les autonomies régionales acceptées ultérieurement. Qu'importe, la Fédération naît avec tous les objectifs et les structures communs aux organismes régionaux semblables. Deux différences, toutefois, les coopératives n'ont pas été, jusqu'à aujourd'hui réparties en sections tenant compte de la spécificité économique de chacune et la Fédération souhaite engager elle-même ses propres relations internationales, quitte à en avoir aussi à travers un organisme fédier national s'il venait à s'en fonder un. De même se réserve t'elle le droit de conclure directement les alliances sociales ou politiques jugées nécessaires au développement de la coopération en Andalousie et même, le cas échéant, d'organiser des actions de revendication.

En acceptant le 17 avril 1985 la nouvelle loi andalouse sur les coopératives qui entre en vigueur le 4 juin de la même année, le parlement andalou fait siennes la majorité des options de la Fédération. Il requiert, cependant, la création d'un organisme officiel de dialogue entre l'Etat et les coopératives.

Membre du BECA et de divers organismes à même de promouvoir le commerce international, la Fédération a demandé à adhérer à l'A.C.I.

**ANDALUSISCHE GENOSSENSCHAFTEN IN VERGANGENHEIT, GEGENWART UND ZUKUNFT**  
– Die Genossenschaften Andalusiens haben eine doppelte Wurzel: zum einen die sozialistischen Kreise in den Städten, zum anderen die katholischen Arbeitervereine auf dem Land.

Von Anhängern der sozialistischen und anarchistischen Bewegung gepredigt, wurden kooperative Gedanken in Andalusien erstmals um 1842/43 laut. Doch kam es erst um 1870 zur Bildung der ersten klassischen Genossenschaften, und zwar nach der sog. «Glorreichen Revolution» von 1868 in den Provinzen Málaga und Cádiz. Mit dem Wiedererstarken der Monarchie ab 1874 verlangsamte sich die genossenschaftliche Entwicklung, wenngleich auch in dieser Zeit in allen Provinzen neue Genossenschaften entstanden.

Francos Politik machte allen wahrhaft demokratischen Organisationen ein Ende. Die Genossenschaften waren so eng mit den sog. «Arbeitervereinen» verquickt, dass der IGB in 1958 beschloss, den spanischen Genossenschaftern die Mitgliedschaft zu entziehen. Neue Gesetze, die gegen Ende der Diktatur in 1974 verabschiedet wurden, trugen noch Spuren der Unterordnung der Genossenschaften unter die Vorherrschaft der Arbeitervereine. Ein neues Gesetz, dass auf Ministerebene bereits angenommen worden ist, bedarf noch der Ratifizierung durch das Parlament.

In Madrid und Antequera (Málaga) werden jedoch schon Anstalten zur Durchführung des Gesetzes getroffen. Sie begannen in 1979 mit der Einberufung der ersten Vollversammlung andalusischer Genossenschaften. Bis dahin war die Situation gekennzeichnet durch mangelnden Zusammenhalt zwischen den Genossenschaften, lasche Umsetzung der genossenschaftlichen Prinzipien, Geldmangel, ungenügende genossenschaftliche Ausbildung und mangelhafte Fort- und Weiterbildung der Führungskräfte. Dessen ungeachtet hatte die andalusische Genossenschaftsbewegung sich konstituiert; im selben Jahr noch hielt sie in Sevilla ihren ersten Kongress ab, auf dem die Themenkreise Ideologie, Bildungswesen, föderative Struktur und Wirtschaftssektoren behandelt wurden. Die Bewegung hatte mit zahlreichen Schwierigkeiten zu kämpfen, da die zuvor angenommenen autonomen Regionen durch das Gesetz von 1974 verboten wurden. Doch der Verband war aus der Taufe gehoben und mit all den Zielen und Strukturen ausgestattet, die ähnlichen regionalen Organisationen eigen sind. Mit zwei Ausnahmen. Bisher haben sich die Genossenschaften nicht in Sektionen nach spezifischen Wirtschaftssektoren unterteilt; zum anderen wünscht der Verband selbst internationale Beziehungen zu pflegen, auch wenn das die Mitarbeit in der nationalen Organisation eines Wirtschaftssektors, sofern eine solche gefunden würde, bedeuten sollte. Der Verband behält sich ferner das Recht vor, unmittelbar Abkommen sozialer oder politischer Art beizutreten, sofern ihm das für die Entwicklung des Genossenschaftswesens in Andalusien geboten scheint, und auch, gegebenenfalls Schritte zur Wiedererlangung von Eigentum einzuleiten.

Am 17. April 1985 hat das andalusische Parlament das neue Genossenschaftsgesetz angenommen, das am 4. Juni desselben Jahres in Kraft getreten ist, und sich damit im grossen und ganzen die Verbandsvorstellungen zu eigen gemacht. Das impliziert jedoch die Schaffung einer offiziellen Organisation, die für den Dialog zwischen Staat und Genossenschaftsbewegung zuständig wäre.

Als Mitglied von BECA und verschiedenen anderen Organisationen, mit einer ähnlichen Machtstellung im internationalen Handel hat der Verband sich um die Mitgliedschaft im Internationalen Genossenschaftsbund beworben.

# Coopératives et tourisme en Andalousie

J.-F. Kister\*

Invité par le Secrétariat Général Espagnol au tourisme à un séjour d'étude dans l'extrême sud de l'Espagne, le responsable des publications de l'ACI en a profité pour mener une sorte d'enquête sur l'offre touristique des coopératives d'une région particulièrement intéressante dans ce domaine puisqu'on y trouve plus de 4200 coopératives indépendantes qui rassemblent 800.000 sociétaires.

Son développement est rendu d'autant plus réalisable qu'un projet de loi générale sur les coopératives approuvé par le Conseil des Ministres le 19 juin 1985 vise entre autres à accroître les ressources financières (mais aussi les responsabilités) des coopératives et à leur permettre de participer d'une manière plus étendue aux échanges économiques.

## Transport

Le Parc National le plus vaste d'Europe Occidentale, le Coto Doñana, est situé sur la rive droite du Guadalquivir, au voisinage de son embouchure. Il couvre 50.000 hectares auxquels s'en adjoignent 20.000 autres d'abords protégés. A une zone de dunes mouvantes, au bord de la mer, font suite d'autres éminences sablonneuses fixées par la végétation, puis une vaste plaine alluviale périodiquement immergée. D'anciens lits du fleuve le sont en permanence.

La Land Rover se fraie un sinueux chemin parmi les ornieres de l'unique parcours autorisé aux visiteurs (4 h. de visite. 80 km de piste, 1250 pesetas par personne). Ceux qui s'y trouvent vien-

nent d'observer, longuement, cerfs, sangliers, daims, aigrettes, spatules et même un aigle impérial pour ne citer que les animaux les plus spectaculaires de cette mi-automne. L'excursion, pourtant sans danger aucun, a tout du safari. Sur la plage nue et déserte où la voiture fonce à présent face au soleil déclinant et parmi les vagues mourantes, un bref dialogue avec le guide chauffeur m'apprend que c'est une coopérative qui, seule, bénéficie de la concession de l'ICONA (Institut National pour la Conservation de la Nature) lui permettant de faire visiter le parc. Fondée en 1980, cette coopérative a connu des débuts modestes. Aujourd'hui, avec 12 coopérateurs seulement, elle dispose de 8 véhicules et est autorisée à conduire un maximum de 180 personnes par jour à travers le parc. C'est une coopérative de travail associé, mais elle est à peu près unique en son genre.

On trouve par contre, dans presque toutes les villes, des coopératives de chauffeurs de taxis. Il ne faut cependant

\* Actuellement responsable de l'information, des publications et de la presse au siège de l'ACI, l'auteur fut de 1961 à 1981 l'un des responsables de la promotion hôtelière auprès du siège de la World Association of Travel Agencies (Association mondiale des agences de voyages). Il est diplômé de l'Organisation Mondiale du Tourisme en matière de promotion touristique.



*Au Coto Doñana*

pas s'y tromper, ce ne sont pas là des coopératives d'exploitation de taxis sinon des coopératives d'usagers pour l'achat de véhicules, de pièces de rechange, de carburant ou l'obtention de services.

L'exploitation des taxis est le fait d'entreprises privées.

Toujours dans le domaine des transports, on parle beaucoup dans la région de la transformation en coopérative d'une entreprise familiale qui assure les croisières de plaisance sur le Guadalquivir.

## **Viticulture**

La coopérative «Vinicola del Condado», à Bollullos, un gros bourg bien andalou avec ses maisons blanches, basses, en longues rangées mitoyennes, à une trentaine de kilomètres au nord du Parc, est aussi en relations avec les touristes. Située au milieu d'une vaste région vinicole, au voisinage de stations qui en pleine saison peuvent héberger jusqu'à 300.000 estivants, elle rassem-

ble 1770 coopérateurs dont 1500 ne tiennent leurs revenus que du vin. C'est la plus grosse entreprise vinicole de la région.

Le vin du «Condado» (comté) n'est pas connu à l'étranger où pourtant on consomme beaucoup de «Fino» de Jerez (Sherry, Xérès), beaucoup plus onéreux, et dont le domaine vinicole n'est séparé de celui-ci que par le Guadalquivir. Le «Palido» du Condado (14 à 17 degrés) s'en distingue par une amertume un peu moindre, ce que personnellement je préfère. On produit aussi des blancs de table qui accompagnent à merveille les fruits de mer et des vins plus forts (15 à 23 degrés), les «Viejos», ambrés, secs ou doux, voire très doux.

Ce sont les agences de voyages qui ont découvert le filon. Il suffisait, en appuyant sur la fibre régionaliste, de demander à la coopérative de recevoir des visiteurs, d'abord un car de temps en temps, puis un par semaine, puis davantage. Les quelques bouteilles parfois vendues ne compensant pas les pertes



en immobilisation de personnel et en dégustations gratuites. La coopérative a dû mettre un frein à ce genre d'action.

Des coopératives dans une telle situation, il s'en trouve de nombreuses quoi que plus petites dans le domaine du « Condado » mais aussi dans celui de Jerez où, toutefois, elles doivent également affronter d'autres problèmes :

L'Institut National des Dénominations d'Origine admet dans chaque région vinicole deux secteurs, celui de production et, plus restreint, celui d'élaboration (crianza) où, d'ailleurs, on produit aussi. A Jerez, la zone d'élaboration entière est pratiquement sous le contrôle de très grandes entreprises classiques, souvent étrangères, anglaises par exemple. Les coopératives viticoles n'y ont que la possibilité de vendre leur raisin à ces grandes entreprises tandis que celles qui se trouvent en zone de production seulement ne peuvent commercialiser leur produit même élaboré conformément à la tradition la plus

pure, c'est-à-dire en « Solera » que sous une dénomination qui ne soit pas celle de Jerez. C'est le cas de la Coopérative « San Juan Bautista » de Chiclana dont le blanc apéritif est, lui aussi, un peu moins amer que le « Fino » de Jerez.

Par contre, lorsqu'une telle coopérative vend son raisin aux grandes entreprises de Jerez, le vin qui en résultera sera, lui, commercialisé sous le nom de Jerez. Ajoutons à cela que les fameux « brandies » de Jerez sont souvent élaborés avec des alcools provenant de vins de la... Manche, à 350 km. de là, même si la production régionale rencontre des difficultés d'écoulement non négligeables. Ce sont des pratiques parfaitement admises. Il faut préciser que le vignoble de Jerez et de sa région passant pour l'un des plus vieux du monde – les Phéniciens en parlaient déjà – les coutumes accumulées ont formé une trame extrêmement complexe où la forme coopérative n'est qu'un phénomène récent.



## Consommation

Les coopératives de consommation, jusqu'à récemment en Espagne, n'avaient le droit de vendre qu'à leurs coopérateurs. La nouvelle loi nationale vient de leur accorder ce droit ainsi, entre autres que celui de se fédérer au sein d'organismes de leur choix. Nombre de coopérateurs se demandent toutefois si ils vont réellement ouvrir leurs portes à chacun qui voudra acheter, même s'il n'est pas membre ? Jusqu'à présent, l'efficacité réelle des coopératives, en matière de prix pour le moins, permettait aux co-opérateurs d'obtenir des rabais de 4 à 20% sur les tarifs pratiqués par le commerce ordinaire.

J'ai interrogé les responsables de deux coopératives sur ce sujet: La coopérative «Virgen de las Mercedes» rassemble 2258 sociétaires qui, avec leurs familles représentent 75% de la population de Bollullos, c'est probablement la plus grosse entreprise de détail du bourg. Il faut payer 4500 pesetas (env. 70.— francs suisses — le SMIG voisine 35.000 ptas par mois) pour devenir membre:

«Les gens du pays qui ne sont ni membres, ni ne font partie de la famille d'un membre n'auraient pas l'idée de venir acheter. Ils seraient tout de suite repérés et ça ferait des histoires. Quant aux touristes, il en vient de nombreux tant de Matalascañas, la station balnéaire voisine, qu'à cause du pèlerinage du Rocio\*. Nous les voyons venir avec plaisir et ils paient le même prix que les coopérateurs. Peut-être sont-ils coopérateurs chez eux ?»

A Cadix, à la coopérative des Chantiers Navals Espagnols (Astilleros Españoles), c'est tout différent. Il faut mon-

trer sa carte en entrant et les tourniquets de contrôle sont conçus de telle sorte qu'ils ne laisseraient pas passer un chat sans carte:

«Seuls les membres ont accès à nos magasins. Dans une ville, on ne saurait connaître tout le monde. La carte est indispensable. La cotisation n'est que de 400 ptas par an et l'on peut acheter de tout, des olives aux téléviseurs en passant par les vêtements, les meubles, les jouets et l'outillage. Maintenant que les coopératives peuvent vendre au public, nous nous trouvons en face d'un petit problème: Le comité travaille bénévolement, souvent tard le soir et à tour de rôle. Un accroissement brusque du volume des affaires modifierait tout, en particulier les prix que nous pourrions consentir, à cause d'une rétribution du travail administratif devenue nécessaire. Je crois que la meilleure solution serait de continuer à ne vendre qu'aux membres et d'espérer qu'un jour naisse une carte coopérative internationale qui permette aux coopérateurs étrangers de venir se faire servir également, quand ils sont en vacances. Nous le ferions avec plaisir, par solidarité, sans majorer nos prix.»

Des coopératives de consommation dans cette situation, il s'en trouve un peu partout en Andalousie où leur réelle efficacité jointe au sens profond de la liberté et de ses exigences si caractéristique aux Andalous, a permis jusqu'à présent de repousser l'implantation de chaînes privées de supermarchés.

Notons que pour utiliser à fond les possibilités offertes par la nouvelle loi, les coopératives vont rencontrer certaines difficultés administratives. Ainsi, par exemple, la loi andalouse prévoit que les ventes aux non-membres ne pourront pas excéder par an le 40% du chiffre d'affaires total annuel de la coopéra-

\* Un peu les Stes Maries de la Mer des Andaloux, dans un décor comme d'une ville de «western», contiguë au Parc National, mais qu'on aurait faite belle.





tive, tandis que la loi nationale prévoit que les bénéfices réalisés sur ces ventes ne pourront pas être ristournés aux coopérateurs, mais qu'ils devront être entièrement imputés au Fond de réserve obligatoire. Comment sera-t-il possible de distinguer à moins de posséder, comme c'est le cas à Bollullos, des caisses enregistreuse extrêmement sophistiquées et à lecture optique des étiquettes ?

### Artisanat et spectacles

Un bourg entier de la province de Cadix, Ubrique, caché au fond de l'inoubliable Sierra la plus méridionale d'Europe, a pour industrie presque exclusive la maroquinerie, dans la tradition cordouane. Des 5000 maroquinières, 20 à 25% sont organisés en coopératives. Les avis sur la part du marché qui revient à ces dernières varient entre 15 et 30%. Ce qui est plus certain, c'est

que près de 50% de leur production est destinée à l'exportation directe ou à la vente aux touristes. Les articles essentiels d'aujourd'hui sont les sacs à main, les mallettes, les ceintures, les portefeuilles.

La célébrité d'Ubrique était due, autrefois, aux étuis à cigares et aux blagues à tabac qui se fabriquaient en testicules de «toros». On y confectionnait aussi des «precisos», sachets qu'on suspendait à la ceinture et où, avant l'invention des allumettes, on mettait le tabac, l'amadou, le fer et le silex. Ubrique ? briquet ? se rapprocherait-on d'une étymologie ?

A ce type de coopératives de production, il convient d'associer celles où l'on travaille la faïence, la poterie. Chacun connaît ces assiettes, ces potiches, ces tasses, ces catelles (azulejos) peints à gros traits bleus ou émeraude sur fond blanc ou crème. Et puis il y a celles où l'on fabrique des copies d'armes an-

ciennes, des poupées aux allures de gitanes ou de matadores. Enfin, il y a des activités qui ne sont pas directement touristiques, mais qui pourtant vivent de cette industrie. Ainsi une petite coopérative de menuiserie de Bollullos, 7 sociétaires, fabrique-t-elle des meubles en style castillan (avec comme décor une sorte de damier de gros carreaux saillants sur les surfaces verticales), de celui qu'on n'utilise pratiquement plus en Espagne, tant il est devenu classique, sinon dans les hôtels et les appartements de vacances.

Il n'y a pas jusqu'à certaines troupes de spectacles qui n'aient choisi la forme juridique des coopératives de travail associé pour promouvoir leur activité artistique. Qu'on se garde d'oublier, en Andalousie, les ballets flamencos !

## Horticulture

On peut aussi visiter certaines coopératives horticoles car elles produisent pour l'exportation. J'en connais une consacrée à la production de fraises, la coopérative agricole « Nuestra Señora de la Bella » à Lepe, entre Huelva et la frontière portugaise, dans une région qui est un vrai jardin. Toutes les fraises produites s'exportent vers les pays plus septentrionaux d'Europe, en Suisse, en particulier.

La plus originale de ces coopératives horticoles c'en est peut-être une d'Arcos de la Frontera\* qui, entre autres, cultive des tulipes. Elle s'appelle « La Petite Hollande » et ses coopérateurs, pour la plupart, ont travaillé comme saisonniers aux Pays-Bas.

\* Province de Cadix, une extraordinaire petite ville ancienne défendue par d'impressionnantes falaises.

## Hébergement

Reste à envisager le logement et la restauration. Les statistiques diffusées par le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale font état pour l'Andalousie entière de 16 coopératives « hôtelières », la plus importante d'entre elles ne rassemblant que 19 sociétaires.

En Andalousie, certes, mais hors des provinces choisies pour cette étude sommaire, je connais une de ces coopératives avec quelques modestes chambres et un restaurant de 100 places à Purrullena\*. Davantage qu'un hôtel de séjour, c'est une étape sur la grand route. Il en va de même d'un établissement situé à la sortie de Guadix, le chef lieu voisin\*\*. Aujourd'hui c'est un restaurant de 30 places classé « 2 fourchettes ». Pour compléter l'information, je préciserai qu'il existe, selon les statistiques officielles, d'autres petites auberges coopératives, avec ou sans chambres, à Cordoue, Almeria, Adra (pce d'Almeria), Séville, El Arahal (pce de Séville), Casariche (id.), Málaga, Benalmadena (pce de Málaga), Torremolinos (id.) et Monda (id.). En outre, dans la province de Grenade, à Motril, port de la capitale, à 80 km. de celle ci, un véritable complexe touristique fait l'objet d'un projet coopératif. Toutefois seuls le terrain et les idées sont bien là, tout le reste est à faire.

De telles coopératives n'existent pas encore dans la province de Cadix et il n'y en a qu'une seule dans celle de Huelva. C'est à 17 kilomètres de la capitale, à Punta Umbria, une station à la mode qui occupe un cap séparant l'embouchure du Rio Odiel de la mer ouverte. Il s'agit, en fait, sur un terrain municipal, d'un camping de 320 places, avec

\* Province de Grenade, habitations troglodytiques; grands marchés de faïences.

\*\* Le quart de sa population vit encore dans des « cuevas », grottes aménagées; on y peut visiter un alcazar et une cathédrale.

caféteria et tous les services essentiels. Il est administré sous forme d'une coopérative de travail associé. La coopérative regroupe 13 sociétaires qui travaillent au camping pendant sa période d'ouverture, de juin à septembre.

Notons qu'il existe un projet de camping coopératif au Puerto de Santa Maria, petite ville portuaire qui fait face à Cadix, de l'autre côté de sa célèbre baie que d'aucuns appellent la Petite Tasse d'Argent. L'avantage essentiel que présenterait cette création, c'est la proximité de la très intéressante petite ville\*\*\* et une navette régulière en chemin de fer ou en bateau pour profiter à satiété de Cadix (8 km à vol d'oiseau, mais 20 par route et 45 par chemin de fer).

Il est un aspect des activités économiques touristiques que je n'ai pas pu étudier sur place: C'est celui des dépôts d'argent, des activités de change, ou, plus simplement, du domaine bancaire. De même qu'il n'y a pas d'agences coopératives de voyages en Andalousie, il ne s'y trouve pas non plus ni banque coopérative, ni crédit coopératif. Je ne suis pas toutefois sans savoir que des projets existent qui profiteraient de l'expérience acquise dans d'autres régions autonomes d'Espagne. La difficulté, aujourd'hui, c'est de rassembler un capital de base à déposer auprès de la Banque Nationale conformément à la législation.

## Un futur possible

Voici donc décrites de nombreuses entreprises coopératives qui partagent des intérêts communs en matière de tourisme. Pourtant, une séance de travail au siège de la Fédération des Coopératives Andalouses, à Séville et un certain nombre de dialogues avec les responsa-

\*\*\* Palais/forteresse d'origine islamique, vieilles ruelles, atmosphère portuaire, restaurants remarquables.

bles de l'Union des Coopératives de Consommation d'Espagne et leur conseiller pour la région gaditane, M. Ramon Dávila, m'ont démontré que si il existait parfois des relations commerciales entre certaines coopératives et les Unions Nationales et d'autres relations, plutôt idéologiques, elles, entre d'autres coopératives et la Fédération Régionale, une grande majorité des petites coopératives se déclaraient n'adhérer effectivement à aucun organisme de coordination et s'ignoraient même mutuellement.

Nombre de problèmes pourraient cependant être résolus et nombre de projets réalisés grâce à une concertation. Il s'agit d'une part d'améliorer l'accueil dans un sens authentiquement coopératif et bien sur, d'autre part, d'accroître le niveau de vie des coopérateurs. J'ai toutefois entendu parler de passablement de craintes au niveau politique, comme si, pour les organismes de regroupement, il s'était agi de récupérer les coopératives en faveur d'idéologies de droite ou de gauche, mais de toutes façons étrangères à une authentique coopération telle que définie dans les principes de l'Alliance Co-opérative Internationale. Un solide dialogue devrait commencer entre les organismes concernés afin que la concertation puisse démarrer sur des bases saines, avec toute la liberté requise et sans arrières pensées. Ce n'est qu'ensuite qu'on pourra s'atteler à la recherche de solutions et de développements.

Une grande étude globale est nécessaire, sorte d'inventaire exhaustif de ce qui n'est qu'esquissé ici. On ne tiendrait pas seulement compte des données chiffrables, mais aussi du degré d'engagement des coopérateurs vers davantage d'universalité. C'est là une opération de longue haleine parce qu'il faut distinguer les enthousiasmes passagers, les tendances, les intérêts en jeu et les fiabilités. Il y a l'avenir à préparer sans

vaines ambitions, mais avec un sain réalisme et une information, la meilleure possible.

Voici quelques suggestions. Une étude approfondie pourrait cependant découvrir de tout autres priorités:

Pour de petits problèmes tels ceux que posent les frais impliqués par les visites et dégustations dans les coopératives horticoles et viticoles une politique commune doit déterminer soit le montant d'une rémunération, soit, en vue de promouvoir l'exportation, un plan régional grâce auquel les entreprises recevraient les groupes de visiteurs à tour de rôle.

Pour de plus grands problèmes, tel celui que pose l'exportation elle-même, un démarchage en commun serait un atout majeur, joint à la création d'un symbole promotionnel utilisable par tous et qui mettrait en évidence, à l'usage des coopératives étrangères et de leurs sociétaires, qu'il s'agit d'un produit des coopératives andalouses. Il est certain que tout touriste qui rentre d'Andalousie devient un client potentiel motivé des produits andalous ou espagnols dans son pays. Si c'est un coopérateur il ne fait pas de doute que l'affinité sociologique a, elle aussi, un rôle promotionnel à jouer. L'emblème, d'ailleurs, devrait aussi pouvoir être utilisé comme élément d'enseigne et de publicité par les organismes coopératifs d'accueil: auberges, cantines, restaurants, hôtels, campings, etc.

On ne saurait parler encore d'un réseau coopératif d'accueil touristique en Andalousie, mais il est évident que les projets cités ainsi que les petits établissements et campings déjà existants ont une action commune à mener.

La création de nouvelles unités d'accueil pourrait, par exemple, faire appel aux principes qui gèrent les coopératives d'habitation, que ce soit au niveau de la réalisation ou à celui de la gestion et de la promotion. Ici c'est tout le par-

tage d'expérience qui s'avère nécessaire. L'organe de coordination aurait avantage à se rapprocher d'un organisme international coopératif spécialisé. Dans ce cadre, par exemple, certaines expériences françaises et argentines pourraient partiellement suggérer un cheminement.

La participation à un organisme coopératif international permettrait aussi de lancer la concertation sur une carte internationale de coopérateur à l'usage des touristes, carte qui permettrait aux coopératives de consommation dont le droit d'accès est réservé d'accueillir les coopérateurs étrangers de passage et de leur fournir ce dont ils ont besoin.

Mais ce ne sont là encore que des idées. Chaque coopérative doit s'attendre à devoir investir dans une recherche collective proportionnellement à sa capacité de production ou d'accueil. Ce travail ne peut être réalisé qu'avec des méthodes professionnelles. Il y a donc place pour la création d'une coopérative du second degré (ou de plusieurs, selon ce que l'étude aura démontré). Cet organisme aura, au début, pour tâche de rassembler toute l'information sur l'offre, sur la demande et sur le contexte du marché. Il devra ensuite réaliser une synthèse intelligible aux sociétaires de chaque coopérative concernée. Viendront alors les décisions, la définition des objectifs, des priorités, des délais de réalisation et, plus tard encore, la mise en œuvre pratique, les tests, et... les rectifications.

C'est là l'aspect ordinaire du problème. Dans le cadre du mouvement coopératif il faut aussi tenir compte bien davantage qu'ailleurs de l'éthique. Dès lors, il faut que le personnel des coopératives du second degré soit acquis en profondeur aux idéaux coopératifs. Ces spécialistes auront, en effet, à veiller à la transparence de l'information de telle sorte que les intérêts des coopératives les plus modestes soient respectés



comme ceux des plus puissantes; ils devront en outre être acquis à la coopération multilatérale et internationale puisqu'ils auront à traiter d'affaires bien au delà de l'aire géographique qui aura été choisie.

Assumer toutes ces responsabilités supplémentaires, par rapport à celles dont doit tenir compte la division de

marketing d'une entreprise ordinaire polysectorielle et à succursales multiples, apparaît comme une gageure, ceci d'autant plus que la perfection ne se rencontre pas. Pourtant je reste convaincu que c'est là la partie la plus exaltante du travail, celle même qui fait de la coopération le libéralisme socio-économique des humbles et de ceux qui en ont l'esprit.

---

*CO-OPERATIVES AND TOURISM IN SOUTHERN SPAIN – The ICA Publications Officer was invited by the Spanish Secretariat of Tourism to undertake a study tour in the South of Spain. It was an opportunity to compare the tourist facilities offered by co-operatives today, which are a bit disparate, with the possibilities which could be offered by a concerted effort between co-operatives. In the extreme south of Spain, several medium and small co-ops have, or will have, the opportunity of becoming involved in tourism.*

*The author describes a visit to a co-operative which offers safari-type, guided tours through the largest national park in Western Europe. He notes that, while at the moment there is no network of co-operative hotels, camping sites, or holiday apartments, the number of co-ops offering these facilities is growing, and they could improve business by jointly advertising their services.*

*Many artisanal workers' co-ops and agricultural co-ops are directly or indirectly dependent on the tourist industry. The author also visited other types of co-ops which are in some ways affected by the tourist industry.*

*Until recently consumer co-ops in Spain could only sell to their members, but new laws are changing this situation, and they are now able to sell to both local non-members and tourists.*

*Co-ops are responsible for the viticulture in areas regionally famous for their wine, but play a minor role in those areas which are internationally renown. Contact with tourists offers interesting PR possibilities for the large enterprises but offers no possibilities for those businesses which do not have the means to export their produce. The author feels that this situation could be changed through inter-co-operation between the co-operatives in these regions.*

*In spite of the existence of new regional multisectorial federation of co-ops and of national sectorial unions, there are few links between the majority (70%) of co-ops. However, it is evident that returns would be improved by more co-operation between co-operatives. Many co-operators, whose co-ops do not belong to an apex organization, fear a possible political involvement which they don't entirely agree with. Wouldn't "second degree co-ops dealing only with practical matters be the solution ?" the author asks.*

---

*LAS COOPERATIVAS Y EL TURISMO EN ANDALUCIA. – El jefe de información de la ACI, invitado por la secretaría española de turismo, compara la oferta turística actual de las cooperativas del sur de Andalucía que se encuentra en disparidad con las posibilidades que ofrecería la concertación entre las cooperativas en ese mismo sector.*

*La región contiene un gran número de cooperativas pequeñas y medianas, y entre ellas, son muchas las que ejercen o podrán ejercer una actividad relacionada con el turismo.*

*La empresa que transporta los turistas y través del parque nacional más grande de Europa es una cooperativa. Son las cooperativas esencialmente las que producen el vino en las regiones de reputación nacional, pero éstas solo tienen una actividad subalterna en las regiones de reputación internacional. Los contactos con los turistas son relaciones públicas interesantes para las grandes empresas pero se convierten en una carga para las cooperativas que no están en condiciones de exportar. Una coope-*

ración intercooperativa aportaría una solución a ese problema. Actualmente, la ley no autoriza a las cooperativas de consumo de vender a los no cooperadores, pero esta ley está cambiando. Numerosas cooperativas de obreros o de cultivadores dependen directa o indirectamente de la industria turística. No existe ninguna red cooperativa organizada de hoteles, ni de campings, ni de restaurantes, de inmuebles o de casas de campo, pero hay algunas cooperativas en cada uno de estos sectores y otras se están fundando. Sus actividades podrían aumentar considerablemente si decidieran cooperar juntas.

Aunque existe una Federación regional multisectorial y Uniones nacionales sectoriales, el 70% de las cooperativas no parecen pertenecer a alguna de ellas y ni siquiera parecen conocerse mutuamente. Numerosos son los cooperadores cuyas cooperativas no se han unido a las organizaciones apex porque temen ser integrados a un movimiento político por el cual no compartirían las opiniones por completo. El diálogo es entonces necesario. Este diálogo ya empieza a establecerse. ¿Llegaremos a una colaboración entre los movimientos o a la creación de auténticas cooperativas de servicios de segundo grado?

---

*GENOSSENSCHAFTEN UND TOURISMUS IN SÜDSPANIEN – Der Leiter der IGB-Öffentlichkeitsarbeit machte auf Einladung des spanischen Tourismussekreterariats eine Informationsreise durch Süds Spanien.*

*So bot sich die Gelegenheit, das gegenwärtige Angebot und Möglichkeiten zur Leistungssteigerung zu sichten.*

*Im tiefsten Süden Spaniens sind viele mittlere und kleine Genossenschaften im Tourismusgeschäft; auf weitere könnte dies noch zukommen.*

*Der Autor beschreibt seinen Besuch einer Genossenschaft, die Safaris durch den größten Nationalpark Westeuropas anbietet. Es ist festzustellen, daß es zur Zeit keinen Zusammenschluß genossenschaftlicher Hotels, Campingplätze, Apartmentanlagen sowie anderer Dienstleistungen gibt. Das Geschäft ist entwicklungsfähig, hierbei ist auf eine genossenschaftliche Werbekampagne hinzuweisen.*

*Viele der Kunsthandwerkliche Genossenschaften und landwirtschaftliche Genossenschaften hängen indirekt oder direkt vom Tourismus ab.*

*Der Autor besuchte auch noch einige andere Genossenschaften, die auch teilweise vom Tourismus abhängen. Bisher durften die Verbrauchergenossenschaften nur an ihre Mitglieder verkaufen. Die neue Gesetzgebung erlaubt nun den Verkauf an jedermann.*

*Die Genossenschaften zeichnen verantwortlich für den Weinanbau in den berühmten Regionen; spielen jedoch in den internationalen Feriengemeinden eine untergeordnete Rolle.*

*Großen Firmen gelingt über PR-Aktivitäten eine Steigerung des Geschäfts; für kleine Firmen, die nicht exportfähig sind, gibt es viele Schwierigkeiten. Der Autor könnte sich vorstellen, daß hier durch Zusammenarbeit untereinander die Situation dieser Regionen zu verbessern sei.*

*Hilfreich für diese Aufgabe ist der neue regionale, umfassende Zusammenschluß aller Genossenschaften, sowie die nationale Vereinigung (70% aller Genossenschaften). Ganz offensichtlich ist, daß durch verstärkte Zusammenarbeit untereinander größere Erfolge erzielt werden könnten.*

*Viele Genossenschafter, deren Genossenschaft nicht Mitglied einer Apex-Organisation ist, fürchten eine zu starke Politisierung, die sie ganz und gar nicht begrüßen. Sollte die Lösung vielleicht heißen: Genossenschaften zweiten Grades nur das normale Geschäft abwickeln zu lassen?*

# Resurgence of Consumer Co-operatives in Malaysia

Excerpt from a report by S. Ahlaimuniandy\*

## Contemporary Situation

The development of consumer co-operation in South-East Asia had a late start, i.e. in the early part of the twentieth century. Consumer co-operatives received considerable recognition during the two world wars, when rationing and control had to be enforced, being regarded by the State as the organisations which could be depended on to distribute goods equitably and at controlled prices.

In Malaysia, during the period of emergency brought about in the 50s by the Korean war and the Suez crisis, a special status was accorded to consumer co-operatives by the State with regard to the sale of certain essential foodstuffs. This further enhanced the image and credibility of co-operatives in serving the needs of society more effectively, because of their service or need-oriented priority rather than profit maximisation.

Direct encouragement and support from the Malaysian government brought about a sharp increase in the number of retail consumer co-operatives from 21 in 1950 to 248 in 1956, with total business turnover amounting to M\$ 23.5 Million.<sup>(1)</sup>

Another classic example of the success of consumer co-operatives in stabilising the price of staple food was clearly exemplified in Singapore in 1973. When the price of rice skyrocketed to \$ 1.20 per 605 gms, NTUC Welcome Consumer Co-operative stood by the people and retailed 100% Thai rice at 0.95 cents per 605 gms, forcing the profiteers to gradually lower their prices to a reasonable and affordable level. Similarly, when private retailers began selling sugar for as high as \$ 1.00, NTUC Welcome again intervened in the market by selling sugar at 0.45 cents. With the intervention by NTUC Welcome in stabilising the market for essential goods, prices have been kept reasonably low.<sup>(2)</sup>

## Setback for Co-operatives

Why then have consumer co-operatives suffered a severe setback in almost all South East Asian countries with the return to normal times and the easing of the supply situation? It appears that, without support and assistance from the State, consumer co-operatives find it impossible to combat fierce competition when faced with illegal practices, widespread adulteration, and other malpractices of the private trade. The

\* S. Ahlaimuniandy is a lecturer at the Co-operative Law and Administration Division of the Co-operative College of Malaysia.

majority of consumers did not realize that the consumer co-operatives, which had served them well in times of emergencies, could also render them valuable services in normal times and simultaneously act as an effective check on the exploitation and discrimination practised by the private trade. <sup>(3)</sup>

The fact that consumers did not recognize the effectiveness of consumer co-operatives during normal times was definitely a contributing factor towards the staggered growth of consumer co-operatives in Malaysia.

"... the "growth" of the consumer movement from 1951 onwards was more an imposition from the top on account of external and internal circumstances and was not based very much on the spontaneous desire of the people themselves. The consumer movement thus "developed" and expanded without an adequate preparation of the ground for its healthy growth". <sup>(4)</sup>

The situation became even worse with the cessation of the Korean War and the lifting of the Emergency in 1960. Privileges in the stocking and selling of essential goods enjoyed by the co-operatives during more turbulent years were withdrawn and consumer co-operatives were forced to compete in the open market on equal grounds with the private retail traders. The unfair practices of the private retail shops, which mushroomed as a result of the return to the free market trading of essentials and food items, adversely affected the operations of the co-operative retail consumer stores. For example, the business turnover of the "New Villages Stores" dropped from more than M\$ 6 million in 1952 to about M\$ 3 million in 1961, i.e. after the end of the Emergency. Previously, these stores recorded large turnovers. From a total of 248 societies in 1956, numbers dwindled to 204 in 1962. <sup>(5)</sup>

## Later Developments

There was no significant change recorded during the 70s and early 80s. Out of 90,037 retail establishments surveyed in the Malay Peninsula in 1980, only 389 or 0.4% were co-operatively owned, recording an output of M\$94 million. This represented only 0.8% of the total output of all retail establishments which exceeded M\$12 billion. On the whole, each co-operative retail outlet recorded an average annual turnover of slightly more than M\$240,000. Yet there were 1.3 million co-operative members in the Malay Peninsula who, in one way or another, were Consumers! The above figure represented 11.5% of the total population of the Malay Peninsula in 1980, 20% of the working population (between 15 and 64 years) – a considerably high percentage for a developing nation like Malaysia. Yet the stake of consumer co-operatives in the retail consumer sector was under 1% in 1980.

The situation is even more appalling if we ponder over the statistics on a sectoral basis (i.e. in the urban areas). Of the 13,334 retail establishments surveyed in urban areas, with a population of 10,000 and above, only 68 or 0.5% were co-operative establishments recording an output of M\$59.3 million. This represented only 0.8% of the total output of all retail establishments in the urban area, which was in the region of M\$8 billion. The urban retail establishments contributed 75% of the total output of the retail sector in 1980, even though they accounted for less than 15% of the total number of retail establishments throughout the Malay Peninsula.

Even the average output per co-operative retail establishment in the urban area was higher than the national average for co-operative retail outlets, i.e. M\$870,000 in the former, as compared



to M\$240,000 in the latter situation. This shows that the urban area is a lucrative sector for the retail industry.

## **Current situation**

In 1981 there was total of 256 consumer co-operatives in the Malay Peninsula. However this number dropped to 233 in 1982 and declined further to 224 in 1983. The membership in 1983 was only 77,574 – a sharp decline of 38% from the membership in 1982. This decline is due to fierce competition from the private trade, the lackadaisical attitude of the members in patronising their own co-operative outlets, and partly to the co-operatives themselves being unable to adapt to suit contemporary requirements. As a result, in 1983 13 consumer co-operatives ventured into other activities, whereas 2 consumer co-operatives closed down altogether. In that year, the consumer co-operative membership represented a mere 3.4% of the total co-operative membership of 2.3 million.

## **Review of Consumer Co-operatives in Malaysia**

The position of consumer co-operatives has changed from what it was during the period when they enjoyed preferential rights and had monopolistic powers conferred on them by the State.

J.M. Rana sums it up in a nutshell:

“It is no longer a question of equitable distribution of commodities supplied by the government or government agencies as fixed margins in protected markets. Consumer co-operatives now have to anticipate members’ demand, buy the commodities in required quantities, ensure that the choice of qualities of the commodities to be purchased is in

accordance with consumer taste and to operate in an efficient manner at the prevalent margins. At the same time they have to build up enough capital for future development. These tasks call for a high degree of management skills and the development of proper organisational structures and systems that would ensure efficient operation”.<sup>(6)</sup>

As such there is a great and urgent need for a strong consumer co-operative movement in Malaysia, not merely to redress the gross inequalities, irregularities and malpractices existing in the consumer industry or to fulfil the needs of its members, but also as a pre-requisite for the healthy growth and development of the Co-operative Movement in the country as a whole. Judging from the message contained in the preceding discussions, the consumer co-operatives in Malaysia are faced with Hobson’s choice, i.e. no alternative but to revitalise and renew their efforts via a concerted large-scale approach to achieve the objectives outlined earlier. It remains to be seen whether KOMART – a large-scale nationwide chain of co-operative supermarkets, departmental stores and minimarkets – will reach these objectives.

## **Potential for Growth**

However, the opening of large-scale consumer co-operative supermarkets may prove suicidal where there are a large number of small retailers among whom competition is keen and who operate on rather low margins due to low overheads and the low cost of family labour. Nevertheless, one can cite the growing number of successful private supermarkets. Of the 68 retail establishments owned by Public Limited Companies in 1980, the turnover recorded was M\$213 million, whereas the 1786 retail establishments owned by

private limited companies recorded M\$3.7 billion sales. The 389 co-operative-owned retail outlets recorded only M\$94 million sales.

In 1978, there were 87 retail establishments owned by public limited companies recording a M\$77 million output whereas, in 1980, there were only 68 such establishments but an output of M\$213 million was recorded.

The ability to record such large turnovers is attributed to the large-scale operations of these enterprises and their location in urban areas.

The potential for consumer co-operatives to go big is always there. One classic example is the success obtained by the Malaysian Co-operative Supermarkets Society (MCSS), which in 1983 recorded a turnover exceeding M\$ 15 million. This proves that, by going big and adopting sound methods of management, consumer co-operatives can carve a niche for themselves in the consumer industry. Nevertheless, these successful ventures need to be multiplied, for the ultimate objective is not to be content with a few successful large-scale consumer co-operatives, but to build a powerful and dynamic chain of successful consumer co-operatives, controlling a sizeable portion of the consumer trade, and giving birth to an unshakeable consumer co-operative movement.

The above ideal can be transformed into reality: even with a 38% drop in membership in 1983, the 224 consumer co-operatives recorded a 23% increase in turnover compared to 1982, i.e. from M\$ 137 million in 1982 to M\$ 168 million in 1983. This was achieved with only a marginal increase of 5% in the share capital, which rose from M\$ 17.5 million in 1982 to M\$ 18.5 million in 1983. Therefore, with further injection of capital and sound management, consumer co-operatives can meet the challenges of the consumer industry, which

is currently monopolised by non-co-operative business institutions. The large increase in turnover is partly attributed to the increased purchasing power of members and the extension of credit facilities for purchases. The latter facility can be widely extended if consumer co-operatives are large-scale in operation and where financial outlay is not a major obstacle, as in the case of KOMART which is backed by the Co-operative Central Bank, one of the most successful co-operative financial institutions in this region.

The population of the Malay Peninsula was 11.4 million in 1980 and is expected to increase 12.9 million in 1985. The working age population (i.e. between 15 and 64) in 1980 was 6.6 million and is expected to increase to 7.6 million in 1985, an annual growth rate of 3%. Members of this age group are also the major consumers because of their relatively higher purchasing ability. A conservative estimate puts it as representing 30.3% of the total co-operative membership strength of the Malay Peninsula, using 1983 figures, but the percentage will obviously be a lot higher in 1985, when the total co-operative membership of the Malay Peninsula is projected to exceed 3 million! As such it is only fair that a sizeable portion of the consumer industry is OWNED and PATRONISED by co-operative members who are themselves consumers. Otherwise, these potential consumers will become a haven for the private trade.

The consumer co-operatives, therefore, have to aggressively and actively participate in the consumer industry, in order to restructure the existing pattern of ownership and control. A corresponding proportion of the trade should be in the hands of co-operatives whose membership represents 30.3% of the working age group. Co-operatives should also endeavour to increase

their stake to include non-co-operative members.

The urgent need to enhance consumer co-operative participation in the consumer industry is warranted, considering that the price of consumer goods increased by 6.4% per annum for the period 1981-1983, if compared to 1980, with foodstuffs rising by 6.7% for the corresponding period. Even though the Consumer Price Index (CPI) which reflects the changing pattern of consumer spending indicates that society is becoming more affluent, it is in the best interest of the consumer if prices can be kept to a reasonable level.

This affluence, which is linked strongly to income levels, is relative, considering the fact that poverty in the Malay Peninsula rose from 29% in 1980 to 30.3% in 1983. The incidence of poverty in the rural sector rose from 37.4% in 1980 to 41.6% in 1983, whereas, the drop in the poverty rate in the urban sector was insignificant, i.e. from 12.6% in 1980 to 11.1% in 1983. For 1985, the incidence of poverty in the Malay Peninsula is projected to drop to 24.1%, to 33.1% in the rural sector and in the urban sector to 10.2%. As such the decline on the sectorial basis is rather insignificant, especially for the urban sector, which only recorded a decline of 0.9% in the poverty rate from 1983 to 1985. The situation is even more alarming if the average income per household is taken into consideration. The national mean monthly household income for 1979, using 1970 prices, was M \$ 417 (revised from M \$ 459 as originally stated in the Fourth Malaysian Plan). Even though the urban mean monthly household income, using 1979 prices, was M \$ 975, the real income value was only M \$ 587, using 1970 prices. This shows the extent of inflation and the spiralling cost of living. Although the urban sector recorded a higher mean monthly household in-

come than the national average, benefits were offset by the rising cost of living, as the difference in the cost of living between urban and rural sectors was not taken into consideration when formulating the poverty line. Consumer co-operatives, which are predominantly sited in urban areas, have to strongly consider the above situation. The declining purchasing power should be to their advantage, since their service-cum-profitability strategy strongly emphasises quality, fair pricing and consumers' interest virtues.

As large-scale consumer co-operative activities will be predominantly sited in urban areas, consideration and emphasis has to be focused on urban settings. In the Malay Peninsula, the urban population is projected to grow at an annual rate of 4.5% and the urbanisation rate will increase from 37.5% in 1980 to 41.5% in 1985 (i.e. swelling to 5.3 million from 4.3 million in 1980). This records a growth of nearly 25% as compared to a mere 5.5% growth in the rural population. It therefore augurs well for the consumer industry. Furthermore, since there is, and will always be, migration from the rural to the urban areas, the pool of would-be consumers waiting to be tapped will continue to grow. During the period 1971-1980 alone, 65% of the migrants from rural areas to the urban areas were in the 15-39 age group.

The advantages accruing to large retail co-operatives is numerous. It is a general experience in business that large units are more viable and profitable. Successful case stories are found in Britain, Sweden, Japan and, to a lesser extent, Singapore. The very heartening support and patronage given by members and the general public to the efforts undertaken by the Malaysian Consumer Co-operatives Society (MCCS) has given consumer co-operatives in Malaysia the confidence to go large-scale. The ser-

vices rendered by MCCS have brought about consumer awareness and ensured that goods are of good quality, right quantity and reasonably price.

## Optional Strategies

The question that arises now is how to go big. FINANCE is a major factor impeding the expansion of consumer co-operatives, but it does not discourage CO-OPERATION AMONG CO-OPERATIVES. Therefore, small consumer co-operatives with small isolated consumer shops or stores should seriously consider the idea of AMALGAMATING to form larger viable societies in order to attain efficiency and serve members'/consumers' interests more effectively.

Alternatively, with solid financial backing, a consumer co-operative should be able to venture boldly into large-scale consumer activities. This is presently being undertaken by the MCCS which has launched a chain of supermarkets, departmental stores and minimarkets, under the co-operative banner "KOMART", with strong financial backing from the Co-operative Central Bank (CCB).

## Conclusion

Based on the exhaustive discussions, premises and rationale outlined in the preceding paragraphs, it is imperative to conclude that consumer co-operatives' participation – "à la KOMART" – on a big scale in the consumer industry, especially in the retail sector, is INEVITABLE and VITAL, even though it may be long overdue. The resurgence of consumer co-operatives in Malaysia will help restore consumer sovereignty as desired in the Malaysian Code of Business Ethics. Furthermore, KOMART's

entry will also serve as an "acid test" for co-operatives in the consumer industry i.e. provide a platform to assess their position in withstanding the onslaught of the private sector, as well as their ability in capturing a sizeable portion of the consumer trade. Therefore, the success of KOMART in the consumer industry is VITAL in order to pave the way for future massive undertakings, the "CO-OPERATIVE WAY", in related fields.

---

## References:

- (1) Chong T.H.: Consumer Co-operation in Peninsular Malaysia in "Consumer Co-operation in SEA 1976".
- (2) Lee N.S.: Role of Consumer Co-operatives in Consumer Protection: 1981.
- (3) Weeraman P.E.: Consumer Co-operation in SEA: 1976.
- (4) Chong T.H.: Consumer Co-operation in Peninsular Malaysia in "Consumer Co-operation in SEA 1976".
- (5) Chong T.H.: Consumer Co-operation in Peninsular Malaysia in "Consumer Co-operation in SEA 1976".
- (6) Rana J.M.: Readings in Consumer Co-operation: 1976.

## Sources of Statistics:

1. Sample Survey of Wholesale and Retail Trades in peninsular Malaysia 1980 Vol. I and II (Department of Statistics, Malaysia).
2. Statistics Unit, Planning and Research Division Department of Co-operative Development Malaysia.
3. Midterm Review Fourth Malaysia Plan (1981 - 1985) Government Printers, Malaysia.

*RENOUVEAU DES COOPERATIVES DE CONSOMMATION EN MALAYSIA – En Malaysia les coopératives de consommation ont été considérées comme particulièrement fiables par les autorités tandis que le Sud-Est Asiatique connaissait crise sur crise, de la dernière Guerre Mondiale à celle de Corée. C'étaient des entreprises dignes de confiance pour une répartition équitable des produits disponibles à la population. C'était aussi des organismes qui contribuaient efficacement à une certaine éthique en matière de prix.*

*L'économie s'étant plus ou moins stabilisée, une manière de libéralisme autorisant toutes les « combines » du profit est apparu qui a fait perdre passablement de terrain aux coopératives. Il ne s'agissait plus de redistribuer équitablement les ressources disponibles, mais d'aller au devant des goûts et des modes et de constituer un capital en vue d'un développement constant. De telles tâches nouvelles requièrent des formes de gestion sophistiquées auxquelles les coopératives ne sont pas accoutumées.*

*Pour une économie saine, il est nécessaire que les coopératives relèvent ce défi. On pourrait toutefois imaginer que les petites entreprises familiales, avec moins de charges salariales, sont mieux placées, toutefois le développement des supermarchés privés démontre que la tendance est en leur faveur. Il y a donc un créneau pour des coopératives bien équipées, bien gérées et qui n'hésitent pas à envisager des grandes surfaces de vente. A l'appui de cette thèse, alors qu'en 1983 224 coopératives compétitives enregistraient une moyenne de 38 % de coopérateurs en moins, leur chiffre d'affaires par rapport à 1982 a augmenté de 27 %, moyennant un accroissement de 5 % seulement du capital investi.*

*Il ne faudra toutefois pas se contenter de tels succès avant d'être certains de contrôler une part appréciable du marché, tant au niveau de la consommation qu'à celui de la production. Le coût de la vie augmente et avec lui l'indice de pauvreté. On observe un accroissement de la différence classique entre les situations rurales et urbaine. C'est donc dans les villes, en croissance constante, que les coopératives de consommation devront porter leur effort essentiel, ceci d'autant plus que les jeunes entre 15 et 39 ans, auxquels leur capacité de travail permet d'obtenir d'intéressants revenus, sont les premiers migrants de la campagne vers la ville.*

*Le financement de cette efficacité croissante représente toutefois un problème pour les coopératives. Il ne pourra être résolu que grâce à la coopération entre coopératives, voire à l'intégration des plus petites d'entre elles. C'est non seulement inévitable, mais aussi vital.*

---

*RENOVACION DE LAS COOPERATIVAS DE CONSUMO EN MALASIA. – En Malasia, las autoridades consideraban que las cooperativas de consumo eran particularmente fiables mientras que el sureste asiático afrontaba crisis tras crisis, desde la última guerra mundial hasta la guerra de Corea. Estas cooperativas eran empresas dignas de confianza que servían a repartir de manera equitativa los productos disponibles entre la población. También eran organismos que contribuían a mantener eficazmente cierta ética en materia de precios.*

*Con la estabilización de la economía, apareció una forma de liberalismo que autorizaba toda clase de mañas para ganar dinero, lo que ocasionó que las cooperativas perdieran gran parte del mercado. Ya no se trataba más de redistribuir equitativamente los recursos disponibles, sino de salir al encuentro de gustos y modas, así como de constituir un cierto capital para un desarrollo constante. Estas nuevas tareas requieren formas de gestión sofisticadas a las cuales las cooperativas no están acostumbradas.*

*Para tener una economía sana, es necesario que las cooperativas acepten el reto. Sin embargo, podríamos pensar que las pequeñas empresas familiares, que tienen menos gastos salariales, se encuentran en mejor posición que las otras, no obstante, el desarrollo de supermercados particulares nos muestra que la tendencia se encuentra en su favor. Existen entonces posibilidades para las cooperativas bien equipadas, bien administradas y que no hesitan a considerar la creación de grandes superficies de venta.*

*En apoyo a esta tesis podemos citar que mientras que en 1983, 224 cooperativas competitivas acusaban en promedio una disminución de 33 % de cooperadores, su volumen de ventas aumentó de 27 % en comparación al volumen de 1982, con una aumentación de 5 % del capital invertido solamente.*

*Sin embargo, no se debe uno contentar de dichos éxitos antes de asegurarse que se controla una gran parte del mercado tanto al nivel del consumo así como al nivel de la producción. El coste de la vida aumenta, y con él, el índice de pobreza. Se constata una aumentación de la diferencia clásica que existe entre las situaciones rural y urbana. Es entonces en las ciudades, que están en crecimiento constante, que las cooperativas de consumo deberán efectuar lo esencial de su esfuerzo, y hacerlo sabiendo que los jóvenes entre 15 y 39 años que pueden obtener ingresos interesantes gracias a su capacidad de trabajo, son los primeros a emigrar del campo a la ciudad.*

*Por lo tanto, el financiamiento de esta eficacia creciente representa un problema para las cooperativas. Este problema no podrá ser resuelto que gracias a la cooperación entre las cooperativas, incluyendo la integración de las más pequeñas de ellas. Esto no es solamente inevitable, sino vital.*

*NEUE BLÜTE DER KONSUMGENOSSENSCHAFTEN IN MALAYSIA – In Malaysia galten die Konsumgenossenschaften aus staatlicher Sicht als besonders zuverlässig, während eine Krise nach der anderen – angefangen vom Zweiten Weltkrieg bis zum Koreakrieg – Südostasien schüttelte. Die Konsumgenossenschaften waren glaubwürdig, was die gerechte Verteilung der verfügbaren Erzeugnisse an die Bevölkerung betraf. Gleichzeitig handelte es sich bei ihnen um Zusammenschlüsse, die sich wirksam für ein bestimmtes Mass an Ethik bei der Preisgestaltung einsetzten.*

*Im Zuge einer relativen Stabilisierung der Wirtschaft hat eine Art Liberalismus – und mit ihm ein hemmungsloses Profitstreben – Platz gegriffen, wodurch die Genossenschaften viel an Boden verloren haben. Es ging nicht länger mehr darum, die vorhandenen Ressourcen gerecht zu verteilen; jetzt kam es vielmehr darauf an, sich auf die Entwicklungstendenzen von Geschmack und Mode einzustellen und, den kontinuierlichen Aufschwung vor Augen, Kapital zu bilden. Solch neue Aufgaben erfordern komplizierte Managementtechniken, mit denen die Genossenschaften nicht vertraut sind.*

*Im Interesse einer gesunden Wirtschaft ist es notwendig, dass die Genossenschaften sich dieser Herausforderung stellen. Man könnte meinen, dass die kleinen Familienbetriebe, in denen nicht so hohe Lohnkosten anfallen, einen leichteren Stand hätten, doch zeigt der Aufschwung der privaten Supermärkte, dass der Trend in ihre Richtung geht. Für gut ausgestattete und geführte Genossenschaften, die bereit sind, sich auf Supermärkte umzustellen, eröffnet sich damit eine gewisse Marktlücke. Folgende Daten mögen diese These untermauern: Während in 1983 224 wettbewerbsfähige Genossenschaften einen durchschnittlichen Mitgliederabgang von 38% verzeichneten, konnten sie ihren Umsatz im Vergleich zum Vorjahr dank einer nur 5%igen Aufstockung des Anlagekapitals um 27% steigern.*

*Mit solchen Erfolgen darf man sich jedoch nicht begnügen, bevor man nicht sicher ist, dass man, sowohl was den Konsum als auch die Produktion betrifft, einen nennenswerten Marktanteil kontrolliert. Die Lebenshaltungskosten steigen und mit ihnen der Armutsindex. Das klassische Gefälle zwischen Land und Stadt wird grösser. Folglich müssen die Konsumgenossenschaften vor allem in den in ständigem Wachstum begriffenen Städten ansetzen, nicht zuletzt auch deshalb, weil in erster Linie junge Leute zwischen 15 und 39 Jahren, die mit ihrer Arbeitskraft beachtliche Einkommen erzielen können, vom Land in die Stadt abwandern.*

*Allerdings ist die Finanzierung ihrer wachsenden Leistungsfähigkeit für die Genossenschaften ein Problem. Es kann nur durch die Zusammenarbeit der Genossenschaften untereinander und gegebenenfalls durch die Integration der kleineren unter ihnen gelöst werden. Dieser Schritt ist nicht nur unvermeidlich, er ist lebensnotwendig.*

# Co-ops Welcome Here

by D. Klugman\*

The symbiotic relationship between a medium-sized American city and co-ops

CO-OPS-WELCOME ! That sign ought to hang at the gates of the city of Davis, California (population 36,900), a university town amidst rich farmland, located 120 km North East of San Francisco, and close to Sacramento, the capital of the state. Davis may well be the only sizable city in America with a co-op leader at the helm. The Mayor, a lady named Ann Evans, was born and raised in a co-op environment, thus providing a city climate favorable to co-ops, of which there are many (see chart).

To find out how it all came about, I journeyed to Davis and interviewed some leading co-operators. We met in the very attractive Davis Food Co-op, the anchor of co-operation in town. The young co-operators were glad to share their ideas, hopes and frustrations, while shoppers happily selected their purchases around us.

## Davis Food Co-op

Carol Shearly is the Manager of this co-op, which was started as a buying club\*\* by 50 members in 1971. It has

---

\* David Klugman has been writing about co-operative subjects for the past twenty years. He has been contributing to ICA periodicals since 1978.

\*\* A buying club is a group of families purchasing and distributing merchandise, mostly groceries, in common. They save money by buying substantial amounts and by volunteering their work.

now grown to 3,500 households. The co-op has assets of \$182,975 (as of January 31, 1985) and a current yearly volume of \$2.2 million.

Let us listen to her: "I started out as a volunteer and rose to General Manager.

We have 30 paid employees, 4 of them in managerial positions, and 1,000 active members who work from 2 to 4 hours per month, depending on the size of their household.

Education rates high here and so we have students, professors and other educated persons among the membership. We act as a showcase for touring international co-operators. They have come from Sweden, Switzerland, Denmark, Japan and Africa.

We try to personalize the co-op, through our newsletter, suggestion box, opinion board, through 2-3 member forums a year, and through social functions, such as a wine and a tomato festival. We have set aside an area in the store where children can play while their parents shop.

We believe in co-operation among co-ops and extend courtesies and business ties to other co-ops.

While the size of the ultimate expansion of the co-op is one of our concerns, we did, in fact, go from the tiny beginnings of a buying club to the present 11,000 square feet area of a supermarket, of which one-fifth is occupied by the warehouse and offices. Our members receive an instant discount of 15%

and shoppers over the age of 62 receive that discount even if they are not members. Members own, on the average, three shares in the co-op.

The co-op carries a large range of products, with emphasis on fresh, bulk, and natural foods. We also carry Californian wines.

With demographics in Davis favorable to the co-op's development, we look upon ourselves as community builders and buy as much as we can locally, another example of the city-co-op symbiosis.

When we started in this location, the electricity was accidentally cut off for two days. We operated in the dark, but operate we did. That shows spirit".

I found the store clean and well-lit with a good selection of products, including a wide range of health foods. Shopping there is a pleasant experience. The aisles are wide and the walls decorated with attractive posters. Plants and flowers add to the charm. Most important, the personnel are courteous, cheerful and efficient and, as an added bonus, there is courtesy coffee for shoppers.

### **Her Honor, the Mayor**

Her Honor is 34 year-old Ann Evans, an official of the California State Department of Consumer Affairs and past President of the California Co-operative Federation. Here is Ann:

"After my election to the city council, and later as Mayor, people began to feel they had to join a co-op as a way to political office. I literally went from President of the Davis Food Co-op one week to the Davis City Council the next. Actually the food co-op had started in my living room and once a year I still help the co-op with a membership appreciation dinner.



On the city council I cast the deciding vote for the Cable TV Co-op and make sure that the city supports it. I have seen to it that some of the fees are returned to local organizations for local programming, that city council meetings are cablecast, that red tape is cut through, that city funds are available for certain programs, such as the one devoted to Martin Luther King, Jr.

I was elected on a platform of affordable housing. The city's growth is tightly regulated. We permit only 85 new housing units a year. With the city council's support, I use city powers to promote limited equity housing co-ops, such as the 60-unit Dos Piños (Twin Pines) Project. I helped guide housing co-ops through the city's approval process. Housing co-ops are often multi-racial and span the ages from young to old.

The sequence of development in Davis went from farm community, to small town, to a campus of the University of California. In the 1950's the university opened a Liberal Arts Department and the town's population soon doubled.



The food co-op did much to generate a co-op spirit in this town. That spirit extended to the region and to the state. I became the President of the California Co-operative Federation and the Editor of its review, CO-OPS TODAY.

Davis is evolving into a co-op city. We have established a \$40,000 revolving fund to help small businesses and co-ops get off the ground.

Co-op boards have been a springboard to leadership. My predecessor as Mayor was also a co-op leader. The Chairman of the Planning Commission is a former Vice-President of the food co-op. The chairman of the Parks & Recreation Commission is the former Director of the annual conference of the California Co-operative Federation.

There is interaction among co-ops, yet not as much as I would like. On the other hand, I am frequently approached by business owners who call their enterprise a co-op in the hope of securing loans and help".

Davis counts numerous baby-sitting co-ops, as well as a funeral co-op, a proof that the co-op spirit extends from the cradle to the grave.

## Mister Co-op

"Mister Co-op" is 42 year-old David Thompson, Ann Evans' husband. Born 40 miles from Rochdale, England, David calls himself a genetic co-operator, with generations of co-operators behind him. He came to America in 1962, to Davis in 1979. A professional co-operator, he joined various co-op boards and served for 5 years as the head of the Western branch of the National Co-operative Bank until the National Co-operative Business Association (formerly the Co-operative League of the USA) appointed him in 1985 to

the position of Director of International Relations, as well as Director of Western programs. Part of his work consists of developing co-ops in Davis, where he serves on the board of the food co-op. He provides guidance and offers solutions, in keeping with the old cliché of "Find a need and fill it".

According to David, co-ops are accepted in Davis. He receives about two calls a week with requests for guidance on developing new co-ops.

The Davis Food Co-op is the city's co-op flagship because it grew from a small buying club to become the fastest-growing business in town, with a 40% increase over a year ago. It has immediate expansion plans and will invite other co-ops to share its location. It will increase its scope of services. There is also a potential for worker co-ops.

"Davis possesses a reservoir of idealism. I help channel that energy. The population is open to new ideas, so are co-ops. Our people like to look to the future. They are practical, not dreamers. That union of idealism and practicality is the stuff of which co-ops are made. It is not always easy, but the leadership is willing to reach a consensus. Interestingly, many normal co-op resources are **not** available to Davis co-ops, since Davis is not viewed as a town with poverty, minority, or social needs problems.

On the other hand, Davis acts as a guiding light for co-ops in our society. Our people have spent 15 years in creating a co-op climate. Now the need is to generate capital and resources, some in critical need, such as housing. The foundation for a symbiotic relationship exists. Seven out of ten people in Davis are familiar with the term co-op.

In terms of the food co-op, we have sponsored a Davis Wine Festival to help senior citizens; we give discounts for purchases made by non-profit groups; we interact with other economic forces

as our success increases. As yet, however, we do not have the resources to assist other co-ops. The food co-op was viewed as a "hippie" enterprise at inception. The image is slowly evolving as we reach success and we are now seen as a competitive grocery store.

In short, Davis is well on its way towards becoming a co-op city, should the plans of the individual co-ops work out, in concert with an overall plan".

If co-ops can be defined as "people working together to attain goals out of reach to an individual working alone", there have to be catalysts. Such a one is David Thomson, Mr. Co-op.

## Cable TV Co-op

Davis takes pride in being the first American city to have a cable TV co-op. Buying a \$6 million system is out of reach to most individuals, while becoming the part-owner of a TV station by investing \$200 at \$4.65 per month, is within reach of many.

Since the member-viewers own their station, they have a say in running it, through a board of directors. In the long run they may receive patronage refunds, which will decrease the cost even more. 50% of the seed money for the cable TV co-op was provided by the Co-op Bank and 50% by private persons. Currently the co-op operates out of trailers and an office, but it expects to do better as it grows. This is a co-op which requires no work from its 5000 members. However, many members volunteer their time. For example, one group handles the programming of local activities.

In 1984 the co-op received the first Jerry Voorhis\* "Co-op of the Year"

\* A ranking American co-op leader who died that year.

award from the California Co-operative Federation for its outstanding and innovative contribution to the California co-operative community.

## The Blue Mango

Started in 1979 by artists in support of their art, the Blue Mango is a vegetarian restaurant.

Marjorie Lovell, 24, and Neil Koehler, 26, acted as spokespersons: "We were looking for a physical location for art shows and live entertainment. We launched this restaurant, meaning, originally, to buy land. This has not happened as yet, while our support for organic food producers has remained constant. Organic farming looms big in the Davis area. 90% of the produce we serve at The Blue Mango is organically grown.

All 27 of us, aged 21 - 37, are members - owners - workers - board members, and we maintain solidarity links with the other co-ops in town. While we have our differences and personality stresses, as any other group, we agree on the basic purpose of the co-op as a home of a healthy, aware, environment. We even try to assist the oppressed from abroad by providing employment.

The decision-making process is slow, since all participate. Yet, in the end it's all for the best. Operating as a team, we cook, serve, wash dishes. Our current assets amount to \$80,000.

Many apply to join, few are chosen, usually one out of 7 - 8 applicants. We spend a lot of time interviewing them. It pays off".

Located in the center of town, THE BLUE MANGO is famous for its brunches, served on many open-air tables. On Friday and Saturday nights the public comes to enjoy live music.

## Co-op in a Solar Community

Davis has a large subdivision, Village Homes, built on sound socio-ecological principles, with special emphasis on solar heating. Judy Corbett, one of the developers, is the incorporating President of the Davis Cable TV Co-op.

Village Homes, in turn, consists of various units, one of which is the Solar Community Housing Association which rents a building to the Sunwise Co-operative. Sunwise members and their friends, aged 19 to 32, built a passive solar house in 1979. They were students who had lived in university housing and were interested in making their own rules.

Chuck Larsen, 28, explains: "Our co-op is made up primarily of students, former students and some private persons, such as government employees. We are environment-minded. Thus we have insulating curtains and no heating. Our energy bill amounts to \$3 a month per person. We share our chores in rotation and eat in common. The building occupies 2600 square feet and includes 8 bedrooms. There is a large food-growing area and our cuisine is vegetarian. On the average our members stay two years. We currently have 10 members. The decision-making process is by consensus of all members and over the years only two persons were asked to leave.

At our opening we had 400 visitors and visitors have been fairly constant. We keep close ties with other co-ops around us. Once our loan is paid off, in 1990, we will be able to use our income for additional low-cost housing. Basically the purpose of the project is to provide low-cost, energy-efficient housing for low-income persons and for students".

## The Artery

The Artery is an artists' marketing co-op, launched by artists who needed a space to exhibit and sell their work. 34 year-old Jessie Keller is the president.

"Growing out of an artists' collective, we launched The Artery in 1975. As we expanded, we had to move several times. There were 4 charter members. At no time did we go below 30 members. Currently we have over 50. Members join by purchasing one \$25 share. The majority consists of women.

We tie-in with music and dance events, sponsor art events and raise funds for the Davis Unified School Arts Foundation".

The word "co-op" is not a magic wand turning any enterprise into a success story.

Thus, according to Ann Evans, "The Artery is successful because it has some of the best hand-crafted work in town, not because it is a co-op. Its future is in its product".

Davis is a pleasant, tree-shaded town where bicycles are preferred, where city and countryside merge, where environmental concerns dominate.

Hence it is not surprising that the city has attracted distinguished visitors, Prince Charles, President Mitterand, Rosalyn Carter, among them.

Due to its strength, diversity and enthusiasm for co-ops, Davis is now the home of the annual California Co-operative Federation Conference, held in October (Co-op Month in the USA). The conference attracts close to 200 co-operators from all over California for seminars and discussions. They also tour local co-ops in double-decker English buses, the pride of this university town.

## Co-op and Community-Based Organizations in Davis

Community Institution	No. Members/ users	Annual Volume/Assets
Campus Co-op (U.C.) 3 Houses	30 (m)	\$ 30,000 (lease)
Church & Co-op Credit Union	3,000 (m)	\$ 2.5 mil (assets)
Community Cable TV	5,000 (m)	\$ 2.0 mil (subscriptions)
Community Housing Corp. (City)	0	\$ 250,000 (grants)
Co-operative Housing Association	22 (m)	\$ 40,000 (lease)
Farmers Market	70 (m)	\$ N/A
Food Co-op	3,500 (m)	\$ 2.2 mil (sales)
Free Clinic	10,000 (u)	\$ 300,000 (revenue)
Parent-Nursery School	300 (m)	
Dos Pinos Housing Co-op (60 units)	60 (m)	\$ 3.0 mil (assets)
Golden One Credit Union (State-wide with branch in town)	100,000 (m)	\$ 300 mil (assets)
Longview School (elementary co-op school)	30 (m)	
Sunwise Housing Co-op	10 (m)	\$ 250,000 (assets)
The Artery	50+(m)	\$ 250,000 (sales)
The Blue Mango	27 (m)	\$ 80,000 (assets)
Truckfarm (worker co-op, trucking)	5 (m)	
U.S.E. Credit Union (state-wide)	50,000 (m)	\$ 100 mil (assets)
Yo-Cal Produce Collective	300 (m)	\$ 250,000 (sales)
Yolo County Consumers Co-op	300 (m)	\$ 250,000 (sales)
Yolo County Fed. Credit Union	4,000 (m)	\$ 12 mil (assets)
Center for Consumer Research (makes co-op surveys)		
Memorial Society	2,700 (m)	
Perfect Tender Care Infant Co-op (Child care in Law School)	30 (m)	
R E I (sports goods co-op)	2,000	
Capitol Cab Co-op (taxis)	100 (m)	\$ 750,000 (per year)

The author expresses his thanks to all those mentioned in the text, as well as to Dr. Robert Sommer, Director, and Loretta Lynch, Co-ordinator, of the Center for Consumer Research, Univer-

sity of California, Davis, as well as to R. Frederick Christmann, for their splendid support.

Special thanks are owed David Thompson for the chart.



*UNE PETITE VILLE AMERICAINE A CHOISI LA VOIE COOPERATIVE – Davis, 120 km au NE de San Francisco, doit être la seule localité d'une certaine importance (près de 40.000 habitants) aux Etats Unis à avoir une femme maire qui soit en même temps dirigeante du mouvement coopératif.*

*Tout a commencé en 1971 avec une association d'acheteurs qui, maintenant, coopérative d'alimentation, fait un chiffre d'affaire annuel de 2.200.000\$. Chacun des 1000 membres actifs consacre entre 2 et 4 heures par mois, selon le volume d'achats moyen de son ménage, à travailler pour la coopérative qui a, en outre, 30 employés salariés.*

*Ann Evans, Mme le Maire, 34 ans, fut parmi les fondateurs, puis présidente de la coopérative avant de devenir conseillère municipale. Son programme: le logement à prix abordable; ses options: la coopération entre tous, sans handicap ni racial, ni de génération. La coopérative alimentaire a beaucoup contribué à ce que la population s'imprègne de l'esprit coopératif, mais en outre, sur le plan municipal, un fond de 40.000\$ a été créé pour permettre à de petites entreprises ou à des coopératives de prendre leur essor. On en trouve maintenant de toutes sortes à Davis. Il faut dire que de nombreux élus de la ville sont ou ont été des dirigeants du mouvement coopératif. On a même cru qu'à Davis les coopératives représentaient un terroir politique de choix. Le mari de Mme Evans, David Thomson est lui-même né aux environs de Rochdale, en Angleterre. Aux Etats Unis, bien plus tard, il a appartenu à la direction de bon nombre d'organismes coopératifs au niveau national.*

*Parmi les coopératives originales qu'on trouve à Davis il convient d'en citer une qui a sa propre chaîne de TV en circuit fermé, un restaurant végétarien qui présente des spectacles, une coopérative d'habitation écolo qui n'utilise que l'énergie solaire pour son chauffage et une coopérative d'art qui s'est dotée de locaux d'exposition. Il reste des possibilités pour des coopératives ouvrières de production. La plupart des coopératives de Davis sont dans une position favorable, mais de l'avis du Maire, certaines ne le doivent qu'à la qualité de leur production.*

---

*UNA PEQUEÑA CIUDAD AMERICANA ESCOGIO LA VIA COOPERATIVA. – Davis, situada a 120 km al noreste de San Francisco, debe ser la única localidad de cierta importancia en los Estados Unidos (cuenta con cerca de 40,000 habitantes), que tiene una mujer alcalde que es al mismo tiempo dirigente del movimiento cooperativo.*

*Todo empezó en 1971 con una asociación de compradores que es actualmente una cooperativa de alimentación con un volumen anual de operaciones de 2,200,000 dolares. Cada uno de los 1000 miembros activos consagra de 2 a 4 horas por mes, dependiendo del volumen medio de compras de su familia, para trabajar en la cooperativa la cual cuenta además con 30 empleados.*

*El alcalde, la Sra. Ann Evans, 34 años, fué una de las fundadoras y luego Presidente de la cooperativa antes de llegar a ser concejal. Su programa: la vivienda a un precio abordable; sus opciones: la cooperación entre todos, sin ningún impedimento racial ni de generación. La cooperativa de alimentación ha contribuido mucho a que la población se impregne del espíritu cooperativo, pero además, a nivel municipal se creó un fondo de 40,000 dólares, el cual permitirá a las pequeñas empresas o a las cooperativas de progresar. A Davis encontramos ahora de todo tipo. Es preciso decir que muchos de los electos de la ciudad son o fueron dirigentes del movimiento cooperativo. Es más, se creyó que en Davis, las cooperativas representaban un trampolín político de primera categoría. El esposo de la Sra. Evans, David Thomson nació en las cercanías de Rochdale, en Inglaterra. En los Estados Unidos, y años más tarde, participó a la dirección de un grand número de organismos cooperativos a nivel nacional.*

*Entre las cooperativas originales que se encuentran en Davis, es conveniente citar una que tiene su propio canal de televisión en circuito cerrado, un restaurante vegetariano que presenta espectáculos, una cooperativa de vivienda ecológica que utiliza únicamente la energía solar para la calefacción y una cooperativa de arte que cuenta con locales de exposición. Quedan todavía posibilidades para las cooperativas obreras de producción. La mayoría de las cooperativas de Davis se encuentran en posición favorable pero, según la opinión del alcalde, algunas lo deben a la calidad de su producción solamente.*

*EINE KLEINE AMERIKANISCHE STADT HAT DIE GENOSSENSCHAFTLICHE LÖSUNG GEWÄHLT – Davis, 120 Km nordöstlich von San Francisco, ist vermutlich die einzige Siedlung von gewisser Bedeutung (fast 40 000 Einwohner) in den USA, die eine Frau als Bürgermeister hat und die gleichzeitig die genossenschaftliche Bewegung leitet.*

*Alles fing 1971 an mit einer Einkaufsgenossenschaft welche jetzt, als Konsumgenossenschaft, einen jährlichen Umsatz von 2'200'000 US\$ aufweist. Jedes der 1000 aktiven Mitglieder wendet 2 bis 4 Stunden pro Monat auf, um für die Genossenschaft – die 30 Angestellte hat – im Verhältnis des Einkaufsvolumen seines Haushaltes, zu arbeiten.*

*Ann Evans, Frau Bürgermeister, 34 jährig, war Mitbegründer, dann Präsident der Genossenschaft bevor sie Stadtrat wurde. Ihr Programm: Wohnen zu vernünftigen Preisen; ihre Wahl: Zusammenarbeit aller, ohne Diskriminierung, weder wegen Rasse oder Generation. Die Konsumgenossenschaft hat viel dazu beigetragen, dass sich die Bevölkerung mit dem Genossenschaftswesen vertraut macht, aber auch dazu geführt, dass ein Hilfsfonds von 40'000 US\$ entstand, der es kleinen Unternehmen oder Genossenschaften erlaubte, einen Anlauf zu nehmen. Heute findet man solche aller Arten in Davis. Es muss immerhin bemerkt werden, dass viele Gewählten der Stadt Verantwortliche der Genossenschaftsbewegung sind oder waren. Es wurde sogar vermutet, dass die Genossenschaften in Davis ein vorzügliches Sprungbrett in die Politik sind. Der Gatte von Frau Evans, David Thomson, selbst ist in der Nachbarschaft von Rochdale, England, geboren. In den Staaten gehörte er, sehr viel später, der Leitung mehrerer genossenschaftlichen Organisationen auf nationaler Ebene an.*

*Unter den ureigensten Genossenschaften, die sich in Davis befinden, ist eine davon erwähnenswert, die eine eigene Kabelfernsehkette, ein vegetarisches Restaurant mit Vorführungen, eine oekologische Wohnbaugenossenschaft, welche nur Sonnenenergie für die Heizung verwendet und eine Kunstgenossenschaft mit eigenen Ausstellungsräumlichkeiten einschliesst. Möglichkeiten sind noch für Arbeiterproduktionsgenossenschaften vorhanden. Die meisten Genossenschaften in Davis stehen in einer günstigen Situation, aber, gemäss dem Bürgermeister, ist es nur der Qualität ihrer Produktion zu verdanken.*

# Book Reviews

## Une voie vers la Communauté

(The Search For Community) par George Melnyk, en anglais seulement, 200 pages, Black Rose Books, Montreal 1985, ISBN 0 - 920057-52-7.

C'est une étude comparative de ce qu'ont été les coopératives avant la lettre, de leur âge d'or et de leur problématique d'intégration dans ce qu'il faut bien appeler les mondes modernes au pluriel. On envisage ainsi les réalisations de l'esprit de coopération depuis les ordres monastiques du Moyen Age jusqu'aux sociétés coopératives intégrées de nos jours afin de découvrir ce que devrait être la coopérative de demain.

Succincte, l'étude historique est cependant bien résumée. Elle envisage 4 tendances fondamentales: Les coopératives de tradition libérale démocratique qui sont très respectueuses de la propriété privée et ne requièrent que peu d'investissement personnel. La forme marxiste qui implique que l'on s'adapte obligatoirement à des objectifs économiques définis hors de la coopérative. L'adhésion personnelle peut n'y être que très extérieure. Les deux formules ont en commun de promouvoir des coopératives sectorielles et dans lesquelles la coopération ne représente qu'un moyen parmi d'autres d'atteindre un résultat économique ou social. Elles sont aussi à l'origine, à des titres divers, de l'intégration la plus forte de coopératives entre elles.

La tradition socialiste, elle, se développe dans un environnement capita-

liste, démocratique ou non, avec lequel elle doit composer. L'activité d'une coopérative de ce type tend pratiquement toujours à devenir polysectorielle en englobant consommation et production. Enfin existe la forme communautaire avec son aspect charismatique, isolationniste et globalisant (entendons par là que ces entreprises ont tendance à vouloir satisfaire tous les besoins de leurs sociétaires, qu'ils soient économiques, sociaux ou même, et peut-être surtout, spirituels. Les deux tendances, socialiste et communautaire, sont plus exigeantes sur le plan de l'engagement personnel. Les coopératives communautaires survivent d'ailleurs essentiellement grâce à ce ciment là, qu'il soit proprement religieux et souvent sectaire ou socio-politique et plus précisément contestataire.

On peut résumer les divergences entre les diverses tendances coopératives comme procédant de quelques points clefs: Les véritables coops ont-elles des activités exclusivement sectorielles ou sont elles appelées à satisfaire un maximum de besoins? Ont-elles un règlement universel ou des approches nationales? Sont elles égalitaires ou seulement démocratiques? Sont-elles indépendantes ou inféodées à l'Etat? Valables pour toutes les classes sociales ou participant de leur lutte? Structurelle-

ment réunies ou non ? Evolutives ou révolutionnaires ? Rurales ou urbaines ? ont-elles un avenir ou faut il les refaire ?

La sagesse a incité bon nombre de coopératives à adopter les principes de Rochdale tels que synthétisés à l'ACI mais ils ne résolvent pas la question essentielle qui est « Coopérer est-ce un choix de vie ou un moyen de faire des affaires ? » Les conclusions de l'auteur

méritent beaucoup d'attention. Elles participent de cette recherche mise en lumière par Laidlaw lors du XXVIIème congrès de l'ACI et de toutes façons elles manifestent un choix, celui de l'auteur. La futurologie sera toujours un ensemble de rêves dont certains se réalisent. Ne résumons pas davantage « The Search For Community », c'est un livre à lire.

Jean-F. Kister

*THE SEARCH FOR COMMUNITY – This is a comparative study of co-ops as they were before they actually acquired the name co-operative, of their golden age and of their problematic integration in what we must call the “modern worlds”. In this way, we envisage the achievements of the spirit of co-operation since the monastic orders of the middle ages up till the integrated co-operatives of our day, with the aim of discovering what the co-operatives of tomorrow should be.*

*Although succinct, the historic study is well-resumed. It envisages four fundamental tendencies: Liberal Democratic, Marxist, Socialist & Communalist. The co-operatives of Liberal Democratic tradition are very respectful of private property and only call for limited personal investment. The Marxist type involve an obligatory adaptation to economic objectives defined outside the co-operative, but personal adhesion may be merely superficial. These two tendencies have the promotion of sectorial co-operatives in common, which is only another way to achieve an economic or social result. Between them they have originated the largest integration of co-operatives.*

*The Socialist tradition develops in the Capitalist environment, democratic or non-democratic, with which it has to combine. The activities of a co-operative of this type tend practically always to become multi-sectorial, encompassing consumption and production. Lastly, we have the Communalist type with their charismatic, isolationist and encompassing aspect (understanding by the latter term that the enterprises have a tendency to try to satisfy all the needs of their members, whether they be economic, social or even, and perhaps above all, spiritual). These two tendencies – the socialist and communalist – are more demanding on the question of personal engagement. The communalist co-ops survive because of this engagement, whether they are totally religious, and often sectarian, or socio-political and, more precisely, anti-establishmentarian.*

*We can summarize the differences between the various co-operative tendencies as proceeding from several key points: are the genuine co-ops those with exclusively sectorial activities or those called upon to satisfy a maximum of needs? Do they have a universal set of rules or national approaches? Are they egalitarian or only democratic? Are they independent or dependent on the State? Evolutionary or revolutionary? Rural or urban? Do they have a future or must they be reformed in order to survive?*

*Wisdom prompted many co-operatives, to adopt the Rochdale Principles which the ICA have synthesized, but they do not resolve the essential question which is “Co-operate is this a way of life or a means to do business?” The conclusions of the author merit attention. They share in the research highlighted by Laidlaw during the XXVII Congress of the ICA and, in all cases, they manifest a choice, that of the author. The futurology will always be an ensemble of dreams of which certain will be fulfilled. I can only say that “The Search for Community” is a book to be read.*

*UNA VIA HACIA LA COMUNIDAD – Es un estudio cooperativo de lo que han sido las cooperativas antes de su edad de oro y de su problemática integración de lo que llamamos los mundos modernos. Es así como se consideran las realizaciones del espíritu de la cooperación desde las órdenes monásticas de la Edad Media hasta las sociedades cooperativas integradas de nuestros días para descubrir lo que deben ser las cooperativas del mañana.*

*Aunque sucinto, el estudio histórico está bien resumido. Considera cuatro tendencias fundamentales: las cooperativas con una tradición liberal democrática que tienen un gran respeto por la propiedad particular y que no requieren una gran inversión personal. La forma marxista que implica una adaptación obligatoria a objetivos económicos que han sido definidos al exterior de la cooperativa. La adhesión personal puede ser muy externa. Las dos formulas tienen en común que promueven cooperativas sectoriales en donde la cooperación representa solo un medio, entre otros, de alcanzar un resultado económico o social. Estas formulas son la causa en grados diferentes de la más fuerte integración de cooperativas entre ellas.*

*La tradición socialista se desarrolla en un medio capitalista, democrático o no, al cual tiene que aco-*



modarse. La actividad de una cooperativa de este tipo tiende casi siempre a volverse polisectorial, englobando el consumo y la producción. Por último existe la forma comunitaria con su aspecto carismático, aislacionista y su carácter global (es decir, que esas empresas tienden a querer satisfacer todas las necesidades de sus socios, ya sean económicas, sociales o aún, y quizás sobre todo, espirituales. Las tendencias socialista y comunitaria, son las que más exigen en el terreno de la participación personal. Es más, las cooperativas comunitarias sobreviven esencialmente gracias a ese elemento, ya sea propiamente religioso y con frecuencia sectario o sociopolítico y más precisamente contestatario.

Las divergencias que existen entre las diferentes tendencias cooperativas se pueden resumir como provenientes de ciertos puntos claves: ¿ Es que las cooperativas auténticas tienen actividades exclusivamente sectoriales o deben satisfacer un máximo de necesidades ? ¿ Tienen un reglamento universal o enfoques nacionales ? ¿ Son igualitarias o simplemente democráticas ? ¿ Son independientes o están enfeudadas al gobierno ? ¿ Son admisibles para todas las clases sociales o participantes de su lucha ? ¿ Están o no reunidas estructuralmente ? ¿ Son evolutivas o revolucionarias ? ¿ Rurales o urbanas ? ¿ Tienen un porvenir o hay que volver a crearlas ?

La prudencia incitó a un gran número de cooperativas a adoptar los principios de Rochdale tale y como están sintetizados en la ACL, pero estos principios no solucionan la cuestión esencial que es la de saber si "Cooperar es una alternativa en la vida o un medio de hacer negocios ?" Las conclusiones del autor merecen que se les preste una gran atención. Son parte de la investigación que puso en evidencia el Sr. Laidlaw durante el XXVIIº Congreso de la ACL y, de cualquier manera, manifiestan una opción: la del autor.

La futurología será siempre un conjunto de sueños de los cuales algunos se vuelven realidad. No prolonguemos más este resumen, "The Search for Community" es un libro que hay que leer. (Disponible en inglés solamente)

*DIE SUCHE NACH GEMEINSCHAFT – Dies ist eine vergleichende Studie über Genossenschaften, wie sie waren, bevor sie den Namen Genossenschaften benutzten, d.h. über die goldenen Zeiten, sowie die problematische Integration in die heutige Zeit und deren Anforderungen. Unter diesem Gesichtspunkt betrachten wir die Leistungen des genossenschaftlichen Geistes seit den klösterlichen Ursprüngen des Mittelalters bis hin zur Integration der heutigen Genossenschaften mit der Zielrichtung, wie wohl die Genossenschaften von morgen sein sollten.*

Wenn auch nur kurz, soll der historische Überblick gegeben werden. Man geht von vier grundsätzlichen Strömungen aus: Liberaldemokratisch, marxistisch, sozialistisch und «Communalist».

Die Genossenschaften der liberalen, demokratischen Tradition räumen dem privaten Eigentum großen Raum ein und erwarten nur eine begrenzt persönliche Investition. Im marxistischen Modell geht man von der unbedingten Übernahme wirtschaftlicher Leitlinien – die häufig außerhalb der Genossenschaften definiert werden – aus. Das persönliche Haftungsvermögen ist nicht vorrangig. Diese beiden Strömungen dienen der Stärkung regionaler Genossenschaften im allgemeinen und sind somit nur ein anderer Weg, wirtschaftliche oder soziale Ergebnisse zu erzielen. Aus diesem Feld stammen viele Genossenschaften.

Die sozialistische Tradition entwickelt sich in einer kapitalistischen Umwelt, sei sie nun demokratisch oder nicht. Die Aktivitäten solcher Genossenschaften sind immer darauf gerichtet, alle Bereiche abzudecken unter Einbeziehung von Herstellung und Vertrieb. Zu erwähnen ist noch der «communist» Type mit seiner charismatischen und allumfassenden Auffassung (hier ist eine Tendenz festzustellen, alle Bedarfe und Bedürfnisse der Mitglieder zu befriedigen; sei es auf wirtschaftlichem, sozialen und auch im geistigen Bereich). Beide Ansprüche, dh. die sozialistische wie die «communist» ist sehr von dem Ausmaß des persönlichen Engagements des Mitgliedes abhängig.

Die «communist» Genossenschaften überleben aus eben diesem Grund, da sie sehr religiös, oftmals sektiererisch oder sozialpolitisch sind, also deutlicher gesagt, gegen das «establishment».

Zusammenfassend sollten wir folgendes festhalten: Sind die eigentlichen Genossenschaften solche mit Aktivitäten auf ganz bestimmten Gebieten oder sind es die Genossenschaften, die ein Höchstmaß unterschiedlicher Bedarfe decken? Gibt es feste allgemein gültige Vorstellungen oder nationale Erfordernisse? Sind Genossenschaften Gleichmacher oder demokratisch?

Sind sie unabhängig oder abhängig vom Staat? Evolutionär oder revolutionär? In den Städten oder auf dem Lande zu Haus? Haben sie eine Zukunft oder müssen sie reformiert werden, um zu überleben?

Klugerweise haben viele Genossenschafter die Rochdale-Prinzipien übernommen, die auch in den IGB eingeflossen sind, jedoch die Grundsatzfrage: «ist genossenschaftlich eine Lebenseinstellung oder ist es ein Mittel, um Geschäfte zu machen» ist noch nicht entschieden.

Die Schlußfolgerungen des Autors sollten beachtet werden! Vieles aus dem Bericht von Laidlaw, vorgelegt auf dem 28. IGB-Kongress, ist hier mit eingeflossen. Die Zukunft ist immer eine Fülle von Träumen, von denen manche in Erfüllung gehen.

Ich kann nur sagen «Die Suche nach Gemeinschaft» ist ein Buch, das man lesen sollte.

## Co-operatives and Peace

This booklet is a slightly modified version of a lecture which Dr. Saxena delivered at the Co-op Institute at the Loyola University, Chicago, Illinois. Price: \$4.00.

In this publication Dr. Saxena discusses the role which co-operatives can play in promoting the cause of World Peace. At the international level the Movement has done precious little apart from adopting numerous Resolutions which are repetitive and devoid of practical significance. He analyses the reasons for these empty gestures and describes the contribution of one national movement. The movements at the national level are fragmented and Dr. Saxena suggests some conceptual and practical ways of building a coordinated initiative on Peace so that co-operative support to this vital issue is total, not partial. Peace should be introduced in the syllabi of co-operative schools and colleges and the relationship between co-operation in its specific and generic senses should

be studied and researched closely; experiences of recently set up Peace Academies and Conflict Resolution Institutes will be of help and Co-operative Colleges must establish active contacts with them.

But if the Co-operative Movement is to actively pursue its new role, its leaders must be sensitized to this issue; the movement's concerns need to be widened. This will require time; the induction of women and youth will, to some extent, help in sensitizing the co-operative movement to issues of Peace which have so far been regarded by it as extraneous.

For the first time we have here concrete suggestions about the role of co-operatives in the promotion of Peace.

*LES COOPERATIVES ET LA PAIX – Quel rôle les coopératives peuvent-elles jouer en faveur de la paix ? Au niveau international, le mouvement n'a fait que peu ou produit seulement des déclarations sans efficacité pratique. Les raisons de ces lacunes sont étudiées ainsi que les contributions d'un mouvement national particulier. Les mouvements sont dispersés au niveau national, aussi l'auteur suggère-t-il des moyens pratiques afin que la contribution des coopératives en faveur de la paix cesse d'être partielle et devienne totale: Le programme des études coopératives devrait comporter une branche "Paix" et les relations coopératives dans ce qu'elles ont d'original et de spécifique devraient faire l'objet d'une étude détaillée. Les expériences de certaines nouvelles institutions d'études phénoénologiques sur la paix doivent être prises en compte. Les collèges coopératifs doivent se mettre en relation avec ces organismes.*

*Toutefois, si le mouvement s'engage dans cette voie, il faudra que ses dirigeants y soient sensibilisés et que l'éventail des objectifs des coopératives soit explicitement amplifié en conséquences. Du temps va être nécessaire, mais l'intégration des femmes et des jeunes contribuera à cette sensibilisation en faveur de la paix qui jusqu'alors semblait bien abstraite.*

*Ce document est une version légèrement revue d'un exposé présenté par l'ancien directeur de l'ACI, Mr. S.K. Saxena, à l'Institut coopératif de l'Université Loyola de Chicago.*

*LAS COOPERATIVAS Y LA PAZ – En esta publicación, el Dr. Saxena examina el importante papel que pueden desempeñar las cooperativas en la promoción de la causa por la Paz Mundial. A nivel internacional, el movimiento no ha hecho gran cosa aparte de adoptar numerosas resoluciones repetitivas y exentas de un resultado práctico. También analiza las razones de estas acciones desprovistas de contenido y describe la contribución que puede hacer un movimiento nacional. A nivel nacional, los movimientos están fragmentados y el Dr. Saxena sugiere algunas ideas y métodos prácticos para*

edificar una iniciativa coordinada en favor de la paz con el fin de que el apoyo cooperativo en este problema vital no sea solamente parcial sino total. Se debe introducir el tema de la paz en el programa de las escuelas y colegios cooperativos así como estudiar e investigar la relación que existe entre la cooperación y sus sentidos específico y genérico. La experiencia de las recientes Academias para la Paz y de los Institutos para la Solución de Conflictos será de gran ayuda, por lo cual los colegios cooperativos deben establecer contactos diligentes con éstos.

Però si el movimiento quiere llevar a cabo diligentemente su nueva función, sus líderes deberán sensibilizarse a esta cuestión; las preocupaciones del movimiento necesitan extenderse. Esto requiere tiempo; el introducir la participación de mujeres y jóvenes ayudará, hasta cierto punto, a sensibilizar el movimiento cooperativo a las cuestiones de Paz que había juzgado hasta hoy como externas.

Por la primera vez contamos con sugerencias concretas sobre el papel que deben desempeñar las cooperativas en la promoción por la paz.

Esta publicación es una versión un poco modificada de un Discurso que dio el Dr. Saxena en el Instituto Cooperativo de la Universidad de Loyola, en Chicago, Illinois. (Disponible en inglés solamente)

*GENOSSENSCHAFTEN UND FRIEDEN – Welchen Friedensbeitrag können die Genossenschaften leisten? Auf internationaler Ebene ist die Bewegung noch kaum aktiv geworden oder hat sich mit der Abgabe von Erklärungen ohne praktischen Nutzen begnügt. Der Referent fragt nach den Gründen für dieses mangelnde Engagement und untersucht dann die Beiträge einzelstaatlicher Genossenschaften. Angesichts der Zersplitterung der Bewegungen auf nationaler Ebene schlägt der Referent praktische Schritte vor, damit sich der genossenschaftliche Beitrag zum Frieden von parteiischen Stellungnahmen weg zum umfassenden Engagement entwickelt: In das Studienprogramm der Genossenschaften sollte ein Themenbereich «Frieden» aufgenommen und die genossenschaftlichen Beziehungen auf ihren spezifischen, eigenständigen Beitrag hin untersucht werden. Dabei wären die Erfahrungen einer Reihe neuer Institutionen, die sich mit phänomenologischen Studien zum Frieden befassen, zu berücksichtigen. Die genossenschaftlichen Bildungs- und Forschungsstätten müssten mit den entsprechenden Organismen Kontakt aufnehmen.*

*Wenn die Bewegung diesen Weg einschlagen will, müssten ihre Führungskräfte für dieses Thema sensibilisiert und die Skala der genossenschaftlichen Zielsetzungen demgemäss expressis verbis erweitert werden. Das braucht Zeit, doch wird die Integration der Frauen und Jugendlichen ganz wesentlich zur Bewusstseinsbildung in Sachen Frieden, einem bisher eher abstrakten Thema, beitragen.*

*Diesem Text liegt eine leicht überarbeitete Fassung eines Referats zugrunde, das der frühere Direktor des IGB, S. K. Saxena, am Institut für Genossenschaftswesen der Loyola-Universität in Chicago gehalten hat.*

# The Woman Co-operator & Development

by Zakia Meghji, Ramadhan Meghji and Clement Kwayu; published by Maarifa Publishers, P.O. Box 73148, Nairobi, A5 125 pages.

While evaluating a project aimed at encouraging women to participate in co-operatives, the authors noticed that the participation of women in co-operatives was having a positive effect, not only on the livelihoods of the women themselves, but also on their families and the neighbouring community. There were, however, many constraints to wider and fuller participation of women in co-operatives. In most of the countries co-operatives had been adopted by policy as a major instrument for development and yet the women-folk, who account for about half the population, could not fully participate. The effect of this on development was bound to be significant. Convinced that wider and fuller participation would have a more desirable impact, the authors determined to compile more information on these issues in order to give scholars, co-operators and development practitioners a chronicle of factors necessary for successful participation of women in co-operative activities.

The authors see development as enhancing the capacity of people, both as individuals and communities, to regulate their own internal and external environment for their own good. Different factors that come into play are analysed. The position of women is examined in

both environmental and historical contexts. The role of co-operatives as tools of development is critically reviewed. Having raised the main issues pertaining to both women and development, the authors cite cases in which women have participated. Finally, an abstraction of factors that have hindered or enhanced participation of women in co-operatives is made, and suggestions for enhancement of fuller and wider participation are given.

The book covers Eastern, Central and Southern Africa, with cases drawn from Kenya, Tanzania, Zambia, Lesotho, Swaziland and Botswana.

The authors have rich backgrounds in the co-operative movement. Zakia Meghji is the officer in charge of Women and Youth programmes at the International Co-operative Alliance Regional Office for East, Central and Southern Africa. Ramadhan Meghji, an economist, is the co-ordinator of the North-South programme between the University of York, Canada, and the Co-operative College, Moshi. Clement Kwayu, a managing consultant with the Tanzanian based BUMACO LTD., is a former lecturer at the Co-operative College Moshi. He has done extensive work with co-operatives in East, Central and Southern Africa.

*COOPERATRICES ET DEVELOPPEMENT – En encourageant la participation des femmes aux coopératives, les auteurs ont pris conscience des effets positifs d'une telle option, non seulement sur la femme elle-même, mais aussi sur sa famille et ses voisins. Alors que dans plusieurs pays les coopératives sont devenu l'un des principaux instruments du développement, il y existe encore de nombreux obstacles faits à la participation des femmes. Cette situation a des répercussions sur le développement. Les auteurs se sont donc informés afin de fournir une documentation sur les conditions qui permettraient de promouvoir une telle participation.*



*Un des buts du développement, c'est de permettre aux individus et aux collectivités d'influencer leur contexte. L'ouvrage étudie la situation de la femme dans cette optique. Il passe au crible l'action des coopératives en mettant en regard les problèmes du développement et ceux de la femme. Des cas d'es-  
pèce concernant la Tanzanie, le Kénya, la Zambie, le Lesotho, le Swaziland et le Botswana, sont pré-  
sentés avant que soit étudié ce qui a favorisé ou, au contraire, nui à la participation féminine. On pro-  
pose ensuite de solutions.*

*Particulièrement compétents pour un tel travail à cause de leur formation et leurs activités actuelles,  
les auteurs sont de la région dont ils parlent. (L'ouvrage n'existe qu'en anglais)*

*LA MUJER COOPERADORA Y EL DESARROLLO – Durante la evaluación de un proyecto cuyo ob-  
jetivo era el de alentar las mujeres a participar en las cooperativas, los autores del proyecto notaron  
que la participación de las mujeres en las cooperativas tuvo un efecto positivo, no sólo en la vida de  
las mujeres mismas sino también en la de sus familias y en la de la comunidad. Sin embargo, hubo  
muchas restricciones para que las mujeres participaran plena y más extensamente en las cooperativas.  
En la mayoría de los países, la política ha sido la de adoptar las cooperativas como uno de los instru-  
mentos más importantes del desarrollo, empero la población femenina que representa la mitad de la  
población, no podía participar completamente. El efecto que tuvo esta situación en el desarrollo resultó  
ser importante. Convencidos de que una participación completa y más extensa tendría el impacto an-  
helado, los autores decidieron recopilar más informaciones sobre estos problemas para una crónica  
de factores necesaria, dirigida a doctos, cooperadores y a expertos en desarrollo con el fin de alcanzar  
con éxito, la participación de las mujeres en las actividades cooperativas.*

*Los autores ven el desarrollo como la exaltación de la capacidad de la gente, como individuos y  
como comunidades, lo que permite regular el medio ambiente interno y externo para su propio bien.  
Analizan los diferentes factores que entran en consideración. La posición de la mujer está examinada  
en los contextos histórico y del medio ambiente. También examinan de manera crítica la función de  
las cooperativas como instrumentos del desarrollo. Una vez citadas las cuestiones más importantes  
con respecto a las mujeres y al desarrollo, los autores nos dan algunos ejemplos de casos en donde  
las mujeres han participado. Finalmente hacen una abstracción de los factores que han impedido o  
permitido la participación de las mujeres en las cooperativas y dan sugerencias para ponderar una par-  
ticipación más completa y extensa.*

*El libro abarca las regiones de África Oriental, Central y del Sur con ejemplos provenientes de Kenia,  
Tanzania, Zambia, Lesotho, Swaziland y Botswana.*

*Los autores tienen una excelente experiencia en el movimiento cooperativo. Zakia Meghji es el fun-  
cionario encargado de los programas de las mujeres y de los jóvenes en la Oficina Regional de la  
Alianza Cooperativa Internacional para África Oriental, Central y del Sur. Ramadhan Meghji, econo-  
mista, es el coordinador del programa Norte-Sur entre la Universidad de York en Canadá y el Colegio  
Cooperativo en Moshi. Clement Kwayu, asesor administrativo de la BUMACO Ltd. de Tanzania, es  
un ex-lector del Colegio Cooperativo de Moshi, que ha hecho trabajos extensos en colaboración con  
las cooperativas de África oriental, Central y del Sur. (Disponible en inglés solamente)*

*GENOSSENSCHAFTSFRAUEN UND ENTWICKLUNG – Bei der Evaluierung eines Projekts, das auf  
die stärkere Mitwirkung von Frauen im Genossenschaftswesen abhob, stellten die Verfasser fest, dass  
sich die Mitarbeit von Frauen in Genossenschaften nicht nur auf ihren eigenen Lebensunterhalt, son-  
dern auch den ihrer Familien und der jeweiligen Gemeinschaft positiv auswirkte. Einer weitergehen-  
den, umfassenderen Beteiligung von Frauen an Genossenschaften standen jedoch zahlreiche Bes-  
chränkungen entgegen. In den meisten Ländern waren Genossenschaften aufgrund politischer Über-  
legungen als zentrales Instrument der Entwicklungsförderung eingeführt worden, ohne dass den  
Frauen, die über die Hälfte der Bevölkerung ausmachen, die Möglichkeit zu voller Mitarbeit eingeräumt  
worden wäre. Dieser Tatbestand musste sich nachhaltig auf die Entwicklung selbst auswirken. Über-  
zeugt, dass der erwünschte entwicklungsfördernde Effekt eher durch eine umfassendere, breitere Mit-  
wirkung zu erzielen sei, beschlossen die Verfasser, weiteres Informationsmaterial zusammenzutragen,  
um Wissenschaftlern, Genossenschaftlern und Praktikern des Entwicklungswesens eine Übersicht über  
jene Faktoren an die Hand zu geben, die für eine erfolgreiche Beteiligung von Frauen an genossen-  
schaftlichen Aktivitäten unerlässlich sind.*

Nach Auffassung der Verfasser wird die Fähigkeit des einzelnen wie der Gemeinschaft, die innere und äussere Umwelt zu ihrem eigenen Wohl zu gestalten, durch Entwicklung gefördert. Deshalb werden verschiedene, an diesem Prozess beteiligte Faktoren untersucht, so die Stellung der Frau im Kontext von Umwelt und Geschichte. Die Rolle der Genossenschaften als Entwicklungsträger wird kritisch hinterfragt. Nach Abhandlung der wichtigsten Fragenkreise zum Thema Frauen und Entwicklung stellen die Verfasser Beispiele für eine aktive Mitarbeit von Frauen vor. Abschliessend werden die Faktoren, die sich hindernd oder fördernd auf die Partizipation von Frauen im Genossenschaftswesen auswirken, aufgelistet und ihnen Vorschläge zur Verwirklichung einer umfassenderen, breiteren Mitarbeit gegenübergestellt.

In dem Buch werden Ost-, Zentral- und das südliche Afrika behandelt; die angeführten Beispiele stammen aus Kenia, Tansania, Zambia, Lesotho, Swasiland und Botswana.

Die Verfasser sind mit der Genossenschaftsbewegung bestens vertraut. Als leitender Mitarbeiter des Internationalen Genossenschaftsbundess ist Zakia Meghji beim IGB-Regionalbüro für Ost-, Zentral- und das südliche Afrika für Frauen- und Jugendprogramme verantwortlich. Der Volkswirtschaftler Ramadhan Meghji ist mit der Koordinierung des Nord-Süd-Programms zwischen der Universität York, Kanada, und dem Genossenschafts-College in Moshi betraut. Clement Kwayu, leitender Unternehmensberater der BUMACO Ltd. mit Sitz in Tansania, war Dozent am Genossenschafts-College in Moshi. Er hat ferner intensiv mit Genossenschaften in Ost-, Zentral- und im südlichen Afrika zusammengearbeitet.

---

## The Pit Village and the Store

by Linda McCulloch Thew. Published by Pluto Press with the Co-operative Union  
A4 226 pages. £4.95.

This is a charmingly written book giving an insight into life in the industrial North of England during the early 20th century – a way of life which is rapidly declining together with its values... hard work, honesty, good manners, respect for elders.

The author grew up in Ashington, a mining village in Northumberland. Village life revolved around the family, church, school, the pit and the Co-operative Store. "The Pit Village and the Store" emphasizes the important role which the co-operative played in the lives of the people of Ashington:

"Allegiance to the church might waver, schools change, our stay in various houses be short-lived, work at the

pit be unpredictable, but our attitude to the store was steadfast. It claimed our whole-hearted fealty and esteem."

Linda McCulloch Thew left school at 14 to work in the co-operative store, the most coveted job in the village. In her book she writes about work at the store, the Guild, Sunday school, the store classes and the scholarships she won to the Co-op summer school.

During the war the author joined the Auxiliary Territorial Service of the Civil Defence Corps and was later transferred to the Army Education Corps. She subsequently took a teachers' training course in Newcastle and, after a career in teaching and counselling, finally turned to full-time writing.

*UN VILLAGE MINIER ET SON MAGASIN – C'est un livre agréable à lire où il est question d'Ashington, un village anglais au début du siècle, et d'une forme de vie qui tend à disparaître et dont les valeurs étaient le travail assidu, l'honnêteté, les bonnes manières et le respect des aînés. Les centres sociaux des habitants du village étaient leur foyer, l'église, l'école, la mine et la coopérative qui jouait un rôle de premier plan. On pouvait ne pas être assidu à l'église, changer d'école, déménager et vivre les aléas professionnels des mineurs, mais on restait fidèle au magasin.*

*A 14 ans l'auteur devient employée de la coopérative, le poste le plus convoité du village. Elle parle de ce qu'elle y a vécu, de l'association des coopératrices, de l'école du dimanche et de l'appui obtenu pour participer à l'école d'été de la coopérative.*

*Pendant la guerre, elle fit partie de la défense civile puis du service d'éducation de l'armée. Elle étudia ensuite pour devenir enseignante et devint enfin écrivain à plein temps. (L'ouvrage n'existe qu'en anglais)*

*EL PUEBLO MINERO Y LA TIENDA – Este cautivante libro nos introduce en la vida industrial del norte de Inglaterra a principios del siglo XX – un modo de vida en rápida decadencia junto con sus valores... trabajo duro, honestidad, buenos modales, respeto por los mayores.*

*La escritora creció en Ashington, pueblo minero de Northumberland. La vida del pueblo giraba alrededor de la familia, la iglesia, la escuela, la mina y la tienda cooperativa. "El pueblo minero y la tienda" hace resaltar el importante papel que desempeña la cooperativa en la vida del pueblo de Ashington:*

*"La lealtad a la iglesia podía vacilar, las escuelas cambiar, nuestra estancia en diversas casas podía ser corta, el trabajo en la mina imprevisible, pero nuestra actitud hacia la tienda se mantenía firme. Reclamaba toda nuestra fidelidad y estima".*

*Linda McCulloch Thew dejó la escuela a la edad de 14 años para trabajar en la tienda cooperativa, que era el puesto de trabajo más codiciado en el pueblo. En su libro habla del trabajo en la tienda, del gremio, de la escuela dominical, de las clases de la tienda y de la beca que ganó para ir a la cooperativa escolar de verano.*

*Durante la guerra, la escritora se unió al Servicio Territorial Auxiliar del Cuerpo de Defensa Civil y más tarde fue transferida al Cuerpo de Educación Militar. Subsecuentemente siguió un curso de capacitación para profesores en Newcastle y, después de haber hecho carrera en la enseñanza y como consejera, se volvió finalmente escritora a tiempo completo. (disponible en inglés solamente)*

*DAS BERGBAUDORF UND DER LADEN – Das liebenswerte Buch versetzt den Leser in den industriellen Norden Englands zu Anfang des 20. Jh.s und macht ihn mit einer Lebensweise vertraut, die, ebenso wie die Werte, die sie prägten – harte Arbeit, Ehrlichkeit, gute Manieren und Achtung vor dem Alter –, zusehends an Boden verliert.*

*Die Verfasserin ist in Ashington, einem Bergbaudorf in Northumberland, aufgewachsen. Das dörfliche Leben drehte sich um Familie, Kirche, Schule, die Zeche und den Konsumladen. Das Buch macht deutlich, welche zentrale Rolle die Genossenschaft im Leben der Bewohner von Ashington spielte:*

*«Mochten wir in unserer Kirchentreu wanken, mochten Schulen kommen und gehen, die Zeit, die wir in verschiedenen Häusern wohnten, befristet sein und die Arbeit in der Zeche noch so unsicher, unsere Einstellung zum Konsum dagegen war unerschütterlich. Er verlangte unsere ungeteilte Treue und Achtung.»*

*Linda McCulloch Thew verließ die Schule im Alter von 14 Jahren, um im Konsum die begehrteste Stelle des Dorfes anzutreten. In ihrem Buch erzählt sie von der Arbeit im Laden, von der «Gilde» – dem Verein der Genossenschaftsfrauen –, der Sonntagsschule, den Konsumklassen und den Stipendien, die sie in der genossenschaftlichen Sommerschule erwarb.*

*Im Krieg trat die Verfasserin in die territoriale Hilfstruppe des zivilen Verteidigungskorps ein und wurde später für Bildungsaufgaben beim Army Educational Corps eingesetzt. Nach ihrer Lehrerinnen-42 Ausbildung in Newcastle begann ihre Laufbahn im Unterrichts- und Beratungswesen, bevor sie sich schließlich ganz der Schriftstellerei zuwandte.*